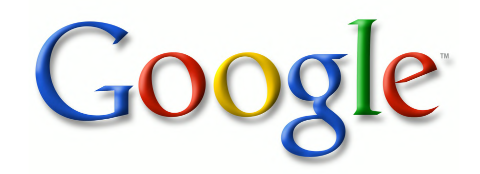
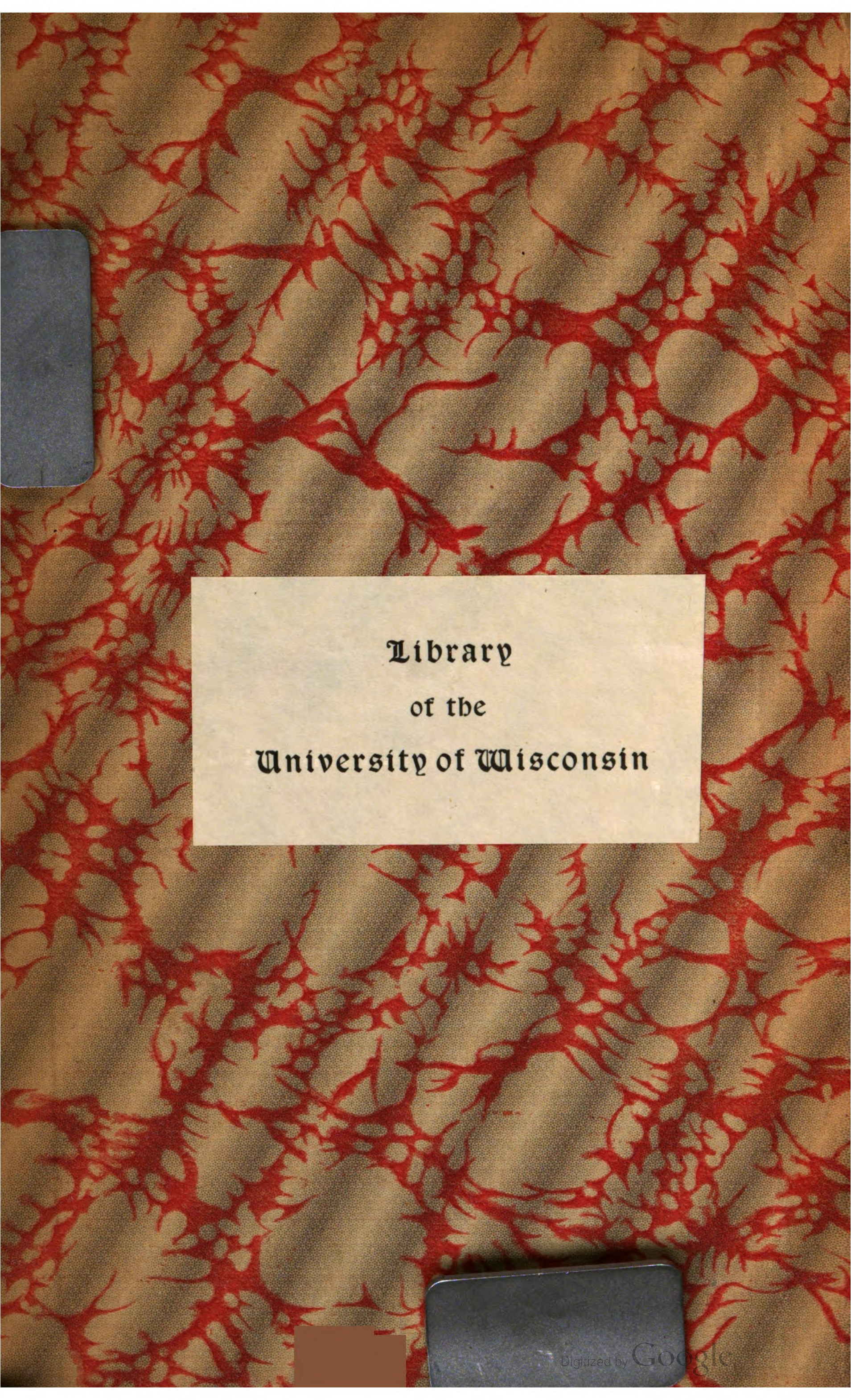
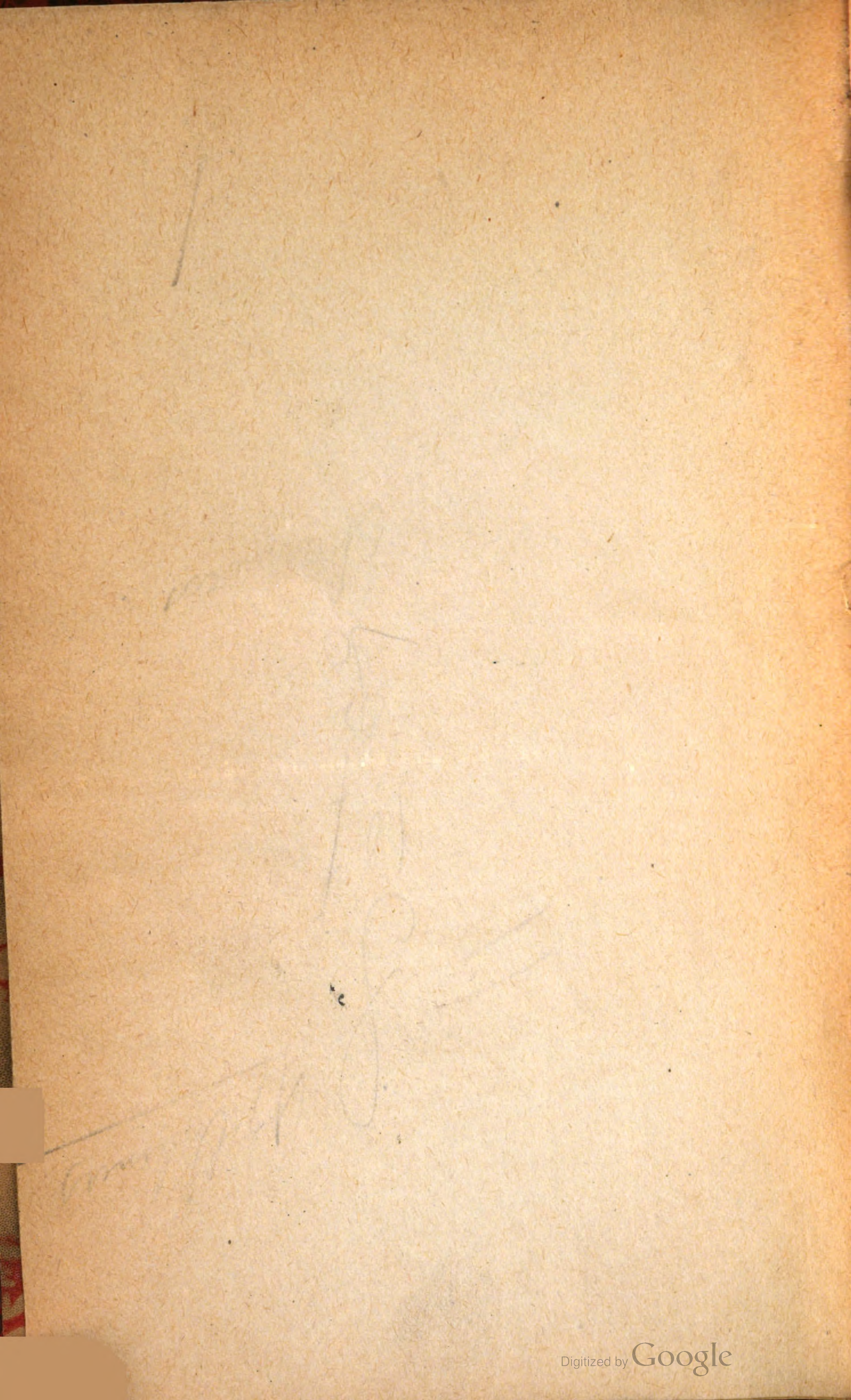





Library
of the
University of Wisconsin





HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE

PARIS — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

ARMAND LEFEBVRE

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, CONSEILLER D'ÉTAT, MEMBRE DE L'INSTITUT

HISTOIRE
DES
CABINETS DE L'EUROPE
PENDANT
LE CONSULAT ET L'EMPIRE
— 1800 - 1815 —

PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE

PAR M. SAINTE-BEUVE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, SÉNATEUR

ET

COMPLETÉE PAR M. ÉD. LEFEBVRE DE BÉHAINE

SECRÉTAIRE D'AMBASSADE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME CINQUIÈME

PARIS
AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE DE LA PAIX, 8

1869

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE

1800—1815

PRÉLIMINAIRES

DE LA GUERRE DE RUSSIE

L'ALLIANCE AUTRICHIENNE

CHAPITRE PREMIER

Situation respective de Napoléon et d'Alexandre, après la paix de Vienne. — Le divorce. — Ouvertures de M. de Caulaincourt au czar au sujet de la grande-duchesse Anne Petrowna. — Insinuations de M. de Metternich à M. de Narbonne, en faveur d'une alliance matrimoniale avec la maison d'Autriche. — Attitude répulsive de l'impératrice-mère à Saint-Pétersbourg. — Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise est décidé. — M. de Metternich travaille à rompre l'alliance de Tilsit. — Batailles de Batin et défaites des Turcs, juin 1810. — La Porte a recours à la France. — Napoléon se détache de plus en

plus de la Russie. — Question polonaise. — Question maritime. — Le blocus continental. — Décret de Rambouillet, 28 mars 1810. — Soumission faite à la Hollande. — Résistance du roi Louis. — Réunion de la Hollande à la France. — Irritation de la Russie. — Réunion du duché d'Oldenbourg à la France. — La Suède favorise la contrebande anglaise. — Élection de Bernadotte, comme prince royal de Suède, 21 août 1810. — La Suède déclare la guerre à l'Angleterre. — Système des licences. — Détresse de l'Angleterre. — Armements de la Russie. — Lettre de Napoléon au czar, du 28 février 1811.

La pénétration de Napoléon était trop grande, il savait trop la portée de ses actes pour se dissimuler l'effet irritant qu'avait dû produire, à Saint-Pétersbourg le dernier traité de Vienne. En présence d'une révolution aussi profonde dans toute l'économie du système qui avait été fondé à Tilsit, quelle attitude va prendre l'empereur Alexandre? Quelle sera la mesure de son dépit? Où s'arrêtera la limite de son opposition au nouvel ordre de choses? Voilà ce qui préoccupe vivement l'esprit de l'Empereur après la paix de Vienne.

Du reste, il compte sur le prestige de sa force, sur le caractère mobile du czar, sur l'ascendant qu'à Tilsit et à Erfurt il a exercé sur lui; les premiers moments d'irritation passés, il se flatte de le calmer à force d'empressements et d'égards. Tous ses efforts vont tendre désormais à ranimer sa confiance et à le rassurer sur le sort de ses provinces polonaises. Aussitôt après la signature du traité du 14 octobre, il lui avait écrit de Schrœnbrünn une lettre remplie des témoignages les plus affectueux, paraissant avoir oublié tous ses torts

dans la dernière guerre et ne se rappeler que les épanchements des deux années précédentes. Cette lettre contenait une déclaration formelle de sa part de ne point rétablir la Pologne. Elle accompagnait la copie du traité de Vienne, et elle était destinée à en amortir l'impression fâcheuse. Il est facile de concevoir l'impatience mêlée d'inquiétude avec laquelle l'Empereur, de retour d'Allemagne, attendait les premières nouvelles de son ambassadeur. Ces dépêches si vivement attendues le trouvent à Fontainebleau entouré des hommages et des respects des rois ses alliés, empressés à venir le complimenter sur ses derniers triomphes. Elles recevaient des circonstances un intérêt extrême.

Le duc de Vicence avait remis lui-même entre les mains de l'empereur de Russie la copie du traité du 14 octobre. Alexandre l'avait lue avec une extrême attention, sans proférer un mot, mais avec un visage troublé et mécontent. La lecture achevée, il était tombé dans un silence morne et plein de tristesse comme un homme frappé d'un coup inattendu. Il en était sorti par ces mots : « Je suis mal récompensé d'avoir remis mes intérêts dans les mains de l'empereur Napoléon, et de l'avoir secondé, comme je l'ai fait, dans la guerre et les négociations. Il semble qu'on ait pris à tâche de faire justement le contraire de ce que j'avais demandé. » Puis, il avait ajouté que ses intérêts blessés ne l'empêchaient point de sentir tout le prix de la paix ; « il l'acceptait telle qu'elle avait été signée, et il l'exécuterait loyalement. »

Le comte de Romanzoff, obligé à moins de ménage-

ments, mit à nu la pensée intime de son gouvernement. « Évidemment, dit-il à notre ambassadeur, vous cherchez à remplacer l'alliance russe dont vous ne voulez plus par celle du Grand-Duché. » Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne se borna point à des plaintes verbales : il adressa une note au duc de Vicence, note pleine de reproches et d'amertume. « L'empereur Napoléon, y était-il dit, dispose, de sa propre volonté, de 2,400,000 habitants appartenant à un pays occupé par les troupes russes qui l'ont conquis : l'adjonction de 2,000,000 d'âmes au grand-duché de Varsovie va développer la puissance de cet État, nourrir la pensée de ses habitants, partagée par l'opinion du monde, qu'il est destiné à redevenir royaume de Pologne. Sa Majesté le dit sans hésiter : elle était en droit de s'attendre à un autre dénoûment. »

Bientôt le peuple russe avait eu connaissance du traité. Heureuse enfin de sympathiser cette fois avec les sentiments du souverain, l'opinion, jusqu'alors mal contenue, avait fait explosion ; toutes les voix s'étaient élevées pour déplorer la faiblesse du czar, son dévouement sans mesure pour un allié perfide qui venait d'y répondre par une ingratitude dont l'histoire n'offrait point d'exemple. Il était impossible de le méconnaître ; la Russie tout entière se sentait atteinte dans sa dignité comme dans ses intérêts les plus chers, par l'agrandissement du duché de Varsovie et par l'affaiblissement démesuré de l'Autriche. Alexandre personnellement en était désespéré. Depuis quatre ans, il luttait avec effort contre les passions de son peuple en faveur de l'alliance

française. Si du moins il eût retiré quelque avantage considérable de la dernière guerre, l'opinion l'eût absous : mais qu'avait-il à offrir pour apaiser les murmures de sa noblesse? L'Autriche, la seule barrière qui le séparât du colosse français, démantelée et subjuguée, la Pologne sortant de ses ruines, reparaissant sur la scène du monde entourée des sympathies et des vœux d'une partie de l'Europe et impatiente de compléter sa régénération. Puis, l'amour-propre personnel du prince se trouvait gravement compromis : jugeant la crise trop importante pour rester effacé derrière ses ministres, il avait dirigé lui-même la négociation relative au partage de la Gallicie ; il avait mis à découvert sa dignité d'empereur, et le coup était allé le frapper directement et à fond.

Ainsi, l'orgueil du souverain, la dignité nationale, les intérêts généraux de l'empire russe, le traité de Vienne avait tout froissé : nul doute que si la crainte ne l'eût contenu, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'eût point borné à des plaintes inutiles l'expression de son mécontentement. Mais la situation était grave : déjà la Russie ressentait les effets de l'abaissement de l'Autriche ; elle se voyait isolée et maîtrisée par cette France redoutable dont elle sentait bien qu'elle ne marchait plus l'égale. Il lui fallait modérer l'expression de son dépit, et se soumettre, pour le moment, à un ordre de choses jugé par elle comme une calamité déplorable.

Napoléon ne demandait pas autre chose. Le point important pour lui était qu'Alexandre évitât, dans le moment présent, toute explosion violente, et acceptât

le traité de Vienne comme un fait accompli. L'avenir lui restait, et il comptait le mettre à profit pour se faire pardonner le coup qu'il venait de porter aux intérêts de son allié. L'occasion de lui offrir une sorte de réparation vint bientôt se présenter d'elle-même.

La résignation de l'empereur Alexandre avait ses limites. N'ayant point en ce moment la force ni la volonté d'attaquer de front le dernier traité de Vienne, il résolut du moins d'en amortir les funestes effets en obtenant de l'empereur Napoléon que, par un acte solennel et public, les deux empires fixassent, d'une manière irrévocable, le sort du duché de Varsovie et rendissent comme impossible le rétablissement futur de la Pologne. Il insista sur cet acte comme sur la seule garantie qui pût mettre un terme aux alarmes qu'avait excitées, dans son esprit comme dans celui de ses peuples, l'agrandissement récent du duché polonais.

Napoléon se trouva trop heureux de conserver à ce prix un allié qu'il craignait de s'être pour jamais aliéné. Il mit un empressement marqué à céder à ses instances; il autorisa son ambassadeur à donner au cabinet de Saint-Pétersbourg toutes les garanties qu'il pouvait désirer contre le rétablissement futur de la Pologne. Dans son discours d'ouverture au Corps législatif (novembre 1809), il annonça hautement qu'il était résolu de ne faire aucune démarche tendant à la restauration de cet ancien royaume.

A ces témoignages de confiance et d'amitié, il en ajouta un dernier plus expressif que tous les autres. Il venait de prendre une décision, l'une des plus graves

de sa vie, celle de se séparer de l'impératrice Joséphine et de contracter un nouveau mariage. Les deux époux avaient toujours vécu dans une douce et tendre harmonie, et les exigences de la politique pouvaient seules dissoudre une union qui avait été parfaitement heureuse. Mais il n'était point né d'enfant de ce mariage. Aux yeux de Napoléon, le trône qu'il avait fondé avait besoin, pour être consolidé, d'une autre sanction que celle de sa gloire et de sa puissance ; il lui fallait celle de l'hérédité. Une crainte continuelle obsédait sa pensée, c'est qu'à sa mort tous les intérêts ennemis de son gouvernement ne se réunissent pour détruire l'œuvre de son génie et de ses victoires, et que la France ne devînt la proie du jacobinisme ou d'une contre-révolution bourbonienne. « Mes ennemis se donnent rendez-vous sur ma tombe, » s'écriait-il souvent. En devenant le fondateur d'une dynastie nouvelle, il espérait tout à la fois conjurer les coalitions de l'étranger, les complots de l'intérieur, les ambitions de sa propre famille, et intéresser à la conservation de son trône celle des cours de l'Europe à laquelle il s'allierait. Ainsi, le désir de se créer une grande alliance continentale qui l'a porté à chercher successivement son point d'appui à Berlin, à Vienne et enfin à Saint-Pétersbourg, ce désir va le guider encore dans le choix de sa nouvelle épouse. Le dévouement du prince Eugène eut alors à subir de cruelles épreuves. Ce fut lui que l'empereur chargea de préparer sa mère au coup qui, en la frappant, semblait devoir le déshériter de la plus belle couronne du monde. Le vice-roi remplit courageusement sa pénible mission.

Les scènes qui se passèrent alors entre la mère et le fils furent déchirantes. Joséphine portait à l'Empereur un attachement tendre et sincère. En lui donnant sa main lorsqu'il n'était encore que simple général de la République, elle avait aidé sa fortune; elle avait grandi avec lui; elle avait joui de sa gloire et de sa puissance comme de sa confiance et de son affection. Il y a peu de douleurs humaines comparables à celle qui dut s'emparer du cœur de cette femme, lorsqu'il lui fallut sacrifier à la froide politique ses affections les plus chères et toutes les pompes du trône. La résignation était pour elle une loi; elle subit son sort, non sans verser d'abondantes larmes.

Le 15 décembre, un conseil extraordinaire fut convoqué aux Tuileries : tous les princes et toutes les princesses de la famille impériale y assistèrent. L'Empereur, s'adressant à l'archichancelier prince Cambacérès, lui dit : « La politique de ma monarchie, l'intérêt et le besoin de mes peuples, qui ont constamment guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi je laisse à des enfants, héritiers de mon amour pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants de mon mariage avec ma bien-aimée épouse l'impératrice Joséphine; c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces affections de mon cœur, à n'écouter que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution de notre mariage. Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez pour élever, dans mon esprit et dans ma pensée, les enfants qu'il plaira à la

Providence de me donner. Ma bien-aimée épouse a embelli quinze années de ma vie : elle a été couronnée de ma main... Je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice. »

Joséphine prit ensuite la parole et dit d'une voix étouffée par les sanglots : « Je me plais à donner à mon auguste et cher époux la plus grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait été donnée sur la terre ; je tiens tout de ses bontés ; c'est sa main qui m'a couronnée, et, du haut de ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple français. Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la dissolution d'un mariage qui, désormais, est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un grand homme. » Toute cette scène, malgré l'appareil d'étiquette qui y fut déployé, fut extrêmement touchante.

Le lendemain, 16 décembre, un sénatus-consulte, adopté par le sénat, déclara dissous le mariage de l'empereur Napoléon avec l'impératrice Joséphine. L'épouse répudiée se rendit aussitôt à la Malmaison pour y cacher ses pleurs, et l'Empereur à Trianon, comme s'il eût voulu fuir ce palais des Tuileries, témoin si longtemps de leur bonheur mutuel et qui venait d'être le théâtre de scènes si déchirantes.

Napoléon avait à choisir une nouvelle épouse. Trois partis se présentaient à lui : une princesse de Saxe, une archiduchesse d'Autriche et une grande-duchesse de Russie. Une alliance avec la maison de Saxe n'eût

répondu qu'imparfaitement au but que se proposait l'Empereur ; elle n'eût point renforcé son système et elle eût certainement déplu à Saint-Pétersbourg. Une archiduchesse était un brillant parti, mais qui avait un inconvénient immense, celui de nous aliéner l'empereur Alexandre. Restait le parti russe, qui réalisait au plus haut degré tous les avantages d'une alliance de famille.

L'empereur Alexandre avait une sœur, la grande-duchesse Anne Petrowna, âgée de seize ans. C'est à cette jeune princesse que Napoléon résolut de s'unir. Les convenances politiques le guidèrent surtout dans cette préférence. Il ne pouvait s'abuser sur les dispositions actuelles d'Alexandre, et il savait bien que pour le rattacher à sa cause, il fallait d'autres garanties que de simples protestations d'amitié. Évidemment, la guerre de 1809 et le traité qui l'avait terminée avaient comme dissous l'alliance de Tilsit. Les intérêts de la France et de la Russie étaient devenus incompatibles et déjà tout à fait hostiles, et cependant la première ne pouvait se passer du concours de la seconde, dans les mesures extrêmes et décisives qu'elle méditait contre l'Angleterre. De là, de part et d'autre, une position fausse et violente dont il n'était possible de sortir que par deux issues, par une nouvelle alliance politique fondée, comme celle de Tilsit, sur un partage à peu près égal de force et d'influence entre les deux empires, ou par une guerre qui soumît le plus faible au plus fort. Mais ces deux partis extrêmes répugnaient à Napoléon : l'alliance, parce qu'elle eût exigé tout d'abord

de sa part le sacrifice d'une partie de sa prépondérance; la guerre, parce qu'elle l'écartait du but actuel de ses efforts, l'abaissement de l'Angleterre.

Entre ces deux partis la raison conseillait pourtant de choisir le premier. La véritable force doit savoir se maîtriser elle-même. Napoléon ne fut si grand à Tilsit que parce qu'il posa lui-même des bornes à sa puissance, en admettant au partage de la domination du continent son ennemi vaincu. Aujourd'hui les calculs d'une ambition exclusive l'emportent sur ceux d'une politique mesurée et conservatrice. Il ne veut rien céder de ce qu'il a conquis, ni se faire pardonner l'excès de sa puissance en élevant à son niveau celle de la Russie, et il se flatte de concilier tant d'exigences avec le maintien de l'alliance et de la paix au moyen d'une combinaison intermédiaire, par une alliance de famille. Il espère qu'Alexandre ne résistera point à un témoignage aussi éclatant d'attachement, et qu'il lui rendra la confiance et l'amitié qu'il lui exprimait naguère.

Le 22 novembre, près d'un mois avant la consommation du divorce, des instructions spéciales furent envoyées à Caulaincourt, pour qu'il préparât les voies à cette alliance. « Dans l'entrevue d'Erfurt, lui écrivit le duc de Bassano, l'empereur Alexandre doit avoir dit à l'empereur Napoléon qu'en cas de divorce, la princesse Anne, sa sœur, était à sa disposition. Sa Majesté veut que vous abordiez la question franchement et simplement avec l'empereur Alexandre et que vous lui parliez en ces termes : Sire, j'ai lieu de penser

que l'empereur des Français, pressé par toute la France, se dispose au divorce. Puis-je mander qu'on peut compter sur votre sœur? Que Votre Majesté veuille y penser deux jours et me donner franchement sa réponse, non comme à l'ambassadeur de France, mais comme à une personne passionnée pour les deux familles. Ce n'est point une demande formelle que je vous fais, mais un épanchement de vos intentions que je sollicite. » Cette lettre était signée par le ministre, mais avait été dictée par l'Empereur. Lorsqu'elle parvint à notre ambassadeur, Alexandre visitait les provinces de son empire; il ne revint à Saint-Pétersbourg que dans les derniers jours de décembre. Le duc de Vicence mit à profit cette absence; il prit des informations précises sur la personne de la grande-duchesse Anne. Il sut que sa constitution, d'une apparence frêle, venait à peine d'atteindre son entier développement. Dans le moment même où il transmettait ces indications à l'empereur, et avant qu'elles ne fussent arrivées à Paris, Napoléon lui envoyait l'ordre exprès de demander en son nom la main de la grande-duchesse Anne. La lettre qui contenait ces ordres portait la date du 13 décembre, et elle avait été dictée, comme celle du 22 novembre, par l'empereur lui-même. « On n'attachait, disait-il dans cette lettre, aucune importance à la différence des religions, et on voulait une réponse immédiate. » La même lettre renfermait ces mots : « Partez de ce principe que ce sont des enfants qu'on veut. »

Tandis que cette négociation s'ouvrait à Saint-Péters-

bourg, l'Autriche se mettait sur les rangs, et, prenant l'initiative, offrait d'elle-même à Napoléon la main d'une archiduchesse. Elle fut certainement instruite à temps du projet de divorce et de l'intention de l'empereur de demander une épouse à la Russie. Cet événement, dans la détresse actuelle de l'Autriche, avait une portée immense. Il ne pouvait y avoir de sûreté pour elle qu'autant que la France et la Russie cesseraient d'être unies. Leur alliance causait son désespoir, puisqu'elle ne lui offrait en perspective que ruine ou servitude. Si elles venaient maintenant à resserrer leurs nœuds par un mariage, elle perdait le seul avantage qu'elle espérait avoir retiré de la dernière guerre, celui d'avoir dissous l'alliance de Tilsit. Elle tombait de nouveau à la merci de Napoléon et d'Alexandre, n'ayant plus cette fois la force nécessaire pour leur résister. Une alliance de famille avec le chef de la France pouvait seule prévenir un événement aussi funeste. M. de Metternich aborda le premier ce sujet délicat avec le comte de Narbonne, gouverneur de Trieste, qui se trouvait alors à Vienne. Cette démarche eut lieu dans les premiers jours de décembre. Après avoir d'abord enveloppé sa pensée de voiles diplomatiques, comme c'était l'habitude de son esprit, il finit par s'expliquer clairement. « Croyez-vous, dit-il à M. de Narbonne, que l'empereur Napoléon ait jamais eu l'envie de divorcer avec l'impératrice ? » Sur les réponses vagues de son interlocuteur, il reprit et s'étendit longtemps et avec chaleur sur les convenances et la possibilité d'une alliance de famille entre les

deux cours. Le nom de l'archiduchesse Marie-Louise fut prononcé, puis il ajouta : « Cette idée est de moi seul, je n'ai point sondé les intentions de l'empereur à cet égard; mais outre que je suis comme certain qu'elles seraient favorables, cet événement aurait tellement l'approbation de tout ce qui possède ici quelque fortune et quelque nom, que je ne le mets pas un moment en doute, et que je le regarderais comme un véritable bonheur pour mon pays et une gloire pour le temps de mon ministère[1]. »

Il est probable que la dépêche du comte de Narbonne, relative à cette ouverture, parvint à Paris à peu près en même temps que les renseignements de Caulaincourt sur la complexion délicate de la grande-duchesse Anne. Ces renseignements durent préparer Napoléon à un refus de la Russie, et le disposèrent tout naturellement à recevoir les offres de l'Autriche. La question du mariage fut entamée avec l'ambassade d'Autriche par un agent non officiel, le comte Alexandre de Laborde; il en reçut la déclaration formelle que, si l'empereur Napoléon demandait la main de l'archiduchesse Marie-Louise, il trouverait un accueil favorable. Cette négociation fut conduite, de notre côté, avec tant d'art et de réserve, que le nom de l'empereur ne s'y

[1] Les paroles de M. de Metternich prouvent que ce fut l'Autriche, et non la France, comme l'ont avancé plusieurs écrivains, qui prit l'initiative dans l'affaire du mariage. Cette démarche fut faite avant que le divorce ne fût prononcé, tandis que les pourparlers entre le comte de Laborde et le chevalier Florette, secrétaire de l'ambassade d'Autriche à Paris, n'eurent lieu qu'après la consommation du divorce, le 19 décembre.

trouva nullement compromis, et qu'il n'y eut d'engagé que la parole du prince de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche.

L'empereur tenait ainsi dans ses mains les fils d'une double négociation, tout prêt à conclure avec la Russie si elle acceptait, avec l'Autriche si la réponse de Pétersbourg n'était point favorable. Cette réponse arriva enfin.

L'empereur Alexandre avait paru extrêmement sensible à la demande de Napoléon; mais il avait répondu aussitôt que l'âge trop tendre de sa sœur serait peut-être un obstacle à une alliance qui comblerait les vœux les plus chers de son cœur; « il allait, ajoutait-il, en conférer avec l'impératrice sa mère, qui en déciderait elle-même. » Ces ouvertures rencontrèrent, dans cette princesse, des objections de plus d'un genre : les unes avouées hautement et en quelque sorte officielles, c'étaient celles relatives à la constitution délicate de sa fille; d'autres, plus secrètes et plus vives, inspirées par l'orgueil dynastique et des préjugés de race. De plus, on élevait des prétentions singulières sur la question religieuse : on exigeait une chapelle aux Tuileries, avec tout le cortége du culte grec. Quant à l'empereur Alexandre personnellement, il désirait vivement l'alliance, faisant bon marché des préjugés dynastiques dans une affaire où la politique avait une si grande place. Les derniers témoignages de confiance et d'amitié qu'il avait reçus de Napoléon l'avaient réellement touché, il commençait à prodiguer de nouveau à notre ambassadeur les paroles amicales et flatteuses. Le 2 jan-

vier 1810, il lui dit, avec une grâce pleine de séduction : « Qu'il ne soit plus question entre nous de reproches ni de plaintes ; j'ai été pour l'empereur Napoléon encore plus un ami qu'un allié, je le serai plus que jamais, maintenant qu'il me rassure sur les justes inquiétudes qu'il m'avait données ; et le temps lui prouvera que je suis de ces gens que rien ne change. Ce n'est pas seulement vers votre nation que me portent mon cœur et mes opinions, mais aussi vers le grand homme qui vous gouverne. Comme tout le monde, j'admire sa gloire et son génie ; comme souverain et comme son ami, je fais des vœux pour tout ce qui peut asseoir et perpétuer sa dynastie. » Les vœux secrets du cœur de ce prince semblaient donc en faveur d'une alliance de famille qui deviendrait, pour son empire, une garantie de sûreté et de paix, et, pour les prétentions légitimes de sa politique, un nouveau point d'appui. Peut-être espérait-il, en cette occasion, que Napoléon se prêterait aux impossibilités présentes et se résignerait à attendre : il demandait un délai de quelques mois.

Mais la dignité du chef de la France ne lui permettait pas de rester plus longtemps à la merci d'un refus de l'impératrice-mère. « Ajourner, c'est refuser, dit-il ; d'ailleurs, je ne veux pas, dans mon palais, entre moi et ma femme, des prêtres étrangers. » Et il parut, dès ce moment, se prononcer en faveur de l'archiduchesse Marie-Louise. Cependant, avant de faire la démarche officielle, il réunit son conseil et lui soumit les deux projets de l'alliance russe et de l'alliance autrichienne.

La majorité se prononça en faveur de cette dernière. Les partisans de cette opinion dirent que l'Autriche n'avait cessé jusqu'ici d'être, sur le continent, le pivot et le centre de toutes les coalitions contre la France; qu'elle était dominée par la crainte que l'empereur Napoléon ne la détruisît; qu'une alliance de famille calmerait ses inquiétudes, et, en la désarmant, assurerait la paix du continent. L'Empereur appuya cette opinion avec chaleur. Le roi de Naples, le prince de Talleyrand et le ministre de la police, Fouché, votèrent pour la Russie. « Il n'y a en Europe, comme en France, dit Fouché, que deux partis : celui qui a perdu à la révolution et celui qui y a gagné. L'Autriche est en perte, la Russie est en gain; c'est donc à la Russie qu'il faut s'allier. » Cette opinion était celle de l'Empereur; mais il se croyait maîtrisé par les circonstances; il lui répugnait d'ajourner son nouveau mariage. La Russie, par son refus déguisé, le précipitait dans les bras de l'Autriche.

La demande en mariage de l'archiduchesse Marie-Louise fut faite immédiatement.

Cette grande décision, sur laquelle la cour de Vienne osait à peine compter, la combla de joie; elle la reçut comme un retour inespéré de fortune. Tout se trouvant réglé d'avance entre les deux cours, la conclusion du mariage ne se fit pas attendre. Le 14 janvier, la nullité du mariage de Napoléon avec Joséphine fut prononcée par l'officialité de Paris, sous prétexte que toutes les formalités religieuses exigées par le concile de Trente n'avaient point été remplies. Napoléon se prêta

à cette décision, pour apaiser les scrupules religieux de l'empereur François.

Berthier, prince de Neufchâtel, fut choisi pour aller épouser solennellement, au nom de son souverain, l'archiduchesse Marie-Louise. Il arriva à Vienne le 3 mars, et le 11 le mariage fut célébré dans cette capitale avec un éclat extraordinaire. Le 13 du même mois, la fille des Césars s'arracha des bras de son père et de sa famille, pour venir partager le lit et le trône du soldat couronné qui avait cueilli ses plus beaux lauriers dans les champs de Rivoli, d'Austerlitz et de Wagram.

Le duc de Vicence fut aussitôt chargé d'instruire la cour de Saint-Pétersbourg de ce grand événement. Il eut ordre de dire à l'empereur Alexandre que le mariage que son souverain venait de contracter n'avait point de caractère politique, et n'altérerait, en aucun point, les sentiments d'amitié qu'il avait voués à son allié de Tilsit. Il devait de plus insinuer que c'étaient les difficultés soulevées par la différence des deux cultes qui avaient décidé l'alliance en faveur de la maison d'Autriche.

La cour de Russie n'était nullement préparée à une semblable alliance. Alexandre en fut atterré. Malgré son art à dissimuler, il lui fut impossible de maîtriser le dépit extrême qu'il en conçut. Ne pouvant attaquer l'acte en lui-même, il s'en prit à la forme. Il se montra blessé de la précipitation avec laquelle le mariage s'était conclu à Vienne : « Félicitez l'Empereur sur le choix qu'il a fait, dit-il au duc de Vicence; il veut des enfants, toute la France lui en désire; le parti qu'on a

pris est donc celui qu'on devait préférer; il est cependant heureux que l'âge nous ait arrêtés ici; où en serions-nous si je ne me fusse pas borné à parler de cela en mon nom à ma mère? quels reproches n'aurait-elle pas à me faire? quels reproches n'aurais-je pas à vous adresser? car il il est évident que vous traitiez des deux côtés. » Il finit en se plaignant qu'on lui objectât la différence des religions, lorsqu'on avait commencé par déclarer que cette différence ne serait point un obstacle au mariage.

Cet événement a été décisif dans les relations politiques des deux empereurs. Il acheva ce que le dernier traité de Vienne avait commencé. Il creusa entre eux un abîme que rien ne put combler. Toute confiance, toute harmonie furent détruites sans retour. Les dernières protestations de Napoléon, ses égards empressés, tout fut effacé aux yeux du czar. L'alliance de famille lui parut un acheminement à une alliance politique, le symptôme éclatant d'un nouveau système, et le dernier coup porté à celui qui avait été établi à Tilsit. C'est alors que l'avenir commença à lui apparaître sombre et menaçant, et qu'il résolut de se mettre en mesure pour tenir tête aux orages qui s'amoncelaient dans l'Occident.

A tout prendre, ce fut un grand malheur pour Napoléon qu'il n'ait pu s'unir par les liens du sang avec l'empereur Alexandre : même en admettant que cette alliance n'eût point détourné le cours des événements, elle l'eût certainement ralenti; elle en eût modéré la violence, elle eût ajourné la solution des graves difficultés

que le dernier traité de Vienne avait soulevées entre les deux empires. N'eût-elle produit que ce résultat, il eût été immense, car gagner du temps pour l'Empereur, c'était tout. Libre pour quelque temps d'inquiétude du côté du Nord, il eût appliqué son génie et ses forces à pacifier l'Espagne et à vaincre l'Angleterre. Ces deux ennemis abattus, il fût devenu le dictateur de l'Europe, l'arbitre souverain de toutes les questions. Sa puissance fût devenue si prodigieuse, qu'Alexandre n'eût probablement point osé la braver, heureux sans doute d'accepter les dépouilles de l'empire ottoman en dédommagement de sa résignation au rétablissement intégral de la Pologne.

L'alliance avec l'Autriche, au contraire, à côté d'avantages douteux, entraînait d'immenses inconvénients; et d'abord elle nous aliénait la Russie dont le dévouement et l'appui nous étaient indispensables pour triompher de l'Angleterre, et ne la remplaçait point par l'alliance de l'Autriche, car cette puissance, depuis ses derniers malheurs, n'avait plus d'alliance à nous offrir; elle nous appartenait forcément, non à titre d'amie, mais comme une ennemie vaincue et subjuguée. Marie-Louise, donnée par elle au chef de la France, ne pouvait être que le triste gage de sa servitude, et la plus vive expression de son abaissement.

La France, du reste, ne se laissa point éblouir par l'éclat et le faste des fêtes du mariage; son jugement resta sain et ferme au milieu de l'ivresse étudiée et des adulations des courtisans; elle jugea sévèrement l'alliance; elle ne put voir sans douleur son illustre

chef passer des bras d'une épouse qui était sortie de ses rangs, dans ceux d'une princesse autrichienne, et, par cet accès d'orgueil monarchique, répudier, en quelque sorte, son origine plébéienne et révolutionnaire.

Désormais cependant, tous les regards de l'Europe vont se fixer sur Paris et Vienne, car du degré d'intimité qui va s'établir entre les deux cours, doivent naître les événements qui décideront du sort du monde.

Si l'alliance de famille devait être un jour une calamité pour la France, on peut dire que, pour l'Autriche, elle fut une véritable crise de salut; son premier effet était de garantir son existence et celle de la dynastie impériale. Dans l'état de détresse où cette monarchie était tombée, elle pouvait, elle et son empereur, s'attendre à tous les genres d'infortune. Maintenant, du moins, tout le monde était rassuré : l'État conservait son existence, l'empereur François son trône; le présent et l'avenir se trouvaient garantis, c'étaient là d'immenses avantages. Mais le jeune ministre auquel l'empereur François venait de confier la haute direction des affaires poursuivait un but beaucoup plus élevé. Déjà, depuis longtemps, le comte de Metternich s'efforçait d'engager sa cour dans une alliance politique avec celles des Tuileries, non qu'il fût entraîné vers la France par des sympathies d'idées ou de systèmes; tout autant que personne en Autriche, il haïssait sa domination, mais il la redoutait encore plus qu'il ne la haïssait. Tant qu'il avait cru son pays assez fort pour vaincre par les armes, il avait approuvé

son système de coalitions; mais après la bataille d'Iéna la question lui parut jugée pour un temps, et le moment venu, pour sa cour, de prendre place dans le système français. Ambassadeur d'Autriche à Paris, il ne cessa dès lors de conseiller l'union avec la France.

Son argument décisif était que Napoléon, qui ne pouvait se passer d'une grande alliance continentale, qui, avant et après la bataille d'Eylau, avait fait de bonne foi ses offres à l'Autriche, s'adresserait à Saint-Pétersbourg, s'il était refusé à Vienne, et que saisie dans les serres d'une alliance aussi redoutable, sa cour y trouverait la ruine ou la servitude. Ses conseils ne furent point écoutés, Napoléon conclut l'alliance de Tilsit, et deux ans après, l'Autriche jouait pour la quatrième fois son existence dans les champs d'Eckmuhl et de Wagram. Après ces grands désastres, le rôle du comte de Metternich se dessina plus fortement encore. Il devint le chef avoué du parti pacifique et français, comme le comte de Stadion l'était du parti belliqueux et anglais. C'est à ce titre qu'il avait été choisi pour négocier la paix à Altenbourg, et au même titre encore qu'il fut placé, après la paix, à la tête des affaires. Il avait alors trente-six ans. Quoiqu'il arrivât au gouvernement de l'État avec une grande réputation de sagacité, il n'avait point encore donné la mesure de ses rares talents. Le genre et le grand nombre de succès que les agréments de son esprit et de sa personne lui avaient valus à Paris, pendant son ambassade, le faisaient passer généralement pour un homme

de plaisir léger dans ses goûts, ayant peu d'avenir, et qui n'était point à la hauteur des événements au milieu desquels il se trouvait placé. D'origine étrangère (sa famille, illustre d'ailleurs, faisait partie de ces nobles médiatisés qui, après la paix de Lunéville, étaient venus chercher des honneurs et de l'emploi à Vienne), personnifiant pour ainsi dire la nécessité implacable qui enchaînait l'Autriche à la France, entouré d'ambitions rivales intéressées à le perdre, il était à peine supporté par toute la cour et le pays, comme la dernière condition d'une paix flétrissante. Mais c'était un de ces hommes appelés, par la distinction éminente de leur esprit, à de hautes destinées; il se montra, dès son arrivée au timon des affaires, accessible sans doute aux préjugés et aux passions politiques, mais sachant au besoin en faire le sacrifice, dirigé en général plus par les intérêts que par les principes, prenant son point d'appui dans les événements plutôt que dans les coteries de cour et les factions, et avant tout, ennemi prononcé des partis extrêmes; à l'inverse du génie audacieux qui gouvernait la France, son système était de tourner les obstacles au lieu de les briser, de ne jamais se refuser à la fortune quand elle se présentait, mais de savoir l'attendre; son esprit était vaste, pénétrant, timide dans les crises périlleuses, mais prompt et hardi dans l'exécution de ce qu'il avait résolu, au fond bien plus habile encore que grand, et plus fait pour conserver que pour détruire ou fonder. Ses défauts étaient ceux de ses qualités; il était essentiellement l'homme des intérêts présents; sa conscience

souple et facile admettait toutes les métamorphoses, même les plus opposées.

Ce ministre arriva donc aux affaires avec la pensée arrêtée de lier son pays à la France. C'est dans ce but qu'il conseilla à l'empereur son maître de donner la main de sa fille à l'empereur Napoléon, et ce mariage ne fut pour lui qu'un moyen d'arriver plus sûrement à l'objet de tous ses vœux, à l'alliance politique. Mais cette alliance ne pouvait plus être ce qu'elle eût été après la journée d'Eylau. L'Autriche alors était encore assez puissante pour se faire payer cher ses services. Aujourd'hui, elle était en quelque sorte hors d'état de se mouvoir sous la main de son vainqueur et de son maître. Sous quelque forme qu'elle voulût se déguiser à elle-même son servage, sa destinée était d'être la vassale et non plus l'alliée de l'empire français. M. de Metternich ne se dissimulait nullement l'humilité d'une pareille situation, et il la subissait sans réserve comme une nécessité horrible, mais dont, à force de ruses et d'habileté, il ne désespérait point de tirer de grands avantages.

La cour de Vienne s'associa franchement à la pensée de son ministre et s'abandonna tout entière à l'impulsion qui l'entraînait vers nous. L'alliance politique devint le but de tous ses vœux comme de toutes ses démarches. A voir son ardeur actuelle, dépourvue de toute dignité, on eût dit qu'elle voulait pénétrer de force dans notre système et conquérir de haute lutte notre amitié et notre confiance. L'empereur, ses ministres, les archiducs, la noblesse elle-même, changè-

rent brusquement et sans pudeur de langage et d'attitude vis-à-vis de nous, accablant d'égards et d'empressements notre ambassadeur, rivalisant de servitude et d'adulations, exaltant à l'envi la gloire et le génie du grand homme qui nous gouvernait, tous enfin concoururent de leurs paroles et de leurs actions à cet éclatant mensonge d'un dévouement prétendu sincère à leur plus mortel ennemi. L'empereur François joua son rôle, dans cette haute comédie politique, avec une apparence de bonhomie pleine de ruse et d'habileté. Ses effusions de père l'aidèrent merveilleusement à dissimuler ses vues politiques. Le sacrifice de sa fille une fois consommé, il parut s'identifier avec les nouvelles destinées de Marie-Louise. On le vit se passionner pour les moindres incidents qui se rattachaient à une tête aussi chère, se montrer heureux de son bonheur, fier de l'avoir placée sur le premier trône du monde, puis associer à ces sentiments de père l'expression de ses vœux pour l'alliance. Rien ne contribua plus que ce mélange de tendresse paternelle et de ruse politique à tromper la sagacité de Napoléon.

« Je donne à votre main ma fille chérie, dit l'empereur François, le 11 mars 1810, au comte Otto, notre ambassadeur à Vienne ; elle mérite d'être heureuse, et je suis sûr qu'elle le sera : aussi voyez-vous la joie répandue sur tous les visages : mes peuples ont besoin de repos, ils applaudissent au dessein que nous avons pris ; je suis sûr que nos liens se resserreront de plus en plus. » Quelques jours après, il dit au même ambassadeur ces mots plus expressifs encore : « Nous n'avons

plus qu'un même intérêt, c'est de resserrer nos liens et de travailler de concert au repos de l'Europe. »

L'oligarchie autrichienne prêta franchement son appui au système nouveau : jamais elle n'avait abhorré plus profondément notre domination ; mais, éclairée et habile, elle avait la mesure exacte et le sentiment des malheurs du pays. Elle-même avait beaucoup souffert dans la dernière guerre : elle avait trempé de son sang les champs d'Eckmuhl, d'Essling et de Wagram. La paix et le repos lui étaient nécessaires pour cicatriser d'aussi grands maux. Elle approuva donc l'alliance de famille : au lieu de se tenir à l'écart, elle affecta d'étaler ses pompes dans les solennités du mariage ; elle évita ensuite d'entraver, par aucune démarche improbatrice, le système de M. de Metternich, parut résignée et soumise, se contentant d'épancher l'expression de ses regrets comme de ses espérances dans l'intimité des familles ou dans les coteries des salons.

Quant au fond même du pays, il applaudit bien plus franchement encore. Les populations commençaient à subir le prestige attaché à la gloire et aux grands succès : elles éprouvaient je ne sais quel respect mêlé de résignation fataliste pour cette grande France et son illustre chef, auxquels la Providence semblait décidément livrer l'empire du monde; et puis elles étaient à bout d'énergie, fatiguées de toujours combattre sans jamais vaincre. Les intérêts publics et privés avaient tant souffert, le deuil et la ruine avaient frappé tant de maisons, qu'on n'aspirait plus qu'au repos. On voulait la paix a tout prix, fût-ce une paix sans honneur ni dignité.

Le mariage et tout le système politique qui s'y rattachait rencontrèrent donc en Autriche une approbation générale. Il y eut sans doute des âmes trop passionnées pour se résigner et se taire, des ambitions déçues et irritées, des amours-propres que blessa l'élévation de Marie-Louise. L'impératrice Ludovica sa belle-mère et l'archiduchesse Béatrix en conçurent, dit-on, une vive jalousie, mais c'étaient là des adversaires peu redoutables. Ils formèrent des coteries, mais point de partis, des intrigues et non une opposition sérieuse : ils avaient contre eux la raison politique et le pays tout entier.

Dans les calculs et les espérances de la cour de Vienne, le mariage devait conduire à l'alliance politique, et l'alliance politique à un changement complet dans le système fédératif de la France. Enlever la France à la Russie et détruire jusqu'aux derniers vestiges du système fondé à Tilsit, voilà quel était son grand but : à peine le mariage eut-il été conclu, qu'elle se mit sérieusement à l'œuvre pour nous exciter et nous aigrir contre notre allié. Tout ce qu'elle employa de ruses et de mensonges pour arriver à ses fins forme assurément une des pages les plus curieuses de cette grande histoire ; dans cette vue, rien ne lui coûta, ni les accusations directes et violentes, ni les insinuations perfides. Afin de nous mieux fasciner, elle simula l'effroi : à entendre M. de Metternich et les archiducs, l'Europe n'avait plus qu'une seule et redoutable ennemie, c'était la Russie. La civilisation de l'Occident était menacée par la barbarie moscovite, et son indépendance, par cet

empire formidable qui s'étendait depuis la Laponie jusqu'à la mer Égée. L'empereur Napoléon était seul assez puissant pour le contenir. C'était de sa fermeté et des hautes prévisions de son génie que l'Occident attendait son salut. Dans toutes ces plaintes, il y avait une insinuation évidente et d'une séduction bien perfide : c'est que le moment était venu pour la France de relever la barrière de la Pologne. La cour de Vienne irritait ainsi notre ambition ; elle nous déclarait, sous toutes les formes et à tous propos, qu'elle voulait être française, s'associer à notre gloire, partager nos périls comme notre fortune : en cas de guerre, elle mettait à notre service sa pensée et son bras. Afin de perdre plus sûrement l'empereur Alexandre dans l'esprit de Napoléon, elle attaquait sa sincérité, dénonçait ses relations intimes et secrètes avec le cabinet de Londres, et l'accusait de violer journellement le système continental.

Du reste, il est juste de le dire, tout n'était point simulé dans les craintes qu'elle nous exprimait à l'égard de la Russie, et elle en éprouvait de très-légitimes. Cette puissance poursuivait avec gloire et succès la guerre contre les Turcs : elle occupait sans obstacles la Moldavie et la Valachie : elle maîtrisait toute la navigation du Danube, levant des droits énormes et ruineux sur les marchandises de l'Autriche, laissant assez pressentir, par ces violences prématurées, comment elle traiterait son commerce dès qu'elle serait paisible maîtresse des bouches du Danube. La cour de Vienne s'effrayait avec raison de la marche ambitieuse d'une puis-

sance qui menaçait aujourd'hui de l'envelopper sur toute l'étendue de ses frontières orientales. Aussi suivait-elle avec une extrême inquiétude les progrès de ses armées. Une victoire sur les Turcs la jetait presque dans un aussi grand trouble que si elle eût été remportée sur elle-même. Déjà démantelée au midi et à l'occident, quelle serait sa destinée si elle perdait encore ses positions défensives du côté de l'Orient? Elle était aujourd'hui à la merci de la France : était-elle donc condamnée à tomber aussi dans la dépendance de la Russie? Mais là ne se bornaient point les craintes que lui inspirait cet empire. Depuis quelques années, il se tramait à Saint-Pétersbourg un plan conçu avec beaucoup d'art et exécuté, par des agents fidèles, avec une habileté profonde. Soit prévision, dans l'esprit de cette cour, d'un démembrement prochain de l'Autriche, soit qu'elle voulût simplement se créer, à tout événement, des chances nouvelles d'agrandissement, il est hors de doute qu'elle travaillait alors, avec un zèle ardent et mystérieux, à se former en Hongrie un parti redoutable. La religion était son principal moyen d'influence sur la population grecque de ce royaume. Ses agents secrets parcouraient le pays, distribuant à leurs coreligionnaires des livres de prières imprimés à Saint-Pétersbourg, confondant à leurs yeux, dans l'objet du culte, l'empereur Alexandre chef de la religion avec la religion même, et les préparant ainsi, par une sorte d'invasion morale, à reconnaître un jour, comme leur souverain, leur auguste pontife. Aussi, les noms de Catherine II et d'Alexandre trouvaient-ils place, dans

les prières des Grecs de Hongrie, avant ceux de l'empereur François, et, dans la plupart de leurs maisons, les images du czar se trouvaient mêlées à celles des saints protecteurs du foyer domestique. Cet état de choses était grave : il pouvait amener de grands périls pour la monarchie, surtout si la France restait l'alliée de la Russie. L'Autriche avait un intérêt capital d'abord à les désunir, puis à s'attacher à l'une pour l'opposer à l'autre. Elle avait perdu vis-à-vis de toutes les deux, avec la force qui contient, la considération qui se fait écouter. Il ne lui restait plus qu'à se faire de l'empire français un point d'appui contre son autre ennemi naturel. Mieux valait encore servir un seul maître que de devenir la proie de tous les deux.

Puis elle avait à satisfaire de vifs ressentiments ; il lui était doux de se venger et de cette alliance de Tilsit qui avait appelé sur elle de si grands maux, et du rôle encore beaucoup trop français à ses yeux qu'avait joué la Russie dans la dernière guerre, et de la cupidité qu'elle avait, disait-elle, montrée en acceptant les 400,000 Galliciens qui lui étaient échus en partage par le traité de Vienne, et qu'elle s'était vainement humiliée à lui redemander.

Plusieurs mois s'étaient passés pendant lesquels la cour de Vienne s'était épuisée en protestations de dévouement pour nous ; l'empereur Napoléon n'y avait encore répondu que par de vagues promesses d'amitié et de bons offices, lorsqu'un événement grave fut pour cette cour une occasion décisive de le faire expliquer.

Les Russes avaient ouvert la campagne de 1810 par

de grands succès. Ils avaient franchi le Danube, s'étaient emparés des places de Silistrie et de Bazardjick, avaient envahi la Bulgarie et s'étaient avancés jusqu'au pied des Balkans, avec l'intention de forcer ces fameux passages et de s'emparer de Constantinople. Mais le grand-vizir les défendait avec 60,000 hommes ; il avait pris à Schumla une position formidable, contre laquelle vinrent se briser les efforts des Russes, qui, après d'impuissantes et meurtrières attaques, furent obligés de regagner le Danube, avec une armée fort affaiblie. C'était là un échec véritable : l'orgueil et la joie étaient rentrés dans le divan ; on applaudissait à Vienne, quand un grand désastre vint tout à coup replonger la Porte dans le désespoir. Le grand-vizir avait poursuivi les Russes dans leur retraite sur le Danube, et avait pris position avec une armée de 40,000 hommes sur la Yanka, annonçant l'intention de venir débloquer la ville de Routshouk qu'assiégeaient les Russes. Alors le général Kamenskoi, qui les commandait en chef, se décida à prendre l'offensive ; il ne laissa devant Routshouk qu'un faible corps, et se porta de sa personne, avec le gros de son armée, contre le grand-vizir, le surprit à Batin (juin 1810), et le défit complétement. L'armée ottomane perdit, dans cette fatale journée, ses bagages, ses munitions et tout son matériel. L'armée elle-même se trouva comme dissoute. Ceux que le fer ou le plomb des Russes avaient épargnés, se débandèrent, et les Balkans se trouvèrent pour cette fois sérieusement menacés et à découvert. Les places de Szistaw, de Routshouk, de Giorgiev et de Nicopoli, se rendirent

aux Russes, auxquels la victoire semblait ouvrir le chemin de Constantinople. La nouvelle de la bataille de Batin produisit à Vienne une impression très-vive. La peur, exaltant toutes les têtes, leur montrait déjà les Balkans franchis et la croix grecque arborée sur la mosquée de Sainte-Sophie. Alors la cour de Vienne se décide à une démarche éclatante. Le 6 juillet, M. de Metternich arrive chez notre ambassadeur : « L'empereur, son maître, lui dit-il, est très-inquiet des progrès des Russes qui mettent en péril l'existence de la Turquie, et commencent à cerner ses États sur les points les plus vulnérables ; la crise est grave, imminente ; elle exige des mesures promptes, énergiques ; le moment est venu pour la France et l'Autriche de s'unir, afin d'empêcher l'empire ottoman de devenir la proie de la Russie... » Puis, il déclare en termes nets et expressifs que l'Autriche ne peut rester plus longtemps dans la position vague et douteuse où elle est depuis la paix ; il lui faut une base sûr laquelle elle puisse se poser ; elle n'a plus qu'un désir, une volonté, c'est de s'unir sans réserve à la France. Dans cette occasion décisive, la cour de Vienne avait résolu de frapper les grands coups. Son ministre se lamente sur les difficultés de sa position ; s'effrayant de dangers qui n'existent point, il montre sa cour entourée de mille intrigues, ayant toutes pour but de l'écarter des bras de la France, à laquelle elle veut se donner, pour la rejeter dans ceux de l'Angleterre qu'elle hait et qu'elle repousse. « Tout ceci, dit-il au comte Otto, tient à un fil, et il faudrait bien peu de chose pour le rompre. » L'em-

pereur François vient lui-même en aide à son ministre. Pour nous émouvoir, il met à nu sa faiblesse naturelle; il l'exploite avec un air de franchise. « Il craint, dit-il, de succomber aux embûches qu'on lui tend de toutes parts; il conjure son gendre de lui épargner, en fixant son sort, de pénibles épreuves. On veut à tout prix me compromettre vis-à-vis de la France, dit-il le 19 juillet au comte Otto; les intrigues n'auront un terme que lors de la signature d'un traité d'alliance. »

Tandis que la cour de Vienne implorait notre alliance avec de si vives instances, la Turquie se livrait de même à nous sans partage. Dans la dernière guerre, elle avait été sur le point de céder à l'influence anglaise; la majorité du divan, corrompue et subjuguée, s'était assemblée au bruit des désastres d'Essling, et avait délibéré si le moment n'était pas venu de nous déclarer la guerre. La chute de l'Autriche à Wagram déjoua à Constantinople, comme ailleurs, les plans de nos ennemis, et la réaction en notre faveur fut subite et violente. Le sultan Mahmoud connaissait tous nos torts envers lui, et nos ennemis avaient su, par d'adroites calomnies, les aggraver encore; il savait qu'à Tilsit, Alexandre et Napoléon avaient ébauché un partage de son empire, qu'à Erfurt la France avait acheté à ses dépens la coopération de la Russie contre l'Autriche. Il s'affligeait d'une politique si contraire aux traditions de la vieille monarchie française, et la déplorait hautement et avec amertume; mais habitué, comme les Orientaux, à voir le droit dans la force, et un décret du ciel dans un fait accompli, disciple d'ailleurs de Sélim l'admirateur enthousiaste de

Napoléon, il avait pour cet empereur un sentiment profond de respect mêlé d'une sorte de religieuse terreur. Ce fut lui, et presque lui seul qui, dans la guerre de 1809, sut résister à l'entraînement du divan, aux menaces de la flotte anglaise, et rester en paix avec la France. Au fond, il avait une connaissance très-exacte des affaires de l'Europe ; maintenant que l'Autriche était dans la dépendance de la France, l'empereur Napoléon lui apparaissait comme le pouvoir dominateur sur le continent, et le véritable arbitre des destinées de la Porte. Il craignait, et tout le divan partageait ses appréhensions, que son empire ne devînt tôt ou tard la victime et le prix de l'alliance qui unissait la France et la Russie. A cet égard, les précédents de Tilsit autorisaient toutes les craintes; un voile mystérieux enveloppait encore les conférences d'Erfurt. A Constantinople comme à Vienne, on ignorait la limite précise des concessions que l'empereur Napoléon avait faites alors à son allié. Peut-être s'étaient-elles étendues bien au delà de la Moldavie et la Valachie? Peut-être avait-il payé le consentement d'Alexandre au rétablissement futur de la Pologne, en lui abandonnant la plus grande partie des dépouilles de l'Orient? Pour échapper à une pareille calamité et sortir d'incertitude, la Porte ne vit qu'un moyen, ce fut de se jeter dans les bras de la puissance qui tenait son sort entre ses mains. « Nous ne demandons qu'un mot à l'empereur Napoléon, dirent les ministres turcs à notre chargé d'affaires, et s'il le prononce, il nous trouvera prêts à tout ; nous lui sacrifierons les amis que l'Angleterre conserve encore ici ; nous nous

exposerons de nouveau aux menaces de ses flottes ; nous irons jusqu'à vous abandonner la défense des Dardanelles. » Puis, sans attendre notre réponse, impatiente seulement d'apaiser nos ressentiments, fût-ce avec du sang et des supplices, la Porte nous jeta les têtes des chefs du parti anglais. Ozzet-Bey, Beylich-Effendi, Vahid-Effendi et bien d'autres payèrent, la plupart de la vie, quelques-uns de l'exil, leur dévouement à la cause de nos ennemis. Après le désastre de Batin, les instances de la Porte pour obtenir notre protection et la promesse de notre alliance redoublèrent d'ardeur, et elles coïncidèrent si parfaitement avec celles de l'Autriche, que, sans aucun doute, les deux puissances concertèrent leurs démarches pour leur donner plus de force.

Des avances aussi empressées, aussi chaleureuses, n'agirent que trop puissamment sur l'esprit de Napoléon ; il crut que la cour de Vienne et la Porte avaient rompu sans retour avec ses ennemis, et que c'était avec une entière résignation, sans arrière-pensée, au moins pour le présent, qu'elles se livraient à lui. Alors commença à se manifester un changement sensible dans sa politique. Le cadre de ses plans s'agrandit ; sa pensée ambitieuse et son audace prirent un essor immense et sans limites. Mesurant sa force prodigieuse, l'exagérant peut-être, il se crut l'arbitre, et déjà, pour ainsi dire, le dictateur du continent. Son attitude vis-à-vis de l'empereur Alexandre se modifia. A dater de ce moment, il cessa d'avoir pour ce prince ces égards empressées, ces ménagements délicats que se doivent

entre eux des souverains alliés; tout en s'attachant, avec un soin extrême, à ne point le blesser dans la sphère directe de sa puissance, il ne le consulta plus, comme autrefois, sur ses résolutions les plus graves, paraissant peu soucieux de l'impression qu'elles produisaient sur lui comme des dommages qui pouvaient en résulter pour les intérêts de son empire. En même temps il se rapprocha visiblement de l'Autriche et de la Turquie, non cependant qu'il consentît à leur accorder les traités d'alliance qu'elles lui demandaient. Couronner l'alliance de famille avec la maison d'Autriche par une alliance politique, c'eût été rompre en visière avec la cour de Saint-Pétersbourg, et la pousser violemment dans les bras de l'Angleterre. Un traité secret eût été bientôt divulgué, et la cour de Vienne eût été la première à le révéler. Une alliance avec la Porte, qui était en guerre avec la Russie, était plus impossible encore, et n'admettait pas même d'examen. Tout l'ensemble des combinaisons de Napoléon se fût trouvé détruit par des alliances prématurées avec la Turquie et l'Autriche; mais il se plut à leur donner des témoignages non équivoques d'intérêt et d'amitié, manifestant l'intention évidente de se les attacher, sans se compromettre, et de les tenir en réserve, sous sa main, pour les événements de l'avenir. Il tint, du reste, à la Porte un langage net et franc. Il lui avoua qu'il avait autorisé l'empereur Alexandre, par la convention d'Erfurt, à conquérir la Moldavie et la Valachie; qu'ainsi, il n'avait plus d'influence personnelle à exercer sur le sort de ces deux provinces; qu'il fallait donc qu'elle

redoublât d'énergie et d'efforts, ne pouvant plus compter, pour les recouvrer, que sur elle-même; puis, en même temps, il lui promit de la garantir contre toutes prétentions de la Russie qui sortiraient de la limite de ces concessions, telles que de prendre position sur la rive droite ou aux embouchures du Danube, de demander pour frontière l'ancien lit du fleuve, ce qui entraînerait, de la part de la Turquie, la cession d'un territoire considérable et des deux rives du Danube, ou bien enfin de réclamer l'indépendance de la Servie, toutes conditions que le général Kamenskoi avait voulu imposer à la Porte après la bataille de Batin, et dont la convention d'Erfurt n'avait pas dit un mot. Nos ambassadeurs à Saint-Pétersbourg et à Vienne eurent ordre de faire cette déclaration, le premier à la Russie pour la contenir, le second à l'Autriche pour la rassurer.

C'était là une décision d'une grande importance qui révélait à quel point la France avait dévié des principes de l'alliance de Tilsit. Le principe fondamental de cette alliance avait été que les deux empires devaient s'équilibrer mutuellement et marcher d'un pas égal. Certes, la Russie eût été dans son droit en exigeant des compensations au développement énorme qu'avait récemment acquis la puissance de Napoléon, et ces compensations, où pouvait-elle les prendre, si ce n'est en Orient ? Si les deux empereurs avaient resserré leur alliance de famille, peut-être Napoléon eût-il toléré, dans son allié, les élans d'ambition que ne légitimaient que trop ses dernières conquêtes. Mais le

temps des concessions était passé. L'alliance avec la maison d'Autriche avait tout changé.

La cour de Vienne et la Porte reçurent avec satisfaction ces premiers témoignages d'amitié et de protection que venait de leur donner la France. Ce n'était point là encore cette alliance désirée par elles avec tant d'ardeur; mais ils en étaient le prélude. Le point essentiel pour l'Autriche surtout c'était qu'elle réussît à inspirer assez de confiance à l'empereur Napoléon pour qu'il se décidât à transporter son point d'appui de Saint-Pétersbourg où l'avaient placé les traités de Tilsit, à Vienne, et qu'elle devînt son principal allié de fait, en attendant qu'elle pût l'être officiellement.

Quant à la cour de Saint-Pétersbourg, elle accueillit notre déclaration avec une indifférence affectée. Elle ne fit aucune plainte : elle promit de ne point sortir des stipulations d'Erfurt; mais, au fond, elle en conçut un amer déplaisir; elle vit bien que c'en était fait de notre alliance, et que l'Autriche l'avait tout à fait remplacée dans nos affections.

Nous venons de voir la France et la Russie commencer à se heurter sur la question d'Orient; la question polonaise va nous les montrer bien plus divisées encore.

Napoléon, au moment où il avait demandé la main de la grande-duchesse Anne, avait autorisé, comme nous l'avons dit, le duc de Vicence à donner à la cour de Saint-Pétersbourg toutes les garanties qu'elle lui

demanderait contre le rétablissement de la Pologne. Une grande latitude avait été laissée sur ce point à notre ambassadeur. Ses instructions portaient qu'il pourrait signer une convention, mais cependant il ne devait s'y décider que si l'empereur Alexandre l'exigeait absolument. Ce prince mit à profit l'occasion avec une grande habileté; non-seulement il exigea une convention, mais il s'empressa d'en soumettre le projet à la signature de notre ambassadeur, espérant sans doute nous enlever cet acte par surprise et sous l'influence tout amicale de la négociation du mariage. Le duc de Vicence eut alors le tort grave d'exécuter trop à la hâte des instructions évidemment écrites sous l'influence et dans l'attente d'une alliance de famille. Mais s'il faillit alors, ce fut en quelque sorte par excès de droiture. Caulaincourt s'était placé, par la distinction éminente de sa personne, dans une position toute spéciale à la cour de Russie. Son beau et noble caractère lui avait acquis au même degré la confiance et l'amitié de Napoléon et d'Alexandre; il était à Saint-Pétersbourg plus qu'un ambassadeur ordinaire, et, en quelque sorte, le lien des deux empereurs, l'interprète éloquent et chaleureux des pensées qui les avaient unis à Tilsit. Depuis quatre ans il épuisait son habileté à consolider cette alliance à laquelle lui semblaient attachées la durée du système de son souverain et la véritable force de la France. Il s'affligeait profondément de tout ce qui était de nature à en altérer l'esprit et la lettre. Dévoué à l'empereur son maître, mais trop sincère pour lui dissimuler ce qu'il croyait des fautes, il avait désap-

prouvé le dernier agrandissement du duché de Varsovie : le coup une fois porté, il avait mis un zèle ardent et beaucoup d'art à en adoucir les effets, et il y avait réussi. Dans sa pensée, qui semblait d'abord avoir été celle de l'empereur, tout devait céder à la nécessité de raffermir l'alliance de Tilsit, si fortement compromise par le dernier traité de Vienne. Dans la négociation présente, il ne crut pas que ce fût payer trop cher le maintien de cette alliance au prix des garanties les plus étendues contre le rétablissement futur de la Pologne, et il s'y était cru formellement autorisé par les instructions précises de sa cour. Péut-être aussi, il faut le dire, était-il devenu l'ami trop personnel d'Alexandre pour conserver, dans ses relations diplomatiques avec lui, l'allure indépendante et libre d'un ambassadeur. Il y avait évidemment chez lui fascination et tout l'entraînement, dans le langage comme dans l'action, qui en est la suite. D'une utilité merveilleuse à son souverain, tant que dura l'intimité de l'alliance, il ne fut plus qu'un interprète timide et inexact de sa pensée, dès que cette intimité eut cessé.

Le duc de Vicence signa donc, le 5 janvier 1810, un projet de convention dont voici les principales dispositions :

Article 1er. Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli.

L'article 2 proscrivait les noms de Pologne et de Polonais dans les actes publics.

L'article 5 interdisait, comme principe fixe et im-

muable, au grand-duché de Varsovie, toute extension territoriale sur l'une des parties composant l'ancien royaume de Pologne.

Cet acte allait certainement bien au delà des concessions que l'empereur Napoléon avait résolu de faire aux exigences de la politique russe; mais si les deux empereurs s'étaient unis par le sang, il est probable que les aspérités de cette négociation eussent été promptement adoucies; ils se seraient fait de mutuelles concessions, et la question polonaise, au lieu d'être mise à vif, fût restée dans l'état où l'avait laissée le dernier traité de Vienne, attendant, d'un avenir plus ou moins éloigné, une solution quelconque. Mais la réponse ambiguë d'Alexandre, à la demande de la main de sa sœur, accompagnait le projet de convention, et elle n'était point faite pour lui mériter l'indulgence de la cour des Tuileries. Aussi cet acte y fut-il accueilli avec colère : le duc de Vicence fut blâmé de l'excès de sa facilité, et au projet russe on opposa un contre-projet français (10 février 1810).

L'article 1er, s'écartant du caractère absolu et providentiel du projet russe, disait simplement : La France s'engage à ne favoriser aucune entreprise tendant à rétablir la Pologne.

L'article 5 interdisait à la Russie, aussi bien qu'au duché de Varsovie, toute extension nouvelle de territoire sur l'une des parties composant l'ancien royaume de Pologne.

Enfin la Russie avait exigé la publicité de la convention; la France voulait qu'elle restât secrète.

La pensée des deux empereurs se révèle dans ces deux projets.

Que voulait Alexandre? Que Napoléon, par une sorte de serment solennel, fait en présence du monde entier, frappât d'une sorte d'impossibilité le rétablissement de la Pologne, qu'il étouffât lui-même dans le cœur de tous les Polonais les espérances qu'il y avait fait naître, qu'il proclamât son divorce avec cette nation infortunée, qu'en signe de cet éclatant abandon il arrachât de ses propres mains au duché de Varsovie ses empreintes polonaises, qu'enfin il plaçât l'infamie du partage sous la garantie de la France elle-même.

La question était posée en termes si nets, si absolus, qu'elle ne laissait pas à Napoléon le choix d'une réponse évasive : elle pénétrait comme un trait incisif jusqu'à sa pensée la plus intime, elle le mettait dans la nécessité de s'expliquer.

Napoléon, de son côté, attachait un grand prix à se maintenir en paix avec la Russie; mais il en mettait un bien plus grand encore à ne point désespérer un peuple qu'il réservait, dans le secret de sa pensée, à de hautes destinées. Aussi calcula-t-il son projet de convention de manière à tranquilliser, pour le moment, la Russie et à se conserver libre pour l'avenir, dans tout ce qui touchait au sort futur des Polonais. Mais si le projet russe exigeait beaucoup trop, le projet français n'accordait pas assez. Sur une question où se trouvaient en jeu ses plus chers intérêts, il était évident que la Russie ne se contenterait point d'une garantie aussi incomplète. En effet, elle se montra

blessée du rejet de sa convention. Rapprochant les premières facilités de notre ambassadeur de nos refus actuels, elle dit que c'étaient les deux phases diverses d'une négociation commencée sous l'inspiration d'une pensée amicale, et terminée sous une influence secrètement hostile, les expressions de deux systèmes, le premier tout russe, le second tout autrichien. Alexandre s'en ouvrit personnellement avec beaucoup d'amertume à Caulaincourt. « La convention, dit-il (11 mars 1810), telle que l'a faite la France avec ses termes ambigus, n'est plus rien; son but est manqué. L'empereur m'avait promis les assurances les plus positives; probablement alors il voulait les donner, pourquoi ne le veut-il plus? La convention, telle que je la désire, telle qu'elle m'est nécessaire, ne donne rien à la Russie, n'ouvre aucune porte à son ambition; elle ne lie les mains qu'à quelques brouillons polonais, qui voudraient encore troubler le monde. Il ne peut mettre dans la même balance un épisode douteux, qui attaquerait les droits de tous les souverains, ceux même de l'Autriche, à laquelle il s'allie, avec les intérêts de la Russie, qui n'a cessé de lui être dévouée. » Puis il ajouta que Napoléon changeait sans cesse, tandis que lui, depuis Tilsit, avait tout fait pour tranquilliser tout le monde. « Ma modération et la justice de ma cause, dit-il, sont notoires; ce ne sera pas moi qui troublerai la paix de l'Europe; je n'attaquerai personne, mais si on vient m'attaquer, je me défendrai. »

Ces paroles décélaient une inquiétude profonde et, pour la première fois, le pressentiment d'une guerre

avec l'Occident. C'est qu'en effet l'avenir se montrait à ce prince sombre et menaçant. Les nouvelles de Vienne lui apprenaient que cette cour fatiguait maintenant le chef de la France de son ardeur servile, s'abandonnait à lui sans mesure, et l'excitait même secrètement contre la Russie. Ainsi la pensée de Napoléon siégeait dans les conseils de Vienne comme elle régnait déjà forcément à Berlin, à Dresde et à Varsovie. Plus de barrières entre Alexandre et son terrible rival. La violence des événements les a mis en présence; mais Alexandre est seul, tandis que Napoléon dispose de presque toutes les forces du continent. Aujourd'hui qu'à l'occident, comme au centre, il a brisé toutes les résistances, soumis toutes les volontés, voudra-t-il s'arrêter? Oui peut-être, jusqu'à ce que l'Angleterre et l'Espagne soient vaincues. Mais ces deux ennemis abattus, respectera-t-il la Russie, restée libre et encore intacte? pourra-t-il résister aux chances séduisantes d'une lutte décisive, dont le but sera la dictature de l'Europe, et le moyen, la restauration complète de l'ancienne Pologne.

Telles sont les craintes qui assiégent l'esprit du czar et tous les membres de son conseil. Aussi se montre-t-il inébranlable dans ses demandes de garantie contre le rétablissement de la Pologne. Il renvoie à Paris un nouveau projet de convention différant légèrement du premier dans la forme, mais, quant au fond, absolument semblable. Il eut le même sort que l'acte du 5 janvier; Napoléon s'obstina dans son refus. La fermeté d'Alexandre n'en fut point ébranlée. Il s'opiniâtra à son tour dans ses

exigences, et s'enhardissant par la résistance, il prit une décision d'une fermeté bien audacieuse. Il ordonna à son ambasssadeur à Paris, le prince Kourakin, de n'admettre aucune modification, soit dans le fond, soit dans la forme, à son dernier projet, et de déclarer en termes respectueux, mais fermes, à l'empereur Napoléon, qu'un nouveau refus de sa part de la ratifier serait considéré par l'empereur son maître comme la preuve qu'il avait résolu de rétablir un jour la Pologne.

C'était la première fois, depuis la paix de Tilsit, que le czar faisait entendre un pareil langage au chef de la France; la nature opiniâtre de celui-ci ne fit que se raidir davantage devant le ton impératif de son rival. Entre la Pologne et la Russie son choix était fait depuis longtemps. Certes, on ne pouvait s'attendre à le voir reculer devant son propre ouvrage, à répudier le passé par crainte de l'avenir, à démolir aujourd'hui ce qu'il avait édifié hier. Moins que jamais il était disposé à faiblir sur un point qui touchait aux fondements même de sa politique, lorsque l'Autriche et la Turquie s'attachaient à son char. Irrité de se voir forcé dans les derniers retranchements de sa pensée, il rompt violemment une négociation qui le fatigue.

« Que prétend la Russie par un tel langage, dit-il au prince Kourakin; veut-elle la guerre? Pourquoi ces plaintes continuelles? pourquoi ces soupçons injurieux? Si j'avais voulu rétablir la Pologne, je l'aurais dit, et je n'aurais pas retiré mes troupes de l'Allemagne. La Russie veut-elle me préparer à une défection? Je serai

en guerre avec elle le jour où elle fera sa paix avec l'Angleterre. N'est-ce pas elle qui a recueilli tous les fruits de l'alliance? La Finlande, cet objet de tant de vœux et de combats, dont Catherine II n'osait pas même ambitionner quelque démembrement, n'est-elle pas, dans toute sa vaste étendue, devenue province russe? Sans l'alliance, la Moldavie et la Valachie, que la Russie veut réunir à son empire, lui resteraient-elles? Et à quoi m'a servi l'alliance? A-t-elle empêché la guerre avec l'Autriche, qui a retardé les affaires d'Espagne? J'étais à Vienne avant que l'armée russe ne fût rassemblée, et je ne me suis pas plaint; mais certes, on ne doit pas se plaindre de moi. Je ne veux point rétablir la Pologne; je ne veux point aller risquer mes destinées dans les sables de ses déserts. Je me dois à la France et à ses intérêts, et je ne prendrai pas les armes, à moins qu'on ne m'y force, pour des intérêts étrangers à mon peuple. Mais je ne veux point me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli, me rendre ridicule en parlant le langage de la divinité, flétrir ma mémoire en mettant le sceau à cet acte d'une politique machiavélique; car c'est plus qu'avouer le partage de la Pologne, de déclarer qu'elle ne sera jamais rétablie : non, je ne puis pas prendre l'engagement de m'armer contre des gens qui m'ont bien servi, qui m'ont témoigné une bonne volonté constante et un grand dévouement. Par intérêt pour eux et pour la Russie, je les exhorte à la tranquillité et à la soumission; mais je ne me déclarerai pas leur ennemi, et je ne dirai

pas aux Français : il faut que votre sang coule pour mettre la Pologne sous le joug de la Russie. Si jamais je signais que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli, c'est que j'aurais l'intention de le rétablir, et l'infamie d'une telle déclaration serait effacée par le fait qui la démentirait. »

Après une sortie aussi violente, Alexandre ne pouvait plus, sans compromettre sa dignité ou la paix, insister davantage sur la convention : rédigée telle que le demandait la France, elle n'était rien pour lui ; car ce n'était point contre le présent qu'il voulait des garanties, mais contre l'avenir, tandis que Napoléon, au contraire, consentait bien à se lier pour le présent, mais voulait se réserver l'avenir. L'empereur de Russie aima mieux se passer de garanties que d'en obtenir d'incomplètes : il n'en parla plus ; mais il sortit ulcéré de cette négociation : il avait lu dans l'âme de Napoléon ; il lui avait arraché son secret ; d'allié qu'il était naguère, il le trouva son ennemi. Cependant, la situation de son empire lui imposait une grande réserve et d'extrêmes ménagements. Napoléon disposait de presque toutes les forces du continent, et il était en mesure de les précipiter sur la Russie et de lui arracher sa prééminence dans le Nord. L'intérêt d'Alexandre n'était donc point de vouloir la guerre dans le moment actuel, mais au contraire de l'ajourner. Gagner du temps, continuer de feindre un grand dévouement pour la France, lorsqu'on ne rêvait que projets de vengeance contre elle ; attendre, pour éclater, une occasion favorable, et préparer déjà dans l'ombre les éléments d'un vaste arme-

ment, tel fut le plan de conduite adopté par l'empereur de Russie.

Désunies sur la question d'Orient et surtout sur celle de la Pologne, la France et la Russie ne tardèrent pas à l'être sur la question maritime, question plus grave que toutes les autres, parce qu'elle pouvait devenir une cause de guerre immédiate.

Les différends qui éclatèrent sur ce point entre les deux empires, se rattachent à tout l'ensemble de l'histoire du système continental pendant les années 1810 et 1811, et ils en forment assurément la page la plus curieuse. Le moment est venu de dire qu'elles furent les principales phases parcourues par ce fameux système depuis 1807. Le but dans lequel il fut fondé était d'atteindre l'Angleterre dans la source de sa puissance et de sa richesse, de fermer à ses navires tous les ports, à son commerce tous les marchés du continent, et de la placer ainsi entre l'abîme d'une banqueroute générale et la paix, telle que nous voulions la lui imposer.

Jamais la lutte de deux grands peuples ne donna naissance à une machine de guerre plus compliquée et d'une portée plus vaste. Le jour où cette machine immense fut mise en exercice et commença à fonctionner, elle atteignit tout d'abord les neutres. Les neutres, qui se réduisaient alors presque exclusivement aux Américains du Nord, n'avaient pas cessé, depuis le commencement de la guerre, de prostituer leur pavillon à l'Angleterre. Ils naviguaient publiquement pour son compte; ils étaient devenus les facteurs de son com-

merce, ses intermédiaires directs avec tous les marchés du continent. Une condition préalable était donc nécessaire pour que le système continental fût applicable et portât ses fruits, c'était que le lien par lequel notre ennemi se rattachait au continent fût brisé. Le décret de Berlin (21 novembre 1806) fut un premier coup porté à la navigation des neutres. Ce décret, que nous rappelons à dessein, mettait en état de blocus les Iles-Britanniques et interdisait l'entrée des ports de la France et de ses alliés à tout bâtiment, quel qu'il fût, venant directement d'Angleterre et de ses colonies. Lorsque ce décret fut rendu, nous étions en guerre avec une partie du continent, et son application se trouvait restreinte à nos ports et à ceux de nos alliés. Mais la paix de Tilsit et l'alliance maritime que nous conclûmes alors avec la Russie, lui donnèrent un caractère européen ; il devint la loi du continent, la véritable base du système continental. La contrebande anglaise parvint à en annuler les effets.

Bientôt cependant, l'Autriche avait rallumé la guerre en Allemagne ; la Prusse, le Hanovre, la Westphalie, la Turquie elle-même, avaient été au moment de se soulever contre nous. La Suède luttait ouvertement contre l'alliance de Tilsit ; une guerre affreuse ensanglantait l'Espagne, les États du saint-père étaient ouverts aux intrigues anglaises : partout enveloppé d'ennemis ouverts ou cachés, Napoléon était obligé d'observer vis-à-vis de tous et même de ses propres alliés, les plus grands ménagements. L'occasion eût été mal choisie pour exiger de leur part l'exécution rigoureuse de ses décrets. Dans

l'opinion des populations comme des gouvernements, ce système était un joug odieux auquel tous s'efforçaient de se soustraire, en favorisant la contrebande anglaise, qu'elle se fît sur bâtiments anglais, ou sous pavillon neutre. Prenant ses points d'appui dans les intérêts et les vœux des peuples comme des gouvernements, la contrebande avait fini, en 1810, par s'organiser sur une échelle immense, et s'ouvrir une foule d'issues par lesquelles elle faisait filtrer, dans toutes les parties de l'Europe, des quantités énormes de produits anglais. Ainsi le vaste réseau dans lequel Napoléon avait voulu enfermer le continent était brisé sur presque tous les points. La plupart des marchés qu'il avait voulu enlever à ses ennemis se trouvaient de nouveau envahis, inondés par leurs marchandises. Les principaux foyers de la contrebande étaient l'Espagne, la Hollande, les villes anséatiques, Cuxhaven, le duché d'Oldenbourg, quelques ports de la Prusse, la Poméranie suédoise, la Suède tout entière, à quelques égards la Russie elle-même, et en Orient, la Turquie.

Telle était la situation commerciale de l'Europe au commencement de l'année 1810. Mais tout d'un coup l'état du continent avait bien changé ; à l'exception de l'Espagne, l'Angleterre avait perdu en Europe tous ses points d'appui : ses alliés, la Suède elle-même, étaient tous tombés sous les lois de la France ou incorporés à son système. Des Pyrénées au pôle glacé de l'Europe, la volonté du chef de la France régnait en souveraine. Si la Grande-Bretagne avait conquis la dictature de la mer et du commerce, la France touchait la dictature du

continent. Le moment semble venu enfin pour son chef d'accomplir sa pensée tout entière, de punir en maître toutes les infractions commises depuis trois ans contre son système. Il rassemble toutes ses forces pour terminer, par des coups prompts, terribles, décisifs, la guerre maritime ; il veut réduire l'Angleterre au désespoir, et pour la vaincre, il n'emploie pas d'autres armes que celle de son système impitoyable tel qu'il était sorti des décrets de Milan. Ce système devint la loi suprême de toute l'Europe continentale, la condition première d'existence pour les peuples comme pour les trônes. Pour tous, il n'y eut plus qu'une alternative, l'adopter dans sa rigueur, ou s'attirer les vengeances de la France et succomber. Dans cette voie où l'empereur Napoléon se précipite avec une incroyable passion, aucun obstacle, aucune convenance, ne l'arrêtent. Il ose tout ce qu'il peut oser ; il brise et détruit tout ce qui s'oppose à sa marche. Ses premiers coups vont frapper directement les Américains. Le 23 mars 1810, il ordonna, par son décret de Rambouillet, la saisie et la vente de tous les bâtiments américains qui, à dater du 20 mai 1809, seraient entrés ou entreraient dans les ports de l'empire, de ses colonies ou des pays occupés par ses armées. Le caractère officiel et diplomatique de ce décret était d'être un acte de représailles de la France contre l'acte de *non-intercourse* qui avait été dirigé contre elle aussi bien que contre l'Angleterre. Mais la pensée réelle qui le dicta ne fut point une pensée de vengeance ni de guerre contre le gouvernement américain. Son but était, au contraire, d'arracher cette

république à la politique d'inertie et de faiblesse à l'égard de l'Angleterre, et de l'armer contre elle. Quant aux négociants américains en rébellion ouverte contre les lois de leur pays, c'était bien la guerre, et la guerre implacable que leur déclarait le décret de Rambouillet, et c'était justice : il portait de plus au commerce anglais un coup d'une portée incalculable. Les événements ont prouvé que Napoléon avait frappé fort et juste, car c'est le décret de Rambouillet qui finit par mettre aux prises, en 1812, les États-Unis et l'Angleterre.

Tandis que Napoléon enlevait au commerce anglais la ressource du pavillon américain, il s'occupait de lui fermer toutes les issues par lesquelles il inondait le continent de ses produits.

Il s'adressa d'abord à la Hollande pour en obtenir le sacrifice absolu de ses relations commerciales avec l'Angleterre. Ce pays, à cause de ses innombrables affluents, de sa proximité des ports de la Grande-Bretagne, de l'étendue et de la nature de ses spéculations, était le point de l'Europe où la contrebande anglaise avait jeté les plus profondes racines. Comme c'est le commerce extérieur et maritime qui le fait vivre, le système continental, qui était l'interdiction de ce commerce, dut soulever contre lui tous les intérêts publics et privés. Si la Hollande avait eu la liberté de ses mouvements, nul doute qu'elle ne se fût prononcée dès ce moment pour l'alliance anglaise. N'étant point en situation de s'arracher des bras de la France, elle feignit d'adopter officiellement son système, et de fait, elle l'éluda. Son histoire, depuis 1807 jusqu'en

1810, n'est qu'un perpétuel et opiniâtre effort de sa part pour s'affranchir de nos décrets. Ses ports ne cessèrent pas un seul jour d'être remplis de navires anglais et américains, et ses magasins, de denrées coloniales d'origine anglaise, que ses négociants se chargeaient d'expédier sur tous les marchés de l'Europe. Elle devint le principal entrepôt des produits de nos ennemis et son grand comptoir sur le continent. La France ne pouvait tolérer de semblables relations ; la Hollande était forcément un des satellites de sa puissance ; elle avait jusqu'alors partagé ses destinées maritimes et coloniales ; il fallait que cette communauté de fortune durât jusqu'au terme de la lutte. La force des choses l'exigeait ainsi. La France, jetée en dehors de toutes les voies régulières et pacifiques, était sous l'empire des nécessités les plus terribles et les plus violentes. Le système continental n'admettait pas d'exceptions, et en eût-il admis, la Hollande eût été le dernier pays dont il eût toléré la neutralité ; car pour elle, être neutre, c'était devenir, sous le point de vue maritime et commercial, province anglaise. Il n'existait pour elle que deux alternatives, se soumettre à nos décrets, ou à notre domination immédiate. D'un côté, sacrifice de ses relations avec nos ennemis ; de l'autre, incorporation à notre territoire. Voilà ce que ne voulut point comprendre le prince auquel Napoléon avait confié le gouvernement de ce royaume. Soit faiblesse de caractère, désir d'une popularité qui n'était point de saison, ou plutôt débilité d'un esprit incapable d'embrasser l'ensemble d'une situation qui ne le saisissait

que par le côté des exigences et des sacrifices, il est certain que Louis manqua à tous ses devoirs envers l'Empereur et la France. Il savait à quelles conditions son frère l'avait fait roi ; il déchira sciemment un contrat dont il avait signé toutes les obligations. Au lieu d'user de son pouvoir pour amener progressivement les Hollandais à se résigner à des souffrances cruelles, mais passagères, il s'associa à toutes leurs passions, épousa leurs préjugés, se ligua avec eux contre la politique de la France, se fit le protecteur déclaré de la contrebande anglaise, lui ouvrit ses ports, ses côtes, ses villes et jusqu'à son palais, comme le lui reprocha son frère. On le vit tendre tous les ressorts de sa raison, tourmenter la délicatesse de sa conscience pour se persuader qu'il était Hollandais, réserver ses faveurs pour les amis de l'Angleterre, écarter des affaires nos plus dévoués partisans, encourager les libelles publics contre le chef de la France ; en agir enfin, lui qui devait tout, son éducation, sa fortune, sa couronne à son frère, en agir comme aurait pu le faire un stathouder de la maison d'Orange aux gages de la cour de Londres.

Napoléon se plaignit longtemps, mais en vain ; enfin il se décida à sévir. Son autorité tomba de tout son poids sur ce pays et sur ce trône en révolte flagrante contre sa volonté. Dans son discours au Corps législatif (3 décembre 1809), il prononça ces mots : « La Hollande, placée entre la France et l'Angleterre, en est également froissée ; cependant elle est le débouché des principales artères de mon empire ; des changements deviendront nécessaires ; la sûreté de mes frontières

et l'intérêt bien entendu des deux pays l'exigent impérieusement. »

Troublé et inquiet, Louis s'empressa de demander des explications sur la portée de ces paroles. Son frère les lui donna, et prit occasion de ce fait pour lui dire sa pensée tout entière. Il lui traça le tableau de tous ses griefs contre lui, et n'hésita point à lui déclarer que, puisque la Hollande s'obstinait à se faire le principal entrepôt du commerce ennemi sur le continent, il était dans l'intention de la réunir à la France comme complément de territoire et comme le coup le plus funeste qu'il pouvait porter à l'Angleterre. Au fond, l'Empereur s'affligeait d'être forcé d'en venir à une telle extrémité. Sa sagacité pressentait le dommage qui en résulterait pour sa puissance morale en Europe. Un moyen fut tenté pour prévenir ce grave événement ; ce fut le traité du 16 mars 1810. Par cet acte, la Hollande céda à la France le Brabant hollandais et la totalité de la Zélande. Le thalweg du Wahal devint la limite des deux États. Par ce même traité, il fut décidé que les embouchures des rivières et les ports de la Hollande seraient mis sous la garde des douaniers français appuyés d'un corps de troupes de 18,000 hommes, dont 6,000 Français et 12,000 Hollandais. Ainsi, ce traité plaçait sous la surveillance de nos douaniers les côtes et les ports de la Hollande, et sous notre domination directe, la partie de son territoire où affluaient en plus grand nombre les produits anglais.

Une autre tentative fut encore essayée pour sauver la Hollande. L'Empereur consentit à ce que le gouver-

nement de ce pays ouvrit avec la cour de Londres une négociation, dans le but d'en obtenir une modification à ses ordres du conseil. M. Labouchère, riche négociant d'Amsterdam, fut chargé de cette délicate mission. Il arriva le 6 février à Londres, et le 7, il entra en conférence avec le marquis de Wellesley. Les instructions de son gouvernement, instructions dictées sous l'influence de l'Empereur, l'autorisèrent à laisser pressentir au cabinet de Saint-James, que s'il refusait obstinément de modifier les ordres du conseil, la réunion de la Hollande à la France en deviendrait l'inévitable conséquence. Le 11, le ministre anglais lui envoya la réponse de son gouvernement. C'était un refus positif d'entamer aucune négociation sur une semblable base. Ainsi l'Angleterre rivalisait d'audace et de fierté avec son terrible ennemi; c'en était fait dans sa pensée; le gant était jeté; dût la Hollande être réunie au grand empire, elle ne renonçait à aucune de ses prétentions.

Le traité du 16 mars était une transaction violente, et peut-être impraticable, entre les exigences impérieuses de la politique française et la situation où se trouvait la Hollande. Le roi Louis en agit encore alors avec une faiblesse qui semblait trahir une perfide duplicité. Son devoir était de refuser sa sanction au traité, s'il le trouvait ignominieux et inexécutable, ou, l'ayant une fois signé, de l'accepter loyalement avec toutes ses exigences. Il signa l'acte à Paris, et une fois de retour en Hollande, il ne tenta pas même de le mettre à exécution : il ne parut occupé que des moyens de s'y soustraire. De son côté, l'Empereur irrité ne garda plus de

mesures. Au lieu de se tenir dans la limite du traité en n'envoyant que 6,000 hommes sur le territoire hollandais, il en fit entrer 20,000 sous le commandement d'Oudinot. Le 29 juin, ce maréchal manifesta la résolution d'entrer dans Amsterdam. Au milieu de cette crise croissante de difficultés et de périls, le roi eut un moment la pensée sérieuse de défendre sa capitale, et de recourir au moyen extrême de l'inondation; mais il rencontra dans ses ministres et ses généraux une résistance opiniâtre. Les Hollandais d'aujourd'hui n'étaient plus ces fiers républicains qui humilièrent l'orgueil de Louis XIV et le mirent à deux doigts de sa perte. Brisé par la violence des événements, le faible Louis résolut d'abandonner un trône où il accusait son frère de ne l'avoir placé que pour en faire le douanier en chef de son peuple; il abdiqua, et s'enfuit comme un esclave qui a brisé sa chaîne, après avoir confié la régence à la reine; il se rendit à Tœplitz. Cette conduite affligea profondément l'Empereur et lui arracha ces paroles pleines de douleur et d'amertume : « Concevez-vous, s'écria-t-il, une malveillance aussi noire du frère qui me doit le plus? Quand j'étais lieutenant d'artillerie, je l'élevais sur ma solde, je partageais avec lui le pain que j'avais, et voilà ce qu'il me fait! » On assure que la force de l'émotion lui arracha des larmes. L'abdication du roi de Hollande ne lui laissait point le choix entre deux partis; reconnaître la régence de la reine et occuper le pays militairement était une mesure extrême qui offrait tous les inconvénients de la conquête sans aucun de ses avantages. La réunion à la France était le seul parti possible.

La condition matérielle des Hollandais ne pouvait qu'y gagner ; la mer leur étant fermée, ils entreraient du moins dans la sphère de puissance et de commerce dont la France était le centre et le pivot. C'est à cette résolution (1er juillet 1810) que s'arrêta l'Empereur ; un sénatus-consulte du 10 décembre 1810 sanctionna la réunion de la Hollande à l'empire français. La nation hollandaise, par sa résignation silencieuse, sembla ratifier la destruction de sa nationalité qu'elle avait cependant autrefois achetée par soixante ans des plus héroïques efforts.

Du reste, l'accroissement forcé de puissance matérielle qui en résulta pour l'empereur Napoléon fut un grand malheur dans sa destinée politique. Il contribua presque autant que la guerre d'Espagne à ruiner sa puissance morale en Europe. Ses ennemis, qui étaient partout, qui remplissaient toutes les cours, qui entouraient tous les trônes, se répandirent en lamentations sur le sort des Hollandais, de ce peuple infortuné, dirent-ils, auquel notre alliance avait déjà coûté ses plus belles colonies. Les passions déjà bien hostiles contre nous s'envenimèrent davantage ; nos amis se refroidirent ; enfin tous ceux qui se flattaient de trouver dans notre alliance un adoucissement à leurs maux désespérèrent tout à fait de notre modération.

En Russie, surtout, la réunion de la Hollande produisit une impression déplorable. Napoléon, soit orgueil et répugnance à justifier ses actes, soit que, dans le secret de son âme, maintenant que le coup était porté et que la Hollande s'était faite en quelque sorte sa com-

plice par son consentement tacite, il résolût de conserver ce pays à la France, Napoléon ne fit parvenir à Saint-Pétersbourg aucune parole d'explication sur la prise de possession de ce royaume. Évidemment, Alexandre s'attendait à ce que la France lui présenterait la réunion comme une mesure temporaire exigée par d'impérieuses circonstances, et qui ne dépasserait point le terme de la guerre maritime : cette explication impatiemment désirée, Napoléon ne la donna pas, et Alexandre en fut blessé. Il interpréta de la manière la plus fâcheuse le silence de l'Empereur ; il vit un emportement d'ambition là où sans doute il n'était entré qu'une combinaison de guerre contre l'Angleterre : sa méfiance s'en accrut, et il résolut plus que jamais de chercher partout des points d'appui contre une ambition qui débordait de toutes parts.

Les villes anséatiques, Cuxhaven, une partie de la Westphalie, et en général les embouchures du Weser, de l'Ems et de l'Elbe, étaient autant de foyers de contrebande anglaise. Les mêmes nécessités qui avaient amené la réunion de la Hollande motivèrent aussi la réunion de tous ces territoires. Elle fut consacrée par le sénatus-consulte du 13 décembre 1810. Il en fut de même du duché d'Oldenbourg : nous dirons plus tard les graves circonstances qui accompagnèrent et suivirent la réunion de ce petit territoire à la France.

A l'occasion des derniers décrets, Napoléon annonça l'intention de conserver à l'empire français les embouchures de l'Escaut, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et d'établir, au moyen d'un canal maritime, une

navigation intérieure entre la France et la Baltique. C'était là sans doute une conception grandiose et qui allait à la taille de son génie ; mais elle révélait la résolution évidente de passer le Rhin, de porter les limites de l'Empire sur la rive gauche de l'Elbe, et de disputer la Baltique à l'influence de la Russie. De si vastes projets n'étaient guère de nature à rassurer la cour de Saint-Pétersbourg.

La Prusse, trop abaissée pour avoir une volonté libre, reçut de l'empereur Napoléon l'injonction de fermer ses ports à tous les bâtiments américains, et d'y confisquer toutes les denrées coloniales qui s'y trouveraient entreposées ; et, en vassale tremblante, elle s'empressa d'obéir à ses ordres.

Le gouvernement danois fut de même invité à appliquer nos décrets à ses ports. Non-seulement il s'empressa de nous satisfaire, mais, afin de paralyser plus surement la contrebande anglaise, il mit l'embargo sur tous les navires de ses sujets : il avait à venger contre l'Angleterre des injures de tous genres et de toutes dates, et il saisissait avec ardeur toutes les occasions de lui nuire et de la frapper.

La Suède reçut la même injonction que la Prusse et le Danemark. Ce royaume a rempli, dans les dernières années de l'empire, un rôle tellement important, qu'il est nécessaire d'en parler avec quelque étendue.

Pendant la lutte fatale et récente où l'avait engagée son roi contre la Russie et la France, la Suède n'avait pas cessé un seul jour de témoigner à l'Angleterre un grand dévouement ; elle avait offert à ses navires des

ports sûrs et nombreux où ses produits étaient entreposés, et d'où ils étaient ensuite exportés en quantités énormes sur le continent, qui les recevait en fraude. Aussi, Napoléon avait-il jugé qu'il était d'une importance majeure, pour le triomphe de son système, que la Suède l'adoptât. Il en fit la condition fondamentale de la paix qu'il conclut le 6 janvier 1810 avec ce royaume, et elle fut reproduite dans son traité avec le Danemark. Quant à celui que la Suède conclut avec la Russie, et par lequel elle céda à cet empire la Finlande et les îles d'Aland, le cabinet de Saint-Pétersbourg admit une exception à l'application, dans les ports de l'État, du système continental, en faveur des denrées coloniales et du sel, et il autorisa ce royaume à recevoir ces produits comme par le passé, par la voie directe de l'Angleterre. Cette clause irrita l'empereur Napoléon, qui s'en plaignait vivement à Saint-Pétersbourg, et qui, pour son compte, ne voulut jamais l'admettre. Cette différence, qui était capitale dans la manière dont la France et la Russie entendaient l'exécution du système continental, tenait au fond même de leurs intérêts et de leur politique.

Les intérêts de toute nature de la Suède l'entraînaient vers l'Angleterre. Protection contre la Russie, maintenant surtout qu'elle avait perdu la Finlande, riche marché où s'écoulaient ses bois, ses fers et ses pelleteries, et d'où elle recevait, en échange, les produits industriels nécessaires à ses besoins, cette puissance lui assurait tout. Parvenir à briser un tel faisceau de liens semblait une tâche impossible. D'ailleurs, sa puis-

sante alliée exerçait sur elle tous les genres d'ascendants : avec le pouvoir de lui rendre de grands services, elle avait aussi celui de lui faire beaucoup de mal; elle la dominait ainsi par la terreur non moins que par les bienfaits. Dès que la saison le lui avait permis, elle avait envoyé une escadre de vingt vaisseaux de guerre dans la Baltique, afin de tenir la Suède en échec et d'être en mesure de l'accabler si elle se jetait trop avant dans l'alliance française. Confiante dans l'amitié d'une puissance sous le patronage de laquelle elle s'était si longtemps placée, la cour de Stockholm avait laissé sans défense toutes ses côtes méridionales. Carlscrona, qui renfermait tous ses établissements maritimes, onze vaisseaux de guerre, sept frégates et neuf bricks; Landscrona, la clef de la Baltique, étaient hors d'état de résister à un coup de main des Anglais. Enfin, eût-elle voulu adopter sincèrement le système continental, la contrebande se serait jouée de ses efforts. Ses rivages démesurément étendus, hérissés d'une multitude infinie d'îles, se prêtaient merveilleusement à la fraude, et toute la sévérité des douaniers n'aurait pu l'empêcher. Aussi le gouvernement suédois, en adhérant au système continental, avait-il promis à la France plus qu'il n'avait le pouvoir et la volonté de tenir. Céder tantôt à une exigence, tantôt à une autre, selon son degré de violence; s'efforcer, avant tout, d'échapper à la plus dure de toutes, celle de rompre avec l'Angleterre; tâcher d'arriver à force de ruses, de dénégations, d'engagements pris et rompus, à la crise quelconque qui fixerait son sort, comme celui du reste de

l'Europe, tel fut le plan de conduite qu'elle résolut de suivre.

Il est des nécessités tellement impérieuses, qu'il y a folie à vouloir les dominer. Aussi, l'Empereur, tout emporté qu'il fût par sa haine contre l'Angleterre, était trop éclairé pour ne pas comprendre et subir la position tout à fait exceptionnelle où se trouvait la Suède. Il entrait dans ses calculs d'exiger beaucoup d'elle, sauf à tolérer de sa part, sans l'avouer, des infractions au système dont sa constitution géographique était en quelque sorte complice. Peu lui importait au fond que ce royaume s'approvisionnât de sucre, de coton et de café sur les marchés anglais, pourvu que ces produits se consommassent exclusivement chez elle. Elle n'était, après tout, pour le commerce britannique, qu'un débouché de trop peu d'importance, pour le sauver de sa ruine. Mais la Suède ne se contentait pas de pourvoir aux besoins de sa propre consommation ; elle partageait, dans la mer Baltique, le rôle et les énormes bénéfices des Américains naviguant pour compte anglais. Dans le moment même où tout le continent se soumettait à nos décrets, non-seulement elle s'en affranchissait pour elle-même, mais elle passait des conditions de la simple neutralité à un état de guerre offensive contre notre système. Elle se faisait l'intermédiaire le plus actif de tout le commerce de nos ennemis avec ces mêmes ports de la Baltique que nous venions de leur fermer, et dont elle avait en quelque sorte recueilli l'héritage commercial. La réunion de la Hollande, de Cuxhaven et des villes anséatiques à la France, et

l'adoption de nos décrets par la Prusse et le Danemark, avaient forcé les navires destinés pour ces pays, et la plupart chargés de denrés coloniales d'origine anglaise, à changer de direction. Quelques-uns étaient allés aborder les ports de Russie ; mais le plus grand nombre était venu chercher refuge et entreposer ses cargaisons dans les ports de Suède et de Poméranie, principalement dans celui de Gothenbourg, qui avait acquis, depuis quelques années, une importance commerciale extraordinaire, et qui, pendant les six premiers mois de l'année 1810, avait reçu pour plus de 100 millions de denrées coloniales et 6,000 navires.

La Suède était donc devenue, avec les négociants américains, l'ennemie la plus dangereuse du système continental, qu'elle sapait dans ses fondements, et ennemie d'autant plus funeste, qu'elle se couvrait du masque de notre alliance. Napoléon ne pouvait tolérer longtemps de pareilles offenses. Le 19 mai 1810, il avait sommé une première fois la cour de Stockholm d'interdire ses ports à tous les neutres en masse, et d'ordonner la confiscation de toutes les denrées coloniales qui s'y trouvaient entreposées, sous peine, si elle hésitait, de voir la Poméranie occupée par nos troupes. Elle avait répondu à cette sommation avec une humilité profonde et comme si elle avait résolu de se soumettre. L'ordre avait été envoyé à tous ses agents de se conformer aux désirs de la France ; mais, soit impuissance à se faire obéir, soit contre-ordre donné secrètement, les ports du royaume n'avaient pas cessé un moment d'être ouverts aux marchandises anglaises, et, comme nous l'avons dit

plus haut, la réunion de la Hollande et des villes anséatiques à la France avait donné à ce commerce illicite une extension prodigieuse.

C'est au milieu de ces graves démêlés que mourut le prince royal d'Augustenbourg. Le 18 mai, ce prince, passant une revue, se trouva mal subitement et tomba de cheval. Tout présentait les symptômes d'une apoplexie foudroyante [1].

Cet événement rendait nécessaire l'élection d'un nouveau prince royal, complication fort grave à laquelle l'état actuel de l'Europe et la situation toute spéciale de la Suède donnaient une grande importance. Le grand âge du roi, la débilité de sa santé et de ses facultés laissaient en quelque sorte le trône vacant. C'était donc plus qu'un prince que la Suède allait élire ; c'était un chef, un roi de fait, auquel elle allait confier la direction de ses destinées.

Trois compétiteurs s'offrirent d'abord pour solliciter ses suffrages : le duc d'Oldenbourg, oncle de l'empereur Alexandre, le frère du prince décédé, et le roi de Danemark. Le duc d'Oldenbourg était le candidat de la

[1] La Suède portait à ce prince un véritable attachement ; elle l'aimait comme l'homme de son choix. Sa mort si prompte et dans un âge peu avancé éveilla des soupçons, qui, chez le peuple, se changèrent en conviction furieuse. Il le crut empoisonné. Résolu de venger sa mort, il choisit sa victime aux funérailles mêmes du prince. Le comte de Fersen était le frère de la comtesse Piper, l'ennemie jurée du parti qui avait fait élire le prince d'Augustenbourg. Il n'en fallut pas davantage pour attirer sur lui la rage du peuple. Le comte conduisait le deuil en qualité de grand-maréchal du palais. Des groupes furieux l'assaillirent dans sa voiture, l'en arrachèrent, et après l'avoir abreuvé d'outrages, le mirent en pièces. Il fallut la présence du roi pour apaiser la fureur populaire et ramener le calme dans la ville de Stockholm.

Russie ; il fut promptement écarté. Le prince d'Augustenbourg avait pour lui la mémoire d'un frère dont la Suède avait pleuré la mort. Le seul titre du roi Christian était d'être l'allié dévoué et le candidat supposé de la France. Dans des temps ordinaires, le jeune prince d'Augustenbourg, que la cour protégeait ouvertement, eût été préféré ; mais ce choix avait l'inconvénient de laisser la Suède plongée dans les embarras inextricables où elle se trouvait à la mort du dernier prince, et dont elle voulait tâcher de sortir à la faveur d'une nouvelle élection. Quant au roi Christian, les intérêts commerciaux du royaume, ses préjugés, ses souvenirs, tout repoussait sa candidature. Entre la Suède et le Danemark, il y avait trois siècles de rivalités et de haine.

Les intérêts présents de la Suède l'entraînaient vers un autre choix que celui des deux prétendants. Sa situation était véritablement hérissée de difficultés en quelque sorte inconciliables. Tous ses intérêts de commerce, de marine, de navigation, la jetaient en dehors du système continental ; mais se déclarer contre ce système, c'était s'attirer les vengeances de Napoléon. Déjà une première fois il l'avait livrée, dans sa colère, au bras de la Russie, qui l'avait dépouillée de la Finlande. Le mal qu'il lui avait fait une première fois, il pouvait l'aggraver encore en s'emparant de la Poméranie, et menacer jusqu'à son existence en la partageant entre la Russie et le Danemark. D'un autre côté, elle ne pouvait entrer dans les errements du système français sans amener la ruine générale du commerce et mettre le pays tout entier en faillite, et sans se compromettre vis-à-vis de

l'Angleterre. Ainsi, elle se trouvait placée entre deux abîmes, ne pouvant échapper à l'un sans tomber dans l'autre. Elle ne vit qu'un moyen de sortir d'une situation aussi violente : ce fut de chercher un prince royal dans la famille de l'empereur Napoléon ou dans les rangs de ses maréchaux. Mais, en prenant ce parti, elle ne prétendait nullement s'abandonner à la France ; elle voulait, au contraire, s'assurer un protecteur contre ses exigences, un médiateur dans ses démêlés avec elle, un chef habile et éclairé qui usât de son influence auprès de son ancien souverain pour désarmer ses rigueurs dans toutes les questions de commerce et de navigation. Elle voulait plus encore ; elle espérait qu'un prince français lui ferait restituer tôt ou tard la Finlande, et que la main qui avait eu le pouvoir de la lui faire perdre, aurait un jour celui de la lui rendre.

Le pays tout entier parut comprendre cette nécessité de se rattacher à la France. Roi, ministres, noblesse, commerçants, tous exprimèrent le vœu que l'empereur Napoléon daignât tourner ses regards vers la Suède, la diriger de ses lumières dans la crise présente, et désigner à ses suffrages le prince qu'elle devait élire. Mais l'Empereur refusa d'accepter le rôle que lui offrait la Suède, résolu de n'exercer aucune influence même indirecte sur l'élection du prince royal. La délicatesse de ses relations avec la Russie lui commandait cette réserve extrême. Placer sur les degrés du trône de Suède un prince de sa famille ou simplement un de ses maréchaux, c'eût été se compromettre pour des avantages incertains vis-à-vis de la cour de Saint-Pétersbourg. Il

avait à réclamer son concours, comme celui du reste du continent, à ses grandes mesures contre l'Angleterre, et c'eût été préluder étrangement à de pareilles demandes que d'accepter le vasselage de la Suède. S'il s'était cru la liberté d'exprimer un vœu, il l'eût fait en faveur du roi de Danemark. La réunion des trois couronnes de Danemark, de Norwége et de Suède, sur la tête de ce loyal et fidèle allié, eût présenté cet avantage immense de remettre les clefs du Sund dans les mains d'un prince dévoué, et d'arracher ainsi la cour de Stockholm à l'influence anglaise. En outre, elle eût fait du nouveau royaume de Scandinavie un puissant contrepoids à l'influence russe dans les affaires du Nord, et cette partie de l'Europe se fût trouvée organisée d'après les principes d'un meilleur équilibre. Mais la cour de Saint-Pétersbourg n'eût point toléré une résolution qui aurait attaqué aussi à fond sa puissance relative et sa prépondérance dans le Nord. Aussi, Napoléon mit-il une sorte d'affectation à n'encourager, par aucune parole, même par la plus légère insinuation, la candidature du roi Christian. Il poussa si loin sa réserve à cet égard, que son chargé d'affaires, M. Désaugiers, ayant pris sur lui d'agir en faveur du roi de Danemark, il le désavoua hautement, et se hâta de le rappeler de Stockholm.

Les États convoqués pour l'élection étaient assemblés à Orébro, attendant qu'un mot de l'empereur Napoléon fixât leurs incertitudes ; son silence étudié les affligeait, lorsqu'un troisième compétiteur parut sur la scène : c'était Bernadotte, prince de Ponte-Corvo. Ce maréchal s'était attiré, en 1808, l'estime et la reconnaissance de

la Suède. Chargé, à cette époque, d'occuper la province de Scanie et de la soumettre, il avait, conformément aux instructions de son maître, traité les Suédois plutôt comme des amis égarés qu'il fallait ramener par la douceur, que comme des ennemis qu'il fallait châtier. Il recueillit personnellement, tant dans cette circonstance que dans son administration de la Poméranie, tous les avantages d'une modération qui lui avait été commandée par son gouvernement, et il laissa dans les esprits l'impression d'un administrateur plein de lumières et d'humanité. Il s'attacha même, par la grâce expressive et toute méridionale de sa personne, la plupart des hauts dignitaires de la Suède, qui l'approchèrent. Parmi eux se trouva le général Wrède, qui jouissait à la cour et dans le pays d'une grande influence. Un autre officier, noble de naissance, mais d'un rang subalterne, Morner, qui avait été son prisonnier et était resté son ami, fut, dit-on, celui qui lui suggéra l'idée de briguer les suffrages de la diète; il fit un voyage en France dans ce dessein. Bernadotte avait une ambition pleine d'ardeur et d'impatience, il saisit avidement la chance de grandeur qui s'ouvrait devant lui; mais il dit qu'il n'accepterait que si l'Empereur l'y autorisait. Napoléon laissa le champ libre à son ambition, en lui déclarant qu'étant élu par le peuple, il ne s'opposerait point à l'élection de souverains par les autres peuples. Cependant, dans notre conviction, son vœu secret était que Bernadotte ne fût point élu. De tous les illustres frères d'armes qui l'entouraient et qui formaient comme l'auréole de sa gloire

militaire, ce maréchal était celui qu'il aimait le moins. Il s'était toujours fait remarquer par une ambition turbulente et tracassière, et par un esprit envieux et frondeur. On eût dit que l'obéissance lui pesait. Dans la journée d'Auerstædt, à Wagram, et dans d'autres occasions encore, il avait manifesté de l'insubordination et des prétentions vaniteuses. Par politique autant que par modération naturelle, Napoléon avait fermé les yeux sur les torts de son lieutenant; il avait fait plus; il n'avait rien épargné pour s'attacher un homme que recommandaient un grand courage, un esprit brillant, une séduction infinie de manières, et plus que tout le reste, son mariage avec la sœur de la femme de Joseph. Dignités, honneurs, richesses, l'Empereur lui avait tout donné; cependant sa facilité ne pouvait aller au point d'assurer la couronne de Suède à un homme qu'il savait au fond peu dévoué, et dont l'élévation aurait l'inconvénient immense d'exciter les ombrages de la Russie. Bernadotte fut élu cependant. La diète suédoise, fatiguée, était sur le point d'arrêter son choix sur le jeune prince d'Augustenbourg; dans un comité préparatoire, onze voix sur douze s'étaient prononcées en faveur de ce prince, lorsque l'arrivée d'un agent secret de Bernadotte, que ses parents firent, dit-on, passer pour un courrier de l'Empereur, apportant son consentement formel à l'élection, changea subitement les dispositions de l'assemblée. Heureuse de sortir d'incertitude, trompée certainement sur les dispositions réelles de l'Empereur, croyant voir une protection chaleureuse dans ce qui n'était qu'un assentiment arraché plutôt qu'accordé,

un prince dévoué à son souverain dans un sujet jaloux et insoumis, la diète élut à l'unanimité, le 21 août 1810, le maréchal Bernadotte, prince royal de Suède.

Napoléon n'avait que trop de raison de craindre l'effet de cette élection sur la cour de Russie; elle fut d'abord jugée comme une combinaison toute française et l'œuvre de la politique personnelle de l'Empereur. En l'apprenant, Alexandre laissa échapper ces mots : « Je le vois bien, l'empereur Napoléon veut me placer entre Varsovie et Stockholm. » Mais bientôt ses craintes se dissipèrent, et le prince de Ponte-Corvo se chargea lui-même de le convaincre que ce n'était point un ennemi de la Russie qui venait d'être appelé à gouverner la Suède.

L'élection une fois consommée, Napoléon délia son lieutenant de son serment de fidélité. On assure cependant qu'il voulut y mettre pour condition que Bernadotte ne porterait jamais les armes contre la France, et que le prince s'y étant refusé, l'Empereur se résigna et lui dit : « Eh bien! partez, que nos destinées s'accomplissent. » Ce fait, rapporté par les autorités les plus dignes de foi, nous semble en contradiction avec les procédés délicats et généreux de l'Empereur pour Bernadotte, au moment de leur séparation. Le prince n'avait d'autre fortune que ses dotations. Napoléon ne voulut point que son ancien frère d'armes parût en Suède pauvre et sans ressources. Il lui promit 2 millions de son trésor. Plus tard, on a dit que ce prince n'en avait touché qu'un seul. Ce qui est hors de doute, c'est qu'avant de se séparer de lui, l'Empereur l'entretint

longtemps, lui parla avec confiance et abandon, déroula sous ses yeux le vaste plan qu'il avait conçu pour réduire l'Angleterre, et lui déclara qu'il comptait sur son influence et son pouvoir pour ramener la Suède dans les voies du système continental. Bernadotte promit tout, il sembla s'associer de pensée comme d'action aux grandes combinaisons de l'Empereur : ils parurent se quitter satisfaits l'un de l'autre. Sans doute Napoléon se flatta que l'élection de Bernadotte allait commencer pour la Suède une ère nouvelle et la rattacher, autant du moins que le comportait la nature des choses, à son système. Il se trompait. Nous l'avons dit : la Suède, en demandant un prince royal à la France, avait voulu désarmer ses rigueurs et non lui faire le sacrifice de son commerce. L'élection du prince de Ponte-Corvo ne la fit point dévier de la ligne politique où elle s'était placée depuis la paix. En dépit de ses fausses protestations et de ses ordres officiels, elle continua de recevoir dans ses ports une énorme quantité de produits anglais, qui ensuite allaient inonder les marchés de l'Allemagne et de la Russie. Cette conduite révolta l'Empereur ; il lui sembla que cette puissance se jouait impudemment de lui et de la France. A dater de ce moment, il redoubla d'exigences envers elle, et, pour la première fois, il passa de la simple menace à des actes de sévère rigueur. Il donna l'ordre de saisir tous les navires qui seraient chargés de denrées coloniales. Cette mesure reçut une application immédiate. Huit navires suédois furent saisis à Warnemunde. Lorsque cette décision fut prise et exécutée, le prince royal n'avait point encore

pris possession de sa nouvelle dignité. Elle irrita au plus haut degré la cour de Stockholm, qui, dans un premier mouvement d'énergie, ordonna à son ministre à Paris, M. de Lagerbielke, de parler à l'Empereur en personne et de lui demander la restitution des navires. Voici la réponse de Napoléon ; sa passion et son système s'y peignent tout entiers :

« Comment! vous prétendez, monsieur, que je fasse relâcher des bâtiments porteurs de marchandises de contrebande appartenant à des Anglais, et que, par une lâche condescendance pour la Suède, je rende inutiles les mesures que je prends contre le commerce anglais et à l'exécution desquelles j'ai fait concourir toute l'Europe! Quoi! j'aurais chassé du trône mon frère que j'ai élevé, et que je chéris, parce que l'ai vu hors d'état d'opposer une barrière à la contrebande qui se faisait ouvertement par la Hollande, et je laisserais la Suède faire impunément cette contrebande si nuisible aux intérêts du continent! Si la Suède avait rempli ses engagements envers moi, la paix serait faite avec l'Angleterre. Douze cents bâtiments anglais, qui ont pénétré cette année dans la Baltique, n'y seraient pas entrés, parce qu'aucun asile ne leur était ouvert; mais ils étaient sûrs de recevoir sur les côtes de Suède un accueil amical. Là, on leur fournissait de l'eau, des vivres, du bois; là, ils pouvaient attendre et saisir à propos le moment d'introduire leurs denrées sur le continent, et, lorsqu'une tentative échouait d'un côté, la renouveler de l'autre. La Suède m'a fait plus de mal cette année que les cinq coalitions que j'ai vaincues... Prétend-elle donc être

seule le magasin duquel toutes les marchandises anglaises et les denrées coloniales seront librement versées sur le continent? Non, quand un nouveau Charles XII serait campé sur les hauteurs de Montmartre, il n'obtiendrait pas cela de moi. Au point où en sont les choses, la Suède doit se prononcer; qu'elle se déclare pour ou contre la France, le système continental ne peut admettre de puissance neutre sur le continent. M. Alquier (ministre de France à Stockholm) recevra l'ordre de demander à votre gouvernement qu'il déclare la guerre à l'Angleterre, qu'il ferme ses ports, que ses batteries soient armées, que les vaisseaux anglais ne puissent approcher des côtes sans qu'on tire sur eux, qu'enfin les bâtiments anglais actuellement dans les ports de la Suède et les marchandises anglaises, soient saisis et confisqués. Si votre gouvernement se refuse à ces demandes, M. Alquier partira; vous, monsieur, vous quitterez Paris, et je vous ferai la guerre. Je ne puis vous atteindre qu'en Poméranie, mais je vous ferai faire la guerre par le Danemark et par la Russie; et ne croyez pas que le choix que vous avez fait d'un prince français puisse rien changer à mes déterminations. Ce choix est une insulte quand vous ne marchez pas dans mon système. Ce choix est un inconvénient de plus pour moi, car il peut donner de l'ombrage à la Russie; vous savez que je ne l'ai pas voulu, que toutes vos démarches avant l'élection n'ont pu obtenir un mot d'assentiment de ma bouche ni celle de mes ministres. Si un courrier du prince de Ponte-Corvo s'est fait passer pour un cour-

rier du gouvernement, c'est qu'on a bien voulu ne pas s'y tromper. Mais si, ayant un prince français dans vos conseils, vous ne marchez pas dans mon système, quel ne serait pas le danger d'un pareil exemple! Qu'aurais-je à dire au Danemark, s'il s'arrangeait avec l'Angleterre? à la Russie, si elle faisait la paix? Vous craignez que la guerre avec l'Angleterre ne vous occasionne des pertes; mais le Danemark n'a-t-il pas fait des pertes? La Russie ne souffre-t-elle pas? La Prusse, l'Autriche, la France, ne souffrent-elles pas? N'est-ce pas par des privations que nous devons acheter la paix, faut-il que toute l'Europe souffre pour procurer d'immenses richesses à la Suède? Je vous préviens que j'ai donné ordre de confisquer tous vos bâtiments chargés de denrées coloniales; je confisquerai aussi les bâtiments français qui se trouveraient dans le même cas; je ferai séquestrer vos bâtiments même chargés des denrées de votre sol, si dans quinze jours vous n'êtes pas en guerre avec l'Angleterre; j'ai trop longtemps souffert; j'ai eu le tort de ne pas vous faire cette sommation au moment où je réunissais la Hollande, parce qu'alors mon système recevait une rigoureuse exécution, dont le succès, sans vous, aurait été complet. »

Ce que l'Empereur avait dit dans ce fameux discours, il l'exécuta. Le temps des demi-mesures et des faux serments était passé pour la Suède; il fallait qu'elle prît un parti, lors même que ce parti serait un abîme. Enfin elle courba la tête et se résigna. Non-seulement la cour de Stockholm déclara formellement la guerre à l'Angleterre, mais elle fit saisir, dans les entrepôts

de Gothenbourg et de Poméranie, une quantité considérable de marchandises anglaises. Elle allait donc entrer enfin dans ce vaste réseau du système continental, et c'était là, pour Napoléon, un succès immense. Si la Russie secondait ses mesures, la soumission de la Suède devait porter à l'Angleterre un coup décisif et mortel.

Le tarif de Trianon et le brûlement des marchandises anglaises devaient compléter cet ensemble de mesures violentes, mais indispensables pour forcer à la paix notre puissante ennemie. Malgré la sévérité de nos décrets, la contrebande anglaise réussissait à jeter sur le continent un grand nombre de produits coloniaux. Napoléon voulait l'atteindre jusque dans les magasins du continent. Il décréta dans ses États et fit adopter par tous ses alliés un tarif connu sous le nom de tarif de Trianon, qui frappait d'un droit de 60 pour 100 toutes les denrées coloniales, sans exception, trouvées chez les marchands. En même temps que cette mesure devait décourager la contrebande, elle allait assurer le débit, sur tous les marchés de l'Europe, des produits coloniaux que la France se procurait par la voie des licences. Les produits coloniaux ou autres, convaincus d'appartenir au commerce anglais, furent condamnés à être non-seulement saisis, mais brûlés.

Le concours de ces mesures tendait à l'exclusion absolue des denrées coloniales de tout le continent, et les populations ne pouvaient cependant se passer de ces produits. L'industrie du sucre indigène n'existait

encore qu'en germe, germe précieux que l'avenir devait féconder; les plantations d'indigo, de coton, dans les contrées méridionales de l'Europe, étaient des essais plus ou moins heureux, mais pour le moment, de nulle ressource. Napoléon sentit la nécessité d'ouvrir une issue aux produits coloniaux. Il créa l'usage des licences. Des diplômes accordèrent à un certain nombre de négociants français le privilége d'importer directement d'Angleterre et de ses colonies, dans les ports français, les denrées coloniales, sous la condition expresse que leurs navires exporteraient en échange, en Angleterre, des produits d'industrie française. Ces licences étaient vendues fort cher aux négociants, ce qui était un moyen de maintenir à un taux très-élevé le prix des denrées coloniales et d'en limiter la consommation aux besoins de plus stricte nécessité. Mais les conditions auxquelles on accordait les licences ne furent point remplies; l'Angleterre, trop heureuse de nous vendre ses denrées coloniales et de recevoir, en échange, nos céréales dont elle manquait, refusa d'admettre les produits de notre industrie manufacturière, en sorte que nos armateurs qui, pour se conformer aux règlements des licences, étaient forcés de charger leurs navires avec des produits de cette nature, étaient réduits à les vendre à vil prix à des navires américains qu'ils rencontraient dans leur traversée, et bien souvent à les jeter à la mer. Les licences étaient réellement un adoucissement aux rigueurs du système continental; elles furent cependant une des causes qui exaspérèrent le plus les gouvernements et les popula-

tions étrangères contre l'Empereur. Trompés par des libelles anglais qui exagéraient à dessein le nombre de ces priviléges accordés à nos négociants, ils accusèrent Napoléon d'imposer à ses alliés d'affreuses privations, tandis qu'il savait trouver le secret de soulager ses peuples, de vouloir ainsi s'emparer du monopole des denrées coloniales sur tout le continent, et de faire de son système l'instrument du plus épouvantable despotisme qui ait jamais pesé sur l'Europe.

Les dernières mesures adoptées par l'Empereur contre l'Angleterre furent sur le point de toucher le but poursuivi par lui avec tant d'ardeur. Pour la première fois, la prospérité de son ennemie fut sérieusement ébranlée dans ses vieilles bases. La production, faute de travail, fut partout arrêtée : les magasins s'engorgèrent; le change baissa d'une manière effrayante; les banqueroutes se multiplièrent; presque toute la population ouvrière de Manchester, de Birmingham, de Liverpool et de Londres, privée d'ouvrage et de salaires, tomba à la charge des paroisses. La cité de Londres tout entière éleva ses clameurs; elle accabla de pétitions les deux chambres pour les conjurer de sauver le pays d'une ruine imminente en lui donnant la paix. Dans cette terrible crise nationale, le gouvernement britannique se montra, il faut le dire, admirable d'énergie et de courage; quand tout tremblait autour de lui, lui seul resta ferme et impassible; une voie de salut lui restait encore, et, tant qu'elle ne lui serait point fermée, il résolut de ne point fléchir.

Dans l'esprit de l'alliance de Tilsit, comme du sys-

tème continental, tels que les avait conçus l'empereur Napoléon, l'interdiction des ports de la Russie au commerce anglais devait être absolue, s'étendre à tous les genres de produits, aux denrées coloniales aussi bien qu'aux objets manufacturés. La situation et les intérêts de cet empire lui permettaient-ils d'admettre le système avec tous ses développements, toutes ses exigences? Les faits allaient répondre.

Depuis le règne de Catherine II, de nombreux essais avaient été tentés par le gouvernement russe pour développer l'aptitude merveilleuse de son peuple à imiter les arts et l'industrie de l'Europe. Sur plusieurs points de l'empire, de grands établissements s'étaient élevés dans des branches d'industrie où l'Angleterre excellait déjà, particulièrement dans celle des cotons. Catherine II, Paul I[er], Alexandre, n'avaient rien épargné, ni l'or, ni les encouragements, pour développer leur prospérité; mais en Russie, comme partout, la concurrence de l'industrie anglaise, étayée par des traités de commerce avantageux, avait comprimé ces germes d'industrie nationale. Un des premiers effets du système continental était d'écarter cette concurrence redoutable. Il devint, dans les mains de l'empereur Alexandre, une combinaison parfaitement adaptée à ses vues sur l'industrie naissante de son empire. Il en fit un véritable système de douanes qui devait plus tard porter ses fruits. Le prodigieux essor qu'a pris l'industrie russe a pour point de départ, comme presque partout, le système continental. Ce système, dans son application à la plupart des produits manufacturés

de l'Angleterre, a donc été sincèrement embrassé par l'empereur Alexandre. Sans doute, la contrebande parvenait à jeter sur les côtes si étendues de son empire une grande masse de ces produits ; mais dans ses ports, le pavillon neutre ne parvenait point à les protéger Les autorités russes, sauf le cas de corruption, retrouvaient toute leur pénétration dès qu'il s'agissait de les atteindre et de les confisquer. Là s'arrêta, pour la Russie, la limite du système continental. Cette puissance, privée de colonies, se trouvait placée dans des conditions géographiques qui la rendaient, quant à l'usage des denrées coloniales, tout à fait dépendante des nations maritimes. Lorsqu'elle rompit avec l'Angleterre et s'unit à la France, une grande question dut se présenter à elle. De quelles mains recevrait-elle désormais les denrées coloniales dont elle ne pouvait se passer? De l'Angleterre? Mais le but de l'alliance était précisément de fermer le continent à tous ses produits, spécialement à ses produits coloniaux, qui, depuis la guerre, étaient devenus l'élément principal et comme le fond de son commerce. De la France? Mais la mer lui était interdite, et son commerce anéanti. Des neutres? Mais le gouvernement britannique, par les ordres du conseil, et la France, par ses décrets de Berlin et de Milan, avait comme détruit le pavillon neutre. Il n'y avait plus que les Américains et les Suédois qui s'étaient mis au service du commerce anglais. D'ailleurs, l'Angleterre, par ses escadres et ses positions formidables, tenait dans ses mains, les clefs de la Baltique. Les portes du Sund ne s'ouvraient et ne se fer-

maient que selon son bon plaisir. Pas un bâtiment ne pouvait entrer dans cette mer, ni en sortir, sans essuyer la visite ou le feu de ses croisières. Aussi, était-ce sur ce point du globe qu'elle avait organisé cette immense contrebande dont la Suède était le vaste entrepôt, et dont Napoléon poursuivait la destruction avec une incroyable ardeur. Certes, elle n'eût toléré dans la Baltique aucun navire qui n'eût été d'origine anglaise, ou qui n'eût navigué en tout ou en partie pour son propre compte. La Russie ne pouvait donc revecoir les denrées coloniales nécessaires à ses besoins que par la voie directe de l'Angleterre ou par sa permission. Aussi, en dépit de tous les engagements pris à Tilsit et à Erfurt, ne cessa-t-elle un seul jour d'entretenir avec l'ennemi commun, par l'intermédiaire des navires américains et suédois, des relations de commerce. Mais, nous le répétons, sauf les cas assez nombreux de contrebande, ces relations restèrent restreintes au commerce des denrées coloniales, et elles le furent dans la limite des besoins de la consommation indigène.

L'Angleterre se vengea des mesures prohibitives dont la Russie frappait ses marchandises manufacturées, en repoussant ses bois, ses chanvres, ses blés, ses pelleteries, tous objets d'un volume considérable, et sur lesquels la fraude n'avait point de prise, ce qui détruisit, au préjudice de la Russie, toute espèce de balance dans le commerce d'échange entre les deux puissances, amena la baisse rapide de son change, et répandit une extrême souffrance dans les fortunes de la noblesse,

toutes fondées sur l'exploitation du sol. Les Anglais s'approvisionnèrent en Suède et dans l'Amérique du Nord des objets qu'ils avaient jusqu'alors tirés de la Russie.

Ainsi, le système continental n'avait reçu dans cet empire qu'une demi-exécution; il y avait été forcément tronqué et rapetissé aux mesquines proportions d'un régime de douanes. C'était là une situation déterminée si impérieusement par la nature des choses, que, jusqu'aux derniers mois de l'année 1810, l'empereur Napoléon l'avait admise et respectée. Mais le moment vint enfin où, appuyé sur sa force prodigieuse, ne gardant plus de mesures, il résolut d'arracher à la Russie une décision qui devait lui livrer son ennemie. Après avoir successivement chassé le commerce anglais de la Hollande, des villes anséatiques, de l'Oldenbourg, de la Prusse, de la Poméranie, de la Suède enfin, il l'avait traqué, pour ainsi dire, au fond de la Baltique. Ses produits n'avaient plus qu'une seule issue pour pénétrer par le Nord sur les marchés du continent, c'était la Russie. Que l'empereur Alexandre consentît à la frapper à son tour, en interdisant à tous les neutres les ports de ses États, et il ne restait plus à l'Angleterre qu'à nous demander merci. Le 10 octobre 1810, le duc de Bassano écrit au duc de Vicence : « Pressez l'empereur Alexandre de confisquer ces navires prétendus neutres et de fait anglais qui vont aborder dans ses ports ; qu'il donne à l'Angleterre ce coup de grâce, et elle est perdue, et la paix si désirée est conquise. Ils sont chargés de denrées coloniales ; cela seul doit être

un titre de condamnation, toutes denrées coloniales se trouvant aujourd'hui, par la force des choses, marchandises anglaises, sous quelque pavillon qu'elles arrivent. Si la Russie les saisit, elle termine d'un seul coup la guerre, sinon elle l'éternise. »

Ainsi, l'empereur Alexandre tient dans ses mains les destinées de l'Angleterre, et avec elles l'avenir du monde. Jamais peut-être souverain ne fut appelé à prendre une décision aussi solennelle, d'une aussi vaste portée. Voici dans quels termes il répondit au duc de Vicence. Après avoir déclaré qu'il était aujourd'hui, comme après le traité de Tilsit (8 novembre), l'implacable ennemi des Anglais, et que tout bâtiment qui ne pouvait fournir pour sa cargaison des certificats d'origine véritablement neutre était confisqué, il ajouta : « Mais je ne veux point confondre les innocents avec les coupables, je ne puis ni ne veux me faire un habit à votre taille. Vous dites que toute cargaison de bâtiment neutre est nécessairement de denrée anglaise ; mais personne ne sait ce que produisent les États-Unis. Saisir tous les bâtiments neutres, ce serait nuire, et déclarer la guerre à des puissances amies. Enfin, si la Russie n'a pas de colonies, ce n'est pas une raison pour qu'elle se passe de denrées coloniales ; si elle ne les reçoit point des neutres, qui lui en apportera? Rien, continua-t-il, dans les traités, ne stipule ce que vous me demandez aujourd'hui ; je resterai l'ennemi inébranlable des Anglais, mais je suis non moins fermement résolu de ne pas aller au delà de ce but. »

Ces paroles étaient bien graves ; elles allaient avoir

un immense retentissement à Londres et à Paris, à Londres, pour y fortifier les courages, à Paris pour y exciter la colère et la vengeance. Mieux que personne en Europe, Alexandre savait que tous ces navires américains qui abordaient dans ses ports étaient chargés de marchandises anglaises : s'il avait voulu rester fidèle à la lettre et à l'esprit du système continental, il leur eût interdit l'entrée de son empire, et il se fût ensuite aisément entendu avec la France pour accorder au commerce de ses peuples, à l'exemple de Napoléon, l'usage des licences. Mais la question commerciale n'est plus pour lui que secondaire; il poursuit un tout autre but que le bien-être matériel de ses peuples : ce qu'il veut, c'est d'arracher l'Angleterre à la ruine qui la menace. D'un mot il peut la sauver, et en la sauvant il abîme dans ses fondements tout l'édifice du système continental.

Pour quiconque a suivi attentivement la marche des choses, de 1807 à 1810, cette décision ne saurait surprendre. Nous le répétons, l'alliance de Tilsit n'existait plus; les événements, dans leur cours violent et forcé, l'avaient détruite sans retour. La France avait rompu toutes les digues qu'elle avait opposées à sa puissance. Tout ce qui, autour d'elle, avait fait obstacle à sa marche impétueuse, elle l'avait brisé ou subjugué. La réunion de la Hollande et des villes anséatiques à l'empire, celle toute récente du Valais, dont le but était de mettre la France en communication plus facile avec l'Italie[1],

[1] En apprenant la réunion du Valais. Alexandre dit au duc de Vicence : « Voilà une belle acquisition, et qui vaut bien la Valachie. »

venaient de compléter son vaste système de domination dans l'Occident. Elle se dressait seule maintenant sur sa base immense comme un pouvoir gigantesque, dominateur, personnifiant en elle seule toute l'Europe occidentale. Au milieu de ce naufrage de tant de couronnes, de tant d'États qui, naguère encore, se mouvaient dans une sphère indépendante et libre, deux puissances restaient seules debout, l'Angleterre et la Russie : la première, immuable dans son opposition à toutes les conquêtes, même légitimes, qu'avait faites la France depuis vingt ans ; la seconde qui, après avoir traversé toutes les épreuves d'une alliance avec cet empire, voyait s'approcher le moment où il n'y aurait plus pour elle d'autre alternative que le joug ou la guerre, elle la redoutait comme un péril immense, mais tôt ou tard inévitable. Au point d'élévation où était parvenue sa puissance, l'empereur Napoléon ne pouvait plus s'arrêter. Peut-être le pouvait-il encore à Tilsit, et c'est pour cela qu'une alliance avait été possible entre lui et l'empereur Alexandre. Aujourd'hui le char était lancé : il fallait qu'il touchât le but ou qu'il s'y brisât, et le but, c'était la recomposition générale du système européen sur des bases toutes nouvelles et sous l'action de la dictature momentanée de l'empereur Napoléon. Le rétablissement de la Pologne devait être une des bases de cette nouvelle Europe. Déjà cet ancien royaume commençait à sortir de ses ruines et n'attendait plus qu'une dernière secousse pour compléter sa régénération. Certes, on devait être convaincu que Napoléon ne laisserait point son œuvre inachevée. Le rétablissement de

la Pologne n'était plus pour lui qu'une question de temps et d'opportunité. Telle était l'idée fixe, dominante en Russie : l'empereur, ses ministres, la cour, la noblesse, tous la partageaient. Dans l'attente de cette crise terrible, la Russie pouvait-elle accorder à l'empereur Napoléon ce qu'il lui demandait aujourd'hui ? Lui livrer l'Angleterre, n'était-ce pas lui aplanir le chemin à la dictature de l'Europe? N'était-ce pas en quelque sorte lui livrer le monde? L'Angleterre, appuyée sur l'insurrection espagnole, était en ce moment la seule force qui empêchât la France de déborder sur le Nord. Plus tard, lorsque la Russie aurait à combattre toutes les forces de l'Occident, cette même Angleterre était destinée à devenir son plus ferme allié. Bien loin donc de hâter sa ruine, il était de l'intérêt de la Russie de raviver ses forces épuisées, et au lieu de précipiter le terme de la guerre maritime, de la prolonger indéfiniment. Mais cependant rien n'était prêt encore dans cet empire pour une guerre contre l'Occident; l'État du continent lui laissait peu de chances d'y trouver des alliés. Il fallait donc qu'il tâchât d'ajourner à tout prix la lutte et d'endormir l'ardeur belliqueuse de son rival : c'est l'empereur Alexandre qui se chargea de ce rôle, rôle ingrat, et qu'il remplit avec une duplicité consommée. C'est, après tout, un triste spectacle que de voir le successeur de Pierre le Grand s'enfoncer dans le dédale des mensonges diplomatiques, feindre la confiance quand la crainte était dans son cœur, le dévouement au système de Napoléon quand il le démolissait depuis le faîte jusqu'à la base, l'inimitié à l'Angleterre quand il

n'espérait plus qu'en elle, et que déjà il lui payait ses services futurs en la sauvant de l'abîme où la main de son ennemi allait la précipiter. Qu'on ne s'étonne plus du mot incisif du prisonnier de Sainte-Hélène : *Alexandre est un Grec du Bas-Empire.*

Le czar avait à faire à un génie trop pénétrant pour ne pas le deviner, et trop passionné, une fois qu'il l'avait jugé, pour le ménager. Son refus de fermer ses ports aux bâtiments neutres produisit sur Napoléon une de ces crises violentes qui remuent l'âme jusque dans ses profondeurs, et lui font prendre de ces décisions soudaines et terribles qui décident d'une vie tout entière. Depuis plusieurs mois, il avait comme ramassé toute sa puissance sur elle-même pour fondre sur son ennemi et l'écraser, et au moment où il croit saisir sa proie, la voilà qui lui échappe, et la main qui la lui arrache est la même qui, à Tilsit, avait signé l'alliance destinée à la lui livrer ! Un génie moins obstiné que le sien eût fléchi sous les difficultés qui semblaient renaître d'elles-mêmes ; mais, entraîné par sa passion contre l'Angleterre, poursuivi par une idée fixe, la possibilité de la cerner dans son île et de l'y faire périr d'engorgement, il se roidit contre la fortune, il résolut de marcher en avant dans la voie qu'il s'était ouverte, dût cette voie le conduire au pied du Kremlin ou sur les bords de la Newa. A dater de ce moment, sa politique à l'égard de la Russie entra dans une phase nouvelle. Elle commença à se montrer menaçante. Sa conduite envers le duc d'Oldenbourg en fut comme le premier symptôme.

Le duché d'Oldenbourg était depuis longtemps un

foyer de contrebande anglaise. Sa proximité du rocher d'Héligoland, dont l'Angleterre avait fait tout à la fois un riche entrepôt pour ses marchandises, un refuge pour les proscrits allemands fuyant notre domination, et un arsenal pour armer, dans l'occasion, contre nous les mécontents de l'Allemagne, faisait de ce petit duché un point très-dangereux pour notre politique. Enclavé dans les pays récemment soumis à l'Empire, il fallait qu'il entrât de gré ou de force dans le système général qui avait déterminé les réunions. Mais le duc était oncle de l'empereur de Russie, et le duché, une donation de ce souverain. Alexandre avait formellement stipulé à Tilsit la conservation de cet État. A tous ces titres, le duc d'Oldenbourg avait droit aux ménagements de la France. Aussi, Napoléon lui avait-il d'abord laissé l'alternative d'accepter une indemnité à la place de son duché, ou de le conserver, à condition qu'il serait soumis à toutes les charges résultant de sa nouvelle situation. Mais le duc, trop prudent pour décider du sort de son duché sans l'assentiment de l'empereur Alexandre, commença par rejeter toute proposition de nature à altérer, en quoi que ce fût, l'indépendance de sa souveraineté. Napoléon apprit presque en même temps ce refus et celui d'Alexandre d'interdire ses ports aux bâtiments neutres. Décidé à ne plus garder de ménagements vis-à-vis de la Russie, peut-être heureux de pouvoir se venger des derniers torts d'Alexandre sur la personne de son oncle, il ordonna au général Compans (décembre 1810) d'occuper militairement le duché d'Oldenbourg, et cette occupation consommée, un

décret impérial déclara le duché réuni à l'empire. Cette spoliation s'accomplit, il faut bien le dire, avec un déplorable mépris de toutes les convenances. La demeure du duc fut violée, nos soldats placés aux portes de son palais, et les scellés partout apposés. En réparation de tant de violences, l'Empereur se borna à donner au duc une vague promesse d'indemnité.

Cette conduite affligea beaucoup l'empereur Alexandre. Sa dignité de souverain protecteur du duc d'Oldenbourg, son oncle, se trouvait gravement compromise. En fait d'égards et de procédés, ce prince exigeait beaucoup des autres, parce que lui-même accordait beaucoup à leur amour-propre. Puis, il voyait avec une extrême douleur ses combinaisons de prudence et de ménagements bouleversées par la politique impétueuse de son rival. Il voyait la guerre, que tous ses efforts tendaient à conjurer pour le moment, s'approcher à grands pas. Pendant plus de huit jours, les portes de son palais restèrent fermées à notre ambassadeur, auquel cependant il portait un attachement d'ami. Lorsque la première émotion eut été calmée (16 janvier 1811), il le fit venir, et il lui dit, avec une expression de tristesse profonde, que son allié venait d'attenter de la manière la plus flagrante au traité de Tilsit, qui avait garanti positivement au duc d'Oldenbourg et sa principauté et son indépendance; qu'on ne pouvait voir dans cette spoliation qu'un dessein marqué de faire une chose offensante pour la Russie. « Quelle pouvait donc être la cause d'aussi étranges procédés? voulait-on le forcer à changer de route? On se trompait : d'autres circon-

stances aussi peu agréables pour son empire ne l'avaient pas fait dévier de ses principes; celles-ci ne le feraient pas changer davantage. Ce n'est point la perte d'un petit coin de terre, ajouta-t-il, qui me blesse, mais la forme qu'on y a mise : toute l'Europe a vu dans cette réunion un soufflet donné à une puissance amie. Il ne me reste plus qu'à protester contre cette violation des traités. » Puis, comme s'il eût craint d'avoir été trop loin, il finit par ces mots : « Je le répète, ce ne sera pas moi qui manquerai en rien aux traités, qui dérogerai en rien au système continental. Si l'empereur Napoléon vient sur mes frontières, s'il veut faire la guerre à la Russie, il la fera, mais sans avoir un grief contre elle. Son premier coup de canon me trouvera aussi fidèle au système, aussi éloigné de l'Angleterre que je le suis aujourd'hui, que je l'ai été depuis trois ans. »

Ce discours, qui commençait par des plaintes amères et finissait par des protestations de dévouement, était l'expression fidèle de la politique russe, ulcérée au fond et disposée à la vengeance, mais, dans les formes, cauteleuse et amicale. L'acte de protestation auprès des cours de l'Europe portait, comme le discours, ce double caractère.

Toutefois, là ne s'arrêta point l'expression du mécontentement d'Alexandre. Il rendit, le 15 janvier 1811 [1], un ukase calculé pour frapper le commerce français en Russie et favoriser l'importation, dans cet empire, des produits anglais. L'ukase prohibait nos objets de luxe et

[1] 29 décembre 1810 (style russe).

de mode et nos vins, et abaissait considérablement le tarif des droits sur les denrées coloniales, toutes nécessairement d'origine anglaise. En cas de fraude, les produits français étaient condamnés à être brûlés, et ceux d'Angleterre seulement à la saisie.

Napoléon ne pouvait se méprendre sur le véritable caractère de l'ukase : c'était un acte de représailles contre l'envahissement du duché d'Oldenbourg. Mais sa pénétration, au lieu de le guider dans les voies de la conciliation, ne lui arrache que des paroles de colère. « La haine seule, dit-il au prince Kourakin (février 1811), a pu conseiller l'ukase du 29 décembre. Nous croit-on donc insensibles à l'honneur? La nation française est fibreuse, ardente; elle se croira déshonorée lorsqu'elle apprendra que ses produits seront brûlés dans les ports russes, tandis que les produits anglais seront seulement confisqués. Je ne crains pas de vous le déclarer, monsieur l'ambassadeur, j'aimerais mieux recevoir un soufflet sur la joue que de voir brûler les produits de l'industrie et du travail de mes sujets. Quel plus grand mal la Russie peut-elle faire à la France? Ne pouvant envahir notre territoire, elle nous attaque dans notre commerce et dans notre industrie. »

Il donna l'ordre au duc de Vicence d'exiger du gouvernement russe le rappel de l'ukase, et il offrit en même temps d'indemniser le duc d'Oldenbourg avec la ville et le territoire d'Erfurt.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg refusa de modifier l'ukase, prétendant que c'était une mesure générale, applicable à tous les produits du continent, un nouveau

tarif protecteur de l'industrie nationale ; et quant à l'offre d'Erfurt, il la rejeta comme une indemnité insuffisante.

Ainsi donc, divisées sur deux questions capitales, la question polonaise et la question maritime, les deux cours ne pouvaient s'accorder davantage sur les questions secondaires. Au point d'irritation où elles étaient arrivées, il était impossible que leurs prétentions ou leurs craintes ne s'exprimassent point par des dispositions militaires destinées elles-mêmes à compliquer une situation déjà si grave.

C'est la Russie qui fit les premiers pas dans la voie des armements. Elle les commença au mois d'août 1810, après le refus de la France de signer la convention russe sur le grand-duché de Varsovie. Dans les derniers mois de l'année 1810, ils prirent un développement extraordinaire. Une activité prodigieuse se manifesta dans toutes les branches du service militaire : l'armée fut considérablement augmentée ; les corps, dispersés sur toutes les limites de ce vaste empire, se rapprochèrent par un mouvement concentrique de ses frontières occidentales. On fortifia les grandes communications conduisant de l'Allemagne au cœur de la Russie, et des travaux immenses furent entrepris sur la Dwina.

Quel était le but de ces armements ? préparaient-ils la guerre offensive ou la simple défense ? Tout annonce qu'à cet égard Napoléon supposait à l'empereur Alexandre de simples vues défensives. Sa défection s'exprimait sous des formes si timides, ses protestations d'attachement à l'alliance et de haine contre l'Angleterre conti-

nuaient d'être si vives, que Napoléon put croire à son désir de rester en paix et à la possibilité de le ramener à lui. Du reste, quelle que fût la pensée réelle du czar, il armait ; c'était pour l'Empereur une loi d'armer à son tour, lors même qu'il n'y eût pas été poussé par l'espoir d'effrayer son rival et de l'arrêter dans la voie où il venait d'entrer. Cent mille fusils et un convoi d'artillerie considérable furent dirigés sur Varsovie ; le gouvernement du Grand-Duché fut invité à faire de nouvelles levées, à créer de nouveaux bataillons, à redoubler d'ardeur dans les travaux des places. La garnison de Dantzick fut augmentée de 6,000 hommes, et son matériel porté à un grand développement. Enfin, nos masses d'infanterie et de cavalerie reçurent l'ordre de franchir le Rhin, et de se concentrer sur le Weser.

En apprenant tous ces faits, Alexandre parut troublé et surpris. Le 9 février 1811, il dit au duc de Vicence : « Vos mesures militaires prennent chaque jour un caractère plus hostile ; tout s'ébranle, et dans quel but ? Pour moi, je n'ai pas levé un homme de plus : les fortifications sur la Dwina sont purement défensives. L'empereur Napoléon veut-il la paix, l'alliance et le maintien du système? Je suis à lui aujourd'hui comme je n'ai cessé de l'être depuis quatre ans ; mais il faut que ce soit l'Angleterre qu'il menace, et non pas ses alliés. S'il veut la guerre, il la fera sans motifs, et il sacrifiera une alliance qu'il aurait dû apprécier davantage ; s'il faut nous défendre contre lui, nous nous battrons à regret ; mais nous et tous les Russes, nous mourrons, s'il le

faut, jusqu'au dernier, les armes à la main, pour défendre notre indépendance. »

Napoléon voulut répondre lui-même à ces plaintes. Le 28 février, il écrivit à l'empereur Alexandre une lettre que nous transcrivons presque en entier. Après avoir protesté de son attachement à son alliance, il lui dit : « Je ne puis me dissimuler que Votre Majesté n'a plus d'amitié pour moi. Elle me fait faire des protestations et toute espèce de difficultés pour l'Oldenbourg, qui a été toujours le centre de la contrebande avec l'Angleterre. Le dernier ukase de Votre Majesté, dans le fond, mais surtout dans la forme, est spécialement dirigé contre la France. Dans d'autres temps, avant de prendre une telle mesure contre son commerce, Votre Majesté me l'eût fait connaître. Notre alliance n'existe déjà plus dans l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe. Que Votre Majesté me permette de le lui dire avec franchise, elle a oublié le bien qu'elle a retiré de l'alliance, et cependant, qu'elle voie ce qui s'est passé depuis Tilsit. Par le traité de Tilsit, elle devait restituer la Moldavie et la Valachie ; cependant, au lieu de les restituer, Votre Majesté les a réunies à son empire : la Valachie et la Moldavie font le tiers de la Turquie d'Europe. C'est une conquête immense qui, en appuyant le vaste empire de Votre Majesté sur le Danube, ôte toute force à la Turquie, et, on peut même le dire, anéantit cet empire.

« En Suède, tandis que je restituais les conquêtes que j'avais faites sur cette puissance, je consentais que Votre Majesté gardât la Finlande, qui fait le tiers de la Suède, et qui est une province si importante pour Votre

Majesté, qu'on peut dire que, depuis cette réunion, il n'y a plus de Suède, puisque Stockholm est aux avant-postes du royaume ; et cependant, la Suède, malgré les fautes politiques de son roi, est un des plus anciens amis de la France.

« Pour récompense, Votre Majesté exclut mon commerce depuis la Moldavie jusqu'à la Finlande, et m'inquiète sur ce que je fais en deçà de l'Elbe. Des hommes insinuants, et suscités par l'Angleterre, fatiguent les oreilles de Votre Majesté de propos calomnieux. Je veux, disent-ils, rétablir la Pologne. J'étais maître de le faire à Tilsit ; douze jours après Friedland, je pouvais être à Wilna. Si j'eusse voulu rétablir la Pologne, j'eusse désintéressé l'Autriche à Vienne ; elle demandait à conserver ses anciennes provinces et ses communications avec la mer, en faisant porter ses sacrifices sur ses possessions de Pologne ; je le pouvais en 1810, au moment où toutes vos troupes étaient engagées contre la Porte ; je le pourrais dans ce moment encore. Puisque je ne l'ai fait dans aucune de ces circonstances, c'est donc que le rétablissement de la Pologne n'était pas dans mes intentions. Mais si je ne veux rien changer à l'état de la Pologne, j'ai le droit aussi d'exiger que personne ne se mêle de ce que je fais en deçà de l'Elbe. Moi, je suis toujours le même ; mais je suis frappé de l'évidence que Votre Majesté est toute disposée à s'arranger avec l'Angleterre, ce qui est la même chose que de mettre la guerre entre les deux empires. Votre Majesté abandonnant l'alliance et brûlant la convention de Tilsit, il serait évident que la guerre

s'ensuivrait quelques mois plus tôt ou quelques mois plus tard. Le résultat de tout cela est de tendre les ressorts de nos empires pour nous mettre en mesure. Je prie Votre Majesté de lire cette lettre dans un bon esprit, de n'y rien voir qui ne soit conciliant et propre à faire disparaître, de part et d'autre, toute espèce de méfiance et à rétablir entre les deux nations, sous tous les points de vue, l'intimité d'une alliance qui depuis quatre ans a été heureuse. »

Cette lettre était une démarche pleine d'habileté. Car, d'une part, elle tendait à rassurer la Russie sur la question de Pologne, et de l'autre, sans faire précisément du refus d'Alexandre de fermer ses portes aux bâtiments neutres un cas de rupture immédiate, elle lui laissait clairement entrevoir que, s'il persistait dans ses refus, la guerre deviendrait tôt ou tard inévitable.

CHAPITRE II

La Turquie, après la bataille de Batin. — Dislocation de l'armée russe du Danube, dont une partie est dirigée sur les frontières de Pologne, mars 1811. — Attitude du cabinet de Berlin. — Les armements de la Prusse coïncidant avec ceux de la Russie. — Protestations pacifiques de Napoléon et d'Alexandre. — Déclaration de M. de Romanzoff (8 mai 1811), au sujet des dangers que présente pour la Russie l'existence du grand-duché de Varsovie. — Destruction du système continental par la connivence des Russes avec les Anglais, les Américains et les Suédois. — La guerre avec la Russie devient inévitable. — La Russie s'inquiète et propose un désarmement (30 janvier 1812). — Attitude du cabinet de Vienne. — Alliance de la France et de l'Autriche, 14 mars 1812. — Rétablissement projeté du royaume de Pologne. — Traité d'alliance avec la Prusse, 24 février 1812. — Relations de Bernadotte avec Napoléon. — Il nous demande la Norwége, qui lui est refusée. — Alliance de la Suède avec la Russie, 24 mars 1812. — Négociations de la France avec la Turquie. — Conclusion de la paix de Bucharest entre la Russie et la Porte, 28 mai 1812. — Dernières négociations avec la Russie. — Ultimatum du cabinet de Saint-Pétersbourg, 26 avril 1812. — Départ de Napoléon pour Dresde, le 9 mai. — La grande armée se met en mouvement.

Les choses en étaient à ce point, lorsque deux incidents graves, la dislocation de la grande armée russe du Danube et les armements secrets de la Prusse, vinrent encore accroître les méfiances et l'irritation qui

armaient l'un contre l'autre les empereurs de France et de Russie.

La journée de Batin avait été, comme nous l'avons dit, désastreuse pour la Turquie : elle lui avait coûté une belle armée, un matériel immense et les principales places du Danube ; elle avait en quelque sorte décidé du sort de la Moldavie et de la Valachie, dont la réunion à l'empire russe semblait un fait désormais accompli. Cependant la Porte ne s'était point laissé abattre par ce grand revers. Le sultan Mahmoud avait commencé à révéler, dans cette crise affreuse, cette mâle et puissante énergie qui, depuis, a marqué chaque phase de son règne, et qui, dirigée par un génie plus sûr ou favorisé par des circonstances plus heureuses, en eût fait un des plus illustres réformateurs de l'humanité. On le vit sortir des habitudes efféminées de ses prédécesseurs, s'arracher aux mollesses et à l'obscurité du sérail, se montrer en public, déclarer hautement qu'il ne consentirait jamais à la cession de la Moldavie et de la Valachie, vouer enfin à l'exécration publique tout musulman qui ne marcherait point à la défense de l'islamisme. Comme le trésor était vide, il donna lui-même l'exemple des sacrifices : il fit porter à la monnaie l'argenterie du sérail. En même temps, il appela ses peuples d'Asie à la défense de ses provinces d'Europe ; par ses ordres, Tchappa-Oglou s'avança à la tête de 50,000 Asiatiques et fut dirigé sur le Danube. Une nouvelle armée fut ainsi réorganisée comme par enchantement. Les Russes, surpris dans l'ivresse de leurs succès par un ennemi sur l'indisci-

pline et l'indolence duquel ils avaient compté, n'eurent pas le temps de profiter de la victoire de Batin. Les opérations recommencèrent plus vives que jamais sur les rives du Danube ; mais il était réservé à la Porte de se voir accabler dans cette campagne par une série non interrompue de désastres. Le 10 octobre 1810, les Russes et les Turcs se livrèrent, près de la ville de Routshouk, une bataille aussi sanglante et plus décisive encore que celle de Batin, car à Routshouk, la Porte perdit la seule armée qui lui restât. Les Balkans et Constantinople furent encore une fois à découvert : le sort de la Turquie était bien réellement cette fois dans les mains de la Russie.

Tandis que la destruction de ses armées la mettait à la merci de son ennemi, l'indiscipline et la révolte déchiraient son sein. Les janissaires commençaient à pénétrer le caractère du jeune prince qu'ils avaient laissé monter sur le trône après les deux révolutions qui en avaient précipité Sélim et Mustapha ; ils devinaient la haine que leur portait le cousin et l'élève de Sélim ; ils ne déguisaient point leur projet de l'arracher du trône comme ils en avaient déjà renversé son malheureux parent.

En vain Mahmoud avait-il voulu délivrer la capitale de cette soldatesque indisciplinée, en l'envoyant combattre sur le Danube ; elle avait ouvertement résisté à ses ordres, et, lorsqu'elle apprit le désastre de Routshouk, au lieu de voler à la défense des Balkans, elle ne sut que se mutiner de nouveau. Il fallut toute la fermeté de Mahmoud, qui fit exécuter tous les chefs

du complot, pour sauver de la fureur des janissaires sa couronne et sa tête.

De leur côté, les pachas étaient presque partout en rébellion, ouverte ou cachée, contre le pouvoir du sultan; ils avaient profité de l'administration un peu molle de Sélim, et de l'anarchie qui avait suivi sa chute, pour préparer leur indépendance. L'unité de l'empire était comme brisée. Mahmoud, depuis son avénement au trône, avait déployé une incroyable vigueur pour maîtriser les pachas rebelles et reconstruire l'unité du pouvoir souverain. Ses efforts n'avaient pas été partout couronnés du même succès : les pachas de Bagdad, de Damas, et d'autres encore, avaient payé de leur tête leurs prétentions secrètes à l'indépendance ; mais le puissant Ali, pacha de Janina, dont la domination embrassait la Grèce, la Macédoine et la Thessalie, suffisait pour mettre en échec le trône du sultan. Mahmoud, élevé dans la dissimulation du sérail, ajournait ses vengeances contre son redoutable sujet. Pour le moment, il l'entourait d'égards et cherchait à stimuler son ardeur pour la défense de l'islamisme; mais le désastre de Routshouk était si grand, il exposait à de tels périls la Turquie entière, qu'au milieu du trouble général on pouvait tout craindre de l'audace d'Ali-Pacha. Aussi la terreur était-elle générale dans le gouvernement ottoman : tous les courages étaient abattus; une passion unique s'était emparée de tous les esprits, celle de la paix, et de la paix à tout prix. La Russie, qui terrifiait le divan par ses victoires, le corrompait par son or; elle avait acheté presque toutes les voix de ce con-

seil, qui, fidèle à son contrat de lâcheté et de corruption, conjurait le sultan d'humilier sa fierté sous les décrets du ciel, en acceptant les nouvelles propositions de la Russie : elle persistait à demander la cession de la Moldavie et de la Valachie jusqu'au thalweg du Danube, et l'indépendance de la Servie. Mahmoud lutta cette fois encore avec une admirable énergie contre tous les esprits lâches ou vendus qui l'entouraient, et il rejeta fièrement les conditions des Russes. Cependant les circonstances étaient tellement impérieuses, qu'elles l'eussent forcé à fléchir, si les affaires d'Occident ne lui en eussent épargné la honte.

D'abord l'attitude des Russes après la bataille de Routshouk ne fut pas celle d'un ennemi victorieux, résolu de tirer tout le parti possible de ses succès. Ils restèrent enfermés dans leur camp du Danube. Une main invisible semblait les enchaîner sur les rives du fleuve, et leur ravir le fruit de leur victoire. Dès lors, il parut évident qu'ils n'avaient vaincu que pour obtenir une paix immédiate, et que les affaires d'Orient ne tenaient plus qu'une place secondaire dans la politique de leur gouvernement. La Turquie était sauvée ; mais pour elle, ce n'était pas assez. Elle voulait recouvrer la Moldavie et la Valachie, que les Russes occupaient et administraient depuis le commencement de la guerre, et dont ils avaient payé la conquête par cinq années des plus opiniâtres et des plus sanglants efforts. La Porte fut bientôt délivrée de ce dernier danger. Au mois de mars 1811, un ordre de Saint-Pétersbourg vint tout à coup dissoudre l'armée du Danube. De neuf divisions

qui élevaient son effectif à près de 80,000 hommes, cinq durent abandonner les provinces grecques et se diriger sur les frontières du duché de Varsovie. Tout le poids de la guerre fut laissé aux quatre autres divisions, qui, fortes à peine de 30,000 hommes, et ne pouvant plus tenir la campagne, furent obligées d'abandonner l'offensive et de se renfermer dans les places du Danube.

La dislocation de l'armée du Danube, après une suite de triomphes qui semblaient lui livrer l'empire ottoman, produisit sur l'esprit de l'empereur Napoléon une impression profonde. Il savait quel prix immense Alexandre attachait à la possession de la Moldavie et de la Valachie, avec quelle ardeur il en poursuivait la réunion depuis cinq années ; le but était maintenant atteint : les deux provinces étaient paisiblement occupées par ses armées, administrées par ses généraux ; aucune force humaine ne semblait désormais capable de les lui arracher. La Turquie n'avait plus d'armée; ce n'était plus le sort de la Moldavie et de la Valachie qui était en question, mais l'existence même de l'empire; et voilà que la Russie se dessaisit de sa proie et qu'elle transporte ses forces du Danube sur les frontières du grand-duché. Cette décision parut à Napoléon la preuve, ou que cette puissance nous supposait l'intention de l'attaquer en 1811, ou qu'elle était elle-même décidée à prendre l'offensive et à fondre sur le grand-duché avant qu'un seul de nos bataillons eût passé l'Oder.

Tandis que la cour de Saint-Pétersbourg abandonnait l'Orient, la Prusse prenait une attitude militaire qui

semblait trahir un plan secret d'invasion prochaine de l'Allemagne par les armées russes. Disons d'abord quels étaient les rapports de la France avec la cour de Berlin, depuis la paix de Vienne, 1809.

Cette cour s'était trouvée placée, après la dernière guerre d'Autriche, dans une des situations les plus déplorables que puisse connaître un État. Elle savait que Napoléon, à Tilsit, avait voulu sa destruction complète; qu'après la paix, il l'avait voulue encore; que, si elle existait aujourd'hui, elle le devait uniquement à la protection de la Russie. La conduite qu'elle avait tenue pendant la guerre d'Autriche n'avait fait qu'accroître l'inimitié mêlée de mépris dont Napoléon la poursuivait depuis 1806. Les fautes qu'elle avait commises alors étaient de celles que pardonnait le moins le chef de la France. Un ennemi franc et ouvert pouvait trouver grâce devant cette nature forte et audacieuse, tandis qu'il n'éprouvait que colère et dégoût pour une cour où l'irrésolution et la faiblesse le disputaient à la haine et à la vengeance. Aussi, à peine eut-il signé la paix de Vienne, qu'il mit une précipitation vindicative à accabler la Prusse sous le poids de ses griefs récents. Dans ses discours au ministre prussien, à Paris, il lui rappela toutes ses fautes dans ce langage âpre et dur qu'il employait trop souvent lorsqu'il se plaisait à humilier ses ennemis en les démasquant. L'effroi fut extrême à Berlin. Cette cour infortunée crut sérieusement que c'en était fait d'elle, et que sa destruction était arrêtée dans la pensée de l'Empereur. Elle n'avait plus de bras pour la défendre. L'amitié de la Russie, au lieu

d'être une protection pour elle, était un péril de plus. Elle avait cette pénétration que donne le malheur; elle voyait l'alliance de Tilsit minée dans ses bases, Napoléon aspirant à la dictature continentale, et la Russie réduite bientôt à l'alternative de subir ses lois ou de le combattre. Tremblante, obsédée des plus sombres pressentiments, la famille royale avait quitté Kœnigsberg, où elle s'était, pendant trois années, soustraite à notre surveillance, et elle était revenue s'établir à Berlin. Aux malheurs publics vinrent se joindre les douleurs domestiques. La mort remplit de deuil cette maison royale, sur laquelle la fortune semblait avoir épuisé ses traits les plus durs. La reine de Prusse succomba, le 19 juillet 1810, à une courte maladie, pendant un séjour qu'elle était allée faire dans le Mecklembourg, au milieu de sa famille. Elle emporta dans la tombe les pleurs d'un peuple qui aimait tout en elle, ses belles et nobles qualités, et jusqu'à ses défauts. Cette mort, qui causa un si grand vide dans la vie intime du monarque, eut une influence marquée et heureuse sur les destinées politiques de la Prusse. La reine avait un esprit remarquable, une grande beauté, une grâce plus séduisante encore, et, par tous ses charmes, elle exerçait sur le roi et sur toute la cour un ascendant irrésistible, dont elle fit un usage funeste pour son pays. La nature l'avait créée pour plaire et non pour gouverner : en lui prodiguant toutes les grâces de son sexe, elle lui en avait aussi donné l'organisation faible et mobile. Elle faisait de la politique avec ses passions de femme, parce qu'elle était dé-

pourvue de cette raison ferme et puissante qui fit d'Élisabeth d'Angleterre et de Catherine II moins des femmes illustres que de grands rois : l'histoire doit la condamner comme l'auteur principal de la guerre insensée de 1806.

Lorsque sa mort eut laissé le roi livré aux inspirations de son jugement droit et sûr, la politique de son cabinet cessa d'être passionnée et capricieuse; elle fut, comme lui, timide, réservée, mais droite et loyale. Napoléon sut apprécier toute l'importance politique de cet événement · à dater de ce moment, il commença à prendre plus de confiance dans les actes et les paroles de la cour de Berlin ; il s'étudia même à la rassurer, en adoucissant, par des paroles bienveillantes, la dureté de ses derniers reproches. C'est peut-être à ce retour de confiance que la Prusse a dû de pouvoir traverser, sans périr, la crise de la guerre de Russie. Du reste, Napoléon n'en exigea pas moins d'elle le remboursement de sa dette militaire, qui s'élevait encore à cent millions de francs, et son adhésion absolue aux derniers décrets contre le commerce anglais.

Cependant la grande lutte qui allait décider du sort de l'Europe s'approchait. Dans la situation où se trouvait la Prusse, il était impossible, une guerre éclatant entre la France et la Russie, qu'elle n'y fût pas enveloppée tout entière. Elle ne pouvait rester neutre : il fallait qu'elle servît de route militaire à l'une ou à l'autre, en attendant qu'elle leur servît de champ de bataille. Il fallait, en un mot, qu'elle fût russe ou française.

La France, par elle-même ou par ses alliés, l'étreignait de toutes parts; elle l'avait démantelée sur tous les points : elle occupait encore trois de ses principales places et Dantzick. Elle lui avait ainsi enlevé jusqu'à la possibilité de défendre son territoire, si elle était tentée de l'envahir. Il fallait donc que la cour de Berlin, si elle s'unissait à la Russie, se transportât, au premier coup de canon, avec toutes ses forces disponibles, au delà de la Vistule, qu'elle nous livrât tout le pays compris entre l'Oder et ce fleuve, et qu'elle ne rentrât sur son territoire qu'escortée de 300,000 Russes. Une semblable résolution était grande, audacieuse; la Prusse, en l'embrassant, restait dans la vérité de ses sentiments et de ses passions, et pour les États comme pour les individus, il n'existe de vraie grandeur que dans la vérité. Mais cette résolution, qui eût été admissible si la Russie avait pris l'offensive et ouvert ses bras à la Prusse, ne l'était plus, du moment que cette puissance voulait ajourner la lutte. Aussi, est-il certain que la cour de Berlin commença par s'offrir à la Russie, qui ne voulut point l'accepter comme alliée, de peur de précipiter la guerre qu'elle redoutait comme le plus grand des périls.

La Prusse n'avait donc pas la liberté du choix : la fatalité des circonstances l'enchaînait à sa plus grande ennemie. L'alliance de la France offrait d'ailleurs des avantages immédiats d'une haute importance; elle fixait, dans l'état présent de l'Europe, les destinées du pays : elle mettait un terme à ses anxiétés comme aux intrigues de nos ennemis. Elle ramenait la confiance

dans l'opinion, le mouvement dans les affaires, le crédit dans les finances ; elle ouvrait enfin, à cette monarchie, une perspective, non de grandeur, mais d'adoucissement à ses malheurs présents. A tous ces titres, l'alliance de la France était le seul parti qui convenait alors à la Prusse. Aussi le roi, ses ministres et l'opinion publique elle-même s'y rattachèrent comme à la seule chose qui pouvait les sauver. A peine la cour de Berlin commença-t-elle à entrevoir les indices d'une rupture entre les deux empires (24 mars 1811), qu'elle nous conjura, avec une ardeur pressante mêlée d'humilité, de lui accorder le bienfait de notre alliance. Ce fut, de sa part, comme une abdication, entre nos mains, de toute indépendance (16 avril 1811), une volonté exprimée sous mille formes, et chaque jour, de se livrer à nous sans partage, de nous servir de la tête et de l'épée en toutes occasions (16 mai 1811). La Prusse voulait vivre à tout prix, dût-elle vivre esclave et enchaînée, et, il faut bien le dire, cet amour de l'existence étouffait en elle toute dignité du malheur.

Lorsqu'elle commença à nous accabler de ses instances, Napoléon ne désespérait point d'éviter la guerre. Ses armements n'avaient point encore perdu leur caractère simplement menaçant pour devenir tout à fait offensifs, et ses actes diplomatiques portaient un cachet de prudence et de réserve extrêmes. Il n'opposa qu'un silence absolu aux prières de la cour de Berlin, et, comme s'il eût voulu soumettre sa résignation à des épreuves dernières et décisives, il lui demanda de lui ouvrir une route militaire de Stettin à Dantzick, afin

d'être en mesure d'augmenter la garnison et le matériel de cette dernière place. C'était exiger de la Prusse qu'elle lui livrât une partie de son territoire. La mesure de nos exigences était comblée. Elle fléchit encore, et bientôt la nouvelle route militaire fut couverte de nos bataillons et de nos convois d'artillerie. En retour de tant d'humilité, le roi Frédéric-Guillaume ne demandait qu'une chose, c'était l'alliance; il l'implorait comme un gage de salut. Mais le moment n'était pas encore venu pour l'Empereur de rompre son terrible silence. Alors on frémit de crainte à Berlin; on se persuada que toutes nos exigences n'avaient qu'un but, celui de pousser la Prusse à bout de patience et de résignation (12 juin 1811), de la jeter dans quelque mesure violente, afin d'avoir un prétexte pour fondre sur elle et la détruire. Au milieu de ces angoisses, la cour de Berlin prit une résolution désespérée (20 juillet 1811) : dussent ses armements précipiter sa ruine (22 juillet 1811), elle envoya l'ordre secret à tous les soldats en semestre de rejoindre leurs corps, à toutes les places fortes de se mettre sur le pied de guerre, à tous les chefs militaires de former des camps, et, sous prétexte d'exercer les troupes, de les diriger sur la Vistule, comme pour se lier au mouvement des Russes, et protéger la fuite du roi et de la cour. A ces nouvelles, l'empereur Napoléon s'alarma et conçut à son tour des soupçons; il savait combien il était haï à Berlin. Dans des temps ordinaires, il eût ajouté foi aux protestations du roi; sa moralité eût été pour lui la meilleure de toutes les garanties. Mais aux situations extrêmes, les

remèdes extrêmes. On pouvait tout craindre d'une cour placée dans d'aussi affreuses circonstances. Peut-être les offres du roi n'étaient-elles qu'une perfidie pour masquer une trame ourdie de longue main avec la cour de Saint-Pétersbourg. Ces armements de la Prusse, qui coïncidaient si parfaitement avec la concentration des armées russes sur les frontières polonaises, et avec la dislocation de l'armée du Danube, n'étaient-ils pas les indices d'une invasion prochaine du grand-duché de Varsovie par les Russes ? Dans le doute, Napoléon prend ses mesures comme si les armées d'Alexandre allaient déborder sur la Vistule, et se réunir aux Prussiens (août 1811). Les garnisons de Stettin et de Dantzick furent encore augmentées ; toute l'armée saxonne fut dirigée sur les frontières prussiennes ; l'armée du prince d'Eckmuhl fut portée à 100,000 hommes, en sorte que la Prusse fut cernée de toutes parts. Si un seul bataillon russe avait mis le pied sur le territoire du grand-duché de Varsovie, l'ordre était donné : de tous les points, nos armées et celles de nos alliés fondaient sur la Prusse et l'écrasaient.

Cependant Napoléon, qui veut réellement éviter la guerre s'il le peut, et, si elle est inévitable, l'ajourner du moins à l'année 1812, Napoléon se décide à écrire (6 avril 1811) à l'empereur Alexandre, dans le but tout à la fois de le rassurer sur ses propres armements, et de le faire s'expliquer sur les mouvements des Russes et des Prussiens.

Après avoir protesté de ses intentions pacifiques, il ajoute : « On a tant dit à Votre Majesté que je lui en

voulais, que sa confiance en a été ébranlée. Les Russes quittent une frontière où ils sont nécessaires pour se rendre sur un point où Votre Majesté n'a que des amis. Cependant j'ai dû penser aussi à mes propres affaires, et me mettre en mesure. Le contre-coup de mes préparatifs portera Votre Majesté à accroître les siens; ce qu'elle fera, retentissant ici, fera faire de nouvelles levées, et tout cela pour des fantômes. Ceci est la répétition de ce que j'ai vu en Prusse en 1806, et à Vienne en 1809. Pour moi, je resterai l'ami de la personne de Votre Majesté, même quand cette fatalité qui entraîne l'Europe, devrait un jour mettre les armes à la main à nos deux nations. Je me réglerai sur ce que fera Votre Majesté; je n'attaquerai jamais; mes troupes ne s'avanceront que lorsque Votre Majesté aura déchiré le traité de Tilsit. Je serai le premier à désarmer, si Votre Majesté veut revenir à la même confiance. A-t-elle jamais eu à se repentir de la confiance qu'elle m'a témoignée? »

Le désir de l'Empereur d'éviter cette année une rupture s'exprime non moins vivement dans ses entretiens avec le prince Kourakin. « Que votre empereur précise ses vœux, lui dit-il; si ce qu'il désire est faisable, nous le ferons... Vous nous parlez de vos sentiments pacifiques, et les faits démentent vos paroles; au lieu de venir à nous un bâton blanc à la main, c'est le casque en tête que vous présentez. »

A toutes ces plaintes, Alexandre répond que ses sentiments pacifiques n'ont jamais changé : ses armements n'ont qu'un caractère défensif; ils n'ont été que

le contre-coup nécessaire de ceux de la France. « On me reproche, dit-il au duc de Vicence, de ne point m'expliquer ; je l'ai fait depuis longtemps. C'est l'empereur Napoléon qui ne répond à rien de ce que je lui ai demandé. Je veux l'alliance, et comme empereur de Russie et comme homme. On m'accuse de vouloir la guerre ; mais la guerre n'est-elle pas pour moi pleine de chances périlleuses, avec un rival tel que l'empereur Napoléon, et surtout dans l'état d'isolement de tous mes alliés naturels, où je me trouve par suite de ma fidélité à l'alliance? Je demande qu'on réprime les passions soulevées du grand-duché de Varsovie, et que cet État désarme ; qu'on rétablisse le duc d'Oldenbourg dans sa principauté, l'inconvénient d'être enclavé dans l'empire français étant mille fois moindre que celui de perdre son État. Erfurt n'est point une indemnité suffisante; qu'on m'en propose une convenable, et je l'accepterai.»

Les deux empereurs semblaient s'attacher, dans leurs lettres et leurs discours, à ne dire ni l'un ni l'autre le fond de leurs pensées, s'échauffant sur des intérêts secondaires qui n'étaient que des prétextes, et se taisant sur les griefs véritables, sachant bien qu'aborder de si brûlantes questions, c'était trancher la question de la guerre. Le moment était prochain où de part et d'autre on allait enfin se dire la vérité tout entière.

Aux dernières mesures militaires de la Russie, la France avait répondu, comme nous l'avons dit, par des armements extraordinaires. Elle avait augmenté considérablement le matériel et l'effectif des garnisons de Dantzick et de Stettin, dirigé sur Varsovie de nombreux

convois d'artillerie et de munitions, porté à 100,000 hommes l'armée du prince d'Eckmuhl, invité tous les princes de la Confédération à rassembler leurs contingents et à se tenir prêts à marcher au premier signal. Le grand-duché, plus exposé que tout autre, fut aussi le point sur lequel Napoléon dirigea ses principales combinaisons. Toute sa population virile et jeune prit les armes ; des camps furent établis à Sierost et à Modlin ; nuit et jour des milliers de bras travaillaient à fabriquer des armes. Le grand-duché se trouva transformé en un vaste camp. Les passions à Varsovie ne pouvaient plus se contenir ; elles appelaient la guerre comme la crise dernière qui devait compléter la régénération politique et nationale de la Pologne.

La Russie, à son tour, prenait une attitude formidable. Les travaux sur la Dwina étaient terminés ; 300,000 hommes avec 800 pièces de canon occupaient, à la fin d'avril 1811, les gouvernements de Minsk, de Courlande, de Witepsk et de Wolhynie. Le système d'armements de cet empire était achevé. L'empereur Alexandre était prêt à tout événement, en mesure de commencer la guerre, si des circonstances favorables l'y excitaient, ou de la repousser, si elle venait le chercher. C'est alors que le cabinet de Saint-Pétersbourg déchira le premier le voile dont jusqu'ici il avait enveloppé sa pensée. Le 8 mai 1811, le chancelier comte de Romanzoff fit entendre au duc de Vicence ces graves et décisives paroles : « Tout ne se réduit point, monsieur le duc, à l'affaire d'Oldenbourg, ni à celle de l'ukase du 19 décembre 1810 ; il en est une autre bien plus importante à résou-

dre, c'est celle du grand-duché de Varsovie; *ce grand-duché ne peut rester constitué tel qu'il est.* » Bientôt notre ambassadeur pénètre la pensée tout entière du cabinet russe, pensée à laquelle s'associe, mais à un moindre degré d'énergie, l'empereur Alexandre. Cette pensée est celle-ci : La Russie ne peut rester désarmée en présence du duché de Varsovie constitué tel qu'il est; elle préfère la guerre, malgré ses chances périlleuses, à un pareil état de choses ; elle demande que le Grand-Duché perde son nom, que sa constitution soit dénaturée, qu'il soit réuni, comme une simple province, au royaume de Saxe. Il est une combinaison qu'elle préférerait à tout. La France doit une indemnité au duc d'Oldenbourg ; qu'elle consente à lui donner une partie du duché de Varsovie, ou simplement la ville et le territoire de Dantzick, et la Russie satisfaite s'empressera de désarmer. Ainsi, la politique de cette puissance s'est enhardie; elle, aussi, est entrée dans une phase nouvelle. De passive qu'elle était jusqu'alors, elle est devenue active, exigeante. Naguère encore, elle ne demandait d'autres garanties contre le rétablissement de la Pologne qu'une simple convention ; aujourd'hui, elle veut davantage. Appuyée sur une armée de 300,000 hommes, elle exige que Napoléon renverse ce qu'il a fondé à Tilsit, et ce qu'il a continué à Vienne en 1809.

Dans le moment où elle porte si haut ses prétentions, elle recueille le prix de ses facilités envers les neutres.

Le commerce britannique s'était précipité tout entier dans la voie de salut qu'elle lui avait ouverte. Tous les produits qu'il versait autrefois par mille canaux sur le

continent, furent dirigés sur les ports de cet empire, en sorte qu'en peu de mois, la masse de produits coloniaux d'origine anglaise importés sur ce vaste marché devint si prodigieuse, qu'ils tombèrent à vil prix. Tout ce qui dépassa les besoins de la consommation russe fut exporté à l'étranger. La Prusse, l'Autriche, la Hongrie et l'Italie elle-même en furent inondées. Brody et Memel étaient les deux portes par lesquelles ces produits pénétraient en Allemagne et en Hongrie. La Russie devint ainsi la grande voie de transit des marchandises anglaises sur le continent; elle en eut le monopole exclusif; elle remplaça à elle seule tous les débouchés que s'était ouverts la contrebande anglaise depuis la publication des décrets de Berlin et de Milan, et que la main de Napoléon venait de lui fermer. De là pour elle des profits immenses qui l'indemnisèrent largement de toutes ses souffrances passées.

La même impulsion qui entraînait la Russie hors de notre sphère nous enlevait aussi la Suède. Ce n'est point par notre action personnelle que nous dominions cette puissance depuis 1807, mais par l'intermédiaire de la Russie, dont nous disposions à titre d'alliée. Le jour où l'empereur Alexandre abandonna notre système, l'arme avec laquelle nous pouvions l'atteindre et la frapper fut brisée. La question maritime résolue à Saint-Pétersbourg, le fut de même à Stockholm ; et cette cour, rendue à la liberté de ses mouvements, vint se replacer sous le patronage de l'Angleterre. Il se forma alors entre les Anglais, les Américains, les Suédois et la Russie, une véritable ligue commerciale contre le

système continental, ligue dans laquelle chacune de ces puissances prit un rôle distinct. L'Angleterre était la source de tous les produits, tant coloniaux que manufacturés ; les Américains se chargeaient de les transporter dans les mers d'Europe; la Suède leur servait d'entrepôt dans la Baltique ; la Russie enfin leur ouvrait ses ports et ses routes pour les faire parvenir sur tous les marchés du continent. C'en était fait du système continental; il était anéanti jusque dans ses fondements.

L'empereur Napoléon touche à la crise finale de son règne.

Deux faits principaux sont en présence qui résument les intérêts et les griefs réciproques des deux empires. D'une part la Russie déclare à la France qu'elle ne peut vivre tranquille ni désarmée à côté du duché de Varsovie ; elle lui en demande le sacrifice; de l'autre, la France exige de la Russie qu'elle interdise l'entrée de ses ports aux bâtiments neutres, tous chargés de marchandises anglaises. Réduite à ces termes, la situation se simplifie sans rien perdre de sa gravité. Il est évident qu'elle n'offre plus que deux issues ; la guerre et la guerre prochaine, ou l'abandon simultané fait par les deux puissances de leurs prétentions mutuelles. De la part de la Russie, sacrifice du commerce anglais; de la part de la France, sacrifice du duché de Varsovie. Dans cette voie de concessions, c'était à la France de faire les premiers pas, parce que c'est elle dont la politique envahissante forçait sa rivale à se mettre en mesure de lui résister. Mais cette initiative, la situation de l'empereur Napoléon, sa dignité, lui permettent-elles de la prendre? En 1809, lors-

qu'il avait à prononcer dans le palais de Schœnbrünn sur les destinées de l'Autriche vaincue, il pouvait faire aux instances de l'empereur Alexandre le sacrifice de ses sympathies en faveur du duché de Varsovie. La liberté de ses décisions était alors entière. Tout l'excitait à fléchir. Le maintien de l'alliance russe contre l'Angleterre n'était possible qu'à ce prix. Tout lui commandait d'ensevelir dans les profondeurs de sa pensée ses vues sur la Pologne, et de maîtriser l'élan généreux qui l'entraînait à payer aux Galliciens le prix du sang qu'ils avaient versé pour sa cause. Cette politique froide, calculée, mais prévoyante et habile, il ne l'eut point, et cette faute d'un cœur noble et grand l'a perdu. Ce génie si mâle et si ferme, au coup d'œil si net et si profond, faillit par où succombent les esprits faibles et sans portée. En agrandissant de 2 millions d'âmes le duché de Varsovie, quand il n'en donnait que 400,000 à la Russie, il fit une chose déplorable, puisqu'il s'aliéna sans retour un allié nécessaire, sans constituer le Grand-Duché d'une manière assez forte pour lui rendre les mêmes services que l'empire russe. A dater de ce jour, son secret ne lui appartenait plus; il fut livré au monde entier. Le rétablissement futur de la Pologne plana sur toute la Russie comme un péril immense et prochain : il n'y eut plus dans tout ce vaste empire qu'une pensée, celle de défendre l'œuvre de Catherine II et de se préparer à la lutte. En vain Napoléon s'efforça-t-il, après le traité de Vienne, de tenir assoupie et dans l'ombre la question polonaise; elle était devenue pour la cour de Saint-Pétersbourg la question vitale et présente. C'est

le czar qui à son tour s'en empare, qui arrache les voiles dont Napoléon veut l'envelopper, et qui, d'une main ferme, en presse la solution. Mais il est évident que le chef de la France n'a plus le choix de l'alternative; il a enchaîné lui-même son avenir : détruire ou annihiler le duché de Varsovie, n'eût-ce pas été avouer au monde entier qu'il cédait aux menaces de la Russie, qu'il reculait devant ses armées, qu'il répudiait, par peur de la guerre, l'œuvre de sa pensée, de ses victoires et des sympathies de son peuple? L'âme élevée et audacieuse de l'Empereur repoussait un semblable rôle.

Aussi, à peine a-t-il connu la pensée d'Alexandre, qu'il se hâte de dissiper les espérances qu'il a pu concevoir (fin de mai 1811). Il dit au prince Kourakin : « Je sais que la Russie veut le grand-duché de Varsovie et Dantzick, c'est contre eux qu'elle agglomère ses forces; eh bien! moi, j'ai armé Dantzick contre elle, et j'ai invité le Grand-Duché à préparer ses moyens de défense. Je vous déclare, monsieur l'ambassadeur, que je me regarderais comme déshonoré si je sacrifiais cet État aux exigences de votre maître. »

Après des paroles aussi décisives, la Russie n'avait plus qu'à se maintenir dans l'attitude formidable qu'elle avait prise et à persévérer dans son système à l'égard des neutres. Céder aux exigences de Napoléon et frapper l'Angleterre quand Napoléon se croyait le droit de lui tout refuser, c'eût été, il faut en convenir, faire acte de soumission, s'avouer vaincu avant d'avoir combattu. Elle n'en était point réduite à s'humilier à ce point.

La guerre était donc inévitable entre la France et la

Russie : elle était comme l'expression dernière de tout l'ensemble de leur situation. Au fond, malgré l'énergie de son âme et sa prodigieuse puissance, l'empereur Napoléon n'envisageait pas sans anxiété tous les périls d'une entreprise dont le but était à six cents lieues de sa capitale, sous un climat horrible, au sein d'un peuple courageux, résigné, endurci à toutes les misères de la vie, unissant la trempe vigoureuse du barbare à la discipline et aux combinaisons savantes de la science militaire ; il s'inquiétait d'avoir à tracer une ligne militaire de cinq cents lieues à travers ces populations germaniques que d'éclatants et perpétuels triomphes pouvaient seuls maintenir silencieuses et soumises à sa domination. Aussi, avait-il un désir ardent d'échapper, au moins pour le moment, à la nécessité de cette guerre, et ce désir nourrit dans sa pensée de trompeuses espérances. Il crut intimider son rival par le déploiement de ses vastes armements, l'épouvanter en lui montrant le Midi, le Centre et l'Orient conjurés contre lui, et lui arracher, par la peur et sans combat, ce qui ne pouvait être que le prix de la lutte, l'interdiction des ports de son empire aux marchandises anglaises. Cette espérance ne cessa de le dominer avant et pendant la guerre ; sur le Niémen, à Wilna et jusque sur les débris fumants de Moscou, on retrouve cette illusion au fond de tous ses plans politiques et militaires. Ébloui par l'excès de ses prospérités, son génie, plus vaste et plus fécond encore que pénétrant, commençait peut-être à perdre un peu de la justesse de son coup d'œil dans son appréciation des hommes et des choses. Ainsi, les nuances du

caractère d'Alexandre lui échappaient. Il le croyait faible, parce que ses manières étaient faciles; fasciné comme à Tilsit, parce que son langage continuait d'être flatteur, ignorant que, sous ces formes douces et gracieuses et ces paroles adulatrices, régnaient une ambition ardente et une intelligence merveilleuse des intérêts de la Russie. Et puis, les événements, en marchant, avaient agrandi la pensée d'Alexandre, mûri son caractère; ce n'était plus le jeune homme des dernières années, partageant ses heures entre les affaires et la galanterie, se livrant aux premières par devoir, et à l'autre avec passion. C'était aujourd'hui le chef d'un grand empire absorbé par la crise terrible qui s'approchait, et mesurant de l'œil la profondeur des deux abîmes entre lesquels il se trouvait placé. Il savait que, si la Russie courait d'immenses périls dans une lutte corps à corps avec l'empire français, il y en avait d'imminents pour sa personne dans une paix honteuse. Des renseignements secrets et fidèles lui montraient sa noblesse conjurée tout entière contre le système continental et prête à tout oser plutôt que de retomber sous ce joug odieux. La fin tragique du père disait assez au fils ce qu'il avait à faire dans la crise présente. C'est cette situation compliquée de périls de tous genres que ne voulut point reconnaître l'empereur Napoléon, et cette faute a été une des plus graves de son règne.

Lorsqu'au mois d'août 1811, il donna ses ordres pour compléter son vaste système d'armements, ce fut autant pour effrayer le czar et le faire fléchir que pour se mettre en mesure de commencer la guerre au prin-

temps de 1812, si toute possibilité de l'éviter était détruite. L'avenir restait encore à ses yeux vague et plein d'espérances. La levée de 1812 fut décrétée. Nos grandes masses d'infanterie et de cavalerie passèrent le Rhin et furent dirigées sur Erfurt et Magdebourg ; les garnisons de Dantzick et de Stettin, et leur artillerie, furent encore augmentées ; les armées du grand-duché de Varsovie et de la Saxe furent portées à leur plus haut développement, et mises sur le pied de guerre. Enfin, tout en France se prépara pour l'entreprise la plus gigantesque des temps modernes.

Napoléon espérait beaucoup de l'impression qu'allaient produire en Russie ces grandes mesures. Elle fut en effet très-vive, et, dans le premier moment, on put croire que la Russie épouvantée allait fléchir et s'humilier. Tant que la guerre avait été éloignée, la cour de Saint-Pétersbourg avait paru la braver ; maintenant qu'elle approche, on en calcule avec effroi toutes les chances terribles : l'opinion en Russie s'agite et se trouble ; les salons cessent de déclamer contre nous ; les meilleures têtes de l'empire s'inquiètent d'une lutte dans laquelle les Russes vont avoir à combattre toutes les forces de l'Occident. La cour partage l'anxiété générale. Alexandre maîtrise les mouvements de son orgueil : il veut, pour le moment, nous désarmer ; et, pour y réussir, il se fait humble et suppliant. Le 30 janvier 1812, il vient d'apprendre la direction de nos masses sur Erfurt et le départ prochain de la garde impériale de Paris. Il dit avec l'accent d'une véritable douleur au comte de Lauriston, qui avait remplacé, dans l'am-

bassade de Saint-Pétersbourg, le duc de Vicence : « Voilà des faits et une conduite qui prouvent bien la résolution de me faire la guerre ; dites cependant à votre maître que ma patience ne s'épuisera point : elle sera constante jusqu'au bout. Je le répète, il lui faudra venir me chercher, car je n'irai pas au-devant de lui : je n'ai eu aucune communication avec l'Angleterre depuis mon alliance avec la France. Répétez bien à l'Empereur que je n'en aurai pas avant qu'il ne m'ait tiré un premier coup de canon. Je ne veux pas l'attaquer. Je sais quel est son génie, les ressources que lui offrent ses généraux et ses officiers, mais j'ai de bons soldats, et, s'il m'attaque, nous nous défendrons bien : il en coûtera bien du sang ; mais du moins, je n'aurai pas une seule agression à me reprocher. Je n'ai fait aucune demande, je n'ai dépouillé personne. L'empereur Napoléon perdra en moi un ami, un bon allié : j'ignore ce qui arrivera ; mais j'ai la satisfaction d'avoir tout fait pour éviter la guerre. » En disant ces dernières paroles, il était sérieusement affecté ; sa figure était altérée.

La crainte de la guerre à Saint-Pétersbourg ne se manifestait pas seulement par des paroles, mais par des actes. Sur l'affaire d'Oldenbourg, le cabinet russe se montra aussi facile qu'il avait été jusqu'alors inflexible. Erfurt, d'abord dédaigné comme une indemnité insuffisante, fut jugé très-convenable, pourvu qu'on y joignît quelques accessoires de peu d'importance, seulement pour sauver la dignité du czar. Même facilité sur le duché de Varsovie. On cessa de demander son incorporation à la Saxe : on alla même jusqu'à déclarer que,

si la France voulait donner une partie du Duché ou Dantzick en indemnité au duc d'Oldenbourg, on le refuserait. Mais le point sur lequel on insista avec le plus d'ardeur fut le désarmement des deux empires. En témoignage de ses dispositions pacifiques, Alexandre renvoya sur le Danube deux des cinq divisions qu'il en avait retirées six mois auparavant. « Laissons dormir toutes les questions, disait le comte de Romanzoff au comte de Lauriston, rappelons nos armées au centre de nos empires, et ensuite nous traiterons amicalement. » Cependant toute cette humilité était plutôt dans la forme que dans le fond, parce qu'elle ne portait que sur des points secondaires. C'était sur la question maritime qu'il fallait céder pour désarmer la France, et, sur ce point, la Russie demeurait inébranlable dans son nouveau système. Ses ports, ses magasins, ses marchés, ses routes, continuaient de rester ouverts aux marchandises anglaises, qui y affluaient en quantités si énormes, que, sur les marchés mêmes de l'Allemagne, leur valeur était descendue au-dessous du cours ordinaire. Ce n'était plus seulement des navires américains qui se chargaient de les apporter en Russie, mais des navires anglais, qui, pour conserver un reste d'apparence d'origine neutre, hissaient au haut de leur mât le pavillon américain ou brésilien. Les concessions d'Alexandre sur des questions insignifiantes n'avaient donc qu'un but, celui de gagner du temps et d'ajourner la guerre à une époque plus favorable pour son empire. Mais les mêmes causes qui lui faisaient craindre de la commencer alors étaient précisément pour nous des

raisons déterminantes de l'entreprendre immédiatement. L'ajourner après la soumission de l'Espagne eût été une faute insensée. L'insurrection de ce pays, continuellement ravivée par l'or et les armées de l'Angleterre, ne pouvait être vaincue par les moyens ordinaires : nos plus habiles généraux, à la tête des meilleurs soldats de l'Europe, avaient échoué à la tâche. Pour la mener à une prompte et glorieuse fin, il fallait la présence de Napoléon, l'unité de son génie et de son commandement, et le concours d'une partie des forces qui alors étaient campées entre le Rhin et l'Oder. Certes, la Russie n'attendrait pas que l'insurrection espagnole fût vaincue, que le dernier soldat anglais fût chassé de la Péninsule pour se déclarer. Elle agirait comme l'Autriche en 1809. Napoléon à Madrid apprendrait bientôt l'entrée d'Alexandre à Varsovie. Aujourd'hui l'Autriche, la Prusse, toute l'Allemagne, venaient se grouper autour de notre drapeau : ajourner nos projets, dégarnir les rives de l'Oder et du Rhin, tourner ainsi le dos à l'Europe, c'était la livrer aux impulsions de la Russie, de l'Angleterre et de ses propres passions. La guerre offensive et immédiate nous portait comme un torrent sur la Vistule, entraînant avec nous toutes les forces de l'Occident ; avec le système de défense et d'expectative, le torrent, au contraire, descendrait du Nord à l'Occident, emportant à son tour avec lui toute l'Allemagne. Quant à la guerre d'Espagne, le point capital en ce moment était moins de la terminer que de conserver nos avantages dans la Péninsule. La Russie, une fois vaincue et soumise, l'Espagne ne tarderait pas à

l'être. Pour contenir Wellington et les insurgés, nos forces actuelles suffisaient : ravivée par un renfort annuel de 25,000 hommes, cette belle et valeureuse armée, qui en comptait plus de 300,000, était en mesure de tenir tête à tous les événements.

La guerre était donc résolue dans la pensée de l'Empereur, et il en avait fixé l'époque au printemps de 1812. On a dit qu'il avait reculé longtemps devant cette vaste entreprise[1]. On l'a montré en proie aux plus cruelles hésitations, consultant l'avis de ses grands officiers, rencontrant autour de lui de vives résistances et parvenant enfin à en triompher comme de ses propres incertitudes. Pour nous, nous ne pouvons admettre ces doutes dans un esprit aussi ferme : il savait bien qu'au point où en étaient arrivées les choses, aucune force humaine n'était plus capable d'empêcher la lutte. Le czar, en rentrant dans le système continental, l'eût sans doute ajournée, mais tôt ou tard il eût fallu de part et d'autre s'y résigner. La question maritime et celle même de la Pologne n'en étaient après tout que des causes immédiates, et en quelque sorte matérielles : les causes premières appartenaient à des faits d'un ordre plus élevé et plus général.

Cette guerre était, de la part de la France, le dernier terme de ce vaste système de conquêtes et de prééminence, qui a son point de départ dans le traité de Campo-Formio, qui fut reproduit plus tard dans celui de Lunéville; expression puissante des passions et des

[1] M. le comte Philippe de Ségur.

volontés de la nation française, système que Napoléon n'a point fondé, mais qu'il a mis sa gloire et son génie à faire triompher, vengeance éclatante et terrible par laquelle la révolution a répondu à l'Europe monarchique conjurée pour la détruire, et qui devait finir par la défaite et l'abaissement de la France, ou la réforme, sous son influence dictatoriale, de l'organisation politique et sociale de l'Europe.

Il y a un fait capital qui n'a pas été assez remarqué dans l'histoire de cette fameuse lutte, c'est que la paix qui a suivi les victoires de Marengo et de Hohenlinden a été pour la France et pour ses ennemis un moment décisif. Alors, et seulement alors, il était possible de fonder un état de choses solide et permanent. Ce que la Convention et le Directoire n'avaient pu faire, le Consulat pouvait l'accomplir. La mission des pouvoirs révolutionnaires était une mission de guerre. Le traité de Campo-Formio fut, comme tout ce qu'ils créèrent, une œuvre de guerre. La mission du Premier consul était une mission de paix : clore la révolution à l'intérieur, et à l'extérieur, réconcilier la république avec l'Europe, tel fut son programme politique après le 18 brumaire. Il remplit avec un merveilleux génie d'organisation la première partie de sa tâche et ne prit aucun soin de remplir la seconde. Il débuta, dans ses rapports avec l'Europe, par lui imposer le traité de Lunéville, qui était un droit créé par la victoire, mais non un acte de conciliation et de durée; cette première transaction décida de toute la vie du Premier consul. Les traités de Campo-Formio et de Lunéville, en donnant Anvers à la

France, en plaçant sous sa main les républiques batave, suisse et cisalpine, organisèrent en quelque sorte une guerre interminable entre la France d'une part, et l'Autriche et l'Angleterre de l'autre. Dans la condition où l'Europe se trouvait alors, l'Angleterre et l'Autriche devaient finir par entraîner la Prusse et la Russie, ce qui mettait la France dans l'impérieuse nécessité d'être à elle seule plus forte que les quatre grandes monarchies ensemble, ou de subir leur loi. La raison politique nous conseillait de désarmer la cour de Vienne ou celle de Londres. Le sacrifice à faire à Lunéville était indiqué par la nature des choses; c'était celui de nos conquêtes italiennes, mieux valait pour nous posséder Anvers que Milan. Le vainqueur de Marengo, en admettant que sa fierté se fût résignée à abaisser volontairement la France au-dessous du point de grandeur où l'avait placée le Directoire, aurait-il pu, sans compromettre sa popularité et sa fortune, sans soulever contre lui les clameurs de la France entière, signer à Lunéville l'abandon de cette Italie que son épée avait deux fois conquise? Il est permis d'en douter, et ce doute, que l'histoire doit admettre, l'absout de presque tous les torts tant reprochés à son ambition. La France adopta comme une œuvre de gloire et de puissance nationale le traité de Lunéville ; et si cette grande faute a fini par la perdre elle et son chef, en jetant l'un sur le rocher de Sainte-Hélène, et en resserrant l'autre dans les étroites limites de l'ancienne monarchie, elle n'a pas le droit d'en accuser l'ambition de Napoléon, car elle est devenue sa complice : elle a été solidaire

de ses fautes comme de sa gloire et de ses malheurs.

Dès que Napoléon se fut convaincu qu'entre la France, telle que l'avait constituée le traité de Lunéville, et les grandes monarchies, il n'y avait pas de pacification possible, la guerre, dans ses redoutables mains, changea de caractère. Elle ne fut plus un moyen pour maintenir la France au point de grandeur où l'avaient élevée les victoires de la république, il en fit une arme de destruction contre tous ses ennemis ; et comme ses ennemis formaient toute la vieille Europe monarchique, c'est l'Europe tout entière qu'il résolut d'attaquer dans ses fondements, pour ensuite la réorganiser sur des bases nouvelles plus en harmonie avec les intérêts sociaux et extérieurs de la France.

Afin d'accomplir cette œuvre immense de destruction et de recomposition, il avait à choisir entre deux systèmes. Il pouvait imiter la politique de la Convention et du Directoire, ajouter à la force de ses armées et de son génie celle du levier révolutionnaire, au lieu de relever le trône de Louis XIV et de s'y asseoir, consacrer sa force à les ébranler tous, rester le soldat de l'égalité et de la liberté, et ne briguer d'autre gloire que celle d'être le héros de la réforme européenne. Mais l'homme qui organisait si puissamment le pouvoir en France, eût été inhabile à fonder la liberté en Europe. Dompter la révolution dans l'intérieur et la déchaîner sur le continent étaient deux tâches contradictoires. Napoléon se dessaisit donc volontairement d'une arme terrible avec laquelle il aurait pu soulever le monde et en changer la face ; il mit les masses hors de cause et

réduisit ses moyens d'action à des forces purement matérielles. Il transporta le peuple, des clubs et de la place publique, sur les champs de bataille du continent ; et, pour l'occuper, il lui livra l'Europe, non plus à révolutionner, mais à conquérir. La lutte des principes cessa pour faire place à une guerre d'ambition purement territoriale. A la place de l'amour de la liberté et de l'égalité, qui avait fait faire de si grandes choses, il mit dans les âmes celui de l'ambition personnelle, qui lui a donné des armées admirables de discipline et de dévouement, des fonctionnaires zélés et intelligents, mais qui a fini par briser le ressort moral du pays et par l'isoler lui-même de la nation. A l'alliance des peuples contre les trônes, il substitua le système des alliances. La politique fédérative, telle que l'avaient pratiquée Richelieu et Louis XIV, succéda à la politique de propagande du Directoire. Napoléon n'admit plus en Europe que des gouvernements amis ou ennemis. Les premiers, il les récompensa magnifiquement : il leur livra les dépouilles des vaincus et fit de leurs princes, la plupart ducs ou simples électeurs, de puissants rois. Ses ennemis, il les traita sans pitié, ici morcelant leurs territoires, les ruinant par ses exigences, les réduisant à la condition de vassaux ; là portant la main jusque sur les trônes, découronnant de vieilles dynasties et leur substituant ses frères.

C'est ainsi que, sous sa puissante action, tout l'ancien édifice européen s'écroula, et que sur ses débris s'en éleva un autre construit avec des éléments tout nouveaux. En 1812, il avait achevé une partie de son

œuvre. L'Italie, l'Allemagne, la Suisse, faisaient partie intégrante de sa politique fédérative. Il lui restait maintenant à organiser le Nord. La Russie, telle que l'avait faite Catherine II, occupait dans cette partie de l'Europe une place trop prépondérante pour entrer comme élément docile et passif dans son système, et dès lors elle lui faisait obstacle. C'étaient deux forces nécessairement hostiles : il fallait que l'une des deux détruisît l'autre ou qu'elle en fût détruite. Si le premier but de la guerre était de forcer la Russie à rentrer dans le système continental, son but définitif et capital, quel que fût le moment où il serait atteint, devait être de rejeter cet empire dans ses anciennes limites et de rétablir la Pologne. Défendu par une armée nationale de 200,000 hommes et au besoin par nos propres forces, appuyé sur la Turquie et la Suède remises elles-mêmes en possession de tout ce que leur avait enlevé la Russie depuis cent ans, cet ancien royaume deviendrait la base de notre puissance fédérative dans le Nord. Nous devant son existence, enchaîné à nos destinées, il serait entre nos mains un levier redoutable avec lequel nous parviendrions à maîtriser tous nos ennemis. La civilisation occidentale n'aurait plus à redouter les invasions de la barbarie moscovite. Le boulevard que l'ambitieuse Catherine avait renversé, se trouverait relevé : cette fois du moins, nos armes allaient servir la cause d'un noble peuple, dont les malheurs avaient remué les sympathies du monde entier, et cette gloire valait bien celle de faire ou de défaire des rois et de reculer les limites d'un empire déjà trop vaste.

La guerre une fois résolue dans la pensée de l'Empereur, il ne lui restait plus qu'à organiser un vaste système d'alliances qui lui permît d'attaquer son ennemi par tous les points à la fois. L'Autriche et la Prusse entraient en première ligne dans l'ordre de ces alliances.

Le rôle de l'Autriche lui était tellement commandé par sa situation, que toute hésitation de sa part semblait impossible. Cependant, au moment de se prononcer, il y eut à Vienne comme un cri sourd et douloureux de l'opinion contre la nécessité affreuse de coopérer à l'asservissement de la seule puissance restée libre encore sur le continent. La haine qu'on nous portait dans ce pays, contenue par l'alliance de famille plutôt qu'assoupie, se déchaîna de nouveau. Les coteries jusqu'alors disséminées de la noblesse se coalisèrent contre le comte de Metternich et le système français. Leurs chefs étaient le comte de Stadion, qui, dans le triomphe de ses principes, cherchait le triomphe de son ambition ; Baldacci, esprit ardent et habile, aimé de l'Empereur dont il était le secrétaire intime; Rasumowski, ancien ambassadeur de Russie à Vienne, maintenant fixé dans cette capitale, où il se faisait remarquer entre tous par sa haine fougueuse contre la France et l'éclat de son faste; quelques-uns des archiducs, l'archiduchesse Béatrix, et cette fois, à la tête de tous, l'impératrice. Elle avait vu s'accomplir le mariage de sa belle-fille avec un dépit secret que le temps n'avait fait qu'augmenter ; sa vanité souffrait de voir briller sur le front de Marie-Louise la plus belle couronne du monde,

tandis qu'elle-même n'avait en partage qu'une couronne flétrie par les revers, un époux assiégé de dégoûts et d'ennuis, une cour enfin que les derniers malheurs avaient remplie de tristesse et d'amertume. Elle avait une aversion prononcée pour le comte de Metternich qu'elle accusait de ce mariage détesté; et quoique la nature l'eût douée d'un jugement sain, ses passions de femme subjuguaient cette fois sa raison, et elle prêtait ouvertement son appui aux ennemis de la France. L'empereur François était le but principal de leurs efforts et de leurs intrigues. Ils s'adressaient à ses préjugés et aux tendances naturelles de son esprit, tâchaient d'effrayer son âme timorée en lui répétant sans cesse que l'homme auquel il avait donné sa fille, ne tendait qu'à la dictature du continent, au renversement ou au vasselage de toutes les anciennes dynasties, et que, dans ses vues de destruction, il ne se laisserait point arrêter par des scrupules de famille. De leur côté, l'Angleterre et la Russie lui offraient, l'une ses subsides, l'autre l'appui de ses armées, s'engageant à ne poser les armes que lorsque l'Autriche aurait recouvré tout ce qu'elle avait perdu dans les dernières guerres. Les chefs du parti anglo-russe avaient un plan tracé d'avance : contracter dès aujourd'hui des engagements secrets avec les cours de Londres et de Pétersbourg, feindre vis-à-vis de nous une neutralité toute passive, nous offrir même, pour mieux nous tromper, des garanties, nous laisser nous engager dans les steppes de la Russie, se déclarer alors, ne point attendre les arrêts de la fortune, mais la maîtriser, s'élancer avec toutes les forces de la mo-

narchie sur les derrières de nos troupes, donner les mains aux peuples allemands, briser les fers de la Prusse, et enfermer nos armées dans un cercle d'ennemis sur une terre ennemie ; tel était l'ensemble de leur plan.

Ainsi, deux impulsions contraires agissaient sur l'empereur François : l'une, hardie et violente, toute sympathique avec ses propres penchants, c'est celle d'une partie de sa noblesse; l'autre, prévoyante et habile, expression triste, mais vraie, de la situation du pays, c'était celle du comte de Metternich. Faible, irrésolu, l'Empereur faillit plus d'une fois, en dépit de ses instances redoublées pour obtenir notre alliance, s'abandonner au parti anglo-russe; mais la main ferme de son ministre le retint sur les bords de l'abîme, car la neutralité la plus complète n'eût point satisfait l'empereur Napoléon. Avant de marcher sur le Niémen, il eût posé à la cour de Vienne l'alternative d'accepter son alliance ou la guerre, et la guerre, c'eût été le démembrement de la monarchie. Elle n'avait donc pas réellement le choix entre deux systèmes ; il fallait qu'elle devînt notre alliée par la seule raison qu'il lui était impossible d'être autre chose.

Aux circonstances extérieures qui faisaient de cette alliance une nécessité étaient venus se joindre de graves embarras intérieurs. Comme si aucune condition de l'extrême infortune ne devait manquer à cet empire, le faisceau qui unissait ses provinces était menacé de se rompre. Une lutte violente venait d'éclater entre la cour et la Hongrie. Au milieu des coalitions de l'Europe

contre la révolution française, les Hongrois étaient toujours demeurés fidèles à leurs traditions de liberté et d'indépendance nationale, et jamais ils n'avaient dissimulé leurs sympathies pour cette révolution que leur gouvernement s'était acharné à détruire. Les plus grands désastres de la monarchie les avaient trouvés froids et indifférents, et il était visible qu'ils voulaient tracer une ligne profonde entre leurs intérêts et ceux du reste de l'empire. Après la guerre de 1809, il commença à se manifester dans les classes élevées de ce peuple un sentiment vif et exalté de ses forces et un désir extrême de sortir de son rôle secondaire pour prendre la haute main dans les affaires générales de la monarchie. On ne voulait plus recevoir la loi de Vienne, mais la donner. Ainsi, tandis que la Russie minait sourdement par ses intrigues religieuses l'attachement des Grecs de Hongrie pour le gouvernement autrichien, l'esprit de liberté et d'indépendance produisait les mêmes résultats dans les diverses classes de la noblesse.

La dernière guerre avait ruiné en Autriche le crédit public par l'abus effroyable qui avait été fait du papier-monnaie, qui, après la paix, était tombé au-dessous du dixième de sa valeur nominale. Voulant rétablir l'équilibre entre ce papier et le prix des espèces métalliques, le gouvernement décréta, le 20 février 1811, qu'à dater du 31 janvier 1812, les billets de banque de Vienne ne seraient plus reçus que pour un cinquième de leur valeur nominale. C'était une banqueroute déguisée. La cour de Vienne résolut de n'admettre ni exception ni remontrance à l'égard de cette grande mesure finan-

cière, de l'étendre à toute la monarchie, à la Hongrie aussi bien qu'à la plus chétive de ses provinces. Mais le décret provoqua au sein de ce royaume une indignation générale. Il fut jugé comme un attentat flagrant à sa constitution politique. La haute noblesse, presque tout entière endettée et que cette mesure atteignait directement, fit, cette fois, cause commune avec la noblesse équestre, bien plus ardente et audacieuse dans ses attaques contre la cour. C'est au milieu de cette exaspération générale que le gouvernement convoqua la diète (juillet 1811), dans le but de lui faire accepter son décret. La session qui s'ouvrit alors ne fut qu'un long et opiniâtre combat entre la cour et cette assemblée, l'une pour imposer, l'autre pour rejeter la patente du 20 février. L'attitude de la seconde chambre dans cette session mémorable fut noble, ferme, digne en tout d'un peuple mûr pour l'indépendance et la liberté pratique. On la vit défendre pied à pied, avec beaucoup d'énergie et d'éloquence et une grande intelligence de la tactique parlementaire, les priviléges de la Constitution, qui défendait expressément au roi d'augmenter les impôts sans le consentement des États. Quant au gouvernement, il commença par affecter des prétentions superbes. « Quelques régiments allemands, dit le comte de Wallis, feront bonne et prompte justice de tous ces esprits rebelles; » parole imprudente à laquelle la diète répondit par ce fier défi : « On dit que l'empereur veut tirer l'épée contre nous, s'écria un député aux acclamations unanimes de l'assemblée; soit : à notre tour, nous tirerons la nôtre; nous ne souffrirons pas qu'on

emploie la force pour nous soumettre; nous nous donnerons plutôt à l'empereur Napoléon, qui nous gouvernera mieux. » La cour, d'abord menaçante, ne tarda pas à modifier son attitude et adoucir son langage. Elle protesta de sa fidélité aux constitutions et aux libertés du royaume, cessa d'exiger au nom de ses droits souverains, mais seulement de l'intérêt général et à titre de secours indispensable dans la crise actuelle de l'Europe, le consentement des États au décret du 20 février. Ce changement dans la conduite du gouvernement impérial n'en amena aucun dans les dispositions de la diète hongroise : elle continua de repousser le décret avec la résistance la plus opiniâtre, et l'on ne peut prévoir quelle eût été l'issue de cette lutte violente, si la guerre de Russie et l'alliance avec la France ne fussent venues lui faire diversion. C'est la guerre de 1812 qui a peut-être sauvé l'Autriche d'une révolution en Hongrie. Autant ce projet de guerre soulevait de répugnances à Vienne, autant il remuait de sympathies chez les Hongrois. Ce peuple avait vu tomber la Pologne avec douleur, et il ne pouvait qu'applaudir à une entreprise dont le but devait être de la relever sur ses anciennes bases. Ce fut là la véritable cause qui détermina ses représentants à céder aux demandes de la cour: La diète non-seulement accepta la patente légèrement modifiée, mais, de plus, elle vota un impôt extraordinaire.

L'alliance entre la France et l'Autriche fut signée à Paris le 14 mars 1812, après une courte négociation dont les discussions ne portèrent que sur l'article 8 du traité secret.

Le traité patent se bornait à stipuler l'alliance des deux empires, applicable seulement à une guerre contre la Russie.

Le véritable traité existe dans la convention secrète dont voici les principales dispositions.

L'Autriche s'engageait (art. 2) à fournir à la France un corps de 24,000 hommes d'infanterie, de 6,000 hommes de cavalerie et 60 pièces de canon.

Article 4. Ce corps sera commandé par un général nommé par l'empereur d'Autriche, mais aux ordres directs de l'empereur des Français ; il ne pourra être ni divisé ni amalgamé avec les autres corps de l'armée française.

Article 7 (*textuel*). Le rétablissement du royaume de Pologne sera proclamé sous la garantie des deux hautes parties contractantes; néanmoins la possession de la Gallicie occidentale est spécialement garantie à S. M. l'empereur d'Autriche.

Article 6 (*textuel*). Si, cependant, il était à la convenance des deux hautes parties contractantes qu'une portion de ladite province fût réunie au royaume de Pologne, soit pour l'établissement des frontières dudit royaume, soit pour tout autre motif quelconque, S. M. l'empereur des Français s'engage dès à présent à céder les provinces Illyriennes en échange de ladite portion de la Gallicie, dont la valeur comparative serait établie sur la base combinée de la population, de l'étendue et du revenu.

L'Autriche avait demandé la cession immédiate des îles Illyriennes sans condition, comme le prix de l'al-

liance et comme moyen de la nationaliser dans l'esprit de ses peuples. La France repoussa cette prétention, mais consentit à l'article 9, qui établissait que, dans le cas d'une heureuse issue de la guerre contre la Russie, et lors même qu'il n'y aurait pas lieu à un échange contre une partie de la Gallicie, les provinces Illyriennes seraient cédées à l'empereur d'Autriche.

Par l'article 11, les deux puissances garantissaient l'intégrité de l'empire ottoman, dans le cas où la Porte, rompant les négociations de Bucharest, continuerait la guerre contre la Russie.

L'empereur d'Autriche s'engageait formellement, par l'article 12, à n'écouter aucune proposition de paix, trêve ou autre arrangement quelconque, sans en prévenir S. M. l'empereur des Français ; de son côté, l'empereur des Français prenait le même engagement vis-à-vis de son allié.

L'alliance de l'Autriche contre la Russie était au fond bien plutôt encore politique que militaire : il ne pouvait en être ainsi de celle de la Prusse. Sa position géographique la condamnait à nous servir, pendant toute la durée de la guerre, de route militaire. Il fallait que nous pussions disposer de toutes les ressources de son territoire comme s'il nous eût appartenu. Ce point admis, il restait à l'Empereur à décider quel était le meilleur système pour arriver au but, de l'alliance ou de la possession violente. Ce dernier parti offrait un avantage incontestable, celui de nous garantir contre les funestes conséquences d'un revers possible. Une haine implacable fermentait dans tous les cœurs prussiens contre

notre domination : une logique cruelle pouvait donc nous conseiller d'enlever à des populations ennemies l'appui et l'autorité d'un pouvoir central et organisé, et d'anéantir un gouvernement que la terreur seule amenait à nos pieds, que nos succès désespéreraient, et qui, si la fortune nous trahissait, pouvait compromettre le salut de notre retraite. Mais ce parti, à côté de ses avantages, présentait d'immenses inconvénients : c'était d'abord un acte d'une insigne violence qui, au lieu de comprimer la population de la Prusse, pouvait la pousser à un soulèvement. Puis c'était donner le signal de la rupture avec la Russie, et l'Empereur, qui voulait sauver le grand-duché de Varsovie, attachait une importance immense à prévenir les Russes sur la Vistule et à faire de ce fleuve, peut-être même du Niémen, la base et le point de départ de ses opérations. Enfin, l'occupation forcée de la Prusse exigerait 100,000 hommes qui diminueraient d'autant nos forces disponibles contre la Russie. L'alliance, au contraire, l'alliance absolue, sans réserve, s'adaptait merveilleusement au plan militaire de l'Empereur. Elle faisait arriver sa formidable armée sur le Niémen avec la rapidité d'un torrent, transportait immédiatement la guerre sur le territoire de son ennemi, et lui valait, indépendamment de toutes les ressources d'un pays allié, un renfort de 25,000 hommes d'excellentes troupes. Entre ces deux systèmes, Napoléon hésita longtemps ; il était préoccupé de l'idée que la cour de Berlin le trompait, et qu'elle était liée, par des engagements secrets, avec la Russie. Nous l'avons vu adopter, au mois de juillet 1811, sous l'influence de

ce soupçon, les mesures les plus menaçantes contre la Prusse, l'envelopper de toutes parts dans le réseau de ses armées, prêt à l'envahir et à l'accabler au moindre symptôme d'intelligence de cette puissance avec la cour de Saint-Pétersbourg. Ces craintes, du reste, étaient sans fondement. Il est bien vrai que Frédéric-Guillaume, épouvanté par l'approche d'une tourmente qui menaçait de l'envelopper et de briser sa frêle monarchie, s'était adressé à l'empereur Alexandre, non point pour se livrer à lui, mais pour le conjurer de se montrer pacifique et de prévenir la guerre par des concessions faites à propos. On conçoit que de semblables conseils, faits pour attendrir le czar sur le sort de son ancien et malheureux allié, ne pouvaient le déterminer à modifier en quoi que ce fût sa politique. Les dernières mesures de Napoléon avaient achevé de porter la terreur et la désolation à Berlin.

Le 26 août 1811, le comte de Hardenberg avait dit au comte de Saint-Marsan, notre ministre dans cette cour : « Le roi ne vous demande qu'une chose, la confiance et l'amitié de l'empereur Napoléon. Si malheureusement la guerre doit éclater, il se met tout entier à sa disposition ; mais je suis chargé de vous le déclarer, monsieur le comte, s'il ne peut obtenir cette confiance, si, en cas de guerre, il voit son pays envahi, il se regardera comme déshonoré aux yeux de l'Europe. Alors, n'eût-il aucun espoir de succès, il aimera mieux s'exposer à périr les armes à la main : c'est pourquoi il a résolu de se mettre en mesure ; il a donné l'ordre de mettre toutes ses forteresses sur le

pied de guerre ; les régiments vont être portés au grand complet. »

Cette démarche était un coup de désespoir qui ne laissait à Napoléon d'autre alternative que d'envahir la Prusse ou de lui accorder son alliance. Il se décida pour ce dernier parti. Néanmoins des doutes lui restaient encore : peut-être les paroles du ministre prussien étaient-elles une dernière ruse pour prévenir l'invasion des Français et donner aux Russes le temps de s'approcher. Il arrêta ses résolutions pour cette double hypothèse. D'une part, il promet formellement son alliance à la Prusse : « s'il n'a pas accueilli ses offres plus tôt, c'est par la seule crainte de donner des ombrages à la Russie[1] ; » tel est le langage que le comte de Saint-Marsan doit tenir à la cour de Berlin. Mais, en même temps, ce ministre doit exiger impérieusement, au nom de son souverain, le désarmement immédiat de la Prusse. Si trois jours après cette déclaration, elle n'a pas révoqué tous ses ordres, le ministre de France devra quitter Berlin, après avoir écrit au prince d'Eckmuhl de marcher sur cette capitale avec 150,000 hommes, et au roi de Saxe, d'envahir la Silésie.

Cette déclaration calma les angoisses du roi : quelque dure et violente que fût la forme sous laquelle Napoléon lui accordait son alliance, c'était l'alliance enfin ; et pour son pays, l'alliance, c'était la vie. Cependant l'Empereur tardait encore à la conclure. Ces délais lui étaient commandés par tout l'ensemble de

[1] Dépêche de Compiègne, 13 novembre 1811.

son système de guerre. Le sort du duché de Varsovie préoccupait au plus haut point sa pensée, et il voulait, à tout prix, le sauver d'une invasion russe. Pour obtenir ce grand résultat, il fallait qu'il arrivât sur la Vistule avant que les hostilités fussent commencées. De là sa résolution de ne conclure ses alliances qu'au moment définitif d'agir. Nous croyons qu'à cet égard ses précautions étaient superflues. Si son plan de guerre était tracé d'avance, celui d'Alexandre l'était aussi, et ce plan, auquel avaient travaillé les meilleurs généraux de l'empire, était de ne point venir nous combattre en Allemagne au milieu de toutes nos ressources, mais au contraire de nous attendre derrière les lignes de la Dwina, de nous attirer d'abord dans les marais de la Lithuanie, et puis ensuite dans les steppes de la Vieille-Russie, de tout détruire sur notre passage, de créer ainsi autour de nous la solitude des déserts, et de nous décimer par la triple action des batailles, de la famine et du climat.

Cette grande combinaison ne fut pas, comme on l'a dit, l'œuvre fortuite des premières opérations militaires; elle avait été mûrie longtemps et elle date de 1811. Notre ambassadeur, le comte de Lauriston, peu de mois après son arrivée à Saint-Pétersbourg, s'était procuré à cet égard les documents les plus précieux et les plus circonstanciés : il les adressa à l'Empereur, sur l'esprit duquel il ne semble pas qu'ils aient produit une vive impression. On doit du moins le présumer quand on le voit apporter dans la conclusion de ses alliances des délais qui pouvaient lui

devenir si funestes, et qui contribuèrent à lui faire perdre l'appui de la Turquie.

Sa lenteur étudiée à conclure avec la Prusse fut mal interprétée à Berlin; on voulut y voir l'intention secrète d'en finir, par un coup de main décisif, avec cette monarchie : aussi le désarmement fut-il d'abord incomplet. Les travaux des places de Colberg, de Pilsen et de Graudentz, un moment suspendus, furent repris avec une nouvelle ardeur. De là, dans l'esprit de l'Empereur, de nouveaux soupçons accompagnés de la plus vive irritation. Si le comte de Saint-Marsan avait partagé ses méfiances, c'en était fait de la Prusse : elle était envahie et écrasée; ce ministre fut, pendant trois semaines, l'arbitre des destinées de ce pays. Il n'y avait qu'un traité d'alliance signé et ratifié qui pût mettre un terme à une situation aussi violente, et d'où naissaient, de tous côtés, la méfiance et l'anxiété.

Ce traité fut enfin signé le 24 février 1812. Les deux cours furent promptement d'accord sur les bases de l'alliance, il n'y eut de discussions entre elles que sur deux points. La Prusse exprimait le vœu que les forteresses de l'Oder fussent complétement évacuées par nos troupes; elle demandait aussi à être affranchie de l'humiliante condition du traité de Tilsit, qui fixait à 42,000 hommes l'effectif de son armée. La France s'étaya des circonstances extraordinaires où allait la placer la guerre de Russie pour rejeter ces demandes.

D'après le traité d'alliance, l'armée prussienne restait fixée à 43,190 hommes; le contingent fourni par la Prusse à la France devait être de 20,000 hommes; les

garnisons de Colberg et de Graudentz ne devaient se composer, la première, que de 3,800 hommes, la seconde de 3,200. La Prusse livrait à la France, sans restriction, le passage de son territoire, et se chargeait de l'entretien de nos armées jusqu'à la concurrence de 60,000,000 de francs qu'elle nous devait encore. Tout ce qui dépasserait cette somme serait à la charge de la France.

Le traité ne fut ratifié à Berlin que le 5 mars, et ce jour-là même, l'avant-garde de la grande armée, commandée par le prince d'Eckmuhl, s'ébranla pour entrer sur le territoire prussien et marcher sur la Vistule.

L'alliance de l'Autriche et celle de la Prusse donnaient à Napoléon les moyens d'attaquer son ennemi au centre ; mais ce n'était pas assez, il lui fallait encore le concours de la Suède et de la Turquie : ces deux puissances devaient former comme ses deux ailes. Bernadotte pénétrant en Finlande et menaçant Wibourg, à la tête de 50,000 Suédois ; 100,000 Turcs passant le Dniester, tandis que lui-même, à la tête des armées de l'Occident, s'avancerait sur le Niémen, tel est le vaste plan de guerre qu'avait rêvé son génie, et dont il crut un moment l'exécution possible. Il semblait que la Suède et la Porte ne dussent point lui faire défaut dans une entreprise au succès de laquelle ces deux puissances avaient un intérêt éminemment national. N'avaient-elles pas l'une et l'autre un siècle d'injures et de malheurs à venger contre la Russie ? à recouvrer, l'une la Crimée, la Tartarie, la Bessarabie ; l'autre la

Fionie et la Finlande? Le partage de la Pologne n'avait-il pas été pour toutes les deux une déplorable calamité, et la politique la plus vulgaire ne leur disait-elle pas que le moment était venu pour elles de faire un effort immense, et d'unir leurs armes à celles de l'Occident, pour relever autour de la Russie les digues puissantes que l'Europe n'aurait jamais dû lui permettre de franchir? Cependant elles faillirent toutes les deux dans cette grande et unique occasion; elles refusèrent leur appui à une cause qui était la leur plus encore que celle de la France, qui pouvait seule réparer leurs malheurs passés et garantir leur avenir. Nous allons dire par quel enchaînement de circonstances fatales la Suède et la Turquie sortirent de notre sphère d'action, pour tomber dans celle de nos ennemis. Parlons d'abord de la Suède.

Nous avons déjà expliqué comment cette puissance avait suivi la Russie dans sa défection du système continental; ce changement s'était accompli presque immédiatement après l'élection de Bernadotte, en sorte que la cause pour laquelle la Suède était allée le chercher dans les rangs de nos maréchaux, cessa d'exister au moment où il vint prendre possession de sa nouvelle grandeur. La mission qu'elle lui réservait avait perdu tout son à-propos et n'était plus applicable aux circonstances. Il n'avait plus à obtenir de son ancien souverain qu'il adoucît ses rigueurs commerciales envers sa nouvelle patrie; qu'importait maintenant à la Suède la haine ou l'amitié de l'empereur Napoléon? Protégée par la mer, par les escadres anglaises, par

l'exemple et les conseils de la Russie, vulnérable seulement par la Poméranie, province endettée et onéreuse, elle était désormais en mesure de braver ses menaces et sa colère ; ses fers étaient brisés : elle était rendue à toute la liberté de ses mouvements.

Bernadotte n'avait en Suède ni appui ni crédit personnel : l'amitié présumée de l'Empereur l'avait seule porté sur les degrés du trône ; cette cause de son élévation cessant d'agir, sa position devenait singulièrement fausse et difficile. La noblesse et le commerce le virent d'abord d'un œil de défiance, comme le représentant d'un système qu'ils ne sentaient plus le besoin de ménager, et le sénat, tout puissant dans le pays, incertain sur des dispositions et un caractère qu'il n'avait point encore éprouvés, commença par le tenir soigneusement écarté des affaires. Cette situation n'était pas supportable : il fallait que le prince choisît entre un de ces deux partis, renoncer à la couronne de Suède et consacrer de nouveau son épée et son sang à la gloire et à la grandeur de la France, ou accepter, dans toute leur rigueur, avec toutes leurs conséquences, les devoirs de prince royal. La pénétration dans l'esprit, l'audace dans le caractère, la ruse cachée sous les dehors de la franchise, l'ambition surtout, caractérisaient Bernadotte. Il n'hésita pas un moment sur le parti qu'il avait à prendre ; il dépouilla le vieil homme, et il s'incorpora à la Suède, à la Suède que tous ses intérêts rapprochaient des ennemis de sa première patrie. Cette résolution, du reste, lui coûta d'autant moins, qu'il y était poussé par la haine secrète qu'il nourrissait contre

Napoléon. Bientôt il donna à la Suède un gage éclatant de sa conversion politique. Deux mois s'étaient à peine écoulés depuis son arrivée à Stockholm (19 décembre 1810), qu'il proposa en son nom, à la cour de Copenhague, une série de dispositions dont le but était de soustraire la navigation entière de la Baltique et de la mer du Nord à la législation du système continental. En allié fidèle de la France, le roi de Danemark, non-seulement repoussa ces offres, mais s'empressa de les communiquer à l'Empereur. En même temps que Bernadotte s'efforçait de nous enlever nos alliés, il se livrait dans ses discours à une critique amère de la politique de Napoléon, accusant hautement ses exigences, et affectant de dire que c'était un devoir pour la Suède de savoir lui résister. Les torts de ce prince dans cette occasion sont inexcusables ; si, pour le fond même des choses, il était le jouet et en quelque sorte la proie des événements, la forme du moins lui restait, et c'est par la forme qu'il aurait dû sauver, à lui la honte, et à son bienfaiteur l'amertume d'un changement auquel il semblait s'attacher à donner tous les signes d'une ingrate défection.

L'offense appelle l'offense ; sans doute, il y aurait eu de la grandeur dans Napoléon, placé si haut, à savoir pardonner les fautes de son ancien lieutenant, et de l'habilité à dissimuler son mécontentement ; car Bernadotte n'était plus son sujet, mais un prince qu'il avait un intérêt extrême à ménager. Il n'eut point cette modération : les souvenirs de ses anciens griefs contre le maréchal Bernadotte se réveillèrent ; à dater de ce mo-

ment, il lui retira toute espèce de marque d'amitié et de confiance, et sembla même s'étudier à le blesser au vif. Il commença par lui appliquer, dans sa rigueur, la loi qui privait de ses dotations tout Français passant au service d'une puissance étrangère. Le prince était sans fortune, et le coup dut lui être sensible. On lui ôta la faculté de conserver près de sa personne ses anciens aides de camp qu'il aimait beaucoup, et qui étaient comme un dernier lien qui le rattachait à sa première patrie : il reçurent tous l'ordre de le quitter et de revenir en France. Enfin l'Empereur n'opposa, pendant plusieurs mois, qu'un silence dédaigneux à toutes les lettres que le prince lui écrivait de Stockholm. Cependant ce dernier lui ayant demandé un subside de 20 millions pour aider la Suède à supporter ses pertes et à faire des armements, l'Empereur se décida à rompre le silence, et il lui répondit le 8 mars 1811 : au lieu d'un subside, il se bornait à lui offrir pour 20 millions de denrées coloniales qui étaient à Hambourg, en échange de 20 millions de fers. Il lui disait dans cette lettre : « Chassez les contrebandiers anglais de la rade de Gothenbourg ; chassez-les de vos côtes où ils trafiquent librement ; je vous donne ma parole que, de mon côté, je garderai scrupuleusement les conditions des traités avec la Suède. Je m'opposerai à ce que vos voisins s'approprient vos possessions continentales ; si vous manquez à vos engagements, je me croirai dégagé des miens ; je désire m'entendre toujours amicalement avec Votre Altesse royale. »

Telles étaient les relations, déjà pleines d'aigreur et

de fiel, de l'empereur Napoléon avec le prince royal de Suède, lorsque éclatèrent les symptômes de la guerre de Russie.

La Suède se trouvait placée par sa position géographique en dehors du cercle immense que cette guerre allait tracer dans son cours. Elle était du très-petit nombre d'États européens qui pouvaient, dans cette grande lutte, se tenir à l'écart et conserver leur neutralité; mais il est évident que tous ses intérêts lui interdisaient le rôle obscur et sans profit de puissance neutre. La France et la Russie s'étaient réunies après la paix de Tilsit pour accabler sa faiblesse, et l'Angleterre l'avait laissé opprimer avec un égoïsme plein d'ingratitude. Le moment était venu pour elle de prendre sa revanche et de chercher à réparer ses derniers malheurs, en vendant son alliance au plus offrant. La Suède ne pouvait s'agrandir avec avantage que sur deux points, en Norwége et en Finlande. La perte de la Finlande avait été pour elle une affreuse calamité. Elle l'avait vu s'accomplir avec un véritable désespoir, et dans les emportements de sa douleur, elle avait détrôné son roi qu'elle accusait des malheurs publics, dont les vrais auteurs étaient la Russie, la France et l'Angleterre. La perte de la Finlande était le dernier et le plus grand de ces longs désastres que la fortune lui avait infligés en développant, à côté de sa frêle puissance, le colosse russe. Cette perte la plaçait sous la main de son redoutable voisin, qui n'avait plus qu'à monter sur ses vaisseaux pour venir la frapper dans sa capitale découverte. Elle avait donc un intérêt immense à recouvrer une

province qui formait autrefois le tiers de sa puissance, et qui était pour elle un boulevard indispensable. D'un autre côté, l'acquisition de la Norwége offrait aussi de grands avantages : la nature semblait avoir destiné les deux pays à vivre sous les mêmes lois, car elle les avait attachés l'un à l'autre par le plus irrésistible de tous les liens, le lien géographique. La Norwége se recommandait d'ailleurs par d'admirables développements de côtes, par des pêcheries excellentes, par des forêts merveilleusement riches en bois de construction et d'une exportation facile, enfin par une population peu nombreuse, mais aisée, et renommée par la douceur de ses mœurs. A tout prendre, si la Suède avait eu la liberté absolue de son choix, elle n'eût point hésité entre ces deux provinces; elle eût préféré la Finlande, qui, sous tous les rapports, était pour elle d'une bien autre importance que la Norwége. Mais ici la question politique se trouvait compliquée d'une question de géographie militaire. Pour que la Suède rentrât en possession de la Finlande, il fallait qu'elle l'arrachât par les armes des mains de la Russie, et elle ne le pouvait qu'en embrassant ouvertement l'alliance de la France. S'allier à la France, c'était rompre, non plus d'une manière factice, mais réelle, avec l'Angleterre, s'exposer à ses coups, livrer à ses vengeances sa capitale, et à sa cupidité les forteresses maritimes, les vaisseaux et le commerce du royaume. Puis, une expédition en Finlande par mer, sous le feu des flottes anglaises et russes, était impossible ; elle n'était praticable que l'hiver, par terre, en tournant le golfe de Bothnie à Tornéo. Dans cette saison,

les lacs et les rivières qui couvrent le pays se glacent et peuvent porter une armée; mais cette entreprise, exécutée pour ainsi dire sous le pôle, exigeait d'énormes dépenses, des soldats intrépides et des corps de fer. D'ailleurs, pour que l'armée suédoise remplît sa destination dans une alliance avec la France, il fallait qu'elle pût agir contre la Russie pendant l'été, et non pas dans la saison des glaces. La conquête de la Norwége, au contraire, était une conquête de plain-pied : la Suède n'avait qu'à s'avancer pour s'en emparer. Enfin une circonstance décisive trancha la question. L'Angleterre et la Russie proposèrent à la cour de Stockholm de la lui garantir, si, la guerre éclatant dans le Nord, elle voulait faire cause commune avec elles contre la France. La Russie fit plus : elle lui offrit de s'engager, dans le cas où elle serait vaincue, à faire porter tout le poids de ses sacrifices, dans les négociations de la paix, sur la Finlande, et à la restituer à la Suède. Ainsi, tandis que l'alliance de la France n'offrait à ce royaume qu'une conquête difficile et des dangers de tous genres, l'alliance de l'Angleterre et de la Russie lui assurait des avantages pour toutes les chances : victorieuses, ces deux puissances lui livraient la Norwége; en cas de défaite de la Russie, elle rentrait en possession de la Finlande. Entre ces deux systèmes, la balance n'était point égale; aussi la cour, le sénat, la noblesse, le commerce, avaient-ils un penchant prononcé pour s'unir à l'Angleterre et à la Russie, tandis que les classes moyennes et le peuple, fidèles encore aux vieilles sympathies nationales pour la France, fiers d'avoir à leur tête un des

illustres frères d'armes du grand Empereur, hostiles à l'influence russe, dominés surtout par le désir de recouvrer la Finlande, ambitionnaient l'alliance de Napoléon.

Quant au prince royal, dont la position était compliquée d'intérêts et de devoirs opposés, son rôle était fort difficile. Il avait récemment trop bien donné la mesure de son peu d'attachement à son ancien maître pour qu'on pût le croire maîtrisé dans sa conduite par des scrupules de reconnaissance ; mais il craignait de prendre le rôle d'ennemi personnel de l'empereur Napoléon. Ce grand homme qu'il haïssait déjà mortellement, était encore à ses yeux, comme aux yeux de tous, le monarque le plus puissant, et peut-être bientôt le dictateur de l'Europe. S'il sortait vainqueur de cette dernière lutte, quel sort réserverait-il à son ancien lieutenant déserteur de sa cause? Si un reflet de sa gloire avait suffi pour faire monter Bernadotte sur les degrés d'un trône, certes son bras aurait bien la force de l'en faire descendre. Le prince royal était donc dominé par deux craintes opposées, l'une de compromettre son avenir de roi en se déclarant contre l'Empereur, l'autre de faire violence aux opinions des principaux corps de l'État et de la noblesse, et de perdre leur appui en s'unissant à la France.

Un événement prévu depuis longtemps venait de faire tomber dans ses mains la haute direction des affaires. Le roi Charles XIII, frappé d'apoplexie, se trouva dans l'impossibilité de gouverner par lui-même ; il remit les rênes du gouvernement au prince royal, qui ne les

quitta plus. Son règne véritable date de ce moment. Le premier usage qu'il fit de son pouvoir fut de tenter une combinaison qui pût concilier la délicatesse de sa position vis-à-vis de l'Empereur avec les exigences du commerce suédois et la politique timide du sénat. Le 7 février 1811, il fit venir le ministre de France, et l'entretint longtemps dans ce langage verbeux et à effet qui le caractérise : « Je vais vous dire franchement, monsieur, ce qui bouleverse ici toutes les têtes. On se rappelle que, pour les intérêts de sa politique, l'Empereur a sacrifié la Suède, en autorisant la conquête de la Finlande et des îles d'Aland. Lorsque les États me choisirent, ils ne furent déterminés que par l'espérance de plaire à l'Empereur et d'obtenir, comme le premier effet du retour de ses bontés et de sa protection, le recouvrement de cette province, de sorte qu'à mon arrivée, cette idée folle occupait toutes les têtes. On se croyait tellement sûr de la France, que le bruit courait déjà que j'allais conduire l'armée suédoise en Finlande. Cette exaltation durait encore, lorsqu'au nom de l'Empereur, vous forçâtes le roi à déclarer la guerre aux Anglais, et à faire des règlements prohibitifs, mesures qui contrarièrent l'intérêt réciproque des commerçants, des nobles et des grands propriétaires. Dès lors on jugea que mon avénement n'était point un gage de l'appui de l'Empereur, et que la Suède était entraînée passivement dans la politique de ce monarque. L'opinion, qui était toute française, varia subitement; elle s'est fortement détériorée, et je ne saurais même calculer quels peuvent être ses effets; mais il est

hors de mon pouvoir de la rectifier, si l'Empereur ne vient pas à mon secours, s'il ne prend pas sur ce pays un grand ascendant par ses bienfaits, s'il ne lui donne pas une possession qui la console de la perte de la Finlande, et une frontière qui nous manque. — Voyez, dit-il au baron Alquier en lui montrant une carte générale développée à dessein ; voyez ce qui nous convient. — Je vois, répondit le ministre, la Suède arrondie de toutes parts, excepté du côté de la Norwége. Est-ce donc de la Norwége que Votre Altesse veut parler? — Eh bien! oui, répliqua le prince, c'est de la Norwége, qui veut se donner à nous[1], qui nous tend les bras, et que nous calmons en ce moment. Nous pourrions, je vous en préviens, l'obtenir d'une autre puissance que de la France. — Peut-être de l'Angleterre? répliqua Alquier. — Eh bien! oui, de l'Angleterre; mais quant à moi, je proteste que je ne veux la tenir que de l'Empereur, que Sa Majesté nous la donne, que la nation puisse croire que j'ai obtenu pour elle cette marque de protection : alors je deviens fort, je commanderai sous le nom du roi, et je suis aux ordres de l'Empereur. Je lui promets 50,000 hommes parfaitement équipés à la fin du mois de mai, et 10,000 de plus au commencement de juillet. Je les porterai partout où il voudra ; j'exécuterai tous les mouvements qu'il ordonnera. Voyez cette pointe de la Norwége, elle n'est séparée de l'Angleterre que par une navigation de vingt-quatre heures, avec un vent qui ne varie presque jamais; j'irai là, s'il le veut. L'Em-

[1] Bernadotte nous trompait. Il savait mieux que personne que le fond de la population norwégienne était opposé à une réunion à la Suède.

pereur est assez puissant pour qu'il dédommage le Danemarck; ne peut-il pas lui donner à l'instant même le Mecklembourg et la Poméranie? Si je ne suis plus gêné par le conseil d'État, si la constitution qui anéantit l'autorité du roi et dont on m'écrit que l'Empereur rit si justement aux Tuileries, est modifiée, si je deviens le maître enfin, je jure sur mon honneur de fermer ce royaume au commerce anglais... Dites à l'Empereur que je n'oublierai jamais qu'il a été mon souverain et mon bienfaiteur, que je me regarde ici comme une émanation de sa puissance, et que mon vœu le plus ardent est de mettre à sa disposition tous les moyens de la Suède, qui sont plus importants qu'on ne le pense, et qui peuvent être d'une grande utilité pour la France. Je ne mets aux offres que je fais à l'Empereur que deux restrictions : la première, que les troupes suédoises ne seront jamais portées au delà du Rhin; la seconde, que je les commanderai toujours en personne. »

La réponse de l'Empereur aux offres de Bernadotte ne pouvait être douteuse : sacrifier le plus fidèle de ses alliés à la Suède, qui avait concouru de tous ses efforts à la ruine du système continental, c'eût été tout à la fois une faute politique et une lâcheté. Son ministre à Stockholm eut l'ordre de répondre aux propositions du prince (dépêche du 26 février 1811) que « si une guerre venait à éclater entre la France et la Russie, la France était assez puissante pour se suffire à elle-même; que d'ailleurs il n'entrait pas dans les habitudes de l'Empereur de sacrifier ses fidèles alliés et de les dépouiller pour satisfaire l'ambition de leurs voisins;

qu'aussi longtemps que le Danemarck serait son allié, il ne souffrirait pas qu'il fût porté la moindre atteinte à sa puissance. » C'était là un digne et noble langage.

Cependant l'Empereur, qui voulait ménager Bernadotte sans prendre avec lui des engagements immédiats, donna l'ordre au baron Alquier de le sonder et de s'assurer des conditions définitives dont il ferait dépendre son alliance avec la France. Cette démarche, faite en avril 1811, était au fond une insinuation tendant à déterminer la Suède à modifier ses dernières demandes. Mais Bernadotte et le cabinet de Stockholm se montrèrent immuables : ils continuèrent d'exiger la Norwége. Il fut alors évident pour Napoléon que la Suède avait pris son parti, et que ce n'était point à la conquête de la Finlande, mais à celle de la Norwége, qu'elle avait résolu de consacrer ses forces. Or, l'alliance de cette puissance contre la Russie ne pouvait lui être précieuse qu'autant qu'elle prendrait l'engagement de conquérir elle-même la Finlande et de menacer Wibourg. Tout autre emploi de ses armées lui devenait onéreux ou inutile. La proposition du prince d'aller descendre à la tête de 50,000 Suédois sur les côtes d'Angleterre était un luxe d'audace que, par respect pour le génie de son ancien maître et pour lui-même, il aurait dû s'épargner. Napoléon sentait bien qu'un abîme le séparait de son ancien lieutenant; il se résigna donc, et il abandonna la Suède et son prince royal à leurs destinées, sauf à tenter un dernier effort, au moment décisif, pour le rattacher à lui. Jusque-là il se renferma dans un silence

absolu qui portait tous les caractères d'un dédain superbe. Cette conduite exaspéra Bernadotte : il avait fait à l'Empereur des offres peut-être inacceptables, mais il les avait faites de bonne foi. Il est douteux que, dans la situation fatale où se trouvait son pays d'adoption, il lui fût possible d'en faire d'autres. Sa vanité se révolta contre un refus et un silence qui semblaient trahir un dessein prémédité de le mortifier et de le perdre aux yeux de la Suède entière. Alors l'esprit de vengeance pénétra dans son cœur; sa tête irascible et ardente s'exalta. Tandis que la France le dédaignait, les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg l'accablaient d'offres brillantes, recouraient pour le fasciner aux flatteries les plus insinuantes, se prosternaient devant ses talents militaires, lui attribuaient des victoires dont il n'avait été que l'instrument secondaire, l'entouraient enfin, lui prince sorti des rangs obscurs de la bourgeoisie, naguère républicain fougueux de la Société du Manége, des mêmes respects qu'ils eussent montrés pour un descendant de Gustave-Adolphe.

Une âme moins subjuguée que celle de Bernadotte par une ambition vaniteuse eût succombé à tant de séductions. Il s'y livra tout entier. Il se jeta avec emportement dans les bras de l'Angleterre et de la Russie. Vis-à-vis de la France, il ne garda plus de mesures, s'abandonnant à des paroles d'envie et de colère contre l'Empereur, disant hautement que c'était un génie sans frein et incapable de modération, poussant la hardiesse jusqu'à prédire qu'il se perdrait par l'abus qu'il faisait de sa force et de la faiblesse des autres. De l'offense

dans les paroles, il passa bientôt à l'hostilité dans les actes. On le vit déchirer les derniers voiles qui déguisaient, au moins dans la forme, l'intimité de ses rapports avec l'Angleterre. Le pavillon suédois vint publiquement se placer sous la protection du pavillon anglais. Les navires des deux nations furent employés par des vaisseaux de guerre anglais et se livrèrent de concert au commerce des marchandises avec les ports de l'Espagne et du Portugal. Enfin la Suède fit des armements extraordinaires qui, dans l'état de ses rapports avec la France, semblaient dirigés contre elle. Auprès de torts aussi graves, ceux de la Russie n'étaient que des fautes légères. Alors l'empereur Napoléon résolut à son tour de ne plus garder de ménagements vis-à-vis d'une puissance qui en conservait si peu avec lui. Par ses ordres, les navires suédois furent assimilés aux navires anglais, et leur cargaison saisie ; sans occuper militairement la Poméranie suédoise, il fit saisir et confisquer, au profit de la France, toutes les denrés coloniales qui s'y trouvaient entreposées. A cette nouvelle, Bernadotte furieux fait venir le baron Alquier, et l'apostrophe en ces termes : « Je voudrais bien savoir, monsieur, de quel droit l'Empereur a pu donner des ordres dans un pays où le roi de Suède est seul souverain et indépendant ? » Alquier lui ayant répondu en lui traçant le tableau des griefs de la France contre lui et en lui demandant ce qu'il avait fait pour elle, prince reprit vivement : « Je vous déclare que je ne ferai rien pour la France, tant que je ne saurai pas ce que l'Empereur veut faire pour moi, et je n'adopterai ouvertement son

parti que lorsqu'il sera lié ouvertement avec la Suède par un traité d'alliance ; alors je ferai mon devoir... » Il ajouta qu'il trouvait sa satisfaction dans l'amour des Suédois, qui, dans son dernier voyage, avaient dételé ses chevaux. » J'ai vu, dit-il avec l'intention marquée de blesser l'Empereur et dans ce style emphatique naturel aux méridionaux, j'ai vu des troupes invincibles dont les *hourras* s'élevaient jusqu'aux nues, qui exécutaient leurs manœuvres avec une précision et une célérité bien supérieures à celles des régiments français, des troupes avec lesquelles je ne serai pas obligé de tirer un coup de fusil, auxquelles je n'aurai qu'à dire : En avant, marche ; des masses, des colosses qui culbuteront tout devant eux. — Ah ! c'en est trop, dit le représentant de la France ; si jamais ces troupes-là sont devant les troupes françaises, il faudra bien qu'elles leur fassent l'honneur de tirer des coups de fusil. — Je sais fort bien ce que je dis, reprit le prince ; je ferai des Suédois ce que j'ai fait des Saxons, qui, commandés par moi, sont devenus les meilleurs soldats de la dernière guerre. » Alquier ayant alors insinué que les derniers armements de la Suède étaient inutiles, le prince s'écria avec véhémence : « Je suis plus décidé que jamais à lever de nouvelles troupes ; le Danemark a 100,000 hommes, et je ne sais s'il n'a pas quelque dessein contre moi. D'ailleurs, je dois me prémunir contre l'exécution du projet entamé par l'Empereur aux conférences d'Erfurt, pour le partage de la Suède entre la Russie et le Danemark. Vous pouvez dire à l'Empereur que j'en suis informé, mais que je saurai me défendre,

et il me connaît assez pour savoir que j'en ai les moyens. Personne ici ne me fera la loi. Les Anglais ont voulu se montrer exigeants envers moi; eh bien! je les ai menacés de mettre cent corsaires en mer, et ils ont baissé le ton. Au surplus, ajouta-t-il, quels que soient mes sujets de plaintes contre la France, je n'en suis pas moins disposé à faire tout pour elle dans l'occasion, quoique les peuples que je viens de voir ne m'aient demandé que de *conserver la paix à quelque prix que ce fût, de rejeter out motif de guerre, fût-ce même pour recouvrer la Finlande, dont ils m'ont déclaré qu'ils ne voulaient pas*. Mais, monsieur, qu'on ne m'avilisse pas : je ne veux pas être avili; j'aimerais mieux chercher la mort à la tête de mes grenadiers, me plonger un poignard dans le sein, ou plutôt me mettre à cheval sur un baril de poudre et me faire sauter en l'air. » En prononçant ces dernières paroles, le prince était en proie à l'émotion la plus violente; ses yeux étaient en feu et ses lèvres tremblantes. Alquier, embarrassé et confus, voulait se retirer lorsque le prince l'arrêta par le bras avec un mouvement convulsif et lui dit : « J'exige de vous une promesse, c'est que vous rendiez compte exactement de cette conversation à l'Empereur. »

D'un état de choses aussi violent à une rupture complète, il n'y avait plus qu'un pas, et ce pas, c'est la Suède qui le fit; elle déclara qu'elle n'admettrait plus d'autre législation maritime que celle qui consacrait l'indépendance du pavillon neutre couvrant la marchandise. Dans l'état actuel de l'Europe, ce principe était d'une application impossible, et au lieu d'être une

garantie contre la législation tyrannique des Anglais, il lui prêtait force et appui ; il devenait un acte d'hostilité manifeste contre la France. Napoléon y répondit (fin février 1812) en envahissant la Poméranie, et en donnant à son ministre l'ordre de quitter Stockholm, sans prendre congé du prince ni de la cour. Ainsi, non-seulement toutes relations d'amitié entre la France et la Suède se trouvaient rompues au commencement de février 1812, mais on peut dire qu'elles étaient passées de l'état de paix à l'état d'hostilités ouvertes.

Cependant l'Empereur venait de conclure ses alliances avec l'Autriche et la Prusse : ses ordres pour la marche de ses armées étaient donnés : tout s'ébranlait : nos grandes masses d'infanterie et de cavalerie s'avançaient de l'Oder sur la Vistule : la guerre était presque déclarée : Napoléon était sur le point de quitter sa capitale et de se rendre à Dresde, lorsqu'un dernier effort fut tenté pour rapprocher la France et la Suède et les unir par un traité d'alliance.

Laquelle des deux puissances prit l'initiative dans la négociation qui s'ouvrit alors entre elles ? C'est là un point d'histoire qui reste encore enveloppé de mystère. Ce qui est hors de doute, c'est que l'épouse de Bernadotte se trouvait à Paris dans les premiers mois de 1812, et que ce fut par son intermédiaire que l'Empereur fit connaître au prince royal ses propositions. Tout porte à croire que ce ne fut point accidentellement que cette princesse se trouva chargée d'un rôle dans la négociation qui s'ouvrit alors, et que son voyage en France n'y fut point étranger. Le 6 mars, elle écrivit, sous

la dictée du duc de Bassano, les propositions suivantes :

L'Empereur consentait à offrir son alliance à la Suède aux conditions qu'elle attaquerait la Finlande avec 30,000 hommes, et qu'elle déclarerait la guerre aux Anglais. La France, de son côté, prendrait l'engagement de ne point signer la paix qu'elle n'eût fait restituer la Finlande à la Suède. Entraînée à des dépenses immenses, il lui était impossible de lui donner des subsides en argent; mais elle consentirait à recevoir à Lubeck et à Dantzick pour 20,000,000 de denrées coloniales appartenant à ce royaume.

Bernadotte rejeta ces offres. Dans une lettre qu'il écrivit à la princesse, le 28 mars, il insista sur les difficultés pour la Suède de débarquer une armée en Finlande, ayant devant elle des escadres anglaises, comme d'envoyer cinquante vaisseaux dans les ports d'Allemagne pour y porter les 20,000,000 de denrées coloniales que la France lui offrait d'acheter.

Sans doute, ce prince n'attendait que le dernier mot de l'Empereur pour prendre un parti, car les offres de Napoléon portent la date du 6 mars, et le 24 du même mois, il signa avec la Russie et l'Angleterre un traité d'alliance par lequel elles lui garantirent la Norwége. Sa lettre à la princesse du 28 du même mois fut certainement écrite sous l'influence de cette décision. La négociation avec la France n'en continua pas moins, soit que le prince se crût libre encore et qu'il eût voulu tenter un dernier effort pour se rattacher à sa première patrie, soit qu'il trompât tout le monde, et qu'il espérât

se faire acheter plus chèrement par la France qu'il ne l'était déjà par l'Angleterre et la Russie : en mai 1812, M. Signeul, consul suédois en France, fut chargé de porter à l'Empereur ses dernières conditions :

La France autoriserait la Suède à s'emparer de la Norwége. Le Danemark recevrait en indemnité la Poméranie suédoise et telle autre possession non désignée appartenant actuellement à la Suède. La France avancerait à la cour de Stockholm vingt millions de francs qui lui seraient remboursés après la paix. La restitution de la Finlande serait une des conditions imposées par la France à la Russie. Si l'Empereur agréait ces propositions, le prince royal se mettait tout entier à ses ordres ; il avait en ce moment 50,000 hommes disponibles qu'il conduirait contre la Russie; il ne voyait aucune difficulté à l'occupation des îles d'Aland avec des bateaux plats, ni même, ajoutait-il cette fois, à celle de la Finlande.

M. Signeul, porteur de ces conditions, arriva trop tard à Dresde : Napoléon venait de quitter cette ville pour se rendre à la tête de ses armées. Le duc de Bassano se hâta de lui transmettre les offres du prince royal, et elles lui parvinrent à Posen ; elles ne firent que l'irriter. « Quoi ! dit-il, quand la Prusse et l'Autriche recherchent mon alliance, Bernadotte ose la marchander ! il me traite à la turque ; il me rançonne. L'argent ne sera jamais un moyen dans ma politique ; je ne veux pas de ces amis qu'on ne garde qu'en les payant. D'ailleurs l'Angleterre ne serait-elle pas toujours là pour enchérir sur moi ? La demande de la

Norwége est une autre impertinence... Certes, je n'irai pas dépouiller le Danemark parce que Bernadotte s'est mis cette idée en tête. Qu'est-ce au surplus que la Norwége et quelques misérables millions, dans ce moment où la Suède peut avoir Saint-Pétersbourg à sa discrétion! — Répondez à M. Signeul, écrivit-il au duc de Bassano, que je n'achèterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. »

Ce refus coupa court à toutes relations politiques avec la Suède; notre chargé d'affaires, M. de Cabre, reçut l'ordre de quitter Stockholm, et Bernadotte se livra tout entier à l'alliance anglo-russe.

Si les intérêts généraux de la Suède l'entraînaient du côté de nos ennemis, il en était tout autrement de la Turquie. Nos relations d'amitié naturelle avec cette puissance étaient nettes et précises. L'ennemi contre lequel elle luttait avec tant de peine depuis six ans, dont l'ambition visait hautement à la chasser de l'Europe, qui l'avait successivement dépouillée de la Tartarie, de la Crimée, de la Bessarabie, qui dans ce moment même voulait lui ravir la Moldavie et la Valachie, cet implacable ennemi était le même auquel nous allions déclarer la guerre à la tête de toutes les forces de l'Occident. Dans cette réaction violente du Midi contre le Nord, la Turquie avait donc un beau rôle à remplir. Tout lui imposait la loi d'unir ses armes aux nôtres et de coopérer de toutes ses forces au triomphe d'une cause qui était la sienne propre, plus que celle d'aucune autre puissance. Envisagée sous le point de vue militaire, l'alliance de la Turquie était pour nous d'une

importance majeure. Cependant, jusqu'au mois de janvier 1812, l'Empereur affecta de se tenir vis-à-vis de cette puissance dans une attitude fort réservée, évitant toutes démonstrations trop engageantes, faisant des insinuations plutôt que des offres réelles d'alliance, et se bornant à entretenir ses dispositions amicales en lui répétant sans cesse, par l'organe de son chargé d'affaires, que la France n'armait contre la Russie que pour la forcer à lâcher prise en Orient et dégager la Turquie. Cette réserve excessive à l'égard d'un état qu'il avait un intérêt si capital à fixer dans son système, prouve à quel point il craignait de précipiter une rupture avec Alexandre avant qu'il n'eût transporté son armée sur la Vistule. Ce ne fut qu'à la fin de janvier 1812, dans le moment où il traitait avec l'Autriche et la Prusse, qu'il se décida à proposer formellement son alliance à la Porte. Voici ses conditions :

En cas de guerre entre la France et la Russie, le Grand Seigneur marcherait lui-même à la tête de 100,000 hommes contre cette dernière puissance. La France non-seulement lui garantissait l'intégrité de son empire, mais elle s'engageait à lui faire restituer la Crimée, la Tartarie et toutes les provinces que la Turquie avait perdues depuis quarante ans. La Pologne, dont la destruction avait été si fatale à ses intérêts, serait rétablie. La Porte mettrait au service de la France, pendant toute la durée de cette guerre, un corps de cavalerie turque dont le chiffre serait fixé ultérieurement.

Proposées six mois plus tôt, ces offres eussent été ac-

cueillies par la Porte avec des transports de joie ; maintenant, elles ne rencontrèrent de sa part que des dispositions répulsives. C'est que, pendant ces six derniers mois, de nouveaux désastres étaient venus accabler l'empire et paralyser son action.

La dislocation de la grande armée russe du Danube, au mois de mars 1811, avait d'abord amélioré beaucoup la situation militaire de la Turquie. Le sultan avait compris que c'était pour elle une occasion décisive de réparer ses défaites et de reprendre l'offensive sur tous les points. Un dernier effort fut alors tenté par cet empire débile et mourant pour recréer une armée et se mettre en mesure d'arracher des mains des Russes la Moldavie et la Valachie. Mais c'est avec une peine infinie que le grand-vizir put rassembler et conduire sur les bords du Danube une armée de 40,000 hommes. Elle débuta, du reste, par des succès : elle reprit aux Russes la plupart des places du Danube, dont ils s'étaient emparés, principalement celle de Routschouk, et reportant la guerre en Valachie, elle s'avança pour délivrer les deux provinces grecques. Ces heureuses nouvelles avaient ranimé le courage à Constantinople et réduit au silence les partisans de la paix, lorsqu'un nouveau revers vint détruire les dernières espérances de la Porte. Le général russe Kamenskoi était mort et avait été remplacé par un vieux guerrier dont l'âge avait blanchi la tête, mais non refroidi l'ardeur. Kutusoff reçut, avec le commandement de l'armée du Danube, l'ordre de sa cour de vaincre à tout prix, afin de dicter la paix au plus tôt et de se trouver disponible

pour le moment où commencerait la guerre contre la France. Afin d'accélérer ses succès, l'empereur Alexandre rendit à son armée d'Orient trois des cinq divisions qu'il en avait retirées au mois de mars, en sorte que le nouveau général se trouva en force, non-seulement pour se maintenir dans les deux provinces grecques, mais même pour reporter la guerre sur la rive droite du Danube. La fortune favorisa ses combinaisons. Il profita habilement d'une fausse manœuvre du grand-vizir, qui, opérant sur les deux rives du fleuve, avait divisé son armée en deux corps. Il fondit à l'improviste (fin d'octobre 1811) avec toutes ses forces sur l'un de ces corps et le détruisit complétement. L'armée turque, réduite à quelques milliers d'hommes démoralisés, se trouva hors d'état de tenir tête aux Russes; la campagne était achevée, et cette fois encore à la honte des Turcs et à la gloire de leurs ennemis. A peine Kutusoff eut-il vaincu (8 novembre), qu'il se hâta d'offrir la paix au grand-vizir, et il l'offrit à des conditions bien moins onéreuses que toutes les précédentes. Au lieu de demander la limite du Danube, il se contenta d'exiger la cession de la Moldavie jusqu'à la rivière de Siresth, l'indépendance de la Servie, la cession du territoire turc de l'est de la mer Noire jusqu'au cours du Phase, et 20,000,000 de piastres. Ces conditions furent envoyées aussitôt au sultan, qui, sans les accepter, consentit à ce qu'elles devinssent la matière d'une négociation (janvier et février 1812). Un armistice fut conclu entre Kutusoff et le grand-vizir, et la négociation s'ouvrit à Bucharest.

C'est dans le moment même où la guerre était suspendue sur le Danube, que nos armées se disposaient à franchir l'Oder, et que l'Empereur proposait son alliance à la Porte.

Au fond, bien que les choses prissent à Constantinople une tournure fâcheuse, tout cependant n'était point désespéré pour nous. Le sultan Mahmoud voulait personnellement notre alliance, et il la voulait avec ardeur, avec passion. Signer la paix au moment où l'empereur Napoléon lui donnait la main pour abaisser l'implacable ennemi de son pays, lui semblait une honte et une absurdité; mais tout était conjuré pour faire ployer son énergie et lui arracher la paix. La détresse de l'armée et celle des finances étaient réellement affreuses; les caisses de l'État étaient vides; toutes les ressources avaient été épuisées, jusqu'à l'argenterie du sérail; les ressorts de l'administration militaire étaient brisés; canons, magasins, tentes, cavalerie, équipements, tout était à créer. L'armée organisée ne s'élevait pas à plus de 15,000 hommes. Les populations, surtout celles de la Turquie d'Europe, ruinées et décimées par une guerre de six années, imploraient la paix comme le terme de leurs misères. Il ne restait quelque étincelle d'énergie que dans les rangs des janissaires et parmi les pachas, mais c'était une énergie malfaisante; car chez les uns, elle tournait en révolte ouverte, et chez les autres, en efforts secrets et coupables pour se rendre indépendants. Le grand-vizir et la plupart des chefs du camp étaient à la tête du parti de la paix.

A ces causes de découragement se joignait la crainte de compliquer, par de nouveaux périls, une situation déjà si malheureuse. L'Angleterre déclara à la Porte que, si elle osait s'unir à la France, elle lui ferait une guerre terrible, que rien ne pourrait arrêter le cours de ses vengeances ; que, dût-elle y employer la moitié de ses flottes, elle forcerait les Dardanelles, livrerait le sérail aux flammes, et affamerait la capitale. Puis elle remit sous les yeux du gouvernement ottoman tous nos torts envers lui, réveilla les souvenirs amers de Tilsit et d'Erfurt, lui montra les empereurs de France et de Russie également irrésolus, dominés par un ardent désir d'éviter la guerre, et disposés peut-être à sceller, comme à Tilsit, leur réconciliation par un démembrement complet de la Turquie d'Europe. La fermeté d'âme de Mahmoud venait se briser contre tant de difficultés ; tout ce qui l'entourait était vendu aux Anglais ou découragé par les malheurs publics.

Un homme se chargea, dans cette déplorable crise, du plus infâme de tous les rôles. Le premier drogman de la Porte, Moruzzi, Grec d'origine, dévoué à l'Angleterre et à la Russie qui l'avaient acheté à prix d'or, se chargea de semer la corruption ou le découragement dans le sein du divan, ainsi que parmi les ministres et les chefs du camp. Ce fut lui qui, tenant dans ses mains tous les fils des négociations de la Porte avec les cours de l'Europe, abusa de sa haute position pour tromper la confiance de son maître, égarer son esprit, défigurer à ses yeux la vérité, et ne lui laisser d'autre refuge qu'une paix déshonorante.

C'est Moruzzi qui fut le véritable auteur de la paix de Bucharest.

Cependant, avant de s'y résoudre, Mahmoud voulut connaître l'opinion des grands de l'État : il convoqua un divan extraordinaire où furent appelés les chefs de la loi, les agas des janissaires et tous les ministres, et il lui soumit la grande question de la paix ou de la guerre. Sur cinquante-quatre membres qui composaient ce conseil, cinquante opinèrent pour la paix, et quatre seulement pour la continuation de la guerre. La corruption, l'ignorance et la lâcheté dictèrent cet arrêt solennel. Mahmoud céda enfin : tout ce que son énergie put arracher à l'esprit timoré de ses ministres, ce fut d'obtenir d'importantes modifications aux dernières conditions de Kutusoff. Il exigea qu'au lieu de la rivière du Siresth, ce fût la rivière du Pruth qui servît de limite en Europe aux deux empires; que le port d'Ocana, demandé par la Russie, restât à la Turquie; que la Servie, dont ils réclamaient l'indépendance, continuât de vivre sous les lois de la Porte; enfin qu'ils renonçassent aux vingt millions de piastres par eux exigés. La cour de Saint-Pétersbourg n'était point en situation de se montrer difficile : l'important pour elle n'était point de conclure avec la Turquie une paix glorieuse, mais de faire la paix. Elle consentit aux changements réclamés par les plénipotentiaires ottomans, et la paix fut signée le 28 mai 1812.

A peine le sultan eut-il signé cette déplorable paix, qu'il en eut comme un cruel remords. Notre ambassadeur, le général Andréossy, était parvenu à lui faire

connaître les criminelles intrigues de Moruzzi. La paix, une fois signée, devenait un fait accompli; mais Mahmoud voulut du moins se venger sur son infidèle sujet : il fit tomber la tête du premier drogman et celle de son frère, qui avait trempé dans ses crimes, et confisqua leurs immenses richesses, fruit de leur trahison.

Cependant l'empereur Napoléon avait pris de longue main ses mesures pour que la marche de ses armées sur la Vistule commençât immédiatement après la conclusion de son alliance avec la Prusse. Ce traité fut ratifié le 5 mars, et le même jour, tous ses corps échelonnés entre le Weser et l'Oder se mirent en mouvement et débordèrent sur la Prusse. Dans cet instant décisif, le grand-duché de Varsovie se trouva exposé à d'immenses périls. Les corps d'avant-garde des Russes bordaient la lisière de cet État : il était à craindre qu'à la première nouvelle de l'entrée de nos armées sur le territoire prussien, ils ne fondissent sur le grand-duché et n'en fissent un champ de ruines et de dévastations, sauf ensuite, conformément à leur plan de guerre, à se replier derrière les lignes du Niémen et de la Dwina. Napoléon, comme nous l'avons déjà dit, voulut sauver à tout prix la Pologne, qui était sa tête d'avant-garde contre la Russie, qu'il entourait de ses prédilections, et où sa prévoyance avait, depuis deux ans, amassé de grandes ressources. Il fallait donc qu'il gagnât le temps nécessaire pour transporter son armée de l'Oder sur la Vistule avant que le premier coup de canon fût tiré. Dans cette vue, il fait appeler le colonel Czernicheff, aide de camp de l'empereur Alexandre, et qui, depuis

1809, était resté en France, et, par son intermédiaire, il entame avec l'empereur Alexandre une dernière négociation. C'est le 25 février, le lendemain même du jour où le traité avec la Prusse avait été signé, qu'il se décide à cette démarche. Il commence par lui avouer son traité avec la cour de Berlin. « Dans la position où votre attitude m'a placé depuis quelque temps, dit-il, je devais m'assurer de la Prusse par un traité ou par un coup de main. Le désarmement était un parti trop violent pour ne pas déterminer aussitôt une rupture. Au contraire l'alliance n'est qu'une précaution toute simple de ma part, mais qui laisse intacte entre nous la grande question de la paix ou de la guerre. Plus j'y réfléchis au surplus, moins je m'accoutume à l'idée que la guerre puisse éclater entre l'empereur Alexandre et moi ; car, enfin, de quoi s'agit-il? » Alors Napoléon et Czernicheff abordent les questions qui divisent les deux empereurs. Chacun énonce ses griefs ; sur la question polonaise, Napoléon est prêt aujourd'hui, comme il y a deux ans, à déclarer qu'il ne favorisera point le rétablissement de la Pologne. Sur l'affaire d'Oldenbourg, il refuse d'indemniser le duc dépossédé par la cession de Dantzick. Pour la dernière fois, il offre Erfurt et son territoire. Abordant ensuite la question des neutres, il dévoile enfin tout le fond de sa pensée. Il dit que la Russie a déchiré le traité de Tilsit, puisqu'il est notoire aux yeux du monde entier qu'elle a renoué toutes ses relations commerciales avec l'Angleterre, par l'intermédiaire de prétendus neutres qui n'ont de neutre que la couleur du pavillon, dont les cargaisons, les équi-

pages et jusqu'aux navires sont d'origine anglaise. L'Empereur demande que la Russie rentre dans les conditions du traité de Tilsit, qu'elle mette en vigueur dans ses ports le décret de Milan : comme elle ne peut se passer de denrées coloniales, il admet qu'elle s'en procure par un usage modéré des licences. Enfin il insiste pour la conclusion d'un traité de commerce entre les deux empires, qui modifie l'ukase du 19 décembre 1810. Il termine cette conférence par ces mots : « Aucun de ces débats, colonel Czernicheff, ne vaut un coup de canon ; retournez auprès de l'empereur Alexandre : vous lui remettrez cette lettre ; dites-lui bien surtout que je le prie de ne pas différer davantage la négociation qui doit mettre fin à tous ces malentendus. »

Ainsi l'empereur Napoléon semble tenter un dernier effort pour éviter la guerre ; il se montre, dans cet entretien avec l'aide de camp de l'empereur Alexandre, animé des dispositions les plus faciles ; mais ces dispositions ne sont qu'apparentes. La démarche qu'il vient de faire est un acte mélangé de bonne foi et de ruse, visant à un double but. Il dit franchement sa pensée lorsqu'il pose les conditions dont il fait dépendre le maintien de la paix : ces conditions sont bien réellement son *ultimatum*, quoiqu'il évite de leur donner ce nom, et il désire ardemment que le tzar les accepte, ou plutôt qu'il les subisse avec l'humilité du faible qui reçoit la loi du plus fort. Sa démarche est un piége tendu à son ennemi, en ce sens qu'il veut, à la faveur d'une dernière négociation toute pacifique, enchaîner son bras,

gagner deux mois, et arriver à temps sur la Vistule pour sauver le duché de Varsovie.

Cette pensée se manifeste dans les instructions que reçoit notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg. « Il faut faire comprendre au cabinet russe, lui écrit le duc de Bassano (dépêches du 18 février), que rassembler 400,000 hommes sur l'Oder et la Vistule, ce n'est pas commencer la guerre, mais sortir d'une position humiliante, rétablir l'équilibre entre les deux forces rivales, et se mettre en mesure de discuter sur un pied d'égalité. Il faut absolument, ajoute le ministre, éviter une rupture pour le moment et gagner du temps. » Dans ce but, notre ambassadeur doit commencer par nier tous mouvements de nos troupes sur l'Oder; puis, lorsqu'il ne sera plus possible de les dissimuler, déclarer qu'elles ne franchiront point ce fleuve; enfin, lorsqu'elles s'avanceront de l'Oder sur la Vistule, il dira que ce mouvement n'est point hostile, que Sa Majesté veut être à même de négocier avec tous ses avantages, et de protéger ses alliés menacés. Il proposera, comme de lui-même, une entrevue ou congrès entre le Niémen et la Vistule. Si un seul cosaque entre sur le territoire du grand-duché, Lauriston quittera Saint-Pétersbourg et annoncera la guerre déclarée.

La ruse de Napoléon eut un succès complet. Le chancelier Romanzoff et une partie du conseil d'Alexandre prirent au sérieux la mission dont avait été chargé Czernicheff, et espérèrent de bonne foi que, lorsque les armées et les empereurs se trouveraient en présence, tout pourrait s'arranger par la voie des négociations.

Alexandre ne partageait point la confiance de Romanzoff. La sagacité de son esprit lui montrait un piége là où son ministre s'obstinait à voir un effort sincère de la part de son rival pour négocier. Aussi ce prince inclinait-il visiblement à adopter l'opinion de quelques-uns de ses généraux, principalement du général Beningsen, qui regardaient l'entrée d'un soldat français sur le territoire prussien comme une véritable déclaration de guerre à la Russie, et qui demandaient que 200,000 Russes pénétrassent aussitôt dans le grand-duché de Varsovie et y portassent la ruine et la destruction. Mais comme tout espoir d'arrangement pacifique n'était pas sans doute éteint dans son cœur, il demeura passif en présence du débordement de nos armées sur la Vistule. Le duché de Varsovie fut sauvé.

Cependant l'empereur de Russie veut s'expliquer lui-même avec notre ambassadeur sur les dernières propositions de la France, apportées par son aide de camp Czernicheff. Le 11 avril, peu de jours avant de partir pour Wilna, il fait appeler le comte Lauriston et l'entretient longtemps. Il commence par lui dire qu'il ne voit plus aucun moyen de conserver la paix, puisque l'empereur Napoléon veut le forcer à mettre en vigueur dans ses ports le décret de Milan. « Vous voyez donc bien, ajoute-t-il, que l'Empereur veut interdire à la Russie tout commerce, même avec les neutres. Est-ce là cependant l'esprit du traité de Tilsit, de la convention d'Erfurt? Ai-je pris l'engagement de ne point commercer avec les neutres? Lorsque l'empereur Napoléon a fait le décret de Milan, a-t-il pris des arrangements avec moi?

Suis-je dans l'obligation d'obéir à tous les décrets qu'il croit devoir faire? M'en a-t-il parlé seulement à Erfurt? Il y a trois ans, pourquoi ne pas m'en avoir parlé? C'est depuis un an seulement qu'il élève cette difficulté. Mais encore une fois, où sont mes engagements de ne pas admettre les neutres?... Les engagements que j'ai pris à Tilsit et à Erfurt, je les ai fidèlement suivis, et je veux toujours les tenir. Je ne souhaite pas la guerre, et ne la ferai qu'avec la plus grande peine; le meilleur moyen que pouvait employer l'empereur Napoléon pour abattre l'Angleterre était de faire durer notre alliance, et même de la resserrer. Certes, en ce moment, la joie de l'Angleterre doit être bien grande de voir que deux empires qui avaient été aussi unis sont sur le point d'en venir aux mains, et cependant pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Je le déclare, je ne veux point faire le commerce avec l'Angleterre; mais je veux le faire avec les neutres. Exiger le contraire, c'est fermer absolument les ports de la Russie et lui ôter les moyens d'exister. » Il finit en annonçant à notre ambassadeur son prochain départ. « J'ai besoin, dit-il, dans les circonstances présentes, de voir mes troupes; j'espère revenir à Saint-Pétersbourg; mais que je sois ici, que je sois sur la frontière ou à Tobolsk, partout l'empereur Napoléon me trouvera, s'il le veut, bon ami, fidèle allié, prêt à resserrer les liens qui ne seront point contraires à l'honneur; dites-le-lui bien. » Puis il embrassa Lauriston et le quitta profondément ému; des larmes accompagnèrent ses dernières paroles.

C'étaient là des paroles d'adieu; peu de jours après

cet entretien, il partit de Saint-Pétersbourg et se rendit Wilna au milieu de ses armées. Son discours, qui peint si bien ses anxiétés et sa pensée politique sur la question des neutres, était sa véritable réponse aux dernières propositions de Napoléon. Dans le fait, cette question tranchait la question de la guerre, et ce qui prouve qu'à la fin d'avril il avait perdu tout espérance de paix, c'est l'ultimatum qu'il avait déjà donné l'ordre à son ambassadeur à Paris de soumettre à l'empereur (21 et 30 avril). Par cet ultimatum, la Russie exigeait, comme mesure préalable à toute négociation, que la France évacuât la Prusse et les places de l'Oder, ainsi que la Poméranie suédoise; qu'elle prît avec la Suède des arrangements qui la satisfissent; la Russie continuerait de recevoir des neutres comme par le passé; elle modifierait l'ukase de décembre 1810; enfin elle accepterait les indemnités fixées par la France pour le duc d'Oldenbourg et retirerait sa protestation.

Exiger de Napoléon qu'il évacuât tout d'abord la Prusse et les places de l'Oder, c'était lui imposer une condition qu'une suite de victoires éclatantes eussent à peine justifiée; preuve évidente qu'Alexandre avait pris son parti, et que de part et d'autre l'épée était tirée du fourreau.

L'Empereur ne répondit point à l'ultimatum russe, car sa dignité ne lui permettait point d'en faire même la matière d'une discussion. Il lui eût fallu le rejeter tout entier, et le rejeter, c'était déclarer la guerre. Or, il voulait se réserver l'initiative des hostilités et gagner encore assez de temps pour arriver avec toutes ses

forces sur le Niémen. Il ordonna au duc de Bassano d'éviter toute communication avec l'ambassadeur de Russie. Poussé à bout, Kourakin finit par écrire au ministre que si les propositions de l'empereur son maître n'étaient point admises immédiatement, sans modifications, il regarderait ce refus comme une option pour la guerre, et demanderait ses passe-ports. La déclaration était embarrassante. Le duc de Bassano lui répondit en lui demandant s'il avait des pleins pouvoirs pour signer immédiatement un arrangement définitif. Le prince Kourakin répliqua qu'il se croyait sans doute autorisé à signer une convention sujette, dans tous les cas, à ratification.

Les démarches pressantes de l'ambassadeur russe déterminèrent Napoléon à hâter son départ : il quitta Paris le 9 mai avec l'impératrice pour se rendre à Dresde, où l'attendaient les hommages et les adulations des rois ses alliés. Les fonctions de Kourakin cessèrent par le départ de l'empereur, et il se retira à la campagne, attendant chaque jour ses passe-ports, que le duc de Bassano avait ordre de ne lui expédier que lorsque les hostilités seraient sur le point de commencer.

Le 1er mai, la grande armée française couvrait les rives de la Vistule.

LA PRUSSE EN 1813

L'armée française durant la retraite de Moscou. — L'Empereur part de Smorgoni pour entrer en France. — Désastres causés par le froid. — Destruction de la grande armée. — Attitude de la Prusse et de l'Autriche. — Arrivée de lord Walpole à Vienne. — Envoi du comte de Bubna à Paris. — Le France accepte en principe les bons offices de l'Autriche pour la conclusion de la paix. — Arrivée à Vienne d'un envoyé russe, le comte de Stackelberg. — Défection du général York commandant le corps auxiliaire prussien. — Retraite de Macdonald sur Tilsit, 30 décembre 1812. — Convention de Taurogen entre les Russes et les Prussiens, 31 décembre 1812. — Angoisses du roi de Prusse. — Envoi du prince Hatzfeld à Paris. — Napoléon procède à la réorganisation de l'armée. — Marche envahissante des Russes. — Murat dépose son commandement, 15 janvier 1813 : il est remplacé par le vice-roi. — Évacuation de Varsovie par les Autrichiens, 5 février. — Perte de la ligne de la Vistule. — Stein, commissaire du czar dans la Prusse orientale. — Perplexité de la cour de Berlin. — M. de Saint-Marsan et le maréchal Augereau. — Le roi se retire à Breslau, où il est circonvenu par tous nos ennemis. — Le vice-roi évacue Posen, le 13 février. — Armement de l'Autriche. — Le comte de Narbonne est envoyé à Vienne. — Enrôlement général en Prusse. — Hésitations du roi Frédéric-Guillaume. — Le baron de Stein à Breslau. — Conclusion du traité de Kalisch, 28 février 1813. — Le vice-roi évacue Berlin et repasse la rive gauche de l'Elbe, 2 mars. — L'Autriche nous offre la médiation armée.

Lorsque, le 5 décembre 1812, l'empereur Napoléon était parti de Smorgoni pour retourner en France, la

grande armée, malgré ses pertes, qui étaient immenses, présentait encore dans ses débris une masse imposante. Il avait expressément ordonné au roi de Naples, auquel il avait laissé le commandement, de s'arrêter quelques jours à Wilna, où il avait réuni des approvisionnements considérables, d'y rallier les hommes isolés et valides, et de leur donner des vêtements et des armes; puis le roi devait repasser le Niémen, s'établir sur la ligne de la Prégel, y attendre le 10ᵉ corps, lier ses mouvements à ceux de Regnier, de Poniatowski et de Schwarzenberg, et s'entendre avec eux pour couvrir efficacement la Vieille-Prusse et le grand-duché de Varsovie. Malheureusement les circonstances douloureuses qui pesaient sur l'armée n'avaient point permis que ces sages instructions fussent exécutées, et, à peine de retour à Paris, l'empereur avait reçu les nouvelles les plus affreuses. Tant qu'il était resté à la tête de ses troupes, sa présence, sa résignation, sa fermeté, avaient soutenu tous les courages. Lorsqu'on sut qu'il avait quitté l'armée, il y eut un affaissement universel. Par une fatalité cruelle, les éléments conspirèrent avec son départ pour hâter la dissolution commencée. Le froid s'éleva tout à coup jusqu'à 30°, et la division Loyson, envoyée pour recueillir les débris de l'armée, n'apparut que pour devenir elle-même la proie du fléau; en quelques jours, elle fut moissonnée presque tout entière. La garde, qui jusque-là était restée un corps organisé, fut emportée à son tour; tous les liens de la discipline se rompirent; bientôt ce que l'on appelait encore la

grande armée ne fut plus qu'une masse confuse de malades, d'éclopppés et de traînards, qui, sur une ligne de plusieurs lieues, se précipitèrent sur Wilna, et de là regagnèrent Kowno et le Niémen.

Le 15 décembre au soir, le roi de Naples et les maréchaux arrivèrent à Virballen, s'y arrêtèrent toute la journée du 16, et firent le dénombrement de leur petite troupe. Il ne leur restait plus que 2,500 hommes, 5 ou 600 chevaux et neuf pièces de canon; les hommes étaient dans l'état le plus déplorable; la plupart avaient les phalanges des pieds et des mains gelées; ils étaient hors d'état de rendre aucun service. On alla coucher le 17 à Gumbinen, et les chefs s'occupèrent aussitôt de rallier les débris de leurs corps. Le nombre des éclopppés, des malades, des isolés, qui avaient repassé le Niémen, était incalculable; c'était en quelque sorte une armée tout entière qui semblait rompue plutôt qu'anéantie, et qu'il s'agissait de retrouver. Combien de toute cette foule en restait-il qui fussent encore en état de servir? Il était impossible de le dire; il s'agissait pour le moment de rallier ces hommes, de grouper ceux qui étaient valides encore, de les reformer en bataillons, et, ce qui était plus difficile, de leur rendre l'énergie guerrière et le sentiment de la discipline. L'instinct de leur conservation les avait poussés tous dans les places de la Vieille-Prusse. Les maréchaux et les généraux de division reçurent l'ordre de s'y rendre, d'envoyer partout à la recherche de leurs soldats, et de préparer dans ces places les magasins, approvisionnements de toute espèce et ambulances néces-

saires pour assurer la réorganisation de leurs corps respectifs.

Le désastre était donc accompli; la grande armée, cette armée qui avait été la gloire de la France et la terreur du monde, n'existait plus. Un climat meurtrier, bien plus que le fer de l'ennemi, venait de moissonner du même coup toute une génération de guerriers; c'était un malheur incomparable. La plupart de ces hommes que pleurait la France n'étaient pas seulement des soldats intrépides : vieillis dans les camps, ils avaient acquis en cent combats le sentiment et l'intelligence de la guerre. Tout le génie de Napoléon, tout le patriotisme des citoyens étaient impuissants à réparer de telles pertes. Il n'était pas possible de nous le dissimuler, notre puissance militaire était atteinte et ébranlée dans ses bases. Le prestige de nos armées, jusque-là invincibles, était détruit.

Cependant notre situation, à ne la juger qu'au point de vue exclusivement militaire, était loin d'être désespérée. Le froid n'avait pas plus épargné les Russes que les Français; l'armée de Kutusof, abîmée, n'était plus elle-même qu'un insignifiant débris, et, pendant qnelque temps du moins, la guerre active resterait suspendue. Pour contenir Kutusof, nous avions le 10e corps, qui était de 24,000 hommes, le corps auxiliaire autrichien, qui en comptait 27,000, les Polonais de Poniatowski et les Saxons de Régnier, au nombre de 15,000, les 15,000 hommes du général Heudelet, déjà réunis en partie à Kœnigsberg, enfin une très-

belle division que le général Grenier amenait d'Italie, et dont l'effectif n'était pas de moins de 21,000 hommes. Toutes ces forces, jointes aux débris de la grande armée, s'élevaient dans leur ensemble à 120,000 hommes environ; c'était plus qu'il n'en fallait, si elles restaient toutes fidèles, pour couvrir la Prusse et le grand-duché de Varsovie, et laisser à l'empereur Napoléon le temps de créer une nouvelle armée. La question capitale en ce moment n'était point militaire; elle était toute politique. Il s'agissait de savoir quelle attitude, en présence du grand désastre qui venait de frapper nos armes, allaient prendre nos alliés, la Prusse et l'Autriche. Soudainement émancipées par l'affaiblissement de notre puissance, l'une et l'autre ne seraient-elles pas tentées de rompre des liens qui n'avaient eu d'autre ciment que leurs défaites et nos victoires? Là étaient le nœud de la situation et nos vrais dangers. Aussi l'attention de l'empereur Napoléon était-elle incessamment fixée sur Vienne et sur Berlin. Il était obligé de reconnaître que ces cours, qu'il avait si profondément humiliées, allaient se trouver par la force des choses les arbitres de l'Europe. Attentif à leurs moindres mouvements, il s'efforçait de démêler dans les actes de leurs souverains, dans l'attitude et les paroles de leurs ministres, les indices de leurs secrètes pensées et de leur conduite future.

Les premières nouvelles de nos désastres se répandirent dans les États prussiens au commencement de novembre. D'abord elles n'y trouvèrent aucune créance : les populations ne purent croire que cette armée,

qu'elles avaient vue naguère passer au milieu d'elles si nombreuse et si magnifique, fût presque entièrement anéantie. Bientôt cependant les habitants des provinces prussiennes du nord virent s'acheminer successivement la longue file de nos blessés et de nos malades; alors il ne resta plus de doutes à personne, et ce spectacle, déchirant pour des yeux français, fit tressaillir de joie et d'espérance les peuples ulcérés de la Prusse.

Au milieu des manifestations peu déguisées du sentiment public, le roi demeura impassible. Pas un mot, pas un geste, pas un seul mouvement de sa physionomie ne trahirent ses secrètes pensées. Il continua de se montrer calme, confiant dans la fortune de son allié et dévoué à sa politique. Napoléon mit tout aussitôt sa fidélité à l'épreuve. La Prusse avait plusieurs belles divisions disponibles. Napoléon écrivit directement de Wilna (4 novembre) au roi, pour lui demander de remplacer deux régiments de cavalerie du corps d'York, qui avaient perdu une partie de leur effectif, par deux régiments frais; il émit en outre le vœu que la force du contingent pût être augmentée de 1,000 cavaliers et de 6,000 hommes d'infanterie. Frédéric-Guillaume accorda les deux régiments de cavalerie, mais refusa les 1,000 cavaliers et les 6,000 hommes d'infanterie. Il allégua l'impossibilité dans laquelle il était de faire de nouveaux sacrifices. « Toutes nos ressources sont épuisées, dit M. de Hardenberg au comte de Saint-Marsan, et nous ne pouvons plus concourir par aucun effort extraordinaire à la cause commune. » Les mi-

sères de la Prusse étaient effectivement à leur comble; elles avaient atteint ce degré suprême qui ne laisse plus intacte ni debout aucune fortune, et où les souffrances privées viennent se confondre avec celles de l'État. La grande armée, dans son passage à travers le Brandebourg et la Vieille-Prusse, avait dévoré les dernières ressources de ces contrées sablonneuses et pauvres. La ruine était partout, dans les châteaux comme dans les chaumières, et le trésor public n'avait plus les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables. Toutefois cette détresse financière n'était point un obstacle à la réalisation du désir de l'Empereur. Les 7,000 hommes demandés étaient armés, équipés et rassemblés, et il ne s'agissait que de les diriger sur le Niémen; aussi Napoléon insista. Le 14 décembre, il écrivit de Dresde au roi que, dans les circonstances présentes, il importait absolument que le contingent prussien constituât à lui seul un corps d'armée et pût être porté à un effectif de 30,000 hommes. « En demandant à Votre Majesté d'augmenter ses troupes, disait l'Empereur, je vous prouve combien j'ai de confiance dans le système qu'elle a embrassé. » La lettre se terminait par des témoignages expressifs de félicitations pour le courage et la discipline qu'avaient montrés les troupes prussiennes pendant toute la campagne.

Cette lettre, remise au roi le 16 décembre, modifia ses premières décisions. Le lendemain 17, il reçut M. de Saint-Marsan et lui dit que la lettre de l'Empereur l'avait extrêmement touché, qu'il était très-sensible aux témoignages de confiance pour sa personne

et de haute estime pour ses troupes dont elle était remplie, et il promit de faire ce que désirait l'Empereur, autant toutefois, ajouta-t-il, que le lui permettrait la situation gênée de ses finances. Il insinua timidement que la France, ayant des garnisons nombreuses dans les places de l'Oder, devrait les en retirer, et que la Prusse se chargerait de les remplacer, ce qu'elle pourrait faire sans de trop grandes dépenses ; mais l'intention était trop claire pour n'être pas devinée, et d'une portée trop dangereuse pour être accueillie : elle ne fut pas même relevée, et nous continuâmes à occuper les forteresses de l'Oder. Du reste, le roi tint parole, et, par ses ordres, 5 ou 6,000 hommes d'infanterie furent réunis à Graudentz, sous les ordres du général Bulow, pour être de là dirigés sur le Niémen et rejoindre le corps du général York.

Le soin de convaincre l'Empereur que les sentiments du roi n'étaient point changés fut laissé à M. de Hardenberg, qui s'en acquitta avec une vivacité de langage pleine de sympathie. « L'alliance française, disait-il, n'était pas seulement une garantie de sécurité et d'existence pour la monarchie ; elle seule pouvait l'aider à recouvrer dans les affaires du monde une position que ses malheurs et ses fautes lui avaient fait perdre. Qu'il nous soit permis d'espérer qu'à la paix générale, l'empereur Napoléon donnera à la Prusse une grande existence politique. » Un jour, plus chaleureux encore que de coutume, il dit à notre envoyé : « Dans le cas où l'empereur Napoléon reconnaîtrait l'impossibilité de reconstruire en État indépendant l'ancienne

Pologne, il pourrait peut-être concevoir le dessein de faire le roi de Prusse roi de Pologne. Les côtes et les territoires de la Prusse et de la Pologne présenteraient ainsi une masse compacte qui deviendraient une barrière formidable contre les envahissements de la puissance russe. »

Ainsi, du côté de la Prusse, Napoléon avait lieu d'être satisfait, et il devait être complétement rassuré; la parole de Frédéric-Guillaume lui répondait de la fidélité de ce prince à l'alliance qui l'unissait à notre politique.

La nouvelle de nos désastres produisit sur les peuples de l'Autriche la même impression que sur ceux de la Prusse. Pour les uns comme pour les autres, l'empereur Napoléon n'était pas un allié, mais un maître; tous se réjouirent de ses malheurs, parce qu'ils y virent le prélude du prochain affranchissement de l'Allemagne. Le premier mouvement de l'opinion à Vienne fut de briser une alliance abhorrée. Les plus hauts personnages de la cour représentèrent à l'empereur François que l'occasion était belle pour recouvrer les provinces perdues dans les dernières guerres, que les Russes s'avançaient non en ennemis, mais en libérateurs, que la France, lasse elle-même de sacrifier ses trésors et son sang aux fantaisies d'un conquérant ambitieux, ne demandait qu'à rentrer sous les lois de ses maîtres légitimes, qu'il fallait donc, sans perdre un moment, mettre les troupes sur le pied de guerre, appeler aux armes tous les peuples allemands et marcher sur le Rhin.

Lord Walpole parut bientôt à Vienne, se concerta avec les chefs du parti russe, et fit savoir à l'empereur que, s'il consentait à séparer sa cause de celle de la France, l'Angleterre lui garantirait la restitution des provinces illyriennes, de la Vénétie, de la Lombardie et du Tyrol. L'impératrice fut des plus ardentes à pousser l'empereur dans ces voies extrêmes. C'était une princesse d'un esprit exalté, mais peu judicieux, et qui avait la vanité de jouer à Vienne le rôle que la belle reine Louise de Prusse avait rempli autrefois à Berlin. Heureusement elle n'exerçait aucun crédit sur l'esprit de l'empereur François, qu'elle troublait et fatiguait, et qui sut résister à ses téméraires conseils aussi bien qu'aux séductions de lord Walpole. Ce souverain et M. de Metternich connaissaient les ressources infinies de la France, le génie de son chef, et ils ne croyaient pas qu'il fût aussi facile de les abattre que se plaisaient à le dire les courtisans. Sans doute la France avait perdu une armée admirable, mais ce n'était point le fer de ses ennemis qui l'avait détruite; c'étaient les rigueurs d'un climat terrible, et le fléau n'avait épargné personne. Des deux côtés il y avait égalité de misères et de ruines, une même fermeté d'âme en présence d'aussi grands maux, une même activité pour les réparer. Avant peu de mois, de nouvelles armées allaient se retrouver en présence et se disputer encore une fois la suprématie du continent. Les malheurs de la France avaient pris d'ailleurs l'Autriche au dépourvu. Comme elle n'avait point fait entrer une telle catastrophe dans ses prévisions, elle

ne s'était point mise en mesure d'en tirer parti, et, dans l'hypothèse d'une rupture avec nous, il lui fallait plusieurs mois pour s'y préparer. Elle avait donc toute sorte de raisons pour nous ménager en ce moment. Toutefois elle avait un intérêt trop évident à notre affaiblissement pour n'avoir pas ressenti du désastre qui venait de nous frapper une secrète joie. Avant l'expédition de Russie, la main de Napoléon pesait sur l'Autriche comme sur toute l'Allemagne. Aujourd'hui le cabinet de Vienne entrevoyait le moment où, avec le sentiment de sa liberté, il retrouverait le pouvoir d'en user. Il est vraisemblable que, sur deux points au moins, sa résolution était arrêtée irrévocablement. Le premier était de se soustraire insensiblement aux obligations de l'alliance contractée en 1812 et de proposer aux puissances belligérantes son intervention officieuse et amicale pour les rapprocher et les pacifier, sauf plus tard, lorsqu'elle aurait porté ses armées à l'effectif de guerre, à intervenir hautement comme médiatrice armée. Le second point était de profiter de l'occasion pour se faire restituer d'une manière ou d'une autre, par la France, les provinces perdues en 1809.

L'empereur Napoléon nourrissait de tout autres pensées. Il désirait élargir le cadre de l'alliance contractée avec l'Autriche en 1812, substituer à l'alliance restreinte une entente intime et cordiale, et la consacrer en obtenant qu'elle coopérât aux efforts de la campagne prochaine, non plus seulement avec 30,000 hommes prêtés et se battant à regret ou ne se battant pas du tout, mais avec 60,000 résolus et dévoués. ne

pouvait se dissimuler qu'il n'obtiendrait une coopération aussi précieuse qu'au prix de grands sacrifices : il était tout disposé à les faire; mais la prudence comme la dignité lui commandaient d'attendre, pour préciser la nature et l'étendue de ces sacrifices, que la cour de Vienne lui eût fait connaître si elle était décidée à resserrer les nœuds de son alliance avec lui. Procéder autrement, c'eût été lui livrer prématurément un secret dont elle n'eût pas manqué d'abuser plus tard pour nous rançonner davantage. Avec un cabinet aussi froid et aussi calculé que celui de Vienne, il fallait une réserve extrême et ne nous découvrir qu'au dernier moment.

A son passage à Dresde, le 15 novembre, Napoléon avait adressé à l'empereur d'Autriche une lettre autographe pour lui annoncer son retour en France, et lui demander que le contingent autrichien pût être porté de 30,000 à 60,000 hommes. Il l'avait prié également de lui envoyer un négociateur en l'absence du prince de Schwarzenberg, retenu à l'armée. De retour à Paris, il renouvela ses instances sous les formes les plus pressantes[1]. L'Autriche refusa de nous suivre dans la voie où nous nous efforcions de l'attirer ; elle répondit en nous offrant son intervention officieuse pour nous réconcilier avec nos ennemis. Jamais la parole de M. de Metternich n'avait été plus douce, plus pénétrante. Il protesta du désintéressement de sa cour. « Son unique préoccupation, dit-il au comte Otto, notre ambassadeur,

[1] Dépêches des 8, 12 et 16 décembre 1812 au comte Otto.

était d'utiliser au profit de la paix sa fidélité à la politique française. La France devait être impatiente d'arriver à la paix, et l'Autriche était la seule puissance qui fût en mesure de lui en assurer le bienfait. L'empereur Napoléon pouvait-il espérer de trouver un défenseur plus dévoué, plus chaleureux de ses intérêts que l'empereur François? Si la Russie et l'Angleterre étaient assez aveugles pour repousser ses propositions, alors l'Autriche n'hésiterait pas, et elle embrasserait hautement la cause de la France. »

Le 3 janvier 1813, M. de Metternich fut plus pressant encore. « Parlez-nous franchement, dit-il ; faites-nous connaître ce que vous voulez faire, et mettez-nous en mesure d'agir avec vous comme un bon allié, et envers les autres comme une puissance indépendante. Croyez que nous sommes pénétrés du sens de l'alliance et que nous pouvons vous rendre des services essentiels. » Puis il témoigne les plus vives alarmes des projets conçus par la Russie sur le grand-duché de Varsovie. Il confie à M. Otto que le tsar médite de réunir sous son sceptre toutes les parties de l'ancienne Pologne et d'en faire un royaume distinct dont il serait le roi. Désespérant en effet de relever leur patrie, la plupart des grandes familles polonaises, les Ojinski, les Sapieha, les Lubomirski, poussaient de toutes leurs forces au succès de ce hardi dessein. « Les Polonais, disait M. de Metternich, se laissent prendre à cette amorce; ils sourient à la perspective du rétablissement de leur ancienne patrie sous les lois de l'empereur Alexandre. La Gallicie n'a rien à redouter des Polonais seuls, ni même des Po-

lonais soutenus par les Français, mais il n'en serait pas de même s'ils l'étaient par la Russie. »

Le ministre autrichien ne parlait du chef illustre de la France qu'avec respect et attendrissement ; il s'alarmait des périls qui menaçaient incessamment une vie si précieuse. « S'il entrait dans les convenances de la France, disait-il, de rester pendant un an sur la Vistule, jamais les Russes ne pourraient franchir cette barrière ; mais c'est l'Allemagne, c'est la Prusse, c'est l'Autriche surtout qui souffrent cruellement d'un tel état de choses. Je ne doute pas que vous ne recommenciez la campagne prochaine d'une manière brillante; mais en définitive à quel résultat vous mènera-t-elle? Le peuple russe deviendra plus fanatique encore, plus remuant et plus opiniâtre; il apprendra de vous à faire la guerre, et il profitera de vos leçons pour tomber tôt ou tard sur l'Europe et l'asservir. » Afin de nous amener à ce qu'il désirait, M. de Metternich n'employait pas seulement des paroles caressantes; parfois il lui échappait des mots qui étaient presque des menaces. Il se complaisait à énumérer les forces militaires de l'Autriche ; il montrait tous les peuples germaniques soumis à l'autorité de la maison de Hapsbourg. « Le jour, disait-il, où l'Autriche serait forcée de lever son drapeau contre la France, cinquante millions d'hommes se rangeraient de son côté. »

Afin de remplacer provisoirement le prince de Schwarzenberg, l'empereur François envoya à Paris le comte de Bubna ; mais il lui donna pour instruction de ne prendre aucun engagement, de se borner à prêcher la

paix et de tâcher de démêler à quelles conditions l'empereur Napoléon serait disposé à la conclure. Ce n'était point la médiation, c'était la coopération militaire de l'Autriche, sa coopération active et loyale, que Napoléon désirait obtenir. Le refus de cette puissance lui causa un très-vif dépit, mais il sut le dissimuler. Elle se montrait du reste si confiante dans notre force, si alarmée des desseins de la Russie, si désintéressée elle-même, il y avait tant de danger à lui montrer de la défiance, et, pour peu qu'elle voulût bien y mettre de la bonne foi, elle pouvait, à la faveur de son intervention officieuse, nous rendre de si grands services, qu'il n'hésita pas à accueillir ses offres. Le duc de Bassano écrivit le 7 janvier au comte Otto : « Préalablement il doit être bien entendu que, dans le cas où les dispositions de l'empereur Alexandre rendraient cette démarche inutile, l'Autriche prend, dès aujourd'hui, l'engagement d'agir avec vigueur et de porter la force du corps auxiliaire de 30,000 à 60,000 hommes. Sa Majesté fournirait les sommes nécessaires pour la couvrir de l'augmentation de dépenses qui en résulterait pour elle. » Le duc de Bassano pose ensuite deux hypothèses. La première est celle où la Russie aurait contracté avec le cabinet anglais des engagements qui ne lui permettraient pas de traiter de la paix séparément. « Dans ce cas, dit-il, voici nos conditions. Il y a un point duquel la France ne se départira pas et qui doit être tenu pour invariable, c'est qu'aucun des territoires réunis par des sénatus-consultes ne saurait être séparé de l'empire. Une telle séparation serait considérée comme une

dissolution de l'empire même : il faudrait, pour l'obtenir, que 500,000 hommes environnassent la capitale et fussent campés sur les hauteurs de Montmartre. Hambourg, Munster, Oldenbourg, Rome, sont unis à l'empire par des liens constitutionnels, ils y sont unis à jamais ; mais les provinces illyriennes, la Dalmatie, Corfou, non plus qu'une partie de l'Espagne, ne sont point réunis constitutionnellement à l'empire. Sa Majesté pourrait donc considérer les provinces illyriennes comme des objets de compensation pour des restitutions que ferait le gouvernement anglais. »

Ainsi la restitution des provinces illyriennes était promise à l'Autriche comme le prix de ses loyaux efforts pour rétablir la paix générale. Restait la seconde hypothèse, celle où la Russie, ayant conservé sa liberté d'action, se prêterait à la négociation d'une paix séparée. Le ministre français déclare que, comme cette puissance a eu des succès dus, non à elle, mais à la rigueur du climat, l'Empereur, ne consultant que son amour pour la paix, consentira à affranchir la Russie des obligations du traité de Tilsit, et lui laissera l'intégrité de ses possessions polonaises ; « mais ajoute le duc de Bassano, si ces conditions ne lui suffisaient pas, si elle voulait faire des conquêtes, s'agrandir aux dépens soit de l'Autriche, soit de la Prusse, soit du duché de Varsovie ou de la Turquie, l'Autriche serait la première intéressée à ce que cela n'arrivât pas. La France ne le saurait souffrir. La paix serait impossible. » Du reste, l'Empereur n'entendait aucunement figurer dans la négociation qui allait s'ouvrir ; c'était la cour de Vienne

qui en avait pris l'initiative : c'était à elle de la diriger et de la conduire à bien.

M. de Metternich parut très-satisfait des conditions préliminaires proposées par la France ; il n'hésita pas à les qualifier de très-généreuses. Il annonça que le comte de Lebzeltern et le baron de Wessenberg allaient se rendre prochainement, le premier à Wilna, le second à Londres, afin d'offrir à l'empereur Alexandre et au gouvernement anglais l'intervention officieuse de l'Autriche. M. de Wessenberg signifierait au cabinet britannique que, s'il refusait de prendre part aux négociations, les intérêts anglais seraient considérés comme séparés de ceux du continent, et que l'Autriche ne songerait plus qu'à négocier une paix continentale.

Dans le moment où ces communications d'un caractère si pacifique s'échangeaient à Vienne, un envoyé russe, M. de Stackelberg, s'y présentait au nom de l'empereur Alexandre, et il avait déjà eu plusieurs entretiens avec M. de Metternich. Selon ce ministre, l'envoyé russe aurait, dans la première conférence, tenu un langage si fier, il aurait fait une peinture tellement exagérée des succès militaires du tsar, annoncé d'un air si superbe la résolution de son maître de travailler à délivrer l'Allemagne de l'oppression commune, que M. de Metternich avait été obligé de l'arrêter en lui déclarant qu'il s'abusait beaucoup s'il prêtait au cabinet impérial d'autres vues que celles de rétablir la paix, que l'empereur son maître était invariablement décidé à rester l'allié de la France, et que le recouvrement de ses anciennes provinces serait à ses yeux trop chèrement

acheté au prix d'une seule campagne. « Nous ne nous plaignons pas, aurait déclaré M. de Metternich, et nous ne reconnaissons à aucun cabinet le droit de ressentir nos malheurs plus que nous-mêmes. » Il aurait ajouté que la France avait fait des propositions qui avaient reçu l'approbation de sa cour. Cette déclaration aurait vivement impressionné M. de Stackelberg, qui se serait empressé de répondre que l'intention de la Russie était bien de négocier, mais que vraisemblablement elle n'arrêterait aucune détermination avant de s'être entendue avec son alliée la Grande-Bretagne. « La démarche que vient de faire la Russie est un grand pas, dit M. de Metternich au comte Otto ; comptez sur nous : nous ne lâcherons rien, absoument rien, car nous y sommes pour le moins aussi intéressés que vous. »

Ce langage ouvert et sympathique avait complétement fasciné M. Otto. Déjà, avant ces dernières ouvertures, le 28 décembre, il écrivait : « Au milieu de l'effervescence générale des esprits contre la France, l'empereur est inébranlable. Il répugne à sa loyauté et à son cœur paternel de prêter l'oreille aux suggestions de nos ennemis. Il est mal entouré ; on aiguillonne son orgueil de prince autrichien. Au fond, l'empereur ne cherche que le repos ; il est disposé à tout faire pour l'obtenir. Après les intérêts de ses propres États, il n'a rien tant à cœur que de voir se consolider le gouvernement français et sa nouvelle dynastie. Il craint que des distractions constantes et des guerres toujours incessantes ne laissent pas à l'Empereur le temps d'achever son ouvrage. Il craint pour sa fille, pour son petit-fils, qu'il

affectionne beaucoup; ses inquiétudes ont altéré sa santé. » Le 21 janvier, notre ambassadeur écrivait encore : « J'ai trouvé parfaitement franche et conséquente la politique du cabinet de Vienne. Il a proposé son entremise au moment où il a appris que Sa Majesté quittait Moscou. Les grands désastres survenus depuis n'ont point changé ses dispositions. Il nous a tenu constamment le même langage. » L'empereur d'Autriche se trouvant un jour chez la comtesse Duboucquoi, cette dame parla de la possibilité de recouvrer les provinces perdues. L'empereur l'interrompit par ces mots : « Mon règne a été très-agité, mes peuples sont fatigués de même que moi; je ne cherche que le repos et les moyens de consolider la monarchie. Je désire avant tout que mes peuples soient heureux, et que je puisse mourir en paix. »

Il est incontestable que tout dans l'attitude de l'Autriche, ses actes, son langage et jusqu'à la physionomie de son principal ministre, attestait l'intention de rester en paix avec la France. Elle brûlait certainement de recouvrer les provinces perdues en 1809, en attendant qu'elle pût recouvrer celles perdues en 1806; mais son désir très-sincère était d'arriver à ce grand but par la pacification générale ou continentale, lorsque la défection du général York changea toute la face des choses, déchaîna à Vienne comme partout les haines de nos ennemis, et poussa violemment cette cour hors des voies où elle eût désiré s'engager.

La défection du général York n'a été ni soudaine, ni imprévue. Elle a été, au contraire, le résultat de tout

un ensemble de circonstances qu'il est indispensable de connaître, si l'on veut en apprécier sainement le véritable caractère.

York appartenait à cette noblesse de province pauvre, mais fière et vouée par tradition à la profession des armes. L'éducation n'avait fait que développer chez lui l'aptitude naturelle. C'était un militaire d'une grande distinction. Après la bataille d'Iéna, il commandait l'arrière-garde de l'armée royale qui se replia sur Lübeck, et, dans cette périlleuse retraite, il déploya un sang-froid et une fermeté qui le signalèrent à l'estime du roi. Après la paix, Frédéric-Guillaume le nomma général-major, et le chargea de réorganiser les débris de ses corps rassemblés autour de Memel. A l'occasion de ces nouvelles fonctions, il l'appela souvent près de sa personne, et peu après l'admit fort avant dans sa confiance et dans celle de la reine. York, touché de leur bonté et de leur infortune, sentit redoubler dans son cœur l'attachement qu'il leur portait. Jusqu'en 1812, il ne cessa d'exercer des commandements militaires d'une grande importance sur les frontières du Nord, et, dans cette période d'angoisses qui précéda la grande expédition, il fut initié aux secrets les plus intimes de la politique du roi, investi des pouvoirs les plus étendus, autorisé en certains cas, dont il restait seul juge, à prendre des résolutions qui tranchaient la question de la paix et de la guerre avec la France.

Lorsque le roi eut signé le traité du 24 février 1812, il informa le général York que son corps allait devenir

une division auxiliaire du 10e corps de la grande armée, commandé par le duc de Tarente, et qu'il était placé sous les ordres immédiats du général de Grawert, vieux militaire plein de courage et d'honneur qui avait subi le prestige du génie de Napoléon, et qui avait dû à ses opinions, dont il ne faisait point mystère, d'être désigné par le cabinet français au choix du gouvernement prussien. Le général York n'allait plus avoir qu'un rang subalterne au milieu de ces troupes qu'il avait exercées et disciplinées depuis plusieurs années avec une sorte d'amour, dans l'intention certainement d'en faire les instruments futurs de la délivrance de son pays. Le roi, en lui commandant la soumission, lui avait fait comprendre qu'il attendait de lui cette nouvelle preuve de dévouement. York se résigna, mais il ne resta pas longtemps au second rang dans ce corps d'armée qui était le sien en quelque sorte. Le général de Grawert fut atteint d'une maladie si grave, qu'il fut obligé, le 28 juillet, de remettre provisoirement son commandement entre les mains du général York, et le roi s'empressa de sanctionner un changement qui était selon ses vœux. York ne possédait pas seulement sa confiance; il avait l'habitude des situations violentes qui exigent de l'initiative, assez de pénétration pour deviner ce qui ne pouvait s'écrire, assez de hardiesse pour oser ce qui ne pouvait se commander, et toutefois beaucoup de prudence, de circonspection, et un dévouement à toute épreuve. Il n'était pas jusqu'aux aspérités de son caractère, à son humeur hautaine, à la sécheresse de ses manières, qui dans les circonstances actuelles ne

dussent concourir au succès de la mission dont il était chargé.

Après un combat livré le 19 juillet, sur les rives de l'Aa, et dans lequel les Prussiens avaient montré un élan remarquable, le duc de Tarente avait autorisé le général Grawert à discuter et à régler avec le général Essen, gouverneur de Riga, les conditions d'un échange de prisonniers. York, sans y attacher aucune arrière-pensée, crut pouvoir continuer ces négociations, et il eut, à cet effet, une entrevue avec le général Essen, qui profita de l'occasion pour lui faire de secrètes ouvertures de la nature la plus compromettante. C'est à cette même époque qu'un Français, qui avait suivi la fortune de Moreau, et qui venait de prendre du service en Russie, le colonel Rapatel, évoquait l'amitié qui unissait autrefois Macdonald et le général exilé, et tentait d'ébranler la fidélité du premier.

Le général York avait repoussé avec indignation les offres d'Essen, rompu toutes négociations avec lui, et en avait aussitôt informé le roi. Ce souverain était en ce moment aux eaux de Tœplitz. Il répondit, le 12 septembre, au général qu'il partageait sa manière de voir quant à la nature compromettante des ouvertures qui lui avaient été faites, mais que néanmoins il lui paraissait désirable qu'il renouât la négociation commencée. Le chancelier d'État, baron de Hardenberg, écrivit le lendemain 15 au général : « L'exécution de l'ordre du roi exige la plus grande prudence. Pour éviter toute fausse interprétation, votre Excellence trouvera sans

doute dans son expérience éprouvée les meilleurs moyens à choisir. »

Ces lettres, où les secrètes et timides tendances du roi se trahissaient à peine sous les voiles d'une phraséologie énigmatique, eussent été pour tout autre inexplicables; mais habitué à lire dans les replis de l'âme troublée et irrésolue de son souverain, York y démêla les nouveaux indices de cette mobilité qui poussait incessamment ce prince à ménager tous les intérêts, à caresser toutes les chances, à épier, sauf à n'avoir point le courage d'en profiter, toutes les occasions de sortir de la douloureuse situation où l'avaient placé ses fautes et ses malheurs. Il devina qu'on attendait de son dévouement d'autres preuves que de seconder vigoureusement les entreprises du duc de Tarente, et que sa mission commençait à devenir plus politique que militaire.

La garnison de Riga ayant reçu de puissants renforts, le général Essen entreprit, du 27 septembre au 1er octobre, une série d'opérations qui furent toutes malheureuses, et dans lesquelles il perdit environ 10,000 hommes, dont 6,000 tués et blessés et 4,000 prisonniers. Les Prussiens, conduits par York en personne, montrèrent dans ces diverses affaires autant d'intrépidité que d'intelligence. Macdonald, empressé à saisir toutes les occasions de gagner la confiance du général York, rendit un éclatant hommage à sa belle conduite et à celle de ses troupes; mais York, indifférent à ces flatteuses avances, n'y répondait qu'avec une politesse froide et dédaigneuse. En vain Macdonald s'efforçait-il

de l'attirer dans son cercle intime; le taciturne général s'en tenait obstinément écarté et ne semblait occupé qu'à empêcher tout contact étranger d'altérer dans son unité nationale le corps placé sous ses ordres.

Cependant l'hiver approchait. L'on reçut à Riga, au commencement de novembre, les premières nouvelles de notre retraite de Moscou. Le 4, le gouverneur de Riga en donna secrètement connaissance au général York et les fit répandre dans le camp prussien; il écrivit au général : « Arrêtez Macdonald, donnez à vos compatriotes l'exemple d'une résolution courageuse. Vous avez tout à gagner, rien à perdre; montrez cette lettre au roi. » York transmit immédiatement ces faits à Potsdam par l'intermédiaire d'un jeune officier que sa naissance rattachait à la famille royale, le comte de Brandebourg.

Le gouvernement russe était mécontent des échecs militaires qu'avait essuyés le général Essen, plus mécontent encore du peu de tact qu'il avait montré dans la négociation secrète avec York : il le remplaça par un Italien doué d'une certaine dextérité et surtout de beaucoup de faconde, le marquis de Paulucci. La mission confiée au nouveau général, comme à Essen, était de combattre le duc de Tarente à la fois par les armes et par les manœuvres déloyales de l'embauchage et de la défection. Le 14 novembre, quatre jours après son arrivée à Riga, Paulucci écrivit à York pour l'exciter à jouer le rôle de La Romana : « Les bulletins ci-joints, lui disait-il, vous montreront la situation désespérée dans laquelle se trouve l'ennemi implacable de votre pays.

le second Attila qui a renouvelé de nos jours toutes les horreurs du temps des Huns et des Vandales. Les circonstances mettent la Prusse en état de devenir le juge suprême du sort de l'Europe, et elles vous appellent vous-même à être le libérateur de votre patrie. »

L'honneur militaire commandait au général York de laisser sans réponse un pareil message; il répondit cependant : « Je prie Votre Excellence d'être bien convaincue que je ne connais et ne connaîtrai jamais d'autre intérêt que celui de mon roi et de ma patrie; mais permettez-moi de vous faire remarquer qu'un homme mûri par l'expérience ne voudra jamais compromettre ces intérêts sacrés par une *action émancipée ou prématurée*. L'exemple de La Romana ne m'est point applicable. »

Le général comte de Wittgenstein vint joindre ses efforts à ceux de Paulucci. Il écrivit à York : « Je vous offre la coopération de mon corps d'armée pour aider à l'anéantissement de ces forces oppressives qui ont réduit la Prusse à prendre part aux entreprises insensées de Napoléon. J'ai avec moi 50,000 hommes de braves troupes qui la plupart ont déjà combattu pour la cause de la Prusse sur les champs de bataille de Pulstuck, d'Eylau, d'Eilsberg et de Friedland. »

En même temps que les généraux russes ourdissaient cette trame, le général Steigel recevait l'ordre de prendre, de concert avec Wittgenstein et Paulucci, une offensive hardie, de se jeter sur les cantonnements disséminés du 10e corps et de le refouler sur Tilsit. Cette attitude menaçante de l'ennemi et la nouvelle de l'arrivée de la

grande armée sur Smolensk déterminèrent Macdonald à se concentrer autour de Stalgen. En conséquence, il rappela la division Grandjean, qu'il avait dirigée vers Plosk, afin de dégager Gouvion Saint-Cyr, et attendit de pied ferme dans ses cantonnements les attaques des Russes. De son côté, le marquis de Paulucci rassembla ses forces et sortit de Riga. N'éprouvant qu'une faible résistance, il devint plus entreprenant. L'intention du maréchal Macdonald était de l'attirer loin de la place, de l'engager insensiblement, puis de fondre sur lui, de le couper de Riga et de l'écraser. L'ennemi tomba dans le piége, perdit six de ses bataillons, tandis que de notre côté les pertes furent insignifiantes. Dans cette série de combats qui ne durèrent pas moins de six jours et par un froid très-rigoureux, toutes les troupes qui faisaient partie du contingent rivalisèrent de valeur et d'intelligence. Ce fut la dernière fois que Prussiens et Français mêlèrent sur le même champ de bataille leur sang et leurs trophées.

Enflammée par les récits de nos désastres et les excitations des généraux russes, la haine profonde que nous portait York commençait à se manifester en toutes occasions. Irascible et insoumis, il contrariait tous les plans de Macdonald. Sur les champs de bataille, il n'était plus le même homme : on eût dit qu'il s'appliquait à refroidir l'ardeur de ses troupes en refusant la victoire lorsqu'elle s'offrait à lui. Sa correspondance avec le maréchal ne tarissait point en récriminations. Un jour il se plaignait des positions périlleuses assignées à ses troupes; un autre, qu'elles

manquaient de tout, que ses chevaux mouraient de faim, et il demandait, dans une forme impérieuse, de nouveaux cantonnements. Pendant longtemps, le duc de Tarente avait supporté avec une patience inaltérable les torts de son subordonné, aimant mieux les imputer à son humeur acrimonieuse qu'à un plan de conduite prémédité; mais enfin, poussé à bout, il écrivit, le 29 novembre, au général York : « Toute votre conduite est une suite d'infractions à l'obéissance que vous me devez comme à votre commandant en chef. Jusqu'ici, j'ai opposé la douceur et la condescendance à la haine peu dissimulée que vous portez à tout ce qui est Français. » Puis il lui prouva, par les rapports des intendants généraux de Courlande, que sa sollicitude n'avait jamais failli un seul jour, et il ajouta : « Je suis trop sincère pour vous cacher que j'instruirai l'Empereur de vos dispositions, afin qu'il puisse s'en entendre avec le roi votre maître. Avant de finir, je veux vous dire, en me servant des propres termes de Votre Excellence, que si vos chevaux crèvent, ce ne sera pas de faim, mais d'embonpoint[1]. »

Le 30 novembre, les Russes firent une nouvelle sortie et attaquèrent nos cantonnements. Cette fois encore ils furent repoussés, et ils eussent été complétement défaits, si, à dix heures du matin, au plus fort de l'action et à la grande surprise de l'armée, le général York n'eût fait tout à coup cesser le combat et la poursuite. A cette nouvelle, Macdonald éclate indigné, et

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

le 2 décembre il écrit de Stalgen au major général : « Le général York n'a pas su, ou plutôt n'a pas voulu profiter des avantages que la fortune lui a offerts le 30 novembre; il a suspendu le combat et la poursuite, fait écharper le lendemain quatre de ses bataillons, et les jours suivants laissé insulter ses avant-postes. »

Ce même jour, 30 novembre, York chargea un de ses aides de camp, le capitaine Schack, de porter à Potsdam les lettres de Paulucci et de Wittgenstein, ses propres réponses, et le récit de ses derniers démêlés avec le duc de Tarente. Il voyait s'approcher, avec une émotion qu'il ne pouvait plus contenir, le moment où son pays pourrait reprendre dans les affaires du monde la haute situation que lui avaient fait perdre ses malheurs; mais il fallait, sans plus tarder, saisir l'occasion. Le 5 décembre, le général écrivit au roi qu'en faisant la paix avec l'empereur Alexandre aux dépens de la Prusse, comme il l'avait faite à Tilsit, Napoléon écarterait les dangers que venaient d'attirer sur son trône les désastres de la grande armée; qu'il ne manquerait pas de saisir cette chance de salut, si on lui en laissait le temps; qu'il s'agissait de prévenir à tout prix une telle calamité, et qu'on le pouvait de deux manières, soit en s'arrangeant directement avec la France et en lui arrachant d'autres conditions que celles de l'alliance de 1812, soit en traitant avec les Russes et en anéantissant les derniers débris de l'armée française. Il ajoutait, dans des termes respectueux, mais fermes, que l'honneur comme le salut de la maison de Hohen-

zollern commandaient une résolution prompte et hardie. Il terminait en suppliant son souverain, dans le cas où sa conduite lui semblerait en quelque point répréhensible, de vouloir bien accepter sa démission et lui désigner un successeur. Celui de ses aides de camp qui était le plus avant dans sa confiance, le major Seidlitz de Müllen, fut chargé de porter à Potsdam cet important message.

De son côté, Paulucci pressait de ses plus vives instances le général York de séparer son drapeau de celui de Macdonald. Il lui envoya le récit du désastreux passage de la Bérésina, et le supplia de lui accorder au moins une entrevue. York lui répondit le 8 décembre : « Une démarche imprudente de ma part pourrait forcer le roi à s'éloigner de ses États et tout perdre. Une entrevue avec Votre Excellence me semble, quoique je la désire, impossible ; je suis trop surveillé. » A Potsdam, l'on était livré à toutes les angoisses de l'irrésolution et de la peur. Ne sachant que répondre aux instances du général York, n'osant point l'exciter à la défection, ne voulant pas non plus le décourager, bien moins encore le rappeler, dominé par la crainte d'exposer ses États, sa royale maison, sa personne peut-être, aux ressentiments légitimes d'un allié trahi, le roi retenait tous les officiers qui lui avaient été successivement expédiés. Aussi le major Seidlitz de Müllen avait-il emporté de Mittau des instructions qui lui enjoignaient d'insister absolument auprès du roi pour qu'il le renvoyât avec une solution et des ordres. Après beaucoup d'irrésolutions, il fut enfin décidé que cet officier re-

partirait le 21 décembre. Le matin de ce jour, le major vint prendre congé du roi, et le supplia de vouloir bien lui dire comment devait agir son général. A cette prière, le roi tressaillit : « L'empereur Napoléon, dit-il, est un grand génie, il sait toujours trouver des moyens de salut. » Alors le major Seidlitz crut devoir poser la question en ces termes précis : « Dans le cas où la ruine des troupes françaises serait aussi complète qu'on doit maintenant le supposer, le roi veut-il que nous restions strictement fidèles à l'alliance? » Pour toute réponse, le roi dit ces simples mots : *Selon les circonstances;* puis il leva immédiatement l'audience et congédia le major.

Cependant les événements se précipitaient. Le 9 décembre, le prince Berthier écrivit de Wilna, par ordre du roi de Naples, au duc de Tarente, que l'Empereur avait quitté l'armée, que tous les corps se retiraient sur le Niémen, et il l'invita à diriger celui qu'il commandait sur Tilsit. Cette lettre, au lieu d'être expédiée par triplicata et à toute vitesse, fut confiée à un étranger, à un Prussien, le major Schrenck, qui employa neuf jours à faire un trajet qu'il aurait pu faire en trois, et qui ne la remit au maréchal que dans la journée du 18. Une seconde lettre, beaucoup plus explicite que la première et datée du 14, informa le duc de Tarente de la véritable situation des choses. Elle lui apprit la détresse de l'armée, l'impossibilité qu'elle tînt pied nulle part, son mouvement de retraite sur les places de la Vistule, et l'intention toutefois du roi de Naples d'attendre à Gumbinen l'arrivée du 10e corps. Il était

prescrit à Macdonald, conformément aux instructions laissées par l'Empereur, de se diriger sur Wehlhau et de prendre position sur la ligne de la Pregel. Ces nouvelles navrèrent de tristesse le duc de Tarente. Déjà les sinistres rumeurs qui circulaient dans le camp ne l'y avaient que trop préparé. Il déplora amèrement le retard qu'on avait mis à lui envoyer des ordres. Il écrivit le 20 au major général : « Je suis accablé de douleur en pensant que le 10e corps, averti à temps, aurait pu servir de noyau à la grande armée et la flanquer avant l'évacuation de Kowno. » Il ne cacha pas au prince que les dispositions dont était animé le contingent prussien lui causaient de vives inquiétudes, et il le supplia de ne pas l'abandonner dans cette situation critique. Sa lettre se terminait par ces mâles paroles : « Pour sauver le 10e corps, je ferai tout ce que l'honneur commande, tout ce que le devoir prescrit : je ferai plus que l'impossible. » Murat envoya au-devant de lui, pour le recueillir et le soutenir, le maréchal Ney avec douze bataillons de la division du général Heudelet.

Quelque diligence qu'il y apportât, il fut impossible au maréchal Macdonald de lever ses camps avant le 20 décembre ; il divisa son corps en deux colonnes : la première, forte de 11,000 hommes, composée des divisions Bachelu, Grandjean et Massenbach, dont il prit lui-même la direction ; l'autre, plus faible, destinée à former l'arrière-garde sous les ordres du général York ; puis, ouvrant la marche, il se porta vivement sur Tilsit. Malheureusement les Russes l'avaient par-

tout prévenu. Wittgenstein avait inondé le pays de partisans et fait occuper par de fortes colonnes d'infanterie et plusieurs batteries d'artillerie les défilés par lesquels il devait passer. De leur côté, les Cosaques de Benkendorf, de Tettenborn et du jeune Kutusoff, au nombre de 2,000, avaient fait irruption dans Tilsit et en avaient chassé les 300 hommes qui en formaient la garnison sous les ordres du commandant Terrier, en sorte que Macdonald se trouva un instant coupé des places de la Vistule, des débris de la grande armée et du général York. Au moment où il débouchait sur Pictupohnen, il trouva devant lui une masse de cavalerie et d'infanterie russe; une autre colonne, conduite par le général Diebitch, opérait sur son flanc droit. Macdonald, admirablement secondé par les hussards noirs et les dragons de Massenbach, fondit sur les Russes, leur tua et blessa 1,500 hommes, leur en prit 600, et poursuivit sa marche. Ses dangers cependant renaissaient à chaque pas. Enfin, après huit jours de marches pénibles par un froid de 25 degrés, grâce à l'admirable discipline qu'il sut maintenir dans son corps, à l'habileté avec laquelle il sut déjouer les projets de l'ennemi, en tournant les obstacles et en changeant de route, il parvint à gagner Tilsit, qu'à son approche les Cosaques de Tettenborn et du général Kutusoff s'étaient hâtés d'évacuer. Il y arriva le 28, en informa aussitôt le major général, et lui annonça que la seconde colonne le rejoindrait certainement le soir même, ou au plus tard le lendemain. Le 29, le général Bachelu s'avança sur Regnist, où s'étaient retirés les escadrons

du jeune Kutusoff et de Benkendorf, et les força de s'éloigner. Toute cette journée se passa sans qu'on eût aucune nouvelle des généraux York et Kleist. Macdonald ne dissimulait point son anxiété, que semblaient alors partager le général Massenbach et son état-major. Même silence dans la journée du 30 ; mais le soir de ce jour on remarqua un changement soudain dans la physionomie des officiers prussiens. De soucieuse et agitée qu'elle était la veille, elle était redevenue calme, elle trahissait même une joie contenue, et l'on sut que le matin un message secret leur était parvenu. Enfin la fatale nouvelle arriva.

A peine le général York avait-il ébranlé ses troupes, qui se composaient de 7,500 hommes d'infanterie, de 300 hussards et de 31 pièces de canon, que les généraux Lewis et Diebitch se lancèrent à sa poursuite, le débordèrent et interceptèrent ses communications avec le duc de Tarente. Le 25 décembre, au moment où les Prussiens allaient déboucher de Taurogen, le général Diebitch envoya un parlementaire à York pour solliciter de lui une entrevue. La situation des Prussiens était critique ; ils traînaient après eux une quantité de fourgons et d'ambulances et un matériel d'artillerie considérable qui embarrassaient leur marche ; mais les Russes n'étaient en mesure de leur opposer que de faibles détachements. La plus forte de leurs colonnes avait été à peu près détruite par Macdonald à Pictupohnen, et York avait plusieurs marches d'avance sur Wittgenstein. Pour des gens de cœur décidés à s'ouvrir la route l'épée à la main, il y avait certitude de

rejoindre Macdonald. York néanmoins accepta l'entrevue et dès lors se livra moralement. Diebitch s'attacha à le convaincre que s'il persistait à se retirer sur Tilsit, il perdrait infailliblement ses convois et son artillerie. L'entretien se termina sans qu'il eût été pris aucun arrangement.

Le 27, York écrivit à son souverain : « Depuis deux jours, je suis coupé du maréchal Macdonald ; je ne crois pas que je réussisse à me réunir de nouveau à lui, et je serai forcé, dans le cas où je serais enveloppé par un corps russe, de songer à sauver, avant tout, l'armée du roi. Je suis du reste sans instructions : ni le comte de Brandebourg, ni le capitaine Schack, ni le major Seidlitz ne sont encore revenus de Potsdam. Je suis donc, avec la meilleure volonté du monde, exposé à me tromper. Si je fais mal, je mettrai sans murmurer ma vieille tête grise aux pieds de Votre Majesté : la crainte de lui déplaire me préoccupe. »

L'on touchait au moment décisif, et c'était pour ce moment que l'astucieux Paulucci avait tenu en réserve un dernier et suprême moyen. Le 26 décembre, le comte de Dohna se présente de sa part devant le général York, et lui remet une lettre de l'empereur Alexandre, datée du 6 décembre et adressée au gouverneur de Riga. L'empereur l'autorisait à déclarer au général York qu'il était prêt à conclure avec la Prusse un traité par lequel il s'engagerait à ne mettre bas les armes qu'après avoir obtenu pour la Prusse une extension de territoire assez considérable pour lui rendre, parmi les grandes puissances européennes, la position qu'elle

avait avant la guerre de 1806. A la lettre de l'empereur Alexandre en était jointe une autre du marquis de Paulucci, dans laquelle ce général recourait tour à tour aux plus pressantes sollicitations, à la flatterie, à l'imposture même, présentant l'armée russe comme étant dans la position la plus florissante, et enfin à la menace, si le général prussien refusait de signer la convention. La passion qui remplissait depuis longtemps le cœur d'York ne le portait que trop à en finir et à se démasquer. La lettre de l'empereur Alexandre le décida, et le 28 dans la soirée il remit au comte de Clausewitz, officier prussien qui était passé au service des Russes et que lui avait envoyé le général Diebitch, la déclaration suivante : « Je resterai aujourd'hui 29 à Taurogen, et demain 30 je pousserai mes colonnes, sans être inquiété, dans la direction de Tilsit. Alors, si d'une part je trouve la route de Tilsit occupée, si de l'autre un corps ennemi me ferme le chemin de Neustadt, si enfin je ne puis reculer, je conclurai la convention suivante :

« Le corps placé sous mon commandement conservera les positions de Tilsit et de Memel, et tout le pays situé entre ces deux points. Sur ce terrain neutre, le corps restera inactif jusqu'à ce qu'il ait reçu du roi mon maître une nouvelle destination. Dans le cas où le roi ne m'approuverait pas, je resterai libre de me diriger vers le point que m'indiquera Sa Majesté. »

Le 29, Seidlitz arriva de Berlin, et ce même jour le général reçut par le capitaine de dragons Wentsdorf un message verbal du maréchal Macdonald qui l'infor-

mait de la défaite des Russes à Pictupohnen et lui prescrivait de hâter la marche de sa colonne. A la lecture de cette lettre, York crut qu'il était le jouet des impostures de Paulucci et de Diebitch; il dit à Clausewitz : « Je ne veux plus avoir rien à démêler avec vous; je ne conserve plus aucun doute : vos troupes ne paraissent pas; vous êtes trop faibles; je vais marcher en avant et m'abstenir désormais de négociations qui pourraient me coûter la tête. » Pour toute réponse, Clausewitz lui remit une dépêche adressée par le général d'Auvray, aide de camp du comte de Wittgenstein, au général Diebitch, qui lui faisait connaître les positions que les divisions russes devaient occuper dans la journée du 31. York lut cette lettre attentivement, puis, tendant la main à Clausewitz, il lui dit : « Je suis tout à vous. Rapportez au général Diebitch que je me trouverai demain matin aux avant-postes russes. » Il renvoya immédiatement Wentsdorf non à Macdonald, mais à Massenbach pour l'instruire de tout; puis il réunit autour de lui ses généraux et officiers et leur dit : « L'armée française a été anéantie, foudroyée par les décrets de la Providence. Le moment est venu de recouvrer notre indépendance en nous alliant aux Russes. Quiconque voudra, comme moi, risquer sa vie pour sa liberté et sa patrie n'a qu'à suivre mon exemple. Quelle que soit l'issue de l'entreprise que je tente aujourd'hui, je garderai, en tout cas, mon estime à ceux qui, ne partageant pas ma manière de voir, ne voudront pas s'associer à mes résolutions. Si je réussis, le roi notre maître daignera peut-être

me pardonner; si j'échoue, ma tête est perdue. » Pas une voix ne s'éleva pour protester contre la résolution du général.

Le 31 décembre, la convention fut conclue et signée à Taurogen dans les termes précis qu'avait rédigés le général York. A la lecture de l'ordre du jour qui leur annonçait la conclusion de la convention, les troupes témoignèrent une joie délirante, prélude des sentiments qui bientôt allaient faire explosion dans la nation prussienne tout entière. York informa immédiatement de sa conduite le roi et Macdonald. Il écrivit au roi : « ..... Si je me suis trompé, je mourrai fusillé, avec calme et sérénité, ayant la conscience d'être toujours resté fidèle sujet et bon Prussien. Le moment est arrivé, pour Votre Majesté, de se soustraire aux désastreuses exigences d'un allié dont les vues sur la Prusse, si la fortune lui était restée fidèle, sont encore enveloppées d'un voile impénétrable. Ce sont ces considérations qui m'ont décidé. Puissent-elles aider, avec la volonté de Dieu, au salut de ma patrie! »

La défection du général York fut suivie immédiatement de celle de Massenbach. Il avait sous son commandement direct deux batteries d'artillerie, six bataillons d'infanterie et dix beaux escadrons de cavalerie. Ayant été averti de se tenir prêt à combattre, il leur avait fait prendre les armes, et toutes ces troupes semblaient attendre sur la rive gauche du Niémen l'ordre de marcher, lorsqu'à un signal donné elles se dirigèrent au pas de course vers le nord, passèrent le fleuve sur la glace, et livrèrent perfidement Macdonald, qui n'avait

plus ni cavalerie, ni canon, ni subsistances, aux coups des escadrons de Tettenborn, de Benkendorf et de Kutusoff. « Le général York, écrivait Macdonald au major-général, le 1er janvier 1813, a justifié pleinement les présomptions que j'avais contre lui ; j'avais lu dans son âme qu'il était notre ennemi le plus implacable, mais jamais je ne l'aurais cru capable d'une trahison aussi noire ! Du moins je me flattais que le corps prussien ne la partageait pas. J'ai eu constamment pour ces troupes les procédés les plus délicats, et j'avais une confiance entière dans leurs sentiments d'honneur. »

Les sympathies personnelles de Frédéric-Guillaume, non moins que les passions de son peuple, le poussaient irrésistiblement vers nos ennemis. La trame ourdie avec les généraux russes préparait la rupture des liens qui l'unissaient à la France. D'un mot, il aurait pu tout arrêter ; ce mot, il ne l'avait pas dit, et, par son silence, il s'était rendu solidaire de la défection du général York. Toutefois, il ne pouvait se dissimuler que cet acte, consommé dans la vue de hâter sa délivrance, pouvait également le perdre. A la nouvelle que le général York avait traité avec les Russes, l'empereur Napoléon ne se persuaderait-il pas qu'il n'avait agi que par l'ordre exprès de son souverain ? La vengeance ne suivrait-elle pas immédiatement la trahison ? Les Français étaient maîtres de Berlin et des places fortes. Ils tenaient tout le pays, la personne du roi était en quelque sorte entre leurs mains. Qui pouvait prévoir à quelles extrémités la colère, une politique inexorable, la nécessité de s'assurer un otage ne les pousseraient

pas? D'ailleurs la défection d'York saisissait le roi dans le moment où précisément l'empereur Napoléon s'efforçait de resserrer ses liens avec lui, et il n'avait encore, par aucune mesure, préparé la transition de l'alliance française à l'alliance russe. Enfin, il avait une conscience timorée, et il était incapable de cette duplicité froide et soutenue qu'eût exigée, dans les circonstances terribles où il était placé, le rôle d'allié parjure. Lorsqu'il apprit que le coup était fait, qu'York avait traité avec les Russes, il s'écria : « Il y a de quoi être frappé d'apoplexie. Que faut-il faire? Arrêter York, et, si on ne peut l'arrêter, le faire juger par contumace ! Mon contingent appartient à l'empereur ; c'est par conséquent au général en chef de l'armée française à décider de son sort. »

D'abord les actes répondent aux paroles. Un aide de camp du roi, le colonel Natzmer, ira porter à Murat et à York le désavœu formel de la convention de Taurogen. Le commandement du contingent est donné au général Kleist. Ce général fera arrêter York, le dirigera sur Berlin, et se mettra, lui et son corps, à la disposition du généralissime français. Le roi ne sait qu'imaginer pour convaincre Napoléon qu'il n'a point trempé dans la trahison de son lieutenant. Le prince de Hatzfeld est envoyé à Paris ; il annoncera à l'Empereur que si le corps d'York est perdu pour l'alliance, 20,000 autres soldats vont être mis à notre disposition. Frédéric-Guillaume donne lui-même ses instructions au prince. « Assurez bien l'Empereur, lui dit-il, que rien n'est capable d'ébranler ma fidélité. Mes sujets

sont indisposés contre les Français : ces sentiments ne s'expliquent que trop par la nature des choses; mais, à moins qu'ils n'y soient poussés par des exigences intolérables, ils ne remueront pas... Je suis l'allié naturel de la France ; si je changeais de système, je serais toujours sacrifié par les Russes et ensuite de nouveau par la France, qui me traiterait en ennemi, et avec raison... Dites à l'Empereur que des sacrifices pécuniaires, je ne puis plus en faire, mais que, s'il me donne de l'argent, je puis encore lever et armer pour son service de 50 à 60,000 hommes. »

A tous ces témoignages, ce malheureux prince en ajoute un dernier ; ainsi que le descendant des Hapsbourg, le chef des Hohenzollern sollicite l'honneur d'unir son sang à celui du vainqueur d'Iéna. « S'il est nécessaire, dit le roi, de consacrer mon alliance politique avec la France par un mariage entre le prince royal et une princesse de la famille impériale, et si le résultat d'une telle union doit être de placer ma monarchie dans une situation plus élevée et plus solide que celle où elle est actuellement, je n'hésiterai pas. »

Aucune des mesures de rigueur ordonnées contre le général York ne fut suivie d'effet. Lorsque le colonel Natzmer se présenta aux avant-postes russes pour demander passage et aller remplir sa mission auprès du général, il fut conduit devant le comte de Wittgenstein, qui lui déclara qu'il ne lui appartenait pas de préjuger les dispositions de l'empereur Alexandre, que quant à lui personnellement, il ne pouvait ni autoriser le corps commandé par le général York à se remettre à

la disposition du généralissime français, ni laisser le colonel se rendre auprès du général York.

La nouvelle de l'événement de Taurogen arriva aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 janvier ; elle y causa plus que de l'indignation. L'Empereur ne s'abusa ni sur le caractère ni sur la portée de ce terrible événement ; il comprit que la trahison d'York n'était pas l'acte isolé d'un général mécontent ni d'un fanatique, mais le premier symptôme d'un ébranlement général, un appel fait à tous les cœurs ulcérés des Prussiens, un signal de soulèvement de tous les peuples germaniques contre son alliance et sa politique. Sans s'arrêter plus qu'il ne convenait aux protestations d'un souverain qui cédait toujours sous la pression des circonstances, il s'appliqua avec plus d'ardeur et d'activité que jamais à organiser les éléments d'une nouvelle armée, et, proportionnant la grandeur de ses mesures à la grandeur du péril, il résolut de demander à la France toute la plénitude de son concours, tous les sacrifices qu'après vingt ans d'épreuves il lui était possible de faire.

Dans l'état de détresse où l'avait placé la destruction de son armée, l'œuvre la plus difficile que pût entreprendre Napoléon était d'en créer une nouvelle assez nombreuse et assez fortement organisée pour faire face à tous les dangers de la situation. Il s'agissait de refaire à neuf tous les services. Il fallait reporter à leur effectif de guerre cinq cents bataillons d'infanterie et deux cent cinquante-cinq escadrons, qui avaient tout perdu, hommes, armes, chevaux et matériel ; réorganiser l'ar-

tillerie, es charrois, les ambulances et les approvisionnements; équiper, armer et instruire ces milliers de jeunes soldats qui, de tous les points de l'empire, allaient être appelés sous les drapeaux. Il fallait demander ce suprême effort à une nation épuisée par vingt années de guerre, et, pour l'accomplir, Napoléon n'avait que trois mois. Soutenu par le sentiment des périls qui menaçaient son pays et par ce grand cœur qui animait toutes ses actions, il s'y appliqua, aussitôt après son retour de Russie, avec une ardeur passionnée, et jamais peut-être son génie administratif ne déploya une activité plus féconde et plus puissante.

Pour opérer la réorganisation de ses bataillons d'infanterie et les porter à l'effectif de 400,000 hommes, il prit d'abord les conscrits levés depuis plusieurs mois et déjà instruits de 1813, ainsi que les quatre-vingt-huit cohortes de la garde civique, créés par le sénatus-consulte du 12 mars 1812. Il avait destiné celles-ci à la garde exclusive des places fortes et des frontières de l'empire; mais, en présence des dangers du pays, il n'hésita pas à les approprier aux exigences du service actif. Puis, il appela sous les drapeaux tous les jeunes gens des classes de 1810, 1811, 1812 et 1813 qui n'étaient point tombés au sort, leva par anticipation la conscription de 1814, réintégra dans les cadres de l'armée de terre, les bataillons qu'il avait attachés à chacune de nos divisions navales, troupes excellentes, composées tout entières de vieux soldats, avec lesquels il reconstitua ses régiments de la vieille garde; il rappela d'Espagne tous ses bataillons d'élite.

Mais ce n'était pas assez d'avoir des hommes; il fallait en faire des soldats, les instruire, les discipliner, leur inculquer le goût et l'habitude des armes, et de tous ces éléments, si jeunes encore, composer un tout complet et solide qui pût se mouvoir avec autant de souplesse que de précision et de vigueur. Pour opérer cette transformation, et l'opérer avec la célérité que commandaient les circonstances, il fallait des cadres nombreux. Là résidait la grande difficulté de l'œuvre entreprise par l'Empereur. Les cadres faisaient partout défaut. Napoléon ne cessait d'écrire au major-général : « Hommes, chevaux, voitures, artillerie, rien ne manque ici ; des généraux, des officiers, des cadres, voilà ce qui nous manque; envoyez-nous des cadres. » Malheureusement les pertes de la grande armée avaient été si considérables, qu'à peine lui restait-il assez de cadres pour instruire et former une trentaine de bataillons. Il fallut bien, au risque d'affaiblir sensiblement nos armées d'Espagne, leur demander les ressources que nous refusait l'armée de Russie. En conséquence, l'Empereur en tira un grand nombre de cadres et une multitude infinie d'officiers de tous grades; il amalgama ces vieux éléments avec les nouveaux, et réussit à donner, sinon à tous ses régiments, du moins à sa jeune et vieille garde et à quelques-uns de ses corps d'armée, de l'ensemble et de la solidité.

La réorganisation de la cavalerie rencontrait des obstacles plus grands encore ; pour mettre en ligne la formidable cavalerie qui avait fait l'expédition de Russie, il avait fallu épuiser la majeure partie des res-

sources que possédaient la France et l'Allemagne. Cependant nous étions en présence des nécessités les plus impérieuses ; il nous fallait absolument, et dans un délai très-court, de 70 à 80,000 chevaux : 58,000 pour la remonte de nos escadrons, 22,000 pour nos batteries et nos équipages. L'Empereur estimait [1] que la France possédait encore assez de chevaux pour lui en fournir cette année environ 50,000 ; il espérait trouver les 30,000 autres en Allemagne. Marchés à conditions onéreuses, réquisitions forcées opérées dans tous les départements, dons volontaires offerts par les corps de l'État, par les particuliers, par les cantons (trois cavaliers tout montés pour chaque canton), tous ces moyens furent mis simultanément en œuvre.

En Allemagne, le général Bourcier passa des marchés pour 10,000 chevaux de trait, 5,200 de grosse cavalerie, 2,400 de dragons et 14,000 de cavalerie légère, en tout pour 31,000 chevaux, qui devaient nous être livrés du 1er février au 15 juin 1813. On prit à la gendarmerie tous ses meilleurs officiers, sous-officiers, et on en composa des cadres pour les jeunes escadrons. Napoléon ne laissa en Espagne qu'autant de cadres qu'il s'y trouvait de fois 125 hommes montés, et il rappela tous les autres. Il fit également revenir une multitude de cadres de ses escadrons de dragons et de chasseurs, en outre des escadrons entiers et tout montés, tant de cavalerie que d'artillerie à cheval et des équipages ; il prit tous les gardes forestiers à cheval,

[1] Lettre de l'Emperenr à M. de Cessac. (Dépôt de la guerre.)

les postillons, les fils de maître de poste, et les enrôla dans ses nouveaux escadrons. Enfin il institua les quatre régiments de gardes d'honneur, brillant corps d'élite auquel furent attribués certains avantages, et dans lequel entrèrent des jeunes gens riches qui durent s'équiper à leurs frais.

En calculant toutes ses ressources, Napoléon s'était flatté qu'il pourrait ouvrir la campagne prochaine avec 255 escadrons présentant un effectif d'environ 59,000 cavaliers montés, dont 20,600 de grosse cavalerie, et 38,400 de cavalerie légère ; mais le département de la guerre s'était bercé d'illusions : il avait accepté comme des réalités acquises des offres et des espérances qui ne purent s'accomplir. En Allemagne, ce furent les Russes et les Prussiens qui se chargèrent de déchirer les contrats passés par le général Bourcier et qui s'approprièrent les chevaux qui nous étaient destinés. En France, les autorités, les cantons, les particuliers, les éleveurs surtout, les uns pour étaler leur zèle, les autres par entraînement, beaucoup par cupidité, avaient promis plus qu'ils ne pouvaient tenir, en sorte qu'au moment où s'ouvrit la première campagne de Saxe, à peine nous fut-il possible de mettre en ligne 10,000 chevaux de qualité plus que médiocre. Ce ne fut que beaucoup plus tard, dans le courant de l'été, que les éleveurs, les cantons et les départements purent remplir les obligations qu'ils avaient contractées, ou que la loi leur avait imposées.

L'artillerie, le génie et les équipages du train furent reconstitués avec le même soin et la même activité que

le furent l'infanterie et la cavalerie. L'artillerie de la grande armée fut réorganisée à l'aide des compagnies d'artillerie des cohortes, et elle le fut à raison de 400 bouches à feu. Bientôt la France ne fut plus qu'un vaste camp. Ici l'on fondait des canons, là on forgeait des armes de toutes espèces ; on confectionnait des cartouches et des équipements ; l'on construisait des chariots, des ambulances. L'Empereur était l'âme de cette immense réorganisation ; il présidait à tout, ne dédaignait point d'entrer dans les détails les plus minutieux et déployait, pour la formation de ses bataillons d'équipage, pour le confectionnement des habillements des troupes, la même précision, la même vigilance que pour la réorganisation de ses régiments d'infanterie et de cavalerie. C'est en lisant les ordres admirables qu'il passait ses jours et ses nuits à dicter, qui embrassaient tant de choses et des choses si diverses, que l'on comprend les hautes raisons qui, à Smorgoni, l'obligèrent à se séparer de son armée. Lui seul était capable, par sa présence, par son énergie, de communiquer à tous cette activité féconde, ce zèle ardent, opiniâtre, sans lesquels il eût été impossible de créer en trois mois une nouvelle armée de 400,000 hommes. Aucun ministre n'eût sut accomplir une telle œuvre. Le retour de l'Empereur en France était pour le pays une condition absolue de salut, et s'il ne fût pas revenu, il n'y a aucun doute qu'au printemps l'Europe nous eût trouvés à peu près désarmés.

Tous nos alliés de la confédération du Rhin furent invités de la manière la plus pressante à reporter à

leur effectif de guerre leurs contingents. Nous demandâmes au roi de Westphalie 12,000 hommes, à la Bavière 15 bataillons d'infanterie de 1,000 hommes chacun, plus 18 escadrons de cavalerie formant 3,600 chevaux, et 40 pièces de canon. Les rois de Saxe et de Wurtemberg, les grands-duc de Bade, de Hesse-Darmstadt et de Nassau durent concourir à nos efforts dans la même proportion.

En organisant dans l'espace de trois mois une armée de 400,000 hommes, Napoléon avait accompli une tâche prodigieuse, et cependant, malgré ce suprême effort, il n'était parvenu qu'à faire une œuvre très-incomplète. A ces forces nouvelles qu'il venait de créer comme par enchantement, il manquait les conditions essentielles qui constituent une armée vraiment solide et résistante. Elles étaient composées de soldats trop jeunes. Les conscrits, arrachés à leurs familles avant d'avoir achevé leur croissance, allaient affronter d'incalculables périls sans y avoir été préparés par ces épreuves successives, indispensables pour tremper le cœur et le corps d'un soldat ; on ne leur avait pas laissé le temps de s'accoutumer à l'absence du foyer domestique, au joug de la discipline, aux intempéries, aux longues marches. A peine rendus dans leurs dépôts respectifs, on les avait acheminés sur l'Elbe ; un grand nombre ne savaient pas même se servir de leurs armes ; n'ayant aucune expérience de la vie des camps, ils n'avaient pu contracter ni le goût de la guerre, ni cette intrépidité froide, contenue, intelligente, qui sait également enlever la victoire ou résister à l'action dissolvante d'un re-

vers. Ces précieuses qualités ne s'improvisent pas, et il faut des années pour faire un bon soldat.

Pendant que ce suprême effort s'accomplissait en France, les conséquences de la défection du général York se développaient rapidement. La position du duc de Tarente était devenue extrêmement critique; les Prussiens l'avaient abandonné au milieu d'un mouvement de retraite opérée dans les conditions les plus périlleuses. Il ne lui restait plus que 5,000 hommes de la division Grandjean; il n'avait plus un seul escadron, plus de vivres, plus de munitions, tandis que les Russes avaient une cavalerie nombreuse et ne manquaient de rien. Néanmoins il put s'échapper de Tilsit avec sa petite colonne, gagna rapidement Lapiau et Taplanken, où Ney s'était porté avec la division Heudelet pour le recueillir, et atteignit Kœnigsberg, serré de fort près par les bandes de Lestoc, de Pavis, de Diebitch et du jeune Kutusoff. Wittgenstein avec son corps s'avançait également, mais distancé de plusieurs marches. Les Russes se portaient sur Elbing dans l'espoir de déborder Macdonald, d'empêcher sa jonction avec le roi de Naples et de l'enfermer dans les murs de Kœnigsberg. Leurs dispositions ne permirent pas au maréchal de s'arrêter dans cette place. Il l'évacua au plus vite avec les divisions Grandjean, Heudelet et Marchand, se dirigea d'abord sur Braumberg, puis sur Fraumbourg, et, apprenant que les Russes poursuivaient leur marche, dut accélérer son mouvement rétrograde.

Tandis que Wittgenstein poussait devant lui sur la basse Vistule les troupes de Macdonald, le vieux Kutu-

soff, avec le gros de l'armée russe, se portaient sur Schwarzenberg, dont le corps d'armée occupait le grand-duché de Varsovie, et qui s'en montrait très-alarmé. Dans cet état de choses, Murat résolut de faire un suprême effort pour arrêter Wittgenstein. Il fit savoir à Macdonald qu'il était décidé à ne plus évacuer de terrain sans combattre, qu'il se rendait à Elbing, et qu'au premier avis il le rejoindrait pour livrer bataille. C'était là une résolution téméraire ; on s'était abusé sur le nombre des soldats valides qui, après le désastre de la Bérésina, avaient jeté leurs armes et étaient venus se réfugier dans les places de la Vistule. On avait espéré en recueillir de 20 à 25,000. Les états de situation dressés par les chefs de corps donnaient des résultats lamentables ; ils constataient que la plupart des soldats et des officiers avaient leurs extrémités gelées, et ne sortiraient des ambulances que morts ou mutilés. Le nombre de ceux qui survécurent sains de corps et d'esprit à ce grand désastre fut imperceptible. Des corps d'armée tout entiers se trouvèrent réduits chacun à un bataillon de 5 à 600 hommes. Murat n'avait donc d'autres forces pour le moment disponibles que la division Grandjean, celle du général Marchand, les dix-huit bataillons du général Heudelet, un certain nombre de bataillons de marche arrivés récemment de France, les escadrons du duc d'Istrie, du général Cavaignac et du colonel Farine, en tout environ 21,000 hommes d'infanterie, 1,500 chevaux et 55 pièces de canon.

La division Heudelet, ainsi que la brigade Cavaignac, supérieurement armées et équipées, avaient la plus

belle apparence; mais elles n'étaient composées que de très-jeunes conscrits. Les soldats de Marchand, débris de la division Loison, échappés comme par miracle aux calamités de la retraite, revenaient avec des cœurs pervertis par l'excès des souffrances. Indisciplinés, pillards, tenant les propos les plus dissolvants, ils avaient abjuré toute vertu militaire, et étaient devenus la honte de l'armée, le fléau des campagnes qu'ils traversaient[1]. A leur approche, les paysans désertaient leurs chaumières, fuyaient avec leurs chevaux et leurs bestiaux dans les bois, et nous laissaient en proie aux plus cruelles privations. La seule partie saine, résistante, disciplinée, de l'armée, était la division du général Grandjean; mais, obligée depuis un mois à faire des marches forcées par un froid de 25 degrés, à combattre tous les jours, elle avait perdu plus du tiers de son effectif. Ses habillements et sa chaussure étaient en lambeaux, et ses armes ne fonctionnaient plus. Wittgenstein n'avait guère, pour le moment, plus d'infanterie que Macdonald; seulement il avait une cavalerie beaucoup plus nombreuse et plus de canons. Chaque jour il recevait des renforts; ses troupes étaient endurcies par l'âpreté de leur climat, soutenues par le succès, encouragées par les sympathies des habitants, qu'elles savaient se concilier en observant une discipline sévère, en se montrant partout polies et pleines d'égards, et en payant tout comptant. Aussi vivaient-elles dans l'abondance.

Macdonald n'admettait pas que, dans un tel état de

[1] Dépêche du duc de Tarente, 8 janvier. (Dépôt de la guerre.)

choses, il fût possible de livrer bataille. Il écrivait le 9 au major général qu'on n'arriverait à d'autre résultat que de retarder de quelques heures la marche de l'ennemi et qu'on perdrait inutilement des braves. Il jugeait que l'armée ne pouvait plus tenir la campagne, et il demandait qu'on lui assurât des lieux de refuge dans les places fortes. « Là seulement, écrivait-il, il sera possible de donner du repos aux troupes, de les réparer et de les ramener au sentiment de l'ordre et de la discipline. » Le 10 janvier, il écrivait encore de Fraumbourg : « Nous sommes sans vivres, sans fourrage et sans moyens d'en envoyer chercher. Les chevaux, soit de la cavalerie, soit de l'artillerie, sont exténués de fatigue et de faim; il faut s'attendre qu'au moindre échec nous perdrons artillerie et bagages. »

Ces lettres étaient navrantes; elles étaient l'œuvre d'un esprit attristé et trop fortement saisi par le spectacle des souffrances qu'il avait sous les yeux pour apprécier sainement la situation générale. C'était au roi de Naples à dominer les impressions isolées des chefs de corps et à subordonner leurs avis aux vues de l'ensemble. Il y avait en ce moment un intérêt supérieur qui devait dominer tous les autres : c'était de conserver le plus longtemps possible la ligne de la Vistule. De tous côtés, on nous signalait la haine du peuple prussien contre notre drapeau, les mauvaises dispositions des autorités et les symptômes précurseurs d'un soulèvement général. Dans une situation aussi critique, quel intérêt n'y avait-il pas à nous maintenir en forces sur la Vistule en appuyant sur Schwarzenberg, ne fût-ce

qu'afin de lui enlever tout prétexte pour évacuer le grand-duché? Macdonald poussait Murat dans une voie détestable, lorsque, peignant à cet esprit mobile et faible les douleurs de l'armée, il l'excitait à enfermer toutes les troupes dans les places fortes. La raison commandait au contraire de n'y laisser que les bataillons démoralisés ou trop fatigués, et de conserver pour tenir la campagne tout ce qui était sain, jeune et vigoureux. Au lieu d'envisager de sang-froid sa situation, périlleuse sans doute, non pourtant désespérée, le roi de Naples passa tout à coup de l'extrême audace à l'extrême découragement : il jeta pêle-mêle dans les murs de Dantzick toutes les troupes de Macdonald, les bataillons d'élite de Grandjean et les jeunes soldats de Heudelet, aussi bien que les bandes indisciplinées de Marchand. Il annihila ainsi les seules forces capables de tenir la campagne, et, abandonnant à l'ennemi tout le pays jusqu'à la basse Vistule, il transporta son quartier général à Posen, ordonna au vice-roi, aux ducs d'Istrie, de Trévise et de Bellune de venir l'y rejoindre avec tout leur monde, aux princes de la Moskowa et d'Eckmühl de se rendre à Custrin. Prendre de telles mesures en face d'un ennemi très-entreprenant, bien que très-fatigué, et d'un auxiliaire douteux peut-être, mais en tout cas timoré, c'était tout compromettre à la fois et notre situation militaire et nos alliances. Cet homme, d'un héroïsme antique, toujours prêt à braver la mort pour mériter la gloire, irrésistible lorsqu'à la tête de ses escadrons il enfonçait les carrés ennemis, était étranger aux détails d'une grande administration mili-

taire. Ce fut une faute de lui avoir laissé un fardeau qu'il ne pouvait porter. Humilié de voir ses ordres enfreints un jour par Macdonald, un autre par Davoust ou par Schwarzenberg, manquant de l'autorité nécessaire pour dominer toutes ces volontés divergentes et jugeant la situation perdue, cédant peut-être aussi à une préoccupation secrète, celle de sauver sa couronne dans ce naufrage général, Murat, arrivé à Posen, signifia le 15 au prince Berthier, sous prétexte de maladie, sa résolution de déposer le commandement et de le remettre entre les mains du prince vice-roi. Le major général, en l'entendant, fut consterné. Il lui représenta l'effet désastreux que sa détermination allait produire sur l'armée, la juste douleur qu'en ressentirait l'Empereur, et le conjura de revenir sur sa funeste détermination. Le roi répondit que sa décision était prise et qu'il allait partir. « Mais, sire, répondit Berthier, le prince vice-roi n'est pas encore ici, et l'armée ne peut rester un seul moment sans chef[1]. »

Le prince arriva le soir même, et il y eut entre lui et le roi de Naples une scène extrêmement vive. Eugène parla avec l'éloquence d'une âme indignée. Il dit au roi qu'abandonner l'armée dans l'état de détresse où elle était, en face d'un ennemi audacieux, sous les yeux de l'Allemagne frémissante et déjà presque hostile, c'était trahir les intérêts de l'Empereur, leur bienfaiteur à tous ; que, quant à lui, il refusait le commandement, parce qu'il ne se croyait pas plus le droit de l'accepter

[1] Lettre du major général à l'Empereur, 16 janvier. (Dépôt de la guerre.)

des mains du roi qu'il ne reconnaissait au roi celui de le lui offrir. Murat fut inflexible, ses voitures étaient prêtes ; dès lors, il ne resta plus aux maréchaux qu'à vaincre les scrupules du vice-roi et à le presser, sous leur responsabilité, de prendre le commandement. Il s'y résigna enfin, mais il entendit ne l'accepter que des mains des maréchaux.

Cet acte d'abandon de la part d'un homme qu'il aimait et qui méritait d'être aimé pour sa bonté naturelle et sa bouillante valeur, auquel il avait donné la main de sa sœur Caroline et un trône, remplit d'amertume le cœur de Napoléon. Quel exemple pour tous ses lieutenants, pour cette foule de princes dont la fidélité chancelaït déjà ! Plus calme dans sa doulenr qu'on n'aurait pu l'attendre d'une âme aussi véhémente, il se contenta d'écrire au roi de Naples : « J'espère que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort; si vous faisiez ce calcul, il serait faux. Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez me faire depuis mon départ de Wilna. Lorsque vous n'êtes pas devant l'ennemi, vous êtes plus faible qu'une femme. Le titre de roi vous a tourné la tête. »

L'Empereur confirma l'élévation du prince Eugène au poste de commandant de l'armée. Le premier acte du nouveau généralissime fut de se mettre en mesure d'appuyer Schwarzenberg, Régnier et les places de la Vistule. Il venait de recevoir des renforts. Il réunit en une seule masse tout ce qu'il y avait d'hommes disponibles, environ 12 ou 15,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie ; il y joignit 25 pièces de canon, et les employa à couvrir ses commu-

nications avec Varsovie. Cependant d'épaisses colonnes russes débouchaient de tous côtés, et ce n'était pas avec une si petite armée qu'il pouvait espérer de les contenir.

Au moment où le roi de Naples et les maréchaux avaient repassé le Niémen, Kutusoff et Wittgenstein ne traînaient plus après eux que des débris, ce qui nous avait fait croire qu'avant plusieurs mois les Russes seraient hors d'état de rien entreprendre. C'était là une grande erreur. L'empereur Alexandre, non moins prévoyant et actif que son adversaire, n'avait pas attendu la fin de la campagne pour se créer de formidables réserves. Il s'était adressé à toutes les passions généreuses de ses peuples. Souverain et pontife tout ensemble, parlant au nom des intérêts les plus chers, l'indépendance nationale et la religion, il avait ému et entraîné toutes les âmes. Il n'y avait pas une province, si reculée qu'elle fût, pas une peuplade, pas une tribu, dans le sein desquelles la voix des prêtres, appelant les sujets de l'empereur à la guerre sainte, ne se fût fait entendre, pas une qui n'eût répondu à cet appel patriotique. Pendant toute l'année 1812, d'immenses levées d'hommes et de chevaux n'avaient pas cessé d'être opérées dans tout l'empire. Aussitôt enrôlés, les nouveaux soldats avaient été habillés, armés, instruits, organisés, et, sans tenir compte de l'inclémence de la saison, subordonnant toutes considérations, même celle de l'humanité, à un intérêt supérieur, celui d'anéantir les derniers débris de l'armée envahissante, on les avait successivement acheminés sur les frontières occidentales. Ces corps, dans leur long trajet par un froid de

25 degrés, avaient perdu une partie considérable de leur effectif. Néanmoins ils formaient dans leur ensemble une masse imposante. Ils s'avançaient par échelons très-espacés, et ils étaient composés de troupes régulières et irrégulières. Ces dernières constituaient à elles seules une cavalerie pour ainsi dire innombrable ; on y voyait mêlés les contingents[1] des peuplades et tribus d'Europe et d'Asie, des Cosaques de toute race, des Bashkirs, des Tartares sédentaires et nomades. Ces hommes étaient montés sur des chevaux de petite taille, mais infatigables ; ils portaient le costume national et venaient combattre l'Europe civilisée avec leurs armes héréditaires ; ils accouraient à la voix de leur empereur, enflammés, comme autrefois leurs aïeux, par l'amour du butin et du soleil.

Dans les derniers jours de janvier 1813, tous les corps russes s'ébranlèrent à la fois et se portèrent, leur aile droite commandée par Wittgenstein, sur Newstettin, leur centre composé des troupes de Wintzingerode, de Landskoï, de Doctorof et de Miloradovitch, présentant un effectif d'environ 40,000 hommes, sur Plock, Bromberg et Thorn, et leur aile gauche d'environ 20,000 hommes, conduite par les généraux Sacken et Essen, sur la haute Vistule, dans la direction de Pulstuck et d'Ostrolenka. Une de leurs colonnes eut l'ordre de descendre le Bog, de manière à se trouver en mesure, dans le cas où les Autrichiens manœuvreraient pour se rapprocher du vice-roi, d'intercepter ses communications avec

[1] Dépêche du général Régnier. (Dépôt de la guerre.)

la Gallicie. Enfin l'empereur Alexandre était à quelques marches en arrière avec le corps de Tormasov et ses gardes, réunissant ensemble 25,000 hommes. Ainsi l'effectif total des forces russes qui, à la fin de janvier, débouchèrent sur la Vistule était d'environ 120,000 hommes, y compris la cavalerie irrégulière. Le prince Schwarzenberg écrivait le 21 janvier au vice-roi : « Les corps de Wintzingerode, de Landskoï et de Miloradovitch manœuvrent dans mon flanc gauche; Sacken et Essen paraissent suivre ce mouvement. Déjà notre avant-garde à Ostrolenka est enveloppée par une nuée de Cosaques qui marque la direction des troupes ennemies. Si cette manœuvre prend un caractère décisif, je me verrai forcé d'abandonner mes cantonnements pour m'installer sur la rive gauche entre Modlin et Varsovie. Mes troupes, après une telle campagne, sont bien fatiguées. » Ce même jour 21, le prince informe le vice-roi qu'il vient d'envoyer le colonel comte de Latour à Ostrolenka *avec toute latitude pour parlementer*, « ne fût-ce, écrit-il, que pour gagner du temps et pouvoir opérer mon mouvement derrière la Vistule en ordre et sans trop fatiguer les troupes. » L'on ne tarda pas à savoir que l'avant-garde du corps de Miloradovitch, arrivée à Lomza, s'était complaisamment arrêtée, et que le commandant, le général Vasilikof, était entré en pourparlers avec le colonel de Latour. Tout aussitôt après cet échange de communications, le prince de Schwarzenberg et le général Régnier levèrent leurs cantonnements et concentrèrent leurs troupes entre Modlin et Varsovie. Les Russes, de leur côté, passèrent le fleuve, qui était gelé, entre Var-

sovie et Thorn, s'étendirent sur le flanc gauche du corps autrichien et l'enveloppèrent insensiblement. Davoust eut à peine le temps de s'échapper de Thorn et de gagner Custrin. Schwarzenberg disposait de 27,000 hommes; Régnier et Poniatowski en avaient 13,000; le vice-roi, à qui le maréchal Augereau venait d'envoyer 4,000 hommes, 18,000 : c'était en tout 60,000 hommes, Essen, Miloradovitch et Doctorof n'en avaient pas autant réunis en masse. Le vice-roi fit valoir cette considération auprès de Schwarzenberg et mit en œuvre tous les moyens imaginables de persuasion pour le décider à combattre. Il lui annonça l'arrivée prochaine du corps du général Grenier, qui était de 21,000 hommes, et il lui promit qu'aussitôt que paraîtrait la tête de cette colonne, il la dirigerait sur la gauche du corps auxiliaire. La lettre qui contenait ces informations fut confiée au commandant de Labédoyère, jeune officier audacieux, brillant et rempli de dextérité. Le commandant remit d'abord la lettre au prince de Schwarzenberg, puis il se fit présenter au corps des officiers autrichiens, passa deux jours avec eux, leur communiqua sa gaieté et son entrain, joua gros jeu, perdit noblement, et, au milieu de l'abandon des causeries familières, sut démêler les intentions des chefs. De retour à Posen, il raconta au vice-roi tout ce qu'il avait vu, entendu, deviné. « Le prince de Schwarzenberg, lui dit-il, ne songe qu'à se retirer le plus vite possible sur la Gallicie; il ne brûlera pas une amorce; il est de connivence avec les Russes. » En effet, malgré les vives instances du prince Eugène, le commandant du corps auxiliaire évacua, dans la jour-

née du 5 février, Varsovie, que les Russes occupèrent immédiatement.

De son côté, le général Bulow, qui formait notre aile gauche à Graudentz avec 10,000 Prussiens, avait dû, pour n'être point débordé par les Russes, quitter cette position avancée et se retirer avec son corps sur Newstettin, de manière à rester en ligne avec le vice-roi. C'en était fait de la ligne de la Vistule ; elle fut occupée tout entière par les Russes.

La perte de Varsovie et du grand-duché nous enlevait le concours d'une population guerrière et dévouée, et mettait à la disposition de nos ennemis d'immenses ressources en hommes, en chevaux, en fourrages et en subsistances ; elle entraînait d'autres conséquences plus graves encore. L'empereur Alexandre poursuivait un but plus grand que celui de nous déposséder de la ligne de la Vistule; il voulait se porter directement sur la frontière de la Silésie, montrer ses soldats aux Prussiens, qui les attendaient comme des libérateurs, provoquer un soulèvement en masse, et de gré ou de force entraîner le roi. Il était pour nous de la plus haute importance de déjouer ce hardi dessein, et nous ne le pouvions qu'en conservant et en défendant opiniâtrement la ligne de l'Oder; mais pour nous trouver partout en forces sur cette ligne, il nous fallait absolument la coopération du corps auxiliaire, des Polonais de Poniatowski et des Saxons de Régnier. Il s'agissait d'obtenir que ces trois corps d'armée, qui présentaient une masse de 40,000 hommes, consentissent à lier leurs mouvements avec les nôtres, et effectuassent leur re-

traite, non sur Cracovie, qui les mènerait en Gallicie, mais sur Kalisch, où leur gauche viendrait appuyer la droite du vice-roi.

Écartant les sinistres présages apportés par le jeune commandant de Labédoyère, le vice-roi écrivit, le 31 janvier et le 3 février[1], au prince de Schwarzenberg deux lettres très-pressantes, dans lesquelles il le supplia de concerter ses mouvements avec les siens et de se replier sur Kalisch et Posen. Il lui assura que dans dix jours il aurait 40,000 baïonnettes, et qu'ils seraient ainsi en mesure l'un l'autre d'en opposer 80,000 aux Russes, qui certainement n'en auraient pas autant sur le même point. La ligne de la Vistule étant perdue, l'on aurait du moins celle de l'Oder, qui s'appuyait sur des nombreuses et solides forteresses. La chaîne qui liait ensemble tous les corps de la grande armée ne serait point rompue et couvrirait efficacement Dresde, Breslau et Berlin. Mais le prince de Schwarzenberg avait reçu de sa cour des instructions diamétralement contraires à celles que lui adressait le vice-roi. Il fit l'opposé de ce que nous lui demandions. Au lieu de se retirer, comme le commandait la raison stratégique, sur Kalisch et Posen, il prit sa direction vers Cracovie, découvrit ainsi le flanc gauche du vice-roi et lui rendit impossible la conservation de la ligne de l'Oder. Pour se justifier, il allégua[2] l'extrême fatigue de ses troupes, la nécessité de les faire reposer, une lettre de son souverain qu'il

[1] Dépôt de la guerre.

[2] Dépêche de Régnier au major général, 6 février. (Dépôt de la guerre.)

communiqua au général Régnier, et qui lui enjoignait de mettre son corps d'armée en état d'entreprendre avec succès la campagne prochaine, *de conclure même, s'il le voulait, quelque arrangement pour assurer la tranquillité de ses cantonnements.* Dans un langage doux et captieux, le prince ajoutait : « Tout ce que tenteraient les armées alliées pour arrêter un ennemi supérieur en nombre et lui disputer des pays ouverts les épuiserait inutilement ; il valait mieux qu'elles s'appliquassent à se réorganiser. Le printemps revenu, elles regagneraient facilement tout le pays où les armées russes seraient venues se répandre et se consumer loin de leurs réserves et de leurs ressources[1]. » L'on sut plus tard que dans les derniers jours de janvier il y eut entre le prince de Schwarzenberg et M. d'Anstett une entrevue mystérieuse, dans laquelle furent arrêtées et signées les conditions d'un armistice secret. Il fut convenu que le corps auxiliaire se retirerait dans la direction de Cracovie, et que, lorsqu'on voudrait recommencer les hostilités, on se préviendrait de part et d'autre plusieurs jours d'avance. A dater de ce moment, les mouvements des corps d'armée russes et autrichiens ne furent plus que les résultats d'un jeu combiné, d'après lequel les uns s'avancèrent et les autres reculèrent avec méthode et une parfaite entente. C'est ainsi que les Autrichiens se retirèrent successivement de Lomza sur Ostrolenka, Pulstuck, Sieroch, Varsovie, et enfin sur Cracovie. La co-

[1] Lettre du prince de Schwarzenberg au vice-roi. (Dépôt de la guerre.)

médie fut complète, et l'acteur principal, le prince de Schwarzenberg, joua son rôle avec un art consommé.

La retraite excentrique du corps auxiliaire sur Cracovie était un événement désastreux, aggravé encore par la situation nouvelle de la Prusse. Partout dans ce royaume éclataient les signes d'un soulèvement prochain et général contre nos armes et notre domination. Déjà toute la Prusse orientale était en feu, et les autorités comme le peuple y avaient arboré hautement les couleurs ennemies. De toutes les provinces prussiennes, c'était celle qui avait le plus cruellement souffert. A toutes les amertumes de l'orgueil national outragé étaient venues se joindre pour elle des charges inconnues aux autres parties de la monarchie. Depuis 1807, elle n'avait pas cessé de servir de champ de bataille, de passage ou de séjour, à de nombreuses armées qui l'avaient épuisée. La grande armée, en la traversant, avait achevé de la ruiner; elle lui avait pris tous ses blés, tous ses fourrages et tous ses chevaux. La misère y était si profonde, que la population y avait rapidement diminué d'un cinquième. Aussi la haine de notre puissance y avait-elle atteint un degré d'intensité extrême. Aussitôt que nous eûmes quitté le pays, la population tout entière se leva et demanda à marcher contre nous. Le général York était à Tilsit; il y était triste, découragé, fort inquiet de la désapprobation publique dont l'avait frappé le roi et du sort qui lui était réservé. Les autorités de Kœnigsberg députèrent vers lui pour le presser de venir prendre le commandement militaire de la province et régulariser le sou-

lèvement de la population. York hésitait à accepter une telle mission ; il ne fallut rien moins que les vives instances des présidents de Kœnigsberg et de Gumbinen, Auerswald et Schœn, pour le décider. Il quitta donc Tilsit et se rendit à Kœnigsberg, qui le reçut avec enthousiasme; mais il n'était pas au bout de ces tribulations.

Dans le moment même où les autorités de la Prusse orientale lui remettaient la plénitude des pouvoirs militaires, l'empereur Alexandre, par une décision du 18 janvier, nommait le baron de Stein son commissaire dans cette même province, et l'investissait des attributions les plus étendues. Stein était cet ancien ministre que la politique de Napoléon avait, en 1808, violemment écarté des conseils du roi et frappé d'exil, qui s'était retiré d'abord à Prague, plus tard en Russie, où il n'avait pas tardé à prendre sur l'esprit de l'empereur Alexandre un grand ascendant. Il rentrait aujourd'hui en Prusse avec la double autorité des services rendus autrefois à son pays et d'un commissaire du tzar. Ce fut pour ce souverain un bonheur singulier d'être secondé, dans l'exécution de ses vastes desseins, par les talents et les passions d'un tel homme. Impétueux et plein de ressources, il avait l'initiative, la fécondité et l'audace d'un esprit militaire; il en avait aussi la véhémence, et son énergie dégénérait trop souvent en dureté.

Jamais il ne déploya plus d'activité et de ressources que dans les années qu'il passa à Prague et à Saint-Pétersbourg, et, proscrit, il nous a peut-être fait plus de mal que s'il eût continué de siéger dans les conseils

du roi. Les lettres qu'il adressait à ses amis, les frères du roi, le prince Antoine Radzivill, Scharnhorst, Blücher, Gneisenau, Pfulh, Munster, étaient de véritables programmes de soulèvement. « Organisons militairement et sans retard toute la nation, écrivait-il ; soutenons l'esprit public en l'élevant, tant au nom des principes moraux et religieux que par des combinaisons politiques qui développent dans toute leur activité les forces nationales. » Puis il proposait pour modèle les Vendéens, la Convention, si grande dans sa résistance contre l'Europe, les montagnards du Tyrol et les bandes fanatisées des *guerrillas*.

Frédéric-Guillaume connaissait les menées ténébreuses de son ancien ministre. Il lui eût été facile de les lui interdire ; il ne le voulut pas, parce qu'il entrait dans ses calculs de ménager, pour le temps des grandes épreuves, ce puissant moteur de la passion nationale.

Dans les premiers temps de son séjour à Saint-Pétersbourg, Stein avait su démêler les vues ambitieuses que nourrissait le gouvernement russe sur le grand-duché de Varsovie. Il en avait été vivement alarmé, et il n'avait pas hésité à signaler le danger à tous ses amis. Le 7 novembre 1812, il écrivait au comte de Munster, qui se trouvait alors à Londres : « Empêchons à tout prix la formation d'un royaume de Pologne, en tout cas inutile, et peut-être menaçant pour l'Allemagne. Que l'Angleterre et l'Autriche se réunissent pour s'opposer à ces désirs sauvages ! » Lorsque le baron de Stein écrivait ces mots si judicieux, l'homme d'État maîtrisait encore chez lui la véhémence du chef de parti et les

ressentiments de l'exilé. Bientôt malheureusement cette sagesse l'abandonna ; dominé par la crainte que le tzar ne fît sa paix directement avec Napoléon aux dépens de la Prusse, préoccupé avant tout de lier étroitement les intérêts russes aux intérêts allemands, il se donna sans réserve à l'empereur Alexandre, et en acceptant les pouvoirs de commissaire impérial dans la Prusse orientale, il tomba à la condition d'un fonctionnaire russe. Emporté par l'ardeur de la lutte, il crut que tout serait sauvé, si les Français étaient chassés de l'Allemagne. Il ne vit pas qu'arracher la Prusse aux étreintes de Napoléon pour la jeter aux pieds du tzar, ce n'était point détruire le mal, mais simplement le déplacer, et qu'une médiation officieuse et pacifique, exercée simultanément par l'Autriche et par la Prusse, eût mieux valu pour l'Allemagne que l'intervention violente et armée de la Russie.

Stein et York, serviteurs dévoués de la même cause, mais la servant d'une manière très-différente, présentaient le plus étrange contraste. Stein ne voyait de salut pour son pays que dans la régénération sociale et dans l'excitation patriotique des classes moyennes et inférieures ; York, au contraire, esprit méthodique et contenu par le respect de la règle et de la discipline, considérait comme un danger l'appel aux passions de la multitude ; il ne plaçait la force de son pays et du trône que dans le dévouement de l'armée et le perfectionnement des institutions militaires. Stein n'avait pas cru faillir à ses devoirs en mettant sa personne, son génie, ses passions, au service du tzar. York, même en sépa-

rant, sans y avoir été autorisé, son drapeau de celui de l'allié de son souverain, n'avait pas cessé de rester le sujet le plus respectueux et le plus soumis. Il n'admettait pas que personne, le baron de Stein moins qu'aucun autre, se crût le droit de faire, dans une province prussienne, au nom d'un souverain étranger, ce souverain fût-il le tzar, des actes, attributs essentiels de l'autorité royale.

Du contact de ces deux hommes si dissemblables devaient nécessairement surgir les conflits d'autorité les plus violents. Stein, par ses actes d'omnipotence, blessa les susceptibilités les plus légitimes. York lui fit des remontrances et les lui fit avec l'amertume naturelle de son humeur. Le fougueux Stein ne s'en montra que plus impérieux. Il leva, dans les ports de la province, le blocus continental, fit un emprunt de 500,000 thalers, et décréta le cours forcé du papier-monnaie russe A l'occasion de ces mesures, Stein et York éclatèrent. Un jour Stein s'emporta au point de s'écrier qu'il ne restait plus aux Russes qu'à recourir aux armes. « Eh bien ! soit, lui répliqua York avec une froide énergie, je ne demande pas mieux, j'accepte le défi ; je laisserai sonner la charge, et vous verrez ce que je ferai de vos Russes. » Puis il s'éloigna en proie à la plus douloureuse émotion. Sa situation était affreuse. Compromis par la convention de Taurogen, désavoué par le roi, trahi par les Russes, qui, au mépris du texte et de l'esprit de cette convention, refusaient d'évacuer et de lui rendre Memel, qui était une possession du roi, en lutte ouverte avec le commissaire du tzar, dont les armées

couvraient le pays, il n'imaginait plus d'autre voie de salut honorable pour lui que de se jeter dans un navire et de chercher un refuge en Angleterre. Le président Schœn dut intervenir. Il montra au général des lettres de Berlin qui le rassurèrent sur les secrètes intentions du roi; puis il alla trouver Stein, lui peignit l'effet désastreux causé par le scandale de ses débats avec le général York, et le décida à faire cesser une telle anarchie en s'éloignant de Kœnigsberg.

Les présidents de la province avaient convoqué une diète. Elle se réunit dans cette ville, témoigna le plus profond respect pour la prérogative royale, se déclara résolue à repousser toute influence étrangère, et sanctionna avec acclamation tout ce qu'avait fait le général York; elle arrêta ensuite un plan de défense générale, leva et équipa aux frais de la province 12,000 hommes d'infanterie et 7,000 de cavalerie.

Ainsi, quelques divergences de vues qui se manifestassent quant au choix des mesures à prendre pour combattre la France, tous, dans cette partie de la monarchie, chefs militaires et civils, comme la population, étaient d'accord sur le but, unanimes pour y sacrifier leur vie et leurs dernières ressources. Dans les provinces situées entre l'Oder et l'Elbe, et qu'occupaient nos troupes, la passion publique était comprimée, mais non moins ardente que dans les provinces du Nord. La situation du roi à Potsdam n'était plus tenable. Deux forces se le disputaient matériellement en quelque sorte; d'une part, les plus ardents parmi ses serviteurs voulaient l'arracher de son palais, gagner la Prusse orien-

tale, et de là le conduire dans le camp de l'empereur Alexandre. De l'autre, M. de Saint-Marsan et le maréchal Augereau, le traité d'alliance à la main, exigeaient l'exécution du pacte juré. Dans un tel état de choses, la crainte, la défiance, le soupçon étaient partout. La cour à Potsdam, la garnison française à Berlin, ne se croyaient plus en sûreté; dans l'attente de soudaines éventualités, chaque parti cherchait à s'assurer des garanties contre les embûches du parti contraire.

Le roi résolut de sortir à tout prix d'une situation qui ne lui permettait ni la dignité dans le malheur, ni la sécurité dans la résignation. En conséquence, le 18 janvier, il quitta Potsdam, accompagné de toute sa cour, de M. de Saint-Marsan, du ministre d'Autriche, du chancelier Hardenberg, et transporta sa résidence à Breslau. Là du moins il échapperait à notre surveillance; il serait plus libre et plus près de l'empereur Alexandre. A sa vue, la population de la Silésie n'attendit point la présence des Russes pour éclater. L'explosion fut soudaine, et le cri aux armes, retentit dans toutes les familles. Le roi se vit bientôt entouré par les ennemis les plus dangereux de la France. Entre tous se distinguaient l'ancien ministre de la guerre, le général Scharnhorst, patriote ardent, qui, sous l'apparence d'une disgrâce, n'avait pas cessé de rester le conseiller secret du roi; Blücher, le personnage le plus considérable de l'armée, qui, dans un corps déjà vieux, avait conservé la plus virile ardeur, opiniâtre, impétueux, que les échecs enflammaient au lieu de l'abattre, qui n'était jamais plus audacieux que le lendemain d'une défaite, mais dont les

lumières étaient obscurcies par la haine insensée qui l'animait contre la personne de Napoléon, et, sous ce rapport, vrai type des passions populaires de l'Allemagne à cette époque; Gneisenau, doué de talents éminents, mais également aveuglé par son animosité contre l'Empereur. Ces hommes et bien d'autres encore avaient une grande autorité morale. Ils représentèrent à Frédéric-Guillaume que, sans préjuger le parti qu'il adopterait, il importait absolument que, sans plus tarder, il dominât, en le régularisant, le soulèvement de son peuple. Le roi suivit l'avis de ses généraux; il envoya partout des ordres secrets pour presser une levée générale. Sous prétexte de remplacer le contingent perdu, il rappela tous les anciens soldats, les amalgama avec les nouveaux, et organisa immédiatement deux corps d'armée, chacun de 20,000 hommes, l'un à Newstettin, sous les ordres du général Bulow, et l'autre en Silésie. Puis il rendit plusieurs édits qui constituaient dans leur ensemble une véritable levée en masse. Le premier, daté du 3 février, invitait tous les jeunes gens non obligés au service militaire à s'organiser en bataillons de chasseurs et à s'équiper à leurs frais. Un second édit, rendu le 9, appelait formellement sous les drapeaux tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-quatre ans. Enfin un troisième, publié le 10, s'adressait aux hommes âgés de plus de trente et un ans, et les excitait à s'enrôler par tous les stimulants de l'honneur et du patriotisme.

Telle était, au commencement de février, la situation générale : elle était infiniment critique. La retraite

du corps auxiliaire sur Cracovie livrait passage au torrent de l'invasion russe. N'étant plus contenu par aucune digue, il avait pris son cours vers l'Oder. Wintzingerode marchait sur la Silésie par la route de Kalisch et de Posen, Wittgenstein sur Newstettin, pour de là inonder les Marches et s'ouvrir une issue sur Berlin et le bas Elbe. Dans cet état de choses, il ne nous était plus possible de conserver la position de Posen. Déjà des milliers de Cosaques voltigeaient sur notre flanc droit et l'inquiétaient. Le 10 février, une première colonne ennemie régulière, avec du canon, assaillit les avant-postes du prince Eugène à Rogasse, et bientôt l'alarme fut donnée à tout le camp. Cette attaque, dont le prince s'exagéra l'importance, le décida à lever ses cantonnements et à aller au-devant de ses renforts ; il quitta Posen le 13, et porta son quartier général à Meseritz, dans la direction de Francfort-sur-l'Oder. Le 3 février, le vice-roi avait prescrit formellement à Régnier et au prince Poniatowski de se porter à marches forcées sur Kalisch, tout en restant, s'il était possible, en communication avec le corps autrichien ; mais les instructions données à Wintzingerode étaient précisément de marcher rapidement sur Kalisch, afin d'y prévenir l'arrivée du 7e corps et des Polonais, et de les couper du vice-roi. Régnier avait pris ses mesures pour arriver en temps opportun à Kalisch ; il dut ralentir sa marche pour attendre la division polonaise. Il avait beau écrire à Poniatowski que les forces russes s'accroissaient tous les jours, qu'elles ne s'arrêteraient point sur la Vistule, qu'elles feraient certainement une campagne

d'hiver : le prince ne l'avait pas cru, et, au lieu de manœuvrer avec précision, de serrer ses cantonnements et ses étapes, il avait opéré avec une lenteur et un décousu qui mirent en grand péril le 7e corps. Régnier ne put arriver que le 13 à Kalisch, et avec une partie seulement de son corps, distancé par une demi-marche de sa cavalerie, de son artillerie à cheval et de plusieurs régiments d'infanterie, qui opéraient en flanqueurs sous les ordres du général saxon Gablew, et par trois marches de la division polonaise. Wintzingerode était déjà rendu sur le terrain. Vers les trois heures de l'après-midi, les Russes firent irruption entre les deux parties disjointes du 7e corps, foudroyèrent les troupes de Régnier, le rejetèrent affaibli de plus de 3,000 hommes sur Kalisch et contraignirent le général Gablew à se replier d'abord sur Poniatowski, puis, avec la division polonaise, sur le corps autrichien. Le 7e corps, réduit à 4,000 hommes, 2,000 de la division Durutte et 2,000 Saxons épuisés par des marches forcées, arriva le 18 à Glogau dans un état déplorable.

Au moment de se retirer sur l'Oder, le vice-roi avait ordonné au général Bulow, qui occupait Newstettin avec 20,000 hommes, de venir, sans plus tarder, se réunir à lui. Ce général répondit, le 10 février[1], que ses communications avec l'armée française étaient en ce moment coupées par les Cosaques de Czernicheff et de Tettenborn, que d'ailleurs son corps ne faisait point partie du contingent, et qu'il formait un corps de ré-

[1] Dépôt de la guerre.

serve distinct qui était exclusivement à la disposition de son souverain. La réponse du général Bulow était un refus formel de concours et faisait pressentir une nouvelle et prochaine défection.

Dans le moment où l'Autriche abaissait la barrière qui contenait les Russes sur la haute Vistule et leur ouvrait le cœur de l'Allemagne, elle continuait de nous accabler de ses protestations d'amitié. « Votre alliance avec la Russie, disait M. de Metternich le 15 février au comte Otto, était monstrueuse. Elle n'avait qu'un seul point d'appui très-précaire, celui de l'exclusion du commerce anglais ; c'était une alliance de guerre commandée par le vainqueur, elle devait se dissoudre. La nôtre, au contraire, est fondée sur les rapports et les intérêts les plus naturels, les plus permanents, les plus essentiellement salutaires ; elle doit être éternelle comme les besoins qui l'ont fait naître. C est nous qui l'avons recherchée, et nous avons bien réfléchi avant de la conclure; si nous avions à la refaire, nous ne voudrions pas la stipuler autrement qu'elle ne l'a été; elle nous mènera à la paix générale et servira plus tard à la consolider. »

Deux jours plus tard, il disait encore : « Pendant que vous acquériez des succès dans le Midi, la Russie faisait des pas de géant dans le Nord, et arrivait à son but par les formes les plus insinuantes. Elle a acquis infiniment plus de territoires que la France, et elle a su si bien déguiser son ambition, que les peuples, loin de la haïr, ont l'air de lui savoir gré de ses empiétements; de là notre alliance avec vous. Certes, la France

nous a fait bien du mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé; nous voulons lui être utiles en ce moment, parce que, dans un autre temps, elle pourra nous rendre le même service. Pesez donc ce fait, et considérez comme une vérité incontestable que nous ne cherchons que votre bien, que nous ne redoutons plus la France, mais la Russie, dont vous-mêmes, par vos concessions successives, avez étendu la puissance. »

Cependant, au milieu de ces témoignages si vifs de confiance cordiale, M. de Metternich n'était plus précisément le même homme qu'avant la défection du général York. Il commençait à écarter les voiles dont il avait jusqu'alors enveloppé ses pensées; son argumentation était plus ferme, sa parole plus incisive, ses conclusions plus tranchées. Il était visible qu'il se sentait enhardi par ce qui se passait dans le nord de l'Allemagne. Pour la première fois, il osait attaquer les bases mêmes sur lesquelles reposait toute notre politique extérieure; il énonçait des idées aussi neuves que hardies qui semblaient n'être encore que des vœux, mais qui étaient bien près de devenir des exigences. « Il est impossible, disait-il au comte Otto [1], que le grand-duché de Varsovie continue de subsister. Objet des espérances les plus folles et des craintes les plus réelles, c'est un pays qui ne se soutient que par le sentiment qui le porte à s'épuiser pour fomenter l'insurrection parmi les sujets des puissances voisines. » Il ajoutait que la paix avec la Russie serait impossible

[1] Dépôt du ministère des affaires étrangères.

aussi longtemps que nous persisterions à maintenir l'existence du grand-duché. « Il n'est pas admissible, disait-il, que vous vouliez faire de trop grands sacrifices pour élever une barrière qui n'en sera pas une aussi longtemps que nous ne nous en mêlerons pas. Pourquoi voulez-vous prendre un rôle qui appartient plutôt à la Prusse et à l'Autriche qu'à vous? Si la Russie devient trop formidable, l'Autriche et la Prusse se trouveront les premières en ligne, et alors vous viendrez à notre secours. »

« De toutes les combinaisons, ajoutait le ministre autrichien, la plus désirable, c'est que le grand-duché de Varsovie soit donné à la Prusse. La Prusse ne peut pas rester dans ses conditions actuelles, et c'est une vaine prétention de votre part d'imaginer que ce royaume et le grand-duché, constitués comme ils le sont, seront des barrières efficaces contre les entreprises de la Russie, tandis que la Prusse, agrandie de tout le territoire du grand-duché, serait assez forte pour opposer, de concert avec l'Autriche, un obstacle infranchissable aux envahissements du Nord. »

Il n'était que trop vrai, le rétablissement de la Pologne sur ses anciennes bases était une entreprise colossale que toute la puissance de Napoléon n'était plus en état d'accomplir. C'en était fait du grand-duché de Varsovie : il allait disparaître sous les ruines de l'expédition de Russie; déjà, dans la pensée de Napoléon, le sacrifice était consommé. La question n'était plus que de savoir la destination qui serait donnée à ce territoire. L'important pour l'Allemagne était d'em-

pêcher qu'il ne tombât sous la domination russe. L'appréhension à cet égard était très-vive à Vienne. La guerre allait recommencer, plus terrible que jamais; quelle en serait l'issue? Que ce fût la France ou la Russie, l'Autriche craignait de trouver dans le vainqueur un maître; toute sa peur était de n'échapper à l'action de Napoléon que pour tomber sous celle du tzar, ce qui arriverait infailliblement, si la Russie poussait ses limites jusqu'à la Saxe. M. de Metternich était donc sincère lorsqu'il manifestait ses anxiétés. Malheureusement l'Autriche n'avait pas su mettre ses actes d'accord avec ses pensées, ni montrer autant de courage que de bon sens. Elle n'avait qu'une seule manière de prendre sur l'esprit de Napoléon un ascendant réel, c'était de gagner sa confiance en méritant son estime. Quelle autorité n'aurait-elle pas acquise sur cette âme véhémente, mais grande, si, en même temps qu'elle demandait que le territoire du duché de Varsovie fût réuni à la Prusse, elle avait hardiment arrêté les colonnes du tzar sur la Vistule! Elle voit le danger, elle nous le signale épouvantée : elle a un moyen certain de le tenir à distance, c'est de marcher résolûment sur lui et de le combattre; mais elle n'ose, et, par cette défaillance, elle livre la Prusse, l'Allemagne elle-même à la merci de la puissance russe.

Au moment où cette puissance donnait passage aux Russes, elle entreprenait chez elle des armements considérables; ses arsenaux étaient jour et nuit en travail. Non contente d'appeler sous les armes toutes ses réserves, elle envoyait partout des recruteurs pour stimu-

ler l'ardeur guerrière des jeunes gens, et, comme les engagements volontaires ne suffisaient pas, elle y suppléait par une véritable presse : on enlevait les hommes la nuit, on les traquait jusque dans leur lit, et on les incorporait de force dans les cadres. Un décret récent de l'empereur François venait de mobiliser 100,000 hommes. Tous les chevaux propres au service de guerre étaient mis en réquisition, et ces grandes dépenses étaient ordonnées au milieu d'une véritable détresse financière. Il n'y avait aucun doute que l'Autriche se préparait à faire une grande guerre; la question était de savoir contre qui elle armait.

Napoléon avait en haute estime les vertus privées de l'empereur François. Il lui répugnait de penser qu'un père si tendre méditât de tourner ses armes contre l'homme à qui il avait confié le bonheur de sa fille, surtout dans un moment où cet homme lui témoignait une si grande confiance; mais d'une part la retraite du corps auxiliaire sur Cracovie, de l'autre les vastes armements entrepris par l'Autriche, lui donnèrent fort à penser. Pour la première fois, il eut des soupçons. Il ne pouvait lui convenir de laisser plus longtemps à Vienne un agent fasciné qui n'avait point deviné le secret des variations de cette cour; il rappela donc M. Otto, et nomma à sa place son aide de camp, le général comte de Narbonne. M. de Narbonne avait un esprit fin, plein de ressources, de dextérité et de grâce; malheureusement, par son éducation et ses antécédents, il était complétement étranger aux délicates affaires de la diplomatie. C'est un préjugé trop répandu

que, dans cette épineuse carrière, l'esprit et le tact naturel peuvent remplacer l'expérience. Dans des circonstances aussi graves, sur un terrain aussi difficile que celui de Vienne, c'était certainement une faute d'envoyer un général au lieu d'un diplomate.

Cependant les Russes faisaient chaque jour de nouveaux progrès. Partout les populations les recevaient comme des libérateurs et laissaient éclater les ressentiments longtemps contenus qu'elles nourrissaient contre nous. Partout où ne se trouvaient point nos troupes, les édits des 3, 9 et 11 février, qui appelaient aux armes toute la population, avaient reçu immédiatement leur exécution. Ces édits, accueillis comme un signal de guerre, embrasèrent tous les cœurs et armèrent tous les bras. Bientôt la Prusse n'est plus qu'un vaste camp. Tout ce qui est jeune, tout ce qui est en état de manier un fusil ou un sabre, se précipite sous les drapeaux; les comptoirs, les administrations, les tribunaux eux-mêmes, tout se vide; les affaires privées sont suspendues; il n'y a plus dans toutes les âmes qu'une passion, c'est de s'armer pour combattre la France et affranchir l'Allemagne. Les premières familles donnent l'exemple des sacrifices : de jeunes seigneurs encore adolescents, conduits par leurs précepteurs, abandonnent leurs châteaux, leurs familles, et s'enrôlent comme simples soldats. Les professeurs donnent à leurs élèves l'exemple du patriotisme; ils se mettent à leur tête, délaissent leurs chaires et volent dans les camps. Le trésor public épuisé ne peut subvenir aux frais d'équipement de tous ces jeunes sol-

dats : le dévouement des citoyens lui vient en aide; les riches se chargent d'équiper et d'armer ceux qui ne peuvent le faire à leurs frais. Le vice-roi veut comprimer ce grand mouvement, qui de tous côtés se propage et l'enveloppe : vains efforts! A Berlin, sous les yeux du maréchal Augereau, toute la jeunesse virile se lève. Aucun sacrifice ne coûte à cette capitale; hommes, chevaux, équipements, approvisionnements, argent, elle donne tout ce qu'elle peut donner; chaque jour, une foule d'habitants partent électrisés au milieu des acclamations et des cris de guerre de la ville entière.

Sachons juger avec la haute impartialité de l'histoire les implacables ennemis de nos pères. C'est un grand spectacle que celui de ce peuple froid, contenu, raisonneur, si fier de la gloire que lui avait donné Frédéric II, tombé si bas après Iéna, se relevant tout entier aujourd'hui sous l'aiguillon de la vengeance, et prodiguant à son roi son sang et ses dernières ressources. Puisse cet exemple servir de leçon aux nations sceptiques et frivoles, et leur apprendre qu'elles sont solidaires de leur gouvernement, même de ses fautes, lorsque ces fautes n'ont eu d'autre mobile que l'amour et la grandeur du pays, et qu'il y a des outrages qu'elles ne doivent jamais oublier!

C'est par l'action incessante des sociétés secrètes que les chefs du mouvement prussien étaient parvenus à passionner graduellement les masses. Ces sociétés poursuivaient toutes un but commun, l'expulsion des Français de l'Allemagne; mais la plupart d'entre elles aspiraient à réaliser encore d'autres espérances : elles

voulaient compléter l'œuvre civilisatrice commencée en 1808 par le baron de Stein, introduire ces grands principes d'égalité civile et de liberté politique au nom desquels s'était accomplie la révolution française. Toutes ces affiliations, enfantées au milieu des misères de la défaite et de l'occupation étrangère, couvraient de leurs nombreux réseaux la Prusse entière; leur organisation était aussi souple que vigoureuse. Elles comptaient des adeptes dans toutes les classes et dans toutes les familles; elles avaient des consolations pour toutes les souffrances, des excitations pour toutes les vengeances, des encouragements pour toutes les théories. Elles s'adressaient à tous les penchants, aux plus déréglés comme aux plus nobles; il n'y avait pas une fibre, bonne ou mauvaise, qu'elles n'eussent trouvé le secret de toucher et de faire vibrer. Le mouvement qui soulevait le peuple prussien avait donc un double caractère : il était tout à la fois guerrier et révolutionnaire. C'est par le concours simultané de ces deux forces que les chefs des sociétés secrètes étaient parvenus à passionner toutes les âmes. Ces sociétés ne se bornaient pas à appeler la haine publique sur l'homme qui avait abaissé le front couronné du descendant des Hohenzollern : elles couvraient encore d'anathèmes le destructeur des libertés de son pays.

Voilà ce qui explique la violence et l'unanimité de l'explosion du patriotisme prussien en 1813 et les prodiges qu'il enfanta. Au moment où le général York donna le signal du soulèvement, tous les cœurs et tous les bras étaient prêts. Le gouvernement prussien avait

estimé que la levée en masse régularisée par les dernières ordonnances porterait l'armée à 100,000 hommes; mais ce chiffre fut bientôt dépassé, et le roi eut plus de soldats qu'il n'en pouvait armer et habiller. A la vue des populations se levant et courant aux combats au nom de l'honneur allemand, tous les peuples germaniques tressaillirent d'enthousiasme. Dans les pays compris entre la Vistule et le Rhin, il n'y eut pas une ville, pas un hameau qui ne fussent disposés à prendre les armes pour concourir à la délivrance de la commune patrie. Les gouvernements fidèles encore à l'alliance de la France furent dénoncés par leurs propres sujets comme traîtres à la cause de l'Allemagne; le vide se fit tout à coup autour d'eux, et les émissaires du tsar, partout répandus, ne surent que trop bien exploiter cette impopularité du moment. M. de Metternich, qui voyait l'exaltation populaire déchirer une à une toutes les mailles de la trame qu'il avait tissée avec un art si laborieux, manifestait un véritable désespoir. Le 19 février, il disait au comte Otto avec une émotion qui avait toutes les apparences de la sincérité : « La Silésie est en proie à la plus terrible agitation; il en est de même de la Bohême; si la Silésie s'insurge contre son souverain, c'en est fait: 100,000 hommes viendront se joindre aux Russes. La Westphalie s'agite; dans le Tyrol, dans les anciennes provinces prussiennes de Baireuth et d'Anspach, sur la rive droite du Rhin, on signale une sourde fermentation; partout l'incendie allumé par les Russes étend ses ravages. Je ne m'aveugle point sur les conséquen-

ces de ces mouvements populaires : provoqués au nom de l'honneur et de l'indépendance de l'Allemagne, ils ne tarderont pas à briser tous les liens politiques et sociaux, et j'y vois les tristes présages des plus grands malheurs et de la ruine des trônes. Croyez que dans peu de temps l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. »

Cependant Wittgenstein s'avançait lentement, mais sûrement, par toutes les routes qui conduisent de la basse Vistule sur l'Oder, et se présentait devant Newstettin, où Bulow avait établi son quartier général. Les habitants de la ville allèrent à la rencontre des Russes et les fêtèrent comme des amis impatiemment attendus. Quant au général prussien, il ne daigna même pas déguiser sa défection. Ses soldats et ses officiers ne joignirent les Russes que pour fraterniser avec eux, et dans de joyeuses libations célébrèrent leur rapprochement et l'union prochaine de leurs souverains. Les rapports personnels des généraux en chef prirent également, bien qu'avec plus de réserve, le caractère d'une parfaite entente.

La défection de Bulow, en livrant la ligne de l'Oder, découvrait Berlin et les Marches. Czernicheff, à la tête de 3,000 Cosaques, s'élança au delà du fleuve ; ne trouvant partout que sympathie et encouragements, il courut sur Berlin. A son approche, la ville s'émut d'une joie convulsive : toute la population sortit des maisons dans l'attente et l'espérance d'une collision. La passion se peignait sur tous les visages ; une insurrection était imminente. Augereau n'avait sous la

main que quelques milliers d'hommes ; mais sa ferme contenance, la précision et la vigueur de ses mesures, imposèrent à la multitude. Il fit avancer ses canons, marcha sur la bande de Czernicheff, la dispersa, et rétablit l'ordre matériel dans les rues. Malheureusement c'était un calme trompeur, le trouble et la passion étaient au fond de toutes les âmes. Le moindre incident pouvait déterminer un soulèvement et compromettre la retraite du vice-roi.

Sur notre droite, le corps autrichien s'enfonçait de plus dans une direction excentrique. Le général Frimont, qui venait de remplacer le prince de Schwarzenberg, rappelé à Vienne, écrivait le 21 février que son flanc gauche était tellement découvert et son flanc droit si menacé par les généraux Moskin, Puskin et Rott, qu'il allait quitter ses cantonnements derrière la Pilica, se reporter derrière les forêts et les gorges de Kolla, appuyer sa droite aux frontières de la Galicie, et sa gauche au corps de Poniatowski, placé entre Czersechau et Cracovie. Ainsi le vice-roi se trouvait découvert et menacé de tous côtés,— sur son flanc droit, par la retraite du corps auxiliaire, — sur son front, par l'échec que Régnier venait d'essuyer à Kalish, — sur sa gauche, par la défection de Bulow, — sur ses derrières enfin, par les édits du roi qui armaient toute sa population. Il fallait non plus songer à défendre la ligne de l'Oder, mais se porter sur le point décisif, qui était Berlin, et y prévenir à tout prix une insurrection. En conséquence, le vice-roi évacua Francfort-sur-l'Oder, rallia successivement toutes les forces éparses entre ce

fleuve et l'Elbe, les divisions Grenier et Gérard, réunies en un seul corps, le 11e, sous les ordres du maréchal Gouvion Saint-Cyr, et formant ensemble 36,000 hommes, les débris du 7e corps et un certain nombre de bataillons de marche ; puis il prit possession le 21 de la capitale, et le 23, il transporta son quartier général à Kœpnick, placé à une petite distance de la ville.

La situation personnelle du roi de Prusse n'était pas moins critique que celle du vice-roi. Quelque empressement que missent ses sujets à répondre à l'appel qui leur avait été fait, il n'était pas encore en mesure d'entrer en guerre avec la France. Il avait une immense quantité de recrues, mais point d'armée organisée. Il lui fallait absolument deux mois au moins pour se trouver dans des conditions qui lui permissent d'ouvrir la campagne. De leur côté, les Russes étaient trop loin encore pour engager la lutte avec le vice-roi. Ces deux considérations, à défaut d'autres, eussent suffi pour imposer à Frédéric-Guillaume une grande circonspection : il en était d'autres non moins graves qui lui conseillaient d'ajourner sa déclaration.

Avant de se précipiter dans une guerre à outrance qui allait mettre en question l'existence même de sa couronne, le roi de Prusse voulait savoir d'abord s'il pouvait compter sans réserve sur le concours des forces réunies de la Russie, puis comment cette puissance entendait compenser, en faveur de la Prusse, les agrandissements considérables de territoire qui allaient lui échoir par l'effet de la conquête du grand-duché de Varsovie. Le roi ne pouvait se dissimuler que,

si la Russie s'avançait jusqu'à l'Oder ou même jusqu'à la Wartha, elle ne serait plus qu'à quelques marches de sa capitale découverte. Quel serait désormais le sort de ses possessions, qui s'allongeaient démesurément le long de la Baltique entre la Vistule et le Niémen? Devenues de véritables enclaves de l'empire moscovite, elles ne seraient plus pour elle une force, moins encore un boulevard, mais une sorte de gage permanent de sa vassalité vis-à-vis de la couronne des tsars.

Le roi était décidé à ne rompre avec Napoléon qu'après s'être assuré, du côté de la Russie, toutes les garanties désirables, après avoir discuté et arrêté avec elle toutes les conditions de sa nouvelle alliance. Les informations qu'il recevait du camp de l'empereur Alexandre étaient de nature à l'affermir dans cette politique prudente et réservée. Les opinions y étaient très-divisées. Les uns, qui constituaient une sorte de parti allemand dont le baron de Stein était le chef et l'organe éloquent, s'attachaient principalement à développer cette idée, que la suprématie de Napoléon reposait sur l'organisation qu'il avait donnée à l'Allemagne, que la plupart des gouvernements germaniques, fatigués du joug, n'attendaient que l'assistance de la Russie pour s'en délivrer, et que leurs peuples étaient plus impatients encore de se soustraire à la commune oppression. « C'était donc en Allemagne qu'il allait frapper la puissance de Napoléon et la frapper sans retard. L'Allemagne, morcelée comme elle l'était et divisée d'intérêts, était hors d'état de se délivrer toute seule; l'occasion pour la Russie n'avait jamais été plus belle : si elle la

laissait échapper, peut-être ne la retrouverait-elle plus. Il n'y avait pas à compter sur l'Autriche ; si la sécurité était pour elle à ce prix, elle s'humilierait plus bas que tous les autres. Maître absolu de l'Allemagne, Napoléon serait de nouveau un danger flagrant et incessant pour la puissance russe : tôt ou tard il finirait par lui arracher les possessions polonaises. En embrassant au contraire généreusement la cause de l'Allemagne, en devenant le libérateur des peuples asservis, le vengeur de tous les ressentiments légitimes, le soutien de tous les intérêts compromis ou menacés, le tsar assurerait non-seulement pour jamais le repos de son empire, mais acquerrait sur les races germaniques et sur leurs gouvernements un ascendant qui le rendrait l'arbitre de l'Europe. » Ces arguments flattaient trop directement les penchants ambitieux et mystiques de l'empereur Alexandre pour ne l'avoir pas séduit, et il était, autant que pouvait l'être un esprit aussi mobile que le sien, le défenseur ardent des doctrines du parti allemand. Ce système ne rencontrait autour de lui que très-peu d'adhérents, et parmi les généraux en renom, un seul, le comte de Wittgenstein, s'en était fait le champion. Tous les autres professaient une opinion ouvertement contraire. Les chefs réputés les plus habiles et les plus sages, Kutusoff, Barclay de Tolly, Miloradovitch, montraient la plus vive répugnance à se jeter, pour des intérêts étrangers à leur pays, dans les hasards d'une guerre lointaine et continue avec l'empire français. « La Russie, disaient-ils, combattant chez elle, au milieu de ses foyers, était invincible ; toutes les fois, au

contraire, qu'elle avait envoyé ses armées opérer loin de ses frontières, elle avait défié la fortune et s'était attiré ses rigueurs. Aujourd'hui elle avait une grandeur de situation incomparable : elle n'avait pas seulement vaincu, repoussé l'invasion ; elle avait conquis toute la Pologne. Elle était l'arbitre suprême du grand-duché de Varsovie, la dispensatrice de ses dépouilles. C'était là un résultat immense ; elle l'avait acheté au prix des plus glorieux mais des plus cruels sacrifices; il y aurait témérité à le compromettre en se précipitant dans des expéditions aventureuses, en allant chercher son ennemi au milieu de ses ressources, de ses places de guerre, sur des champs de bataille de son choix, et où il avait remporté autrefois ses plus beaux triomphes. Un grand revers comme celui d'Austerlitz, remettait tout en question, même les conquêtes aujourd'hui les mieux assurées. La Russie avait donné à tous les peuples l'exemple du courage et de l'abnégation: c'était à eux de le suivre. Devait-elle donc se sacrifier pour cette Allemagne qui, il y a quelques mois, avait jugé utile à ses intérêts de s'unir à la France pour l'envahir et l'asservir? »

En présence d'un si complet désaccord entre le tsar et ses généraux sur le but et la conduite de la guerre, il était naturel que Frédéric-Guillaume voulût attendre, avant de prendre un parti, que la situation fût nettement éclaircie. En conséquence, il fut décidé qu'un officier qui avait toute la confiance du roi et qui avait aussi celle de l'empereur Alexandre, le colonel Knesebeck, serait envoyé immédiatement auprès de ce souve-

rain et chargé de deux missions : l'une, toute confidentielle, qui avait pour objet d'éclaircir et de régler tous les points relatifs à l'alliance ; l'autre, ostensible et officielle, destinée à justifier aux yeux de Napoléon l'envoi du colonel, et à laquelle pourtant, si les circonstances le commandaient, M. de Knesebeck était autorisé à donner un caractère sérieux. L'empereur Alexandre serait invité à ouvrir des négociations pour arrêter les bases de la pacification générale ou continentale, et conclure immédiatement un armistice.

M. de Hardenberg fit connaître, le 19 février, à M. de Saint-Marsan l'objet officiel de la mission du colonel Knesebeck. « Les troupes françaises, lui dit-il, se retireraient derrière l'Elbe, les troupes russes derrière la Vistule ; tout le pays intermédiaire serait neutralisé, et des négociations pour la paix générale seraient ouvertes. » La France fut invitée à déclarer si elle consentirait à entrer dans un pareil engagement et à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pillau et de Dantzig à des troupes mi-partie saxonnes et prussiennes. M. de Hardenberg ajouta que la sûreté et l'honneur du roi exigeaient que l'on sauvât un coin de terre où l'on pût agir en liberté ; il affirma que le système fondé par l'alliance avec la France était encore intact, que sa cour n'avait fait aucune avance à l'empereur Alexandre, et que le désespoir causé par les refus réitérés de l'empereur Napoléon de secourir les misères de la Prusse pourrait seul la déterminer à se jeter dans les bras de la Russie. M. de Hardenberg, en prononçant ces derniers mots, était en proie à la plus vive émotion.

Comme il était facile de le prévoir, l'empereur Alexandre refusa de consentir à ce que le territoire de la Silésie fût neutralisé ; mais il promit de n'occuper cette province que du consentement du roi, puis, afin de dissiper toute incertitude dans l'esprit de ce prince, il lui envoya en toute hâte le baron de Stein et M. d'Anstett.

Le roi avait toujours eu peu de goût pour la personne de son ancien ministre. Son esprit, timide et attaché aux traditions, se sentait troublé à côté du génie ardent et novateur du baron de Stein, et il ne lui avait jamais accordé sa confiance qu'avec de secrètes réserves. Aujourd'hui Stein représentait dans sa personne les deux grandes forces conjurées contre Napoléon, la coalition avouée ou cachée des rois et le soulèvement du peuple prussien. Il était ainsi devenu un personnage redoutable qui s'imposait à tous, aux souverains tremblants sur leurs trônes comme aux masses fanatisées. Le roi le craignait trop pour le revoir avec plaisir ; mais il ne pouvait ni le désavouer, ni l'écarter ; il le reçut donc. Stein fut tour à tour pressant, pathétique et véhément. Il traça un tableau saisissant de la situation; il dit que l'empereur Alexandre était prêt à donner au roi les garanties les plus efficaces, à contracter avec lui les engagements les plus étendus, mais qu'il attendait du roi en retour une confiance sans bornes, que le temps pressait, qu'il ne fallait pas compliquer la grande affaire de l'alliance par d'autres questions qui pouvaient être ajournées, qu'avant de délibérer sur la destination à donner au grand-duché de Varsovie, il fallait avoir le droit d'en

disposer, ce qui ne pouvait se faire qu'en terrassant Napoléon. Il rappela les fautes passées qui devaient servir de leçons pour l'avenir, et parla de l'excitation des masses en homme qui l'avait préparée de longue main. Il ajouta que le tsar était décidé, dans le cas où la Prusse refuserait de se détacher de la France, à incorporer à la Russie tout le pays compris entre la Vistule et le Niémen, puis à ravager les territoires situés entre la Vistule et l'Elbe. Il termina en déclarant que si le roi voulait comprimer l'élan généreux des peuples, il aurait la douleur de voir sa volonté méconnue, qu'il ne lui restait donc qu'à se mettre à leur tête et à marcher sur le Rhin.

Ces vives représentations émurent profondément Frédéric-Guillaume. De son côté, M. d'Anstett lui fit les déclarations les plus rassurantes. Il affirma que son souverain n'était entré en Prusse que pour délivrer ce royaume et le rétablir dans des conditions de force identiques à celles où il se trouvait avant la guerre de 1806. Il offrit toutes garanties contre le danger auquel une extension de la puissance russe pourrait exposer les provinces septentrionales du royaume. Malgré ces promesses, le roi semblait hésiter encore : il appela Scharnhorst et lui demanda son avis. Le général joignit ses plus instantes prières à celles du baron de Stein et conjura son souverain de se prononcer sans retard. Frédéric-Guillaume céda enfin et consacra sa défection par un traité d'alliance qui fut conclu, le 28 février, à Kalish, entre la Russie et la Prusse. La Russie prit l'engagement de concourir à la guerre active avec

150,000 hommes et la Prusse avec 80,000 (art. 3). Les deux puissances convinrent d'employer tous leurs efforts pour obtenir l'adhésion de l'Autriche (art. 7). Par les articles secrets, l'empereur de Russie promit de ne poser les armes que lorsque la Prusse aurait été replacée dans les mêmes conditions de force où elle était avant 1806, et garantit formellement au roi la possession de la Vieille-Prusse, à laquelle serait joint un territoire qui, sous tous les rapports, tant militaires que géographiques, relierait cette province à la Silésie. Le 19 mars, il fut arrêté à Breslau, entre les deux souverains, qu'ils déclareraient ne s'être proposé d'autre but que de soustraire l'Allemagne à l'influence et à la domination de la France. Tout prince allemand qui ne répondrait pas à cet appel dans un délai fixé serait menacé de la perte de ses États.

Le roi dissimula pendant trois semaines l'alliance qu'il venait de contracter avec la Russie ; mais le jour même où son plénipotentiaire signait le traité de Kalish, le 28 février, un fait significatif se passait à Berlin. Un piquet de Cosaques entrait à toute bride dans la ville, cernait l'hôtel de M. de Saint-Marsan, et, sous les yeux des autorités, au mépris du droit des gens et de tous les usages pratiqués entre nations policées, enlevait la personne du premier secrétaire de la légation de France, M. Édouard Lefebvre, s'emparait de tous ses papiers et le faisait conduire en Russie, où il fut détenu prisonnier jusqu'à la paix.

La Prusse signifia officiellement sa déclaration de

guerre à M. de Saint-Marsan le 17 mars, et le 27 au duc de Bassano.

Dans la nuit du 2 mars, le vice-roi dut évacuer Koepnick, se replier sur Wittenberg et repasser la rive gauche de l'Elbe. De puissants renforts lui arrivaient de tous côtés : c'étaient d'abord les 16 seconds bataillons du 1er corps et les 16 seconds bataillons du 2e corps, qui venaient de se réorganiser à Erfurt, et qui présentaient ensemble un total de 26,000 combattants, puis la division du général Lagrange, destinée à faire partie du 2e corps, et enfin tout le 5e corps, déjà réuni à Magdebourg, sous les ordres du général Lauriston.

York, Stein et Wittgenstein en insurgeant la Vieille-Prusse, les chefs des sociétés secrètes par l'activité de leur propagande, le gouvernement par ses édits de Février, avaient mis sous les armes toute la jeunesse virile du royaume. C'était un résultat immense ; mais l'empereur de Russie voulait plus encore : il voulait faire violence à tous les gouvernements allemands, et, en dépit des obligations qui les liaient vis-à-vis de la France, les entraîner en soulevant leurs peuples. Pour réussir, le tzar et le roi de Prusse ne reculèrent devant aucune extrémité ; avec une témérité sans exemple, ils n'hésitèrent point à faire appel à des passions toujours promptes à s'éveiller dans le cœur des hommes. Abolition des distinctions féodales, égalité civile, liberté politique, ils promirent tout aux peuples allemands. Une force nouvelle, souvent désordonnée et aveugle, toujours terrible dans l'explosion de ses premiers accès, la passion populaire, apparait alors et altère sensiblement

l'action froide et contenue des cabinets. Ici c'est Blücher qui parle aux Saxons un langage inspiré : « Nous portons nos pas dans les lieux que nous montre le doigt de la Providence. Vaillants Saxons, l'heure de la délivrance est venue. Aux armes ! levez l'étendard contre vos oppresseurs, soyez libres ! » — « Dieu est à nos côtés, s'écrie un autre général ; nous affrontons l'enfer et ses alliés ; toute distinction de naissance, de rang, de pays est bannie de nos légions ; nous sommes tous des hommes libres. » Mais ces appels à de nobles passions ne suffisent pas encore aux alliés ; leurs généraux, dans des proclamations qui sont des ordres, affectent la sauvage énergie des Espagnols. « La levée en masse, disent-ils, doit combattre à outrance, harceler l'ennemi, lui couper les vivres ; elle ne doit pas craindre d'anéantir les soldats marchant isolément. Elle s'arme indifféremment de fusils, de faulx, de sabres et de fourches. A l'approche des Français, les habitants doivent évacuer les villages et se retirer dans les bois, emporter les farines, faire couler les tonneaux, brûler les moulins et les bateaux, combler les sources et couper les ponts. Les bals, les fêtes, les mariages même sont interdits dans les villes qui sont occupées par les Français. »

Conçues dans le délire de la haine contre Napoléon, accueillies par tous avec frénésie, ces terribles ordonnances annonçaient que les temps étaient changés, que ce n'étaient plus des armées régulières que nous allions avoir à combattre, mais des peuples tout entiers. La défection et le soulèvement de la Prusse étaient pour nous bien autre chose que la perte d'un corps auxiliaire

de 24,000 hommes : c'était le cri de guerre poussé par les Allemands du nord, auquel allaient bientôt répondre les Allemands de l'ouest et du midi. Partout déjà se manifestait une fermentation inexprimable. Comme la mer battue par la tempête, l'Allemagne entière se remuait dans ses profondeurs.

La France présentait un spectacle bien différent. Le fanatisme révolutionnaire, qui autrefois avait levé et armé 1,400,000 hommes, était depuis longtemps éteint. En se disciplinant sous la main du chef puissant qui s'était emparé de toutes ses forces vives, la nation avait perdu cet élan impétueux, irrésistible, contre lequel étaient venues se briser les armées et les haines de l'Europe. Éblouie par une gloire incomparable, d'humeur naturellement guerrière et aventureuse, plus ardente que ferme, aussi prompte à se décourager qu'à s'enflammer, elle avait suivi aveuglément son chef dans toutes ses entreprises, même les plus téméraires. A peine si elle s'était rendu compte du but où on la conduisait, et à son insu elle avait obéi plus encore à son imagination qu'à sa raison. Elle était heureuse alors, parce qu'elle se sentait la première puissance du monde. La gloire et l'ambition la consolaient de la perte d'une liberté qui ne lui rappelait encore que des désordres ou des crimes. Enfin l'abus des succès avait appelé sur elle de soudains et cruels revers. Comme elle n'y avait point été préparée, elle en avait été plus accablée. Aux récits lamentables des désastres de la retraite de Russie, elle était sortie comme d'un rêve ; elle avait été navrée de douleur ; elle avait eu là, rassemblées dans un même

tableau, toutes les désolations qui peuvent affliger un grand peuple. Quelle famille n'avait pas eu à pleurer un père, un frère, un ami! La France, qui pendant si longtemps avait disposé des couronnes et des États, se voyait aujourd'hui menacée dans sa sécurité et son indépendance. Elle était toujours valeureuse; mais son courage commençait à n'être plus que celui de la résignation. Ainsi, tandis que l'Allemagne, pleine de foi, d'espérance et de passion, était prête à se lever tout entière pour s'affranchir de la domination de la France, la France, silencieuse, attristée et refroidie, commençait à douter de son chef, de l'avenir et d'elle-même.

Napoléon n'avait que trop le sentiment des difficultés de sa situation. A la vue du grand mouvement que soulevait contre lui le nord de l'Allemagne, il ressentit un trouble profond. Évidemment il ne s'était pas attendu à un tel déchaînement de passions hostiles. Comment conjurer ces dangers qui se dressaient de toutes parts contre lui? où trouver une digue assez forte pour contenir ces flots d'ennemis arrachés de leur lit et prêts à déborder sur ses frontières?

Le prince de Schwarzenberg était venu reprendre possession de son poste d'ambassadeur à Paris. Le langage qu'il tenait était, comme celui de M. de Metternich, doux, empressé et amical. Il prêchait la modération et la paix; il proposait la médiation de sa cour, sans oser la qualifier encore de médiation armée. En même temps il pressait le duc de Bassano de lui faire connaître les conditions précises sur lesquelles Napoléon entendait traiter; il demandait si l'intention de l'empereur serait

de restituer les villes anséatiques, de rétablir l'indépendance de la Hollande, de renoncer à la création du grand-duché de Varsovie? L'Empereur était peu disposé à traiter en ce moment. Son orgueil répugnait à négocier sous le coup des désastres qui avaient terni l'éclat de ses armes. Il fallait d'abord qu'il reparût puissant sur les champs de bataille, et effaçât par de nouvelles victoires l'impression produite par de récents revers. Puis il se défiait des intentions de l'Autriche; dans son langage, cette puissance restait toujours une alliée dévouée, quand déjà depuis longtemps elle ne l'était plus dans ses actes. La retraite du corps auxiliaire sur Cracovie et les armements considérables qu'elle entreprenait chez elle avaient éveillé à Paris de légitimes soupçons, et Napoléon ne croyait pas devoir livrer à une puissance qui présentait dans sa conduite tant de contradictions le secret des sacrifices qu'il ferait plus tard pour obtenir la paix. D'ailleurs, ces sacrifices dépendraient des circonstances et du caractère qu'aurait la pacification. Serait-elle générale? serait-elle simplement continentale? C'étaient là des hypothèses qui comportaient des solutions très-différentes. Les sacrifices que l'Empereur serait disposé à faire à la paix générale, il ne les ferait certainement pas à une simple paix continentale. En tout cas, le moment des explications décisives n'était point venu : il s'agissait aujourd'hui, non de négocier, mais de combattre. S'il était vrai que l'Autriche fût aussi sincèrement dévouée à nos intérêts qu'elle persistait à nous le dire, l'occasion allait se présenter pour elle de nous le témoigner. La campagne

ne pouvait tarder à s'ouvrir ; qu'elle resserrât les nœuds qui l'unissaient à nous, que l'Autriche consentît à nous garantir la coopération loyale et énergique de ses armées, et Napoléon lui assurerait de son côté les plus grands avantages. Déjà une première fois, après son retour de Smorgoni, il l'avait vivement sollicitée de s'unir étroitement à sa cause. Cette tentative n'avait point réussi. Pouvait-il espérer que de nouvelles ouvertures seraient mieux accueillies aujourd'hui ? Dût une seconde démarche être également infructueuse, il résolut de la tenter.

Le 27 mars, son ministre des affaires étrangères écrit sous sa dictée au comte de Narbonne les instructions suivantes. — Il reconnaît que l'état des choses est changé par la défection de la Prusse. Il déplore que la Russie, au lieu de recourir à cette puissance comme à un intermédiaire pour négocier la paix, ait mieux aimé s'en servir comme d'un moyen de guerre. « Il l'a poussée, dit-il, à la défection pour faire avec elle une campagne, réaliser, en cas de succès, ses vues sur la Pologne, en cas de revers sacrifier la Prusse, comme elle l'a fait à Tilsit. Si elle triomphe, elle prendra toute la rive gauche de la Vistule et donnera à la Prusse un équivalent en Allemagne. Puisque l'Autriche veut la paix, il faut qu'elle agisse vivement, qu'elle s'adresse à la Russie et lui demande d'ouvrir immédiatement des négociations. L'empereur Alexandre y consentira. On conviendrait d'un armistice pendant lequel on négocierait. Les plénipotentiaires se réuniraient entre Breslau et Dresde. Si les Anglais voulaient en envoyer un,

il serait reçu. L'armistice une fois admis, le langage et les forces de l'Autriche amèneraient promptement la conclusion de la paix. L'empereur Alexandre et Frédéric-Guillaume étant à Breslau, l'empereur François pourrait être à Prague et l'empereur Napoléon à Dresde. La négociation serait courte. Si l'empereur Alexandre refuse de négocier, voilà ce que nous proposons : l'Autriche ne peut, dans ce cas, manquer de prévoir la perte de la Prusse. La population de la monarchie prussienne est de 5 millions d'âmes. On en formerait trois lots. Un million serait laissé à la Prusse sur la rive droite de la Vistule ; deux millions seraient réunis à l'Autriche, et les deux autres millions à la Saxe et à la Westphalie. La plus belle part serait celle qui reviendrait à l'Autriche. La Silésie, qui se lie à la Bohême, et qui forme la meilleure et la plus belle partie des possessions de la Prusse, a une bien autre valeur que n'en ont les territoires qui seraient cédés aux alliés de Sa Majesté.

« Les jours sont comptés : dans les premiers jours de mai, l'empereur Napoléon sera sur l'Elbe, l'Autriche en mesure d'agir vigoureusement, et nous battrons de concert les Russes et les Prussiens. L'armée de Bohême et de Cracovie, présentant un effectif de 60,000 hommes, serait prête à agir ; le total des forces autrichiennes qui entreraient en campagne devrait s'élever à 100,000 hommes, 30 à 40,000 hommes formeraient l'armée de Silésie ; 30 à 35,000, celle du prince de Schwarzenberg. Le reste serait à la disposition de la France dans la Bukovine et dans la Galicie. L'empereur Napoléon ma-

nœuvrerait de manière à couper la Silésie de toutes communications avec la Russie et à faciliter à l'armée autrichienne la conquête de cette province. »

Là ne se bornèrent point les offres de la France, et on laissa espérer au prince de Schwarzenberg que, si l'Autriche consentait à resserrer ses nœuds avec nous, on lui restituerait les provinces illyriennes. M. de Narbonne communiqua le 10 avril à M. de Metternich la substance de nos dernières propositions. Treize jours s'étaient écoulés depuis celui où elles avaient été expédiées. Dans cet intervalle, la situation s'était bien aggravée. Un événement considérable s'était accompli : la Prusse avait officiellement déclaré la guerre à la France, et cette nouvelle avait jeté la capitale et les populations allemandes de l'Autriche dans un véritable délire. L'impatience de nous combattre et d'anéantir notre suprématie avait envahi toutes les classes, et Vienne présentait le même spectacle que Berlin en 1806, avant la bataille d'Iéna. Des écrits pleins de fiel circulaient dans toutes les familles et les poussaient à la guerre sainte. La haute noblesse et l'armée, honteuses de leur inaction, enviaient aux Prussiens l'honneur de délivrer l'Allemagne. Elles disaient que l'Autriche ne pouvait laisser le premier rôle à sa rivale, et qu'à moins de renoncer pour jamais à sa suprématie séculaire, elle devait sans retard et d'une main ferme prendre la haute direction des intérêts allemands. L'alliance de famille n'arrêtait point la véhémence des discours. M. de Narbonne écrivait le 1er avril : « Les journaux et écrits périodiques qui appellent les peuples aux armes et leur

promettent une constitution portent le désespoir dans le cœur de M. de Metternich. Il n'hésite pas à comparer à des comités de salut public les conseils de l'empereur de Russie et du roi de Prusse. Partout ici, dans les cafés, sur les murs, dans les cris du peuple, éclate l'horreur du nom français. Tous les malheurs qui affligent ce pays, la cherté des vivres, la disette de l'argent, c'est à la France qu'on les attribue. La haine des salons contre nous tient du délire. » Il était visible qu'à mesure que s'élevait la passion publique, le gouvernement mollissait ; il ployait sous la tempête déchaînée. L'impulsion était si violente, les esprits tellement emportés, que si quelque grand événement ne venait changer le cours des idées, M. de Metternich serait inévitablement forcé, ou de se prononcer contre la France ou de se retirer.

L'accueil fait à nos dernières propositions se ressentit d'un tel état de choses. Moins que jamais l'Autriche était disposée à former avec nous une alliance intime. Elle n'avait qu'une ambition, c'était de profiter des avantages de la situation pour imposer aux puissances belligérantes sa médiation, non plus simplement amicale, officieuse et toute pacifique, mais armée. M. de Metternich, naguère si expansif, affecta pendant la lecture que lui fit M. de Narbonne de la dépêche du 27 mars, une contenance pleine de froideur, et se borna à demander si la France ne renoncerait pas aux territoires dont elle s'était emparée dans les dernières années, notamment aux villes anséatiques et à la Hollande. « Il est impossible, dit-il encore, que les provinces illy-

riennes ne nous reviennent pas. *L'empereur Napoléon a pris à peu près l'engagement de nous les restituer.* »

M. de Metternich fit attendre sa réponse pendant cinq jours; elle était compassée, pleine de réticences et de subtilités, doucereuse dans la forme, très-dure au fond, presque comminatoire. M. de Metternich, qui était tourmenté du désir de rompre l'alliance de 1812, déclara que, pour atteindre le grand but de la paix, il n'existait qu'une forme diplomatique, celle de la *médiation armée.* « L'empereur, mon auguste maître, dit-il, s'apprête en conséquence à prendre cette attitude. » M. de Metternich, qui connaissait le prix du temps et les dispositions peu pacifiques de l'Angleterre, représenta qu'avant d'ouvrir les négociations, il était convenable d'attendre la réponse de cette puissance aux ouvertures qui lui avaient été faites.

Napoléon avait demandé à l'Autriche de concourir aux efforts de la campagne prochaine dans la proportion de 100,000 hommes. M. de Metternich répond et prononce le mot fatal : « Le rôle de l'Autriche ne peut plus être celui d'un simple auxiliaire, et, dans le cas où la médiation n'aurait point le succès qu'elle espère, il ne lui resterait d'autre alternative que de se retirer derrière ses frontières ou de s'engager dans la guerre comme partie principale. *Les stipulations de secours limités de notre traité d'alliance ne sont plus applicables aux circonstances actuelles.* »

La campagne allait s'ouvrir. La France et la Russie avaient un égal intérêt à ne point forcer l'Autriche à se prononcer plus tôt qu'elle ne le voulait; mais il était

impossible qu'elles ne l'obligeassent pas à s'expliquer sur la destination du corps auxiliaire. En effet, comme si la France et la Russie s'étaient donné le mot, le 11 avril le général russe Sacken dénonçait l'armistice conclu à la fin de janvier, et ce même jour le duc de Bassano écrivait au comte de Narbonne : « L'empereur a communiqué au prince de Schwarzenberg son plan d'opérations. Sa Majesté sera probablement le 20 à Mayence. Elle enverra immédiatement au général Frimont l'ordre de dénoncer l'armistice. Prévenez M. de Metternich, afin que le général Frimont n'ait pas le plus léger prétexte pour refuser d'agir. » Le prince de Schwarzenberg avait formellement déclaré que, sans aucun doute, le général Frimont obéirait aux injonctions de l'empereur.

Le 18, aussitôt après avoir reçu les ordres de sa cour, le comte de Narbonne se rendit chez M. de Metternich, et il lui dit : « L'Empereur s'explique nettement au sujet du corps auxiliaire. Il considère ce corps comme faisant partie de son armée ; il lui assigne son poste et vous annonce d'avance les mouvements qu'il va lui prescrire. »

A ces mots, M. de Metternich ne peut maîtriser son trouble. Sa figure pâlit et rougit tour à tour ; sa voix elle-même est altérée. Il objecte que le corps auxiliaire est bien faible, qu'il est le seul boulevard qui couvre la Gallicie, et que l'exposer dans une lutte inégale, ce serait compromettre le cœur de l'empire. « Mais, répond M. de Narbonne, considérez que le contingent est un corps de la grande armée qui lie ses

opérations à celles des autres. Les mesures que l'Autriche croira devoir prendre pour faire respecter la Gallicie ne sauraient influer sur la destination du contingent, dont elle ne doit pas disposer. Encore une fois, faites que ce corps demeure dans sa position actuelle. S'il se retire, c'est vous qui serez responsable des complications qui en résulteront. » Pensif, silencieux, M. de Metternich semblait abîmé dans ses réflexions. M. de Narbonne reprit avec l'accent de la persuasion : « Quel avantage trouvez-vous à gagner du temps, et qu'attendez-vous pour vous décider? Les événements de la guerre vous ôteront nécessairement une partie de cette prépondérance que nul ne vous conteste aujourd'hui. » M. de Metternich rompit enfin le silence : « Nous ne voulons que la paix, dit-il; mais sur quelle base l'établir? Savez-vous vous-même ce que veut la France? L'Empereur ne prétend céder sur rien. Les villes anséatiques par exemple, il s'obstine à les détenir. »

Le ministre promit d'adresser le soir même la réponse de l'empereur son maître. Tout ce jour et le lendemain s'écoulèrent sans que la réponse promise fût envoyée. Le 20, l'ambassadeur de France se transporta de nouveau chez M. de Metternich, qu'il trouva malade et agité. Le ministre lui dit avec un embarras inexprimable que l'empereur d'Autriche venait d'apprendre que le général Frimont était en pleine retraite. A cet aveu, M. de Narbonne témoigne plus que de la surprise. M. de Metternich cherche à justifier la résolution de sa cour. « Le corps du général Sacken, dit-il,

comptait plus de 30,000 hommes ; conséquemment le corps auxiliaire n'avait pu faire autrement que de se replier sur la Gallicie. » M. de Narbonne répliqua que les corps combinés du général Frimont et du prince Poniatowski étaient, de l'aveu même du ministre, plus nombreux que ceux de l'ennemi. « Ainsi, s'écria-t-il avec l'accent d'une âme indignée, vous prétendez que le contingent ne doit pas se battre, malgré le traité qui l'y oblige, malgré les assurances que vous-même vous m'avez données! »

Confus, interdit, M. de Metternich ne trouvait plus d'arguments pour se justifier. « Ne serait-il pas absurde, disait-il, que les Autrichiens se battissent pour les Polonais? Jamais on ne déterminera les troupes du général Frimont à se battre pour leur conserver Cracovie. » Alors M. de Narbonne reprit avec une dignité solennelle : « Considérez bien de quelle immense responsabilité vous vous chargez. Si votre parti est pris contre la France, je n'ai plus rien à dire; mais si vous balancez encore, quelle conclusion pensez-vous que nous puissions tirer de la retraite du général Frimont? » M. de Metternich, poussé à bout, répliqua que l'empereur des Français, en exigeant la coopération du corps auxiliaire, n'avait voulu qu'une chose, c'était de mettre l'Autriche à l'épreuve. « Et quand cela serait, dit vivement M. de Narbonne, vous conviendrez qu'il aurait eu quelque raison, puisque la première démarche que vous faites est de violer le traité qui subsiste encore. Je ne puis différer de m'expliquer avec vous : l'Empereur mon maître a désiré et désire encore la

bonne intelligence entre la France et l'Autriche. Il a désiré voir les forces de cette dernière puissance consacrées à la pacification générale. Dans cette pensée, il a fermé les yeux sur plusieurs démarches, et particulièrement sur l'armistice conclu en janvier, sans son aveu, par un corps d'armée soumis à ses ordres. En vain m'objecterez-vous l'utilité prétendue de cet armistice. Le mal que le corps auxiliaire aurait pu faire aux Russes était incalculable. Son commandant n'avait pas le droit de conclure un tel armistice. La France ne s'est pas plainte pourtant : elle n'a point provoqué de nouvelles résolutions de votre part ; elle vous a laissé le temps de les peser et s'en est tenue religieusement au traité de Paris. »

Après ce second entretien, M. de Narbonne, aussi ému qu'attristé, rentra chez lui, rédigea une note qui constatait la violation du traité de Paris, et l'envoya à M. de Metternich. Le 23, il demanda et obtint la faveur d'être reçu par l'empereur d'Autriche. Ce souverain ouvrit l'entretien en annonçant que le général Frimont avait déjà reçu l'ordre de se retirer, que la cause déterminante de ce mouvement était qu'en conservant ses positions avancées, il s'exposerait inutilement. L'empereur ajouta : « Je ne veux pas que mes troupes soient morcelées. Les Polonais feront ce qu'ils voudront, mais je conseille à votre maître de ne point se fier à eux. » M. de Narbonne allégua les stipulations précises du traité de Paris. L'empereur reprit : « Mais c'est votre maître qui l'a annulé en me pressant de proposer la médiation armée. » Alors M. de Nar-

bonne conjura son auguste interlocuteur de vouloir bien confondre les deux rôles, celui d'allié et celui de médiateur. « C'est ma conviction, reprit ce prince, que je ne puis pas être à la fois en guerre et médiateur. Cette confusion de rôles détruirait toute la confiance que je puis inspirer. — Mais enfin, dit M. de Narbonne, Votre Majesté veut donc considérer comme non avenu le traité de Paris? — C'est votre maître qui le veut, puisqu'il exige que je réunisse toutes mes forces et que je rassemble 200,000 hommes. » M. de Narbonne objecta que son souverain n'en avait demandé que la moitié. « Enfin, dit l'empereur avec une sorte d'impatience, c'est ma conviction; je veux que toutes mes troupes soient réunies pour agir d'accord avec les vôtres. — Elles seront donc destinées toutes à agir pour nous? demanda M. de Narbonne. — Oui, dit l'empereur, dans le cas où, comme je l'espère, votre maître accédera à des propositions raisonnables. — Mais, reprit l'ambassadeur, qui jugera le véritable caractère de ces propositions? Et dans le cas contraire aux prévisions de Votre Majesté, qu'adviendrait-il? » La question était pressante, trop pressante certainement. L'empereur François garda un instant le silence; puis, comme un homme qui répond à ses pensées intérieures, il dit : « Il faudrait être fou pour vouloir aller par-delà le Rhin et ne pas laisser un peu de puissance de ce côté-ci, absurde de vouloir rien tenter du côté de l'Italie. Je dois compte à mes sujets de tout le sang que je leur fais verser. » S'adressant plus directement à la personne de notre ambassadeur,

il ajouta : « Prenez garde, monsieur le comte ; j'ai des raisons de croire que l'on ne sera pas content à Paris que vous ayez donné votre dernière note, à laquelle je ferai réponse aujourd'hui. »

L'entretien durait déjà depuis longtemps ; avant de se retirer, M. de Narbonne supplia encore l'empereur de ne pas séparer sa cause de celle de son gendre. L'empereur d'Autriche lui répondit avec fermeté : « Non, je ne changerai rien à ma résolution ; en la prenant, j'ai obéi à mes convictions ; c'est ma conscience qui le veut et qui me le commande. Si j'agissais autrement, je serais responsable devant Dieu. » Ces mots furent les derniers de ce grave entretien.

Le 1er mai, M. de Metternich envoya la réponse de son souverain. « L'empereur d'Autriche, disait M. de Metternich, s'est placé vis-à-vis de l'Europe dans l'attitude la plus belle qui puisse être réservée au souverain d'un grand État, celle de *médiateur*. Dès que Sa Majesté veut la chose, elle doit en vouloir les moyens. Ces moyens existent dans les formes de la plus complète impartialité et dans le déploiement de grandes forces. Nous avons adopté les premières ; les secondes sont toutes prêtes. L'empereur veut la paix et ne veut que la paix. Ce n'est pas avec de faibles moyens que l'empereur François soutiendra ses paroles de paix et qu'il sera prêt à combattre les ennemis des intérêts de la France, qu'il ne séparera jamais de ceux de son propre empire. »

C'en était fait, le voile était déchiré, la situation mise à nu. L'Autriche rompait l'alliance signée le 14 mars

1812, et elle choisissait pour la rompre le moment où la France, assaillie par des ennemis redoutables, lui demandait, avec autant de loyauté que de confiance, de négocier la paix, si la paix était possible, et, si elle ne l'était pas, d'unir ses efforts aux siens pour la conquérir. Ce n'est pas sans ressentir un grand trouble que l'empereur d'Autriche et M. de Metternich avaient pris une résolution aussi hardie. Elle venait trop tôt pour le succès de leurs combinaisons. Forcés dans leurs derniers retranchements par les sollicitations de M. de Narbonne, ils n'avaient pu échapper au danger d'une explication. Le coup était porté maintenant ; ils craignaient qu'à cette nouvelle Napoléon ne fît explosion. Les événements pouvaient tourner au profit de sa gloire et à la confusion de tous ses ennemis. Aussi, dans le moment même où M. de Metternich brise les liens formés en 1812, il s'applique avec tout l'art dont il est capable à nous persuader que sa cour n'a pas changé de système. Le 1er mai, il écrit confidentiellement à M. de Narbonne : « J'espère que l'empereur Napoléon voue quelque confiance à l'homme qui, en grande partie, a fondé les rapports qui existent entre l'Autriche et la France. Serait-il dans la nature des choses que cet homme pût contribuer au renversement d'une œuvre de plusieurs années dans ce moment où un résultat entièrement favorable à l'Empereur votre maître ne lui présente aucun doute? »

M. de Narbonne avait un esprit trop délié pour se laisser abuser par ces doucereuses paroles. Ses convictions étaient formées. D'une main trop brusque, il

venait d'arracher le voile dont M. de Metternich enveloppait sa pensée. Il le tenait pour un ministre cauteleux, plus faible encore que perfide, entraîné malgré lui, mais à coup sûr déjà en voie de défection, et qui ne voulait intervenir en médiateur armé que pour nous dicter des lois. Il ne laissa pas un instant à ce ministre la satisfaction de croire qu'il l'avait trompé. Il lui déclara qu'acceptant toutes les conséquences de la nouvelle position que venait de prendre l'Autriche, l'empereur Napoléon allait lever immédiatement deux cent mille hommes.

DERNIÈRES NÉGOCIATIONS

LE CONGRÈS DE PRAGUE

Mouvement offensif des Russes et des Prussiens. — Concentration de l'armée du vice-roi à Magdebourg. — Entrée de Blücher à Dresde — Entrée des Russes à Hambourg. —L'impératrice Marie-Louise instituée régente. — Départ de Napoléon de Saint-Cloud, 15 avril. — Bataille de Lutzen. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, 4 mai. — Bases de pacification communiquées par M. de Metternich à M. de Narbonne, 8 mai. — Courroux de Napoléon. — Envoi du duc de Vicence au quartier général russe. — Bataille de Bautzen, 20 et 21 mai. — L'empereur Alexandre refuse de recevoir le duc de Vicence. — L'Autriche devient l'arbitre de la situation. — Armistice de Plessewick, 4 juin. — Napoléon reçoit à Dresde le comte de Bubna. — Arrivée de lord Cathcart et de sir Charles Stuart au camp des coalisés. — Traités d'alliance entre l'Angleterre, la Prusse, la Russie et l'Autriche, 14, 15 et 27 juin. — M. de Metternich à Dresde. — Ouverture des conférences de Prague. — Arrivée tardive du duc de Vicence, le 28 juillet. — Dépêches françaises du 5 août. — Ultimatum de l'Autriche, 8 août. — Contre-projet français. — Le 10 août, à minuit, l'armée russe envahit la Bohême. — Le 15 août, Napoléon cède tout ce que demande l'Autriche. — Le 16 août, M. de Metternich fait savoir au duc de Vicence qu'il est trop tard, et l'Autriche entre dans la coalition.

Le vice-roi d'Italie, obligé de laisser des garnisons dans les places de l'Oder, avait ramené à peine vingt

mille hommes sur la rive gauche de l'Elbe; mais il y avait trouvé rassemblés de nombreux renforts venus de France, de Hollande et d'Italie, et il eut ainsi, réunie sous ses ordres, une nouvelle armée forte de 60,000 hommes, à laquelle l'empereur Napoléon donna le nom d'*armée de l'Elbe*, pour la distinguer de l'*armée du Mein*, qui achevait de s'organiser dans les environs de Hanau, de Mayence et de Francfort. Avec les forces dont il disposait, le vice-roi se flatta un instant de défendre toute la rive gauche du fleuve depuis Kœnigstein, qui touche à la Bohême, jusqu'à la mer, de couvrir la Franconie, la Westphalie, le département des Bouches-du-Weser, et de donner ainsi à l'Empereur le temps d'arriver sur l'Elbe avec l'armée du Mein. Dans cette pensée, il divisa l'armée de l'Elbe en trois corps. Celui de droite, sous les ordres du prince d'Eckmühl, fut composé des Saxons de Régnier, des Polonais de Dombrowski, des Bavarois de Rechberg, des divisions Gérard et Durutte (31e et 36e), et de six bataillons nouvellement formés à Erfurt. Toutes ces troupes présentaient ensemble un effectif de 26,000 hommes d'infanterie, de 1,000 à 1,200 de cavalerie, et de 70 bouches à feu; leur destination était d'occuper et de défendre la rive gauche de l'Elbe de Kœnigstein à Torgau. Le centre formé du corps d'observation de l'Elbe, et qui comptait 22,000 hommes, 2,000 chevaux et 36 pièces de canon, couvrirait l'intervalle entre Torgau et Magdebourg; le vice-roi s'en réservait le commandement direct. Enfin l'aile gauche, conduite par le duc de Bellune, forte de 15,000 hommes et de 32 pièces de canon,

s'étendrait de Magdebourg jusqu'à l'embouchure de la Havel, et soutiendrait éventuellement par des colonnes mobiles les généraux Cara-Saint-Cyr et Morand, chargés de la défense du bas Elbe. Le vice-roi établit son quartier général à Leipzig.

Conformément aux instructions de ce prince, Davoust remonta la rive gauche de l'Elbe, rejeta sur la rive droite toutes les bandes ennemies qui déjà menaçaient la Thuringe et la Franconie, brûla tous les ponts qu'il ne pouvait garder, notamment celui de Meissen, et arriva le 13 mars à Dresde, où se trouvaient les débris des corps de Régnier et de Rechberg. En ce même moment, les alliés se portaient en grandes masses sur l'Elbe. Le vieux Kutusoff venait de mourir à Buntzlau d'épuisement et du typhus, dont son armée était atteinte. L'empereur Alexandre lui avait donné pour successeur non le plus habile de ses généraux, mais celui qui avait embrassé avec le plus de ferveur les principes du parti allemand, le comte de Wittgenstein. Le nouveau généralissime s'avançait de Berlin sur Dessau avec les divisions russes de Woronzoff et les corps prussiens des généraux York et Bulow. De son côté, Blücher, à la tête de 25,000 hommes, se portait rapidement de la Silésie sur Dresde pour s'y réunir aux corps de Wintzingerode et de Miloradovitch et aux divisions russes précédemment sous les ordres de Wittgenstein. Indépendamment de ces deux colonnes principales, une troisième, commandée par le général Tauenzien, restait en arrière afin de faire le siége des places de l'Oder, et Barclay de Tolly, à la tête d'une

armée dite de réserve, était en marche pour rejoindre Blücher. Enfin des nuées de Cosaques, tant réguliers qu'irréguliers, conduits par les généraux Tettenborn, Czernichef, Benkendorff et Dornberg, se dirigeaient vers le bas Elbe. La force de tous ces corps, qui s'accroissaient incessamment d'une multitude infinie de volontaires prussiens accourant de toutes parts à l'appel de leur souverain, pouvait être estimée de 140 à 150,000 hommes.

Déjà le roi de Saxe avait mis sa personne à l'abri des insultes des Russes, et cherché un asile à Ratisbonne. Plus tard cédant aux instances de l'empereur d'Autriche, douloureusement frappé des dangers de notre situation, dont il ne connaissait que très-imparfaitement les ressources, il s'était laissé circonvenir et entraîner à Prague. Davoust reconnut bien vite l'impossibilité de défendre la ville de Dresde contre les masses redoutables qui s'avançaient. Il ne s'y arrêta que trois jours, coupa une arche du grand pont qui relie la vieille ville à la ville neuve, sous les yeux et au milieu des imprécations d'une population furieuse, et se replia sur le vice-roi. Régnier voulut se jeter dans Torgau; mais le général saxon Thielmann, qui y commandait, gagné déjà à la cause des Russes, refusa de lui en ouvrir les portes, alléguant les ordres du roi.

C'était une erreur de croire que nous étions en mesure de contenir les forces ennemies qui se portaient de tous côtés sur notre front et sur nos ailes. L'empereur Napoléon blâma le vice-roi d'avoir disséminé ses corps sur une ligne aussi étendue, et l'invita à les concen-

trer au confluent de la Saale et de l'Elbe. Abrité sous le canon de Magdebourg et de Wittenberg, ayant son front couvert par l'Elbe et sa droite par la Saale, le vice-roi pourrait attendre en toute sécurité dans ce vaste camp retranché l'arrivée de l'Empereur et de son armée. Il lui était recommandé, dans le cas où les alliés feraient des progrès trop sensibles sur sa droite ou sur sa gauche, de les arrêter en prenant une offensive hardie et en simulant un mouvement sur Berlin. Docile à ces sages conseils, le prince s'empressa de rappeler à lui ses divisions éparses, et transporta son quartier général de Leipzig à Magdebourg.

De leur côté, les alliés continuèrent de s'avancer, pleins de confiance et d'illusion, Blücher sur Dresde, qui l'acclama, Wittgenstein sur Dessau, Czernicheff, Tettenborn et Dornberg vers les plaines du bas Elbe. A l'approche des Cosaques, la population de Hambourg s'émut, des attroupements se formèrent, et une première tentative d'insurrection eut lieu. Le général Cara-Saint-Cyr, qui commandait dans la ville, n'avait pour la contenir que deux faibles bataillons du 152e de ligne et quelques compagnies de vétérans et de douaniers. Il réclama l'appui de la garnison d'Altona, qui voulut bien concourir à réprimer des désordres qui semblaient d'abord n'être que l'œuvre d'une populace avide de pillage; mais peu de jours après, un second mouvement ayant éclaté, les autorités d'Altona refusèrent cette fois d'intervenir, et alléguèrent la stricte neutralité de leur gouvernement. Le général se trouva donc réduit à une poignée d'hommes. Le 9 mars 1813,

plusieurs centaines de cavaliers, se disant soldats de Czernicheff, mais, à ce qu'il paraît, Prussiens déguisés en Cosaques, envoyés plutôt pour intimider que pour se battre, se présentèrent à quelques lieues de Hambourg, annoncèrent que le corps dont ils faisaient partie suivait à une petite distance, et commandèrent des rations pour plusieurs milliers d'hommes et de chevaux. Cette nouvelle, à laquelle la terreur des uns, les espérances des autres, donnent des proportions exagérées, trouble Cara-Saint-Cyr. Le spectacle de la ville, en proie à une agitation convulsive, lui fait craindre de ne pouvoir résister à une attaque annoncée comme imminente. En vain le général Morand, qui accourt de Stralsund avec 5,000 soldats, lui écrit de tenir ferme jusqu'à son arrivée, que les Cosaques sont encore loin, qu'à tout prix il faut conserver Hambourg : Cara-Saint-Cyr se persuade que s'il attend davantage, c'en est fait de sa petite troupe. Le 13 mars, il évacue la ville, repasse sur la rive gauche et s'établit à Bergsdorf. Il écrit au ministre de la guerre : « Telles étaient les dispositions de la population de Hambourg, que cinquante Cosaques eussent suffi pour la soulever tout entière. Si j'y étais resté vingt-quatre heures de plus, je n'en serais jamais sorti, ni le général Morand non plus. Je n'avais pas d'autre moyen de conserver Lunebourg et Harbourg que d'évacuer la ville ! » Morand opéra le 16 sa jonction avec Cara-Saint-Cyr. L'approche des Russes provoqua une insurrection générale dans tout le pays situé entre les bouches de l'Elbe et du Weser. A Brême, à Carlsbourg, à Flexen, à Grosswarden, partout la po-

pulation prit les armes, renversa les autorités françaises et envoya des députations à l'ennemi.

Napoléon, lorsqu'il apprit que Cara-Saint-Cyr venait d'évacuer Hambourg, fut très-irrité, et il écrivit le 20 mars au duc de Feltre : « Le général Cara-Saint-Cyr a abandonné une ville qu'il ne fallait pas abandonner. Il l'a évacuée sans raison, sans ordre et sans esprit. » Il y avait urgence de comprimer à tout prix un mouvement insurrectionnel qui mettait en échec le trône de Westphalie et qui menaçait de s'étendre jusqu'au Rhin. L'Empereur ordonna au général Vandamme de se rendre immédiatement à Wesel, d'y prendre trente bataillons qui s'y trouvaient entièrement organisés, de se porter à marches forcées sur le département des Bouches-du-Weser, et d'y réparer les fautesde Cara-Saint-Cyr en calmant ou en châtiant le soulèvement de la population. Ces ordres furent exécutés avec autant de rapidité que de précision. Vandamme avec sa colonne arriva à Brême le 31 mars, occupa successivement tous les points insurgés, et, par un mélange habile de fermeté et de douceur, il réussit à ramener la population au calme et à l'obéissance ; mais un désastreux événement était accompli. Hambourg était perdu pour nous ; les Russes y étaient entrés le 20 mars, et s'y étaient établis et fortifiés. Ils poussaient des reconnaissances jusqu'à Nordhausen et Langensalza, donnaient la main aux bandes détachées de Blücher et de Wittgenstein, et remplissaient d'agitation et de trouble tont le pays arrosé par le Weser et l'Ems.

Ainsi notre situation militaire s'aggravait de jour en

jour. L'ennemi, maître de Dresde et de Hambourg, débordait nos deux ailes, et menaçait à la fois la Franconie, la Westphalie et toutes nos lignes de communication entre le Rhin et l'Elbe. Le vice-roi jugea que le moment était venu d'arrêter ces progrès en frappant un coup de vigueur. Il prit avec lui les corps de Lauriston et du duc de Bellune, les divisions Fressinet et Charpentier, toute sa cavalerie, presque tous ses canons, déboucha hardiment de Magdebourg, et manœuvra comme s'il avait l'intention de se porter sur Berlin. Les Prussiens, commandés par Bulow, étaient en position et en forces à Mockern. Le 5 avril, le prince les aborda résolûment sur trois colonnes, et leur livra un rude et sanglant combat dans lequel il leur tua et blessa plusieurs milliers d'hommes, et fit lui-même des pertes sensibles, celle entre autres de 422 hommes de cavalerie sur quatorze régiments engagés. Bulow alarmé informa aussitôt Wittgenstein qu'il avait sur les bras toutes les forces du vice-roi, et qu'il n'y avait aucun doute que ce prince ne marchât sur Berlin. Le généralissime russe ne crut pas devoir suspendre son mouvement sur l'Elbe, et, du 6 ou 8, il passa le fleuve à Dessau avec le corps de Woronzoff et les Prussiens du général York. De son côté, Blücher, avec 25,000 hommes, se porta le 8 de Dresde sur Altenbourg, et Miloradovitch sur Chemnitz, dans l'intention l'un et l'autre de se réunir à Wittgenstein. La démonstration offensive du vice-roi n'en eut pas moins les conséquences les plus heureuses pour nous; elle répandit dans l'esprit des généraux alliés beaucoup d'hésitation, et déconcerta

leurs mouvements : ils n'osèrent s'aventurer loin du bassin de l'Elbe, laissèrent échapper l'occasion, qu'ils ne retrouvèrent plus, de manœuvrer entre l'armée de l'Elbe et l'armée du Mein, et l'Empereur eut le temps d'arriver.

Lorsque le vice-roi apprit que Wittgenstein avait passé l'Elbe à Dessau, il le repassa à son tour et se porta avec toutes ses forces sur Strasfurth, au confluent de ce fleuve et de la Saale. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence, séparées seulement par les eaux de la Saale. Wittgenstein et York remontèrent la rive droite de cette petite rivière, jetèrent 7,000 hommes dans les murs de Halle, 2,000 dans Mersebourg, et envoyèrent des partisans dans toute la Thuringe.

Le 6 janvier, l'empereur avait décrété la création de quatre grands corps d'observation, un de l'Elbe, deux du Rhin, un d'Italie, et porté leur force numérique à l'effectif de 292 bataillons. La formation de ces quatre corps était une organisation provisoire appropriée aux exigences du moment. Bientôt ce mécanisme simplifié se trouva insuffisant, et il fallut le remplacer par des subdivisions plus nombreuses. Un nouveau décret rendu le 11 mars, divisa la grande armée en onze corps, mais prolongea pendant quelque temps encore sa subdivision en deux masses principales, armée de l'Elbe et armée du Mein. Dans les premiers jours d'avril, l'armée du Mein était réunie presque tout entière. Les soldats dont elle était composée avaient été tirés de toutes les parties de l'empire, et les mesures avaient été si bien calculées, que, quelles qu'eussent été les distances à

parcourir, la plupart de ces hommes, rassemblés provisoirement en bataillons de marche, mais avec leur numéro d'ordre, étaient arrivés pontuellement à l'époque et sur les points désignés.

Du 10 au 15 avril, l'armée du Mein commença à s'ébranler et s'avança sur la Saale. En tête, et par la grande route de Wurzbourg, marchait le 3e corps, précédemment le 1er corps d'observation du Rhin ; il était commandé par le maréchal Ney et constituait à lui seul une armée tout entière. Il ne comptait pas moins de 61,000 hommes, répartis en cinq divisions, et 92 pièces de canon, dont 15 de gros calibre. Le 6e corps (2e corps d'observation du Rhin), conduit par le duc de Raguse, suivait en seconde ligne et venait de Hanau. Sa force numérique était de 45,000 combattants : il formait, avec la garde et le 11e corps, l'élite de l'armée. C'est dans ses rangs que l'Empereur avait versé les canonniers de la marine, tous vieux soldats ; il en avait composé deux divisions sous les ordres des généraux Compans et Bonnet. Le 4e corps (corps d'observation d'Italie), commandé par le général Bertrand, était de 40,000 hommes. L'Empereur en détacha deux divisions, celles des généraux Pacthod et Laurencez, auxquelles il réunit la division bavaroise du général Raglovitch, et en forma un nouveau corps, le 12e, qu'il mit sous les ordres du général Oudinot. La garde impériale, commandé par le duc d'Istrie, comptait également 40,000 hommes, et, vu l'urgence des circonstances, l'Empereur l'avait fait transporter en poste.

Le total des forces avec lesquelles Napoléon allait

ouvrir la campagne s'élevait donc, en y comprenant les 35,000 hommes du général Vandamme, à 275,000 hommes; mais ce chiffre était l'effectif sur le papier : l'effectif réel, déduction faite des non-valeurs, des malades et des traînards, ne dépassait pas 210,000 hommes, dont 9,000 seulement de cavalerie.

Assurément cette armée était bien jeune : elle n'avait point l'expérience de la guerre, et pourtant, prise dans son ensemble, elle était digne de se mesurer avec les vieux soldats de la Russie et de la Prusse. C'est que Napoléon avait mit un art infini à la composer : il y avait introduit tout ce qui restait en France de vieux soldats, une partie notable de ceux qui combattaient en Espagne, et enfin tout ce qu'il y avait de meilleur, de plus instruit, de plus vigoureux parmi les 400,000 hommes qu'il venait d'organiser. De tous ces éléments si divers, il avait composé une armée de choix, bien supérieure en qualité à l'armée beaucoup plus nombreuse avec laquelle il entreprit plus tard la seconde et désastreuse campagne de Saxe.

Avant de partir pour se rendre au milieu de son armée, l'Empereur institua l'impératrice régente, et lui laissa pour conseil le plus expérimenté et le plus sage de ses ministres, l'archi-chancelier prince Cambacérès. Le 15 avril, il quitta Saint-Cloud et arriva le 17 à Mayence. L'un de ses premiers actes fut de confier au prince d'Eckmühl la tâche de retenir dans la soumission la population des bouches du Weser et de l'Elbe et de reprendre Hambourg, et à cet effet il mit sous ses ordres la totalité des forces du général Vandamme. Il reçut bientôt

de graves nouvelles du prince Poniatowski. Le général Frimont avait informé le prince que, le général Sacken ayant dénoncé l'armistice, le corps auxiliaire autrichien allait se retirer en Gallicie, et il l'avait invité à prendre la même direction; puis il avait ajouté qui si les Polonais et les Saxons traversaient la Gallicie en corps d'armée et sur le pied de guerre, le général Sacken serait autorisé à les y poursuivre, que son gouvernement désirait éviter cette complication, qu'en conséquence ils devraient se dessaisir de leurs armes, les placer sur des chariots, et qu'on leur faciliterait les moyens de rejoindre le plus vite possible, sur l'Elbe, l'armée française. A la lecture de cette dépêche, le prince Poniatowski s'était indigné que l'Autriche, non contente de nous abandonner, osât infliger aux troupes polonaises et saxonnes l'humiliante condition d'un désarmement. Il avait répondu qu'il ne s'y soumettrait qu'après y avoir été formellement autorisé par l'empereur Napoléon, et il avait supplié le général Frimont de suspendre son mouvement de retraite jusqu'au 30 avril.

Napoléon ressentit amèrement l'humiliation que l'Autriche prétendait infliger à ses aigles. Le 20 avril, il écrivit au prince Berthier : « Dans aucun cas, le prince Poniatowski ne doit poser les armes; on est déshonoré dès qu'on se rend sans combat. Le major-général préviendra M. de Narbonne que l'Empereur préfère la mort des 15,000 hommes qui sont à Cracovie plutôt que de les voir poser les armes. Sa Majesté ne fait aucun cas de la vie d'hommes qui se seraient déshonorés. Le major-général préviendra le comte de Narbonne de ne rien

dire qui puisse déplaire à la cour de Vienne. L'Empereur est sûr d'elle : il ne faut point la faire rougir de la proposition qu'elle a faite au prince Poniatowski de poser les armes. »

Ces ordres arrivèrent trop tard pour être exécutés. Serré de près par les Russes de Sacken, n'ayant aucunes ressources pour faire vivre son infanterie et sa cavalerie, Poniatowski fut réduit à signer une convention qui assurait à ses troupes le libre passage de la Gallicie et de la Bohême, mais sous la condition que leurs armes seraient transportées sur des chariots. Le prince insista avec tant de force pour qu'elles fussent dispensées d'une obligation aussi humiliante, que le général Frimont céda enfin à ce cri de l'honneur militaire : il fit rendre les armes au corps polonais et aux Saxons, et consentit à ce que leurs journées d'étape fussent doublées. A la demande de la Saxe, l'empereur d'Autriche autorisa les troupes polonaises et saxonnes à se diriger sur Zittau. Plus tard, Napoléon obtint que la ligne fût reportée à cinquante lieues plus bas, sur Schweidnitz.

Lorsque l'Empereur eut rejoint ses corps d'armée, il jugea que la première opération à accomplir était d'effectuer sa jonction avec le vice-roi. Il ignorait complétement les intentions de l'ennemi ; il savait seulement que Wittgenstein et York manœuvraient sur la rive droite de la Saale, que Blücher était à Altenbourg, Miloradovitch à Chemnitz, que tous ces généraux étaient en mesure de se réunir et d'agir en masses, et il leur supposait naturellement le dessein de se jeter entre les armées de l'Elbe et du Mein, de les attaquer et de les écraser

successivement. Toute sa crainte était d'être assailli au milieu de ses mouvements de concentration vers les rives de la Saale, et il prit des précautions infinies pour éviter une surprise. Il combina la marche de ses corps de telle manière que, sans se gêner dans le déploiement de leurs colonnes, ils fussent constamment en communication les uns avec les autres et en mesure de se soutenir mutuellement dans le cas où ils auraient été attaqués isolément par des forces supérieures. Voici quelle était, le 19 avril, la position des deux armées de l'Elbe et du Mein : le vice-roi avait sa gauche sur l'Elbe, à l'embouchure de la Saale, occupant Bernbourg, sa droite sur le Hartz, sa réserve à Magdebourg. Le maréchal Ney, qui ouvrait la marche de l'armée du Mein, se portait d'Erfurt sur Naumbourg ; Bertrand et Oudinot s'avançaient sur Saalfeld ; Marmont avait déjà dépassé Gotha, et le duc d'Istrie avec la garde se dirigeait d'Eisenach sur Weimar. Le mouvement général continua les jours suivants avec le même ordre, le même ensemble et les mêmes précautions. Tandis que l'armée du Mein descendait la rive gauche de la Saale et allait au-devant du vice-roi, l'armée de l'Elbe remontait de son côté. Sachant que l'Empereur s'approchait, elle avait redoublé d'ardeur ; chacun de ses pas est marqué par un succès. Le 11e corps, composé tout entier de soldats aguerris, qui depuis deux mois avait été successivement commandé par le maréchal Gouvion Saint-Cyr et par le général Grenier, venait d'être définitivement placé sous les ordres de Macdonald. Ce maréchal, après avoir délogé les Prussiens de Querfurt, s'était porté sur Halle :

les troupes ennemies qui occupaient cette ville étaient ces mêmes soldats du général York qui avaient si perfidement abandonné Macdonald à Taurogen. Il les attaqua avec une extrême vigueur, les chassa de Halle, s'empara bientôt après de Mersebourg, et effectua dans cette dernière ville la jonction de l'armée de l'Elbe avec l'armée du Mein. La réunion opérée, l'Empereur leur enleva la dénomination distinctive d'armée d'Elbe et d'armée du Mein, et les confondit sous le nom générique de la grande armée.

La campagne s'ouvrait sous d'heureux auspices. Napoléon avait rejoint le vice-roi sans avoir rencontré un seul ennemi, ce qui dénotait de la part des alliés ou une extrême timidité ou une grande ignorance de nos mouvements; il avait sous la main 180,000 hommes, et il brûlait de rencontrer Wittgenstein. Toutes les informations reçues depuis quelques jours ne lui laissaient aucun doute que la grande armée des alliés ne fût dans les environs de Leipzig : c'est donc sur Leipzig qu'il résolut de marcher. Il ordonna au vice-roi de s'y porter directement de Mersebourg par Markranstadt, tandis que lui-même, à la tête des 3e, 4e, 6e, 12e corps et de sa garde, prendrait la grande route qui passe par Weissenfels et Lutzen. Le 29 de grand matin, la division Souham, du 3e corps, débouchait de Weissenfels lorsqu'elle se trouva en présence de 6,000 cavaliers, de 1,500 fantassins soutenus par 12 pièces de canon et rangés sur trois lignes : c'était la cavalerie légère du général Lanskoï, qui venait reconnaître nos mouvements. Nos jeunes soldats, qui se trouvaient au

feu pour la première fois, s'élancèrent sur les pièces et sur les escadrons russes au cri de *vive l'Empereur!* et les obligèrent à battre en retraite. « Je n'ai jamais vu, écrivait à cette occasion le maréchal Ney au major-général[1], un enthousiasme égal à celui de ces bataillons; ce spectacle était digne des yeux de l'Empereur, et doit fixer son opinion sur ces jeunes soldats, déjà vieux en un seul jour. »

Le 1er mai, à onze heures du matin, la division Souham descendit dans le vallon de Ripach, et aperçut, déployée sur les hauteurs opposées, une masse de troupes considérable composée d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. C'était ce même corps du général Lanskoï qu'elle avait battu deux jours auparavant, mais qui était renforcé par le corps tout entier de Wintzingerode. Elle gravit la colline, aborda les lignes ennemies et les refoula en désordre sur Pegau, à travers la grande plaine qui s'étend jusqu'à l'Elster. Malheureusement ce glorieux début fut attristé par une perte cruelle. Le duc d'Istrie assistait au combat sans son corps d'armée, qui était en arrière; un boulet, lancé sur le groupe dont il faisait partie, l'atteignit et l'étendit roide mort.

Les divisions du 3e corps établirent leurs bivouacs dans les villages de Rahna, de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen, situés au milieu de la plaine qui sépare Lutzen de la petite rivière de l'Elster. L'Empereur, ayant ainsi son flanc droit parfaitement protégé par le

[1] Dépôt de la guerre.

3e corps, transporta son quartier général à Lutzen, et y passa la nuit avec la garde.

Le 2 mai, l'armée continua son mouvement sur deux colonnes. En tête de celle qui venait de Merse-bourg, et que commandait le vice-roi, marchait le 5e corps (naguère le corps d'observation de l'Elbe), sous les ordres de Lauriston; puis venait Macdonald avec le 11e corps. La seconde colonne, qui sortait de la Thuringe, formait une ligne immense de plusieurs lieues, couverte sur son flanc droit, à la hauteur de Lutzen, par les divisions du 3e corps. L'Empereur, le quartier général et la garde se mirent en marche de grand matin sur Leipzig; Marmont venait ensuite avec le 6e corps, se dirigeant sur Starsiedel, puis Bertrand avec le 4e. Enfin Oudinot, qui n'avait pas encore dépassé Naumbourg, fermait la marche. L'Empereur s'attendait si peu à être attaqué ce jour-là, qu'il s'était rendu de sa personne à Markranstadt pour y passer en revue le 11e corps, et avait emmené avec lui le maréchal Ney. Déjà le 5e corps touchait presque à Lindenau, qui est un faubourg de Leipzig.

Les alliés avaient conçu un dessein aussi hardi qu'habile, c'était d'assaillir les 3e, 4e, 6e, 12e corps et la garde dans leur marche de flanc, d'attendre, pour frapper, le moment où les corps du centre et de la gauche seraient déjà fortement engagés sur la route de Lutzen à Leipzig, de fondre alors sur les corps de l'aile droite qui se trouveraient trop distancés du reste de l'armée pour qu'il lui fût possible de les secourir à temps, de les envelopper et de les écraser. Le théâtre qu'ils

avaient choisi pour cette opération était une plaine immense, merveilleusement appropriée aux évolutions de leur nombreuse cavalerie. En cas d'échec, ils étaient assurés, ce qui était pour eux un point capital, de maintenir leurs communications avec l'Autriche.

Dans la nuit du 1er au 2 mai, Wittgenstein sortit silencieusement avec toutes ses forces de Leipzig, se glissa le long de l'Elster, et massa ses colonnes derrière le rideau formé par les escadrons de Wintzingerode et de Lanskoï, que nous avions fait la faute de laisser s'établir à Pegau. Miloradovitch se plaça à Zeist avec 15,000 hommes, afin de servir de réserve, et au besoin de recueillir l'armée de Wittgenstein.

Il était midi, et les divisions du 3e corps attendaient tranquillement dans la plaine l'ordre de défiler à leur tour, quand tout à coup d'épaisses colonnes d'infanterie et de cavalerie, soutenues par une nombreuse artillerie, passent l'Elster et débouchent sur les villages, qu'elles couvrent de leurs feux. C'était l'armée ennemie, au nombre de plus de 120,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie, qui démasquait son mouvement et venait fondre non sur notre aile droite, mais sur nos corps du centre, qui n'avaient pas encore bougé. L'irruption prématurée des alliés nous sauva. Si elle s'était faite trois heures plus tard et sur la queue de la grande colonne, leur plan eût certainement réussi. Les cinq divisions du maréchal Ney, réunies aux deux de Marmont, dont la tête se montrait à Poserna, présentant un effectif de 70 à 80,000 hommes, suffisaient pour résister au premier choc des alliés et

donner à la garde et au 11e corps, qui formaient notre aile gauche, au 4e, qui faisait notre aile droite, le temps d'accourir et d'entrer en ligne.

Wittgenstein, manœuvrant par sa droite, dirigea ses masses principales sur les villages de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen, occupés par les divisions Souham, Girard et Brenier. Son but était de déborder la gauche de ces divisions, de les couper de Lutzen, de la garde, du 11e et du 5e corps, et de les envelopper. Ces divisions étaient si peu préparées au combat, et l'irruption de l'ennemi avait été si brusque, qu'elles n'avaient pas eu le temps de se préparer à repousser l'attaque. Elles plièrent, évacuèrent les villages, et furent un instant coupées de Lutzen. La division Marchand du 3e corps, qui fut dirigée sur Elsdorf, arriva fort à propos pour arrêter sur ce point les progrès des alliés.

Sur leur gauche, ils réunirent de fortes masses de cavalerie et tentèrent un mouvement analogue à celui qu'ils venaient d'opérer sur leur droite. Déjà les nombreux escadrons de Wintzingerode et de Dolfs se déployaient dans la plaine et menaçaient sérieusement le flanc droit des divisions du 3e corps, lorsque le duc de Raguse entra en ligne, prolongea notre droite, et arrêta court les escadrons ennemis. En vain ils essayent, par des charges impétueuses et répétées, d'enfoncer nos carrés. Il y avait là réunis tous les vieux soldats de Compans et de Bonnet : avec un courage froid, inébranlable, ils reçoivent à bout portant ces attaques successives, et tous les efforts de la cavalerie russe et prussienne viennent se briser contre ces remparts de fer.

Cependant le maréchal Ney, qui était auprès de l'Empereur au moment où les alliés avaient ouvert leurs feux, retourne, le cœur plein d'anxiété, vers ses divisions rompues ; il les rallie, ranime du geste et de la voix tous les courages, et se précipite sur les villages. De son côté, Napoléon envoie au maréchal Soult l'ordre suivant écrit au crayon : *La garde au feu*, appelle à lui le vice-roi, Macdonald, le 11e corps, puis il vole de sa personne sur les points menacés. Au moment où il y arriva, les divisions Souham, Girard et Brenier, qui avaient un instant repris Kaya, Gross et Klein-Gœrschen, venaient encore une fois d'en être dépossédées, et l'ennemi avait débordé de nouveau leur gauche. La présence de Napoléon au milieu du feu retrempe tous les cœurs. Il commande un nouvel effort et le dirige lui-même. Alors s'engage un des plus terribles combats dont les annales militaires aient offert l'exemple. Plus de 160,000 hommes se précipitent les uns contre les autres avec une inexprimable furie, et se disputent les débris fumants des trois villages. Jamais peut-être la valeur innée de notre nation n'a brillé d'un plus vif éclat. La plupart de ces jeunes gens qui bravent le danger avec tant d'héroïsme sont au feu pour la première fois. Leur impétuosité n'a de comparable que l'ardeur opiniâtre de la jeunesse prussienne. Des deux côtés, c'est une passion indicible de vaincre et un égal mépris de la mort. Enflammées par la vue de leur empereur, les divisions de Ney ont repris les villages ; mais les Prussiens et les Russes combattent, eux aussi, sous les yeux de leurs souverains. Cette colonne

que rien ne décourage, que nous retrouvons toujours au premier rang, ce sont les soldats du général York. Ils font un suprême effort, et nous arrachent encore une fois les débris de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen. Nos colonnes abîmées faiblissent et reculent; l'instant est critique : l'Empereur est à pied, au plus fort de la mêlée et au milieu de ses bataillons que décime la mitraille. L'épouvante et un grand désordre s'introduisent dans leurs rangs. Napoléon se jette au devant d'eux, et, usant de subterfuge, il leur dit avec un calme simulé : « Où allez-vous donc? Ne voyez-vous pas que la bataille est gagnée? Allons, ralliez-vous là ! » Et il leur montre un arbre placé à deux cents pas de distance. A ce moment, on signale l'approche d'une colonne profonde, c'était la garde qui arrivait. La nouvelle s'en répand aussitôt. De tous les rangs comme de toutes les poitrines s'échappe ce mot qui est un cri d'espérance : *la garde, la garde !* L'Empereur met immédiatement en première ligne deux divisions fraîches de la jeune garde que commande le général Dumoustier, les fait soutenir par les cinq divisions du maréchal Ney et par la vieille garde, confie la direction de cette redoutable colonne au comte de Lobau, et la lance contre les villages. La lutte recommence alors plus acharnée que jamais. Kaya, Gross et Klein-Gœrschen sont pris et repris plusieurs fois, mais ils nous restent enfin.

Cependant la bataille était loin d'être gagnée, et un nouveau péril se dressait à notre gauche. Il était six heures du soir. Wittgenstein venait d'embrasser une

résolution désespérée. Il avait dégarni sa gauche, porté sur sa droite, à Eisdorf, toutes ses troupes d'élite, le corps entier du prince Eugène de Wurtemberg, les grenadiers de Konowitzinn, la majeure partie de sa cavalerie, 80 pièces d'artillerie, et dirigé concentriquement ces masses contre le flanc gauche du 3e corps et de la garde impériale. Notre position était très-périlleuse; l'Empereur attendait avec une impatience fiévreuse l'arrivée du vice-roi et de Macdonald; ils paraissent, et à leur vue Napoléon ne doute plus de la victoire. Il oppose aux escadrons ennemis tout ce qu'il a de cavalerie, environ 4,000 chevaux, aux batteries russes 70 pièces de la garde sous les ordres de Drouot, aux grenadiers russes les divisions du 11e corps. Le vice-roi, Macdonald, tous se précipitent sur les masses ennemies accumulées devant Eisdorf, et les remplissent instantanément de surprise et d'épouvante. L'ardeur des troupes est telle que les hommes frappés dans les rangs ne trouvent point de soldats qui consentent à quitter le champ de bataille pour les conduire aux ambulances[1]. Tous semblent comprendre qu'il y va du salut de l'armée, et qu'à eux est réservé l'honneur de gagner la victoire. Tandis que les divisions Gérard, Fressinet et Charpentier se couvrent de gloire, les batteries de la garde, habilement disposées, prennent en écharpe et foudroient les colonnes ennemies, qui reculent et nous abandonnent Eisdorf. Grâce à l'ardeur héroïque que venaient de montrer les trou-

[1] Rapport du chef d'état-major du 11e corps. (Dépôt de la guerre.)

pes du vice-roi, la victoire était gagnée. Repoussée sur la droite par le 11[e] corps, écrasée au centre par les efforts réunis des divisions du maréchal Ney, de la vieille et de la jeune garde, contenue sur la gauche par la ferme attitude des soldats de Compans, menacée enfin par Bertrand, qui venait d'entrer en ligne, l'armée des alliés abandonna le champ de bataille, et se retira derrière l'Elster.

La nuit ne mit pas fin à cette sanglante lutte. Napoléon, mécontent de n'avoir pour trophées que les décombres de trois villages, venait d'ordonner au général Lefebvre-Desnouettes de fondre, avec toute la cavalerie (environ 4,000 chevaux) sur l'arrière-garde ennemie, et de lui ramener des prisonniers. Déjà il s'élançait lorsqu'un bruit sourd et prolongé se fit entendre ; c'était la cavalerie ennemie qui avait conçu l'espoir de nous surprendre au milieu de la confusion inséparable d'un campement de nuit, et qui venait fondre sur celles de nos divisions les plus rapprochées de l'Elster. L'irruption des hulans occasionna du désordre dans nos premiers pelotons, mais bientôt ils se remirent; chacun courut aux armes et fit son devoir. Nos divisions se formèrent en carrés, tuèrent à bout portant un grand nombre de cavaliers ennemis, en précipitèrent une foule d'autres dans un fossé qu'ils avaient dû franchir pour arriver sur nous, et ôtèrent à Blücher l'envie de renouveler ses attaques.

Lauriston, avec le 5[e] corps, n'avait point bougé de Leipzig. La canonnade dont les échos retentissaient au loin, lui disait assez cependant quelle terrible bataille

se livrait dans les champs de Lutzen. Une vigoureuse et opportune démonstration de sa part sur les derrières des alliés eût très-certainement accéléré leur mouvement de retraite, avancé pour nous l'heure de la victoire et diminué le nombre des victimes; mais ce général n'avait reçu aucun ordre d'agir : il n'osa prendre sous sa responsabilité l'initiative d'une manœuvre offensive, et mécontenta l'Empereur, qui ne lui épargna point l'expression de son blâme.

La victoire que nous venions de remporter était un événement considérable : elle réhabilitait l'honneur de nos armes, trempait le cœur de nos jeunes soldats, nous assurait la possession de la ligne de l'Elbe, raffermissait les dévouements ébranlés de nos alliés et retenait l'Autriche hésitante dans la neutralité. Ce succès toutefois nous avait coûté bien cher : nos pertes, surtout en blessés, étaient immenses. Le 3e corps avait perdu 19,655 hommes, dont 2,757 tués; le 11e corps, 2,000; la garde et le 6e corps, 3,000. Le chiffre total de nos pertes s'élevait ainsi environ à 25,000 tués et blessés. La division Souham n'était plus qu'un débris. Les alliés avaient perdu plus de monde encore que nous; mais ils avaient déployé, surtout les Prussiens, une fermeté et un élan inconnus dans les dernières guerres. Bien que vaincus, sensiblement affaiblis, ils n'étaient point rompus, et ils se retiraient en bon ordre, ne nous laissant pour trophées que les débris fumants des villages que les deux armées s'étaient disputés avec tant d'acharnement.

Jamais le manque de cavalerie ne se fit plus dou-

loureusement sentir à une armée victorieuse. Si nous avions disposé de nombreux escadrons, nous eussions poursuivi l'ennemi sans relâche : nous l'eussions atteint et de nouveau frappé au passage de toutes les rivières qu'il avait à traverser, et nous l'eussions réduit à nous demander la paix ou à se retirer en déroute sur la Vistule.

C'est sur le champ de bataille même de Lutzen que Napoléon reçut la dépêche par laquelle M. de Narbonne l'informait du dernier entretien qu'il avait eu avec l'empereur d'Autriche. Il jugea que son ambassadeur s'était montré trop vif, et il le lui témoigna. Par ses ordres, le duc de Vicence écrivit le 4 mai de Pegau à M. de Narbonne : « Sa Majesté est convaincue qu'à Vienne l'on ne voulait que gagner du temps ; nos succès de Lutzen nous ramenaient forcément cette cour. Aujourd'hui c'est plus difficile. Cette puissance vient de faire un premier pas hors des voies de l'alliance. Sans doute cette explication précipitée a un avantage, celui de nous dégager de tous liens avec l'Autriche ; mais l'Empereur aurait préféré que votre réserve lui eût épargné un faux pas. Bornez-vous pour le moment à tout observer et à tout mander. Nous avons 1,200,000 hommes sous les armes. La prétention de proposer et de faire accepter une médiation armée est trop ridicule pour que l'empereur d'Autriche ne le comprenne pas, car, il faut le dire net, c'est vouloir mettre les intérêts de la France à la merci de l'impératrice d'Autriche et de M. de Stadion. »

Napoléon voulut annoncer lui-même à l'empereur

d'Autriche la victoire qu'il venait de remporter. Il lui écrivit, le 4 mai, de Pegau :

« Monsieur mon frère et très-cher beau-père, connaissant l'intérêt que Votre Majesté prend à tout ce qui m'arrive d'heureux, je m'empresse de lui annoncer la victoire qu'il a plu à la Providence d'accorder à mes armes dans les champs de Lutzen. Quoique ayant voulu diriger moi-même tous les mouvements de mon armée et m'étant trouvé quelquefois à portée de la mitraille, je n'ai éprouvé aucune espèce d'accident, et, grâce au ciel, je jouis de la meilleure santé. J'ai des nouvelles journalières de l'Impératrice, dont je continue à être extrêmement satisfait : elle est aujourd'hui mon premier ministre, et elle s'en acquitte à mon grand contentement. Je ne veux pas le laisser ignorer à Votre Majesté, sachant combien cela fera de plaisir à son cœur paternel. Que Votre Majesté croie aux sentiments d'estime et de profonde considération que je lui porte, et surtout au véritable intérêt que je prends à son bonheur. »

Les alliés s'étaient retirés : les Russes par la route d'Altenbourg et de Freyberg, les Prussiens par celle de Borna et de Colditz. Bertrand et Oudinot suivirent la colonne russe ; l'Empereur, avec les corps de Marmont, de Macdonald et la garde, s'attacha à la poursuite des Prussiens. Miloradovitch les avait recueillis, et, couvrant leur retraite, avait pris ses mesures pour nous arrêter au défilé de Gersdorf. Le vice-roi s'y porta, l'attaqua vivement, le défit et continua sa route.

L'armée ennemie avait le choix entre deux lignes de retraite : l'une sur les États prussiens et le Bas-Oder, l'autre par Dresde sur la Silésie et éventuellement sur la haute Vistule. En prenant la première, les alliés couvraient la monarchie prussienne ; mais ils s'éloignaient de l'Autriche, qu'ils livraient à ses propres forces et à ses irrésolutions. L'autre ligne les rapprochait de cette puissance, qu'ils pouvaient espérer d'entraîner en lui assurant l'appui immédiat de leurs armées. Pendant plusieurs jours Napoléon s'appliqua vainement à démêler les indices de la direction véritable que prendraient les alliés. Il lui semblait douteux que les Prussiens tout au moins sacrifiassent leur capitale à la chance incertaine d'obtenir le concours de l'Autriche, et, tout en poursuivant l'ennemi sans relâche, il prit ses mesures de manière à pouvoir le prévenir à Berlin et sur le bas Oder, dans le cas où, après avoir repassé l'Elbe, il effectuerait sa retraite dans cette direction[1].

Autant pour les faire reposer qu'en vue d'opérations dans le Nord, Napoléon avait décidé que les cinq divisions du maréchal Ney continueraient de bivouaquer, pendant les journées du 3 et du 4 mai, sur le champ de bataille de Lutzen. A ces divisions il réunit le corps de Lauriston, qui était à Leipzig, celui du duc de Bellune (2e), qui opérait du côté du bas Elbe, celui de Régnier (7e), qui venait de Halle, les 4,000 chevaux du général Sébastiani : de tous ces corps il forma une

[1] *Histoire des deux Campagnes de Saxe en* 1813, par M. le général baron Pelet.

seule masse de 80 à 90,000 hommes, en confia le commandement au maréchal Ney, et lui prescrivit de se porter sur la route de Berlin vers Luckau, sans trop s'y engager toutefois, et en ayant soin de se maintenir en communication avec le gros de l'armée.

Cependant les alliés se repliaient rapidement sur Dresde. L'Empereur brûlait de les atteindre au passage de l'un des nombreux affluents de l'Elbe. Dans cette intention, il pressait de toutes ses forces la marche de ses colonnes, ordonnait aux chefs de corps de faire huit lieues par jour, et réprimandait ceux dont les lenteurs dérangeaient ses combinaisons; mais l'absence de cavalerie l'empêcha de prévenir l'ennemi au passage de la Mulde et des autres rivières qui se jettent dans le fleuve. Les alliés, au contraire, en avaient une aussi nombreuse que solide. A Elsdorf, à Nossen, à Wilsdruf, elle nous contint et couvrit l'arrière-garde des Prussiens et des Russes, qui repassèrent l'Elbe, les Prussiens à Meissen le 7 mai, les Russes à Dresde également le 7. Nos têtes de colonnes arrivèrent le 8 sous les murs de cette capitale, et prirent possession de la vieille ville au moment où les souverains alliés venaient d'en sortir. Napoléon s'y rendit aussitôt. Une députation se présenta pour le complimenter; il la reçut avec un front sévère, lui reprocha les sentiments répulsifs que ses habitants avaient naguère manifestés contre les Français, et ajouta qu'il pardonnerait, si la ville envoyait sans retard au roi une députation pour le supplier de revenir dans sa capitale. L'Empereur informa immédiatement le maréchal Ney de son arrivée

à Dresde, et lui enjoignit de hâter son mouvement sur Wittenberg.

Les Russes semblaient décidés à nous disputer la ville neuve de Dresde, qui est bâtie sur la rive droite de l'Elbe ; ils avaient coupé tous les ponts, hérissé la rive de batteries, et garni de soldats toutes les fenêtres des maisons donnant sur le fleuve. Napoléon arrêta toutes les dispositions que lui suggéra la prudence. Il fit jeter un pont entre la ville et le village de Brietwitz, et, lorsqu'il fut achevé, il se préparait à effectuer le passage, protégé par 80 pièces de la garde. Déjà deux bataillons avaient atteint la rive opposée, lorsqu'une crue subite du fleuve emporta l'ouvrage de nos ingénieurs. Nos troupes frémissantes ne se laissent point arrêter par cet accident : le grand pont de la ville est coupé, des échelles sont jetées entre les deux piles de l'arche rompue. A l'aide de ce moyen nouveau, nos soldats descendent, puis remontent sur la partie du pont qui débouche sur Neustadt. Tandis que les uns s'avancent intrépidement sous une grêle de boulets et de balles, les autres jettent sur l'arche coupée une arche provisoire et ouvrent ainsi le passage à toute l'armée. Découragé par tant d'audace, l'ennemi n'ose pas nous attendre, et, dans la nuit du 10 au 11, il évacue Neustadt.

La faiblesse avec laquelle le roi de Saxe semblait s'être laissé allé aux suggestions de l'Autriche et entraîner à Prague, le refus du général Thielmann d'ouvrir d'abord à Régnier, plus tard au maréchal Ney, les portes de Torgau, la certitude que ce général avait eu

à Dresde même de fréquentes entrevues avec les souverains alliés, — tous ces faits avaient jeté dans l'esprit de l'empereur Napoléon des doutes pénibles sur la loyauté d'un souverain qu'il aimait et qu'il avait couvert de ses bienfaits : il était impatient de les éclaircir, et à cet effet il lui envoya un de ses aides de camp, M. de Montesquiou. Aux premiers mots qui furent échangés, cet officier put se convaincre que le roi, un instant ébranlé par l'irruption des armées russes et le soulèvement du peuple prussien, aujourd'hui rassuré par nos succès, nous restait fidèle et dévoué. Le roi de Saxe retourna immédiatement dans sa capitale, où l'Empereur se trouvait encore, lui garantit la coopération de son armée tout entière, et ordonna formellement au général Thielmann de recevoir les Français dans la place de Torgau. Thielmann obéit, mais déposa son commandement, sortit de la place et mit son épée au service des ennemis de la France.

Napoléon avait déjà bien des raisons de soupçonner l'Autriche de nourrir contre lui de mauvais desseins. Bientôt la vérité lui fut révélée tout entière. Le roi de Saxe, au moment où il était parti pour Prague, avait quitté son palais avec tant de précipitation, qu'il n'avait pas eu le temps d'emporter ses archives secrètes. La correspondance de son ministre des affaires étrangères avec M. de Metternich y était restée ; l'Empereur s'en saisit, la lut, et il y trouva à chaque page les preuves irrécusables que l'Autriche se présentait partout, à Dresde, à Munich, à Stuttgart, à Naples, sous les dehors empressés d'une amie de la France ; qu'elle

invitait toutes ces cours à se grouper autour d'elle, à constituer une ligue de puissances neutres afin d'obliger les belligérants à faire la paix, mais qu'en réalité elle s'appliquait à lui dérober un à un tous ses alliés. Si après une telle découverte quelques incertitudes avaient pu subsister encore dans son esprit, les informations du roi de Saxe auraient achevé de les dissiper. Ce prince lui confia que le nombre et l'influence des amis de la France diminuaient de jour en jour à Vienne, que pour empêcher une rupture immédiate ils en étaient réduits à conseiller la médiation armée, et qu'à moins de remporter sur les alliés de grands et décisifs succès, nous devions compter que bientôt l'Autriche ne nous laisserait d'autre alternative que de subir ses conditions, ou d'entrer en guerre avec elle.

En effet, toute l'ambition de M. de Metternich était d'imaginer un plan de pacification continentale combiné avec tant d'art, qu'il pût tout à la fois satisfaire certaines exigences de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, et néanmoins ménager assez les intérêts de la France pour qu'elle pût sans déshonneur les accepter. La perspective d'une guerre nouvelle et à outrance avec un ennemi aussi redoutable que l'empereur Napoléon se présentait à l'esprit de ce ministre comme un parti périlleux et extrême. Homme d'expédients plus que de résolution, et qui n'entendait rien livrer au hasard, il considérait que, s'il réussissait à faire restituer à son pays d'un trait de plume, sans brûler une amorce, toutes les provinces perdues en 1809, ce serait là de sa part un acte de suprême habileté, et pour l'Autriche

un succès considérable. Mais l'œuvre entreprise par M. de Metternich était d'une difficulté infinie, insurmontable peut-être. Les alliés étaient livrés à toutes les illusions et à toutes les fureurs de l'ambition et du fanatisme. Les conseils d'une politique modérée et contenue n'étaient plus écoutés. La haine du peuple prussien contre nous, exploitée par l'ambition moscovite, présidait seule aux décisions de l'empereur Alexandre et du roi Frédéric-Guillaume. Comment, au milieu de ces désirs effrénés de vengeance et d'agrandissement, faire prévaloir des conditions de pacification d'un caractère assez modéré pour qu'elles pussent être présentées à une puissance qui était encore en ce moment maîtresse de la moitié de l'Allemagne et qui était victorieuse? Quelque épineuse que fût une semblable tâche, le cabinet de Vienne osa l'entreprendre, et il l'entreprit avec la résolution très-arrêtée, dans le cas où il se mettrait d'accord avec les alliés et où l'empereur Napoléon rejetterait ses propositions, de s'unir à la Russie et à la Prusse et de nous faire la guerre. Prudent toutefois et temporisateur même dans son audace, M. de Mettternich attendit, pour arrêter ces bases, les résultats des premiers chocs. La victoire, si disputée et si peu décisive, remportée par nos armes à Lutzen ne modifia point les résolutions prises. « La conduite d'une grande puissance, dit fièrement M. de Metternich, doit être invariable, et il ne faut pas faire aujourd'hui comme M. d'Haugwitz en 1805, ni tourner avec la fortune. » Si la bataille de Lutzen avait été une bataille d'Austerlitz, M. de Metternich eût tenu un langage

moins superbe. Le 8 mai, il communiqua officieusement les bases suivantes de pacification au comte de Narbonne et chargea le comte de Stadion d'en donner connaissance aux souverains alliés. Voici ces bases :

Dissolution de la confédération du Rhin ;

Restitution à l'Autriche des provinces illyriennes ;

Renonciation de la part de la France aux villes anséatiques ;

Dissolution du grand-duché de Varsovie ;

Reconstitution de la monarchie prussienne.

Quelques jours après nous avoir fait connaître ces propositions, M. de Metternich fit savoir à M. de Narbonne qu'elles avaient été très-mal accueillies par les alliés. Leur premier mouvement avait été de les rejeter. L'empereur Alexandre avait déclaré qu'il ne poserait les armes qu'après que la France aurait renoncé à tous les territoires qu'elle possédait en Allemagne, en Italie, en Espagne et en Hollande. M. de Metternich se montrait scandalisé que les alliés osassent élever de pareilles prétentions. Il était prêt, disait-il, à se battre contre le tiers de ces exigences.

Napoléon reçut à Dresde la note autrichienne du 8 mai. Aucune ouverture préalable, pas même la moindre insinuation, ne l'avait préparé à recevoir une pareille communication : elle le remplit de douleur et de colère. Il venait de vaincre, les alliés fuyaient ; il n'avait plus qu'à les atteindre et à les battre encore pour les refouler sur la Vistule, et c'est ce moment décisif, suprême, que choisit l'Autriche pour se jeter devant lui et sous la forme d'une médiation armée lui arracher

les fruits de sa victoire. Trop ulcéré dans ce premier moment pour apprécier avec un libre et froid jugement le véritable caractère des conditions proposées, il s'abandonne à l'explosion de son ressentiment. La médiation que veut exercer l'Autriche n'est à ses yeux qu'une lâche et perfide défection. Une médiation doit être impartiale et désintéressée ; celle de l'Autriche n'est point impartiale, puisque en même temps que cette puissance nous impose de nombreuses restitutions, elle ne stipule en faveur de nos ennemis que des avantages. Elle n'est pas non plus désintéressée, car l'Autriche vient mêler ses propres exigences à celles de la Russie et de la Prusse. Elle ose nous demander, elle qui n'a pas tiré un coup de canon, que nous lui rendions le prix de tout le sang versé à Eckmühl, à Essling et à Wagram. Ainsi les rôles seraient intervertis ; ce serait le vainqueur qui ferait tous les sacrifices, le vaincu et celui qui n'a pas brûlé une amorce qui auraient tous les avantages ! Pour nos aigles victorieuses, les humiliations qui sont le partage de la défaite ; le succès réel, les précieuses conquêtes pour nos ennemis et pour la puissance prudente et cauteleuse qui ne s'est jetée entre les belligérants que pour leur faire la loi ! Napoléon s'étonne et s'irrite que le souverain qui lui fait tant de mal soit le même qui, il y a deux ans, lui a donné la la main de sa fille, et qui plus tard a demandé à combattre à ses côtés contre les Russes. Toute son âme se révolte à l'idée de passer sous les fourches caudines qu'on lui prépare à Vienne. L'ennemi se retire dans la direction de Bautzen ; une seconde bataille est inévita-

ble : l'Empereur compte bien la gagner, et, par ce grand coup, bouleverser toute la trame ourdie par M. de Metternich. Révolte de son orgueil outragé, haine et vengeance contre l'Autriche, dédain au fond plus affecté que sincère des ressources de cette puissance, confiance, exagérée à dessein, dans sa propre force, tous ces sentiments se peignent douloureusement et à la fois dans une série de dépêches que le duc de Vicence écrit de Dresde à M. de Narbonne.

« Dresde, 12 mai.

« L'empereur Napoléon ne veut point tromper l'Autriche ; il est mécontent d'elle, puisqu'elle a rompu le traité d'alliance. Il ne lui fera aucune proposition. Son ambassadeur à Vienne doit rester froid, observer, écouter, et ne rien dire. Cette attitude est celle de la franchise et de la dignité. »

« 14 mai.

« L'Empereur a trouvé à Dresde des lettres de M. de Metternich qui prouvent sa mauvaise foi et sa parfaite connivence avec nos ennemis. Il a été jusqu'à fournir à l'envoyé russe, M. de Stackelberg, des renseignements détaillés sur l'état de notre armée. L'Autriche veut recouvrer ce qu'elle a perdu par de petits moyens qui la déshonorent. Certes elle ne serait pas assez folle pour tenter en ce moment de se déclarer contre nous. L'empereur Napoléon pardonne à l'Autriche ce qui s'est passé, il veut même l'ignorer ; il veut la paix, il n'est pas éloigné d'adopter le *statu quo ante bellum*. Quelque

chose qui puisse arriver, Sa Majesté Impériale désire rester l'ami de la maison d'Autriche, à moins que cela ne devienne tout à fait impossible. Si l'empereur Napoléon le voulait, il s'arrangerait tout de suite avec l'empereur Alexandre. Ce prince n'a point perdu ses sentiments d'amitié pour l'empereur des Français, et si nous lui offrions la Pologne, quel ne serait pas son empressement de sortir à ce prix d'embarras ! Une mission au quartier général russe partagerait le monde en deux. Ces réflexions disent à Votre Excellence tout ce que peut l'Empereur si on le pousse à bout, et tout ce que l'Autriche doit craindre si elle ne revient pas au désir de profiter encore de son union avec la France. »

Autre lettre datée également du 14 mai.

« L'Autriche a trois partis à prendre : être *neutre*, *alliée* ou *ennemie*. Sa Majesté préférerait que cette puissance restât neutre, mais sous la condition que ce serait une neutralité désarmée. Sa Majesté est dans un tel état de puissance, cette puissance sera surtout si formidable dans un mois, que l'Empereur préférerait d'abord la neutralité, ensuite l'alliance, à la guerre. »

Enhardi cependant par toutes les informations qu'il recevait du camp des alliés, le cabinet de Vienne se fortifiait chaque jour dans sa résolution d'intervenir en médiateur armé. Le comte de Stadion écrivait à M. de Metternich que l'échec éprouvé par les alliés à Lutzen n'avait point altéré le moral des soldats, que leurs

troupes étaient dans les meilleurs conditions possibles, et surtout remplies d'ardeur, qu'il leur arrivait journellement des renforts, qu'elles avaient une cavalerie et une artillerie excellentes, et qu'à tout prendre, elles étaient, sinon par le nombre, du moins par la qualité, très-supérieures à l'armée française. En conséquence l'empereur d'Autriche jugea que le moment était venu de proposer officiellement à l'empereur Napoléon sa médiation armée, et à cet effet il lui envoya le comte de Bubna, qu'il chargea de lui remettre de sa part une lettre autographe très-pressante et très-amicale.

Ce négociateur arriva le 16 mai à Dresde, fut immédiatement introduit auprès de l'Empereur, et lui remit la lettre de son souverain, datée du 11 mai. L'empereur François offrait à l'empereur Napoléon sa médiation, et l'invitait à s'entendre avec lui sur certains points qu'il croyait plus spécialement propres à servir de bases à un arrangement stable. « Il est impossible, écrivait-il, que Votre Majesté ne se convainque pas que le médiateur est son ami... Si Votre Majesté seconde mes efforts par cette modération qui placera son règne parmi les plus glorieux, je me féliciterai d'avoir contribué à l'œuvre la plus salutaire. »

L'empereur Napoléon lut cette lettre avec beaucoup d'attention, puis, faisant allusion aux efforts tentés récemment pour détacher de lui le roi de Saxe, il ne dissimula pas que de tels procédés étaient peu conformes à l'esprit de concorde et d'amitié qui semblaient l'avoir inspirée. M. de Bubna répliqua qu'il ignorait que des ouvertures eussent été faites au roi de Saxe,

qu'en tout cas elles ne pouvaient l'avoir été que dans une pensée de conciliation générale. Il dit que son souverain était l'ami de l'empereur Napoléon, et que c'était en ami qu'il entendait remplir le rôle de médiateur. Il ajouta que l'Autriche ne pouvait plus traiter isolément ni rester neutre. Il parla des bases d'arrangements communiquées le 8 mai, opposa la modération de ces conditions aux demandes exagérées des alliés, et poussa l'abandon ou la duplicité jusqu'à dire que sa cour s'applaudissait de nos derniers succès, parce qu'ils auraient pour effet de diminuer des prétentions excessives; que si les alliés persistaient dans leurs exigences, l'Autriche saurait alors ce qu'elle aurait à faire, et que ce ne serait plus 30,000, mais 200,000 hommes qu'elle mettrait à notre disposition. Enfin il insista avec la plus grande force pour que de part et d'autre l'on préludât à l'ouverture des négociations par une suspension d'armes.

Une bataille était imminente, ce n'était point le moment de s'engager. Vainqueurs, nous dicterions la loi; vaincus, il faudrait bien la subir, et, dans le cas où nous n'obtiendrions qu'un demi-succès, il serait toujours temps d'accepter la médiation armée. Napoléon sut échapper, par des déclarations évasives, aux pressantes instances de l'envoyé de l'empereur François. Il lui dit que l'Autriche était libre de renoncer à l'alliance, qu'il n'en serait pas blessé, mais qu'il ne pouvait reconnaître cette puissance comme médiatrice armée; que ce qu'il craignait par-dessus tout, c'étaient les moyens termes, ressources ordinaires de l'irrésolution et de la faiblesse;

qu'il voulait la paix, qu'il n'était pas éloigné de conclure un armistice, et qu'il était tout disposé à envoyer des plénipotentiaires à Prague ou dans toute autre ville neutre, afin de négocier les conditions d'une paix générale ou continentale. Il rappela que les deux puissances s'étaient mutuellement garanti, par le traité qui les unissait, l'intégrité de leurs territoires, et il ajouta qu'il lui paraissait difficile de concilier des engagements aussi précis avec le caractère de médiateur armé que prétendait prendre l'empereur d'Autriche. M. de Bubna avoua n'avoir point d'instructions pour résoudre ce point difficile, mais il insinua que certaines dispositions du traité d'alliance pourraient, d'un commun accord, rester suspendues pendant les négociations, et que de cette manière l'alliance subsisterait à côté de la médiation. Cette conférence terminée, il retourna à Vienne et fut chargé de porter à l'empereur d'Autriche deux lettres en réponse à celle que ce souverain avait écrite à l'empereur Napoléon le 11 mai. Voici la première :

« Monsieur mon frère et très-cher beau-père, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté. J'ai entretenu le comte de Bubna plusieurs heures. Je lui ai dit tout ce que je pensais avec franchise et vérité. Je désire la paix plus que personne : je consens à l'ouverture d'une négociation pour une paix générale et à la réunion d'un congrès dans une ville intermédiaire des séjours des diverses cours belligérantes. Aussitôt que je serai instruit que l'Angleterre, la Russie, la Prusse et les alliés ont accepté cette proposition, je m'empresserai d'envoyer

un ministre plénipotentiaire au congrès, et j'engagerai mes alliés à en faire de même. Je ne fais pas de difficulté d'admettre même au congrès les plénipotentiaires des iusurgés d'Espagne pour qu'ils puissent y stipuler leurs intérêts. Si la Russie, la Prusse et les autres puissances belligérantes veulent traiter sans l'Angleterre, j'y consens également. Je serai prêt à envoyer mon ministre plénipotentiaire aussitôt que je serai instruit que cette proposition a été agréée, et j'engagerai mes alliés à en faire autant dès que je connaîtrai l'époque de la réunion. Si, une fois le congrès ouvert, il est dans l'intention des puissances belligérantes de conclure un armistice, comme cela s'est fait dans plusieurs circonstances et comme il en a été question à Paris avec le prince de Schwarzenberg, je suis prêt à y adhérer. Votre Majesté verra dans ce langage, qui est le même que je tiens depuis six mois, mon désir d'épargner le sang humain et de mettre un terme aux malheurs qui affligent tant de peuples.

« De Votre Majesté impériale le bon frère et le gendre,

« Napoléon. »

La seconde lettre avait un caractère plus intime. C'était le cœur déjà ulcéré de l'empereur Napoléon qui s'adressait au souverain qui lui avait confié le bonheur de sa fille.

« Ce que Votre Majesté me dit dans sa lettre sur l'intérêt qu'elle me porte m'a touché vivement. Je le mérite de sa part par les sentiments si vrais que je lui

porte. Si Votre Majesté prend quelque intérêt à mon bonheur, qu'elle soigne mon honneur! Je suis décidé à mourir s'il le faut à la tête de tout ce que la France a d'hommes généreux plutôt que de devenir la risée des Anglais et de faire triompher mes ennemis. Que Votre Majesté songe à l'avenir! Qu'elle ne détruise pas le fruit de trois ans d'amitié, et ne renouvelle pas des haines passées qui précipiteraient l'Europe dans des convulsions et des guerres dont l'issue serait interminable! Qu'elle ne sacrifie pas à de misérables considérations le bonheur de notre génération, celui de sa vie et le véritable intérêt de ses sujets, pourquoi ne dirais-je pas d'une partie de sa famille qui lui est si vivement attachée? Que Votre Majesté ne doute jamais de tout mon attachement!

« De Votre Majesté le bon frère et gendre,

« NAPOLÉON. »

Il était de la plus haute importance que le langage de notre ambassadeur à Vienne fût conforme à celui que l'empereur Napoléon venait de tenir à M. de Bubna, et qu'en ce qui touchait la médiation il ne dît pas un mot qui pût être interprété comme une concession prématurée. « Sa Majesté a vu M. de Bubna, écrivit le duc de Vicence au comte de Narbonne en date du 18 mai; ce négociateur a été on ne peut plus mielleux et cajoleur. Il a dit que l'Autriche était prête à nous donner 200,000 hommes au lieu de 30,000. L'Empereur ne peut reconnaître aucune médiation armée; il faut que l'Autriche s'explique. Que veut-elle? Quand le traité d'alliance

existait, on aurait pu s'entendre; nous aurions admis l'intervention de l'Autriche, aujourd'hui nous ne saurions admettre de médiation armée. Avec les 200,000 hommes que nous avons à Vérone et à Mayence, certes l'Autriche serait folle de nous attaquer. Cependant l'Empereur désire éviter une rupture, il désirerait surtout sa coopération; mais il faut qu'elle s'explique. Que veut-elle? » M. de Narbonne, avec une louable franchise, écrivit le 19 que « certainement l'Autriche n'aurait rien de plus pressé que de nous déclarer la guerre dès que le moment serait venu, qu'elle poussait ses armements avec une véritable furie, et qu'il fallait désespérer de l'avoir pour alliée. »

Jusqu'au 15 mai, l'Empereur avait ignoré la directiion qu'avaient prise les armées russe et prussienne. Le 13, il écrivait au major général : « Faites connaître au prince de la Moskowa que mon intention est qu'il se porte avec ses cinq divisions sur Luckau, qu'il donne l'ordre au duc de Bellune d'être rendu entre Wittenberg et Luckau en menaçant Berlin, qu'il place le 7e corps entre Luckau et le duc de Bellune. » Ce même jour 13, il écrivait encore : « Il faut que je sache positivement ce qu'est devenue l'armée prussienne; le général Bertrand pense qu'elle a pris la route de Breslau, d'autres prétendent au contraire qu'elle s'est retirée dans la direction de Berlin. » Le 15 au soir, toutes incertitudes avaient cessé. L'Empereur avait appris que le gros des colonnes prussiennes s'était porté sur Bautzen, où se trouvaient déjà réunis les Russes et les souverains. Plus tard il sut non-seulement que les alliés s'y étaient

arrêtés, mais qu'ils fortifiaient toutes les positions, si favorables à la défense, qui entourent cette petite ville; il le fit savoir aussitôt au maréchal Ney, lui ordonna de rentrer dans le mouvement de la grande armée et de se porter sur Hoheswerda.

L'attitude prise par l'empereur François avait aggravé singulièrement notre situation. La direction qu'avaient suivie les alliés dans leur retraite ne permettait plus de douter qu'ils ne fussent d'intelligence avec ce souverain, et les nombreux ouvrages qu'ils élevaient autour de Bautzen semblaient indiquer qu'ils voulaient moins nous livrer bataille que nous fatiguer, nous arrêter, et laisser au cabinet de Vienne le temps de compléter ses armements. Une grande et décisive victoire remportée par nos armes déjouerait certainement toute cette trame, et ramènerait l'Autriche tremblante et soumise à nos pieds; mais comment obtenir ce triomphe? Les informations venues de tous côtés annonçaient que les positions qu'occupaient les alliés, et où ils se retranchaient, étaient formidables. Nous n'avions presque point de cavalerie, tandis que la leur était aussi nombreuse que solide. Enfin, si notre armée était brave, la leur ne l'était pas moins, et la fortune semblait s'être plue à égaliser les chances. Napoléon ne pouvait se dissimuler qu'une seconde victoire, aussi disputée que celle de Lutzen, et aussi peu décisive, à plus forte raison un échec, le mettrait à la merci de l'Autriche. Toute son âme se révoltait à la pensée de laisser cette puissance arbitre suprême des conditions de la pacification. Pendant longtemps il avait caressé l'espoir que l'alliance

de famille contractée en 1810 avec la maison de Lorraine pourrait conduire à une alliance politique intime. Pour cimenter une telle alliance, il n'eût reculé devant aucune concession raisonnable. Aujourd'hui toutes ses illusions étaient détruites. Il était convaincu que l'Autriche n'avait répudié ni les passions ni les ressentiments qui tant de fois, depuis dix-neuf ans, lui avaient mis les armes à la main, et que nos malheurs, en ravivant ses espérances, avaient rallumé ses haines. Les cabinets en effet ne connaissent point ces mouvements du cœur, ces sentiments miséricordieux, qui n'appartiennent qu'aux péripéties de la vie domestique. Napoléon ne croyait plus à la bonne foi de la cour de Vienne; il croyait moins encore à son désintéressement, et il ne doutait pas que si on laissait jouer à cette puissance le rôle d'arbitre de la paix, elle en abuserait pour lui imposer les plus douloureux sacrifices. En conséquence il adopta une résolution tranchée : ce fut de s'adresser directement à l'empereur Alexandre, de lui proposer de s'entendre avec lui, comme autrefois à Tilsit, et de régler de concert le sort du monde. Il savait que la cour de ce prince était fort divisée, qu'un parti puissant, représenté par les chefs les plus considérés de l'armée, le blâmait d'avoir embrassé avec une passion téméraire la cause des intérêts allemands, et penchait ouvertement en faveur d'une entente directe avec la France. Napoléon se berçait de l'espoir que les sentiments d'admiration sympathique que le czar lui avait témoignés autrefois n'étaient pas complétement éteints dans son cœur, qu'en lui montrant de la confiance, en

lui offrant des conditions avantageuses, il parviendrait à le toucher, à le séparer de l'Autriche, et à conclure de nouveau avec lui une étroite alliance. Immédiatement après le désastre qui avait accablé son armée en Russie, il n'aurait pu tenter une semblable démarche ; sa dignité et l'honneur le lui auraient interdit. Aujourd'hui il pouvait tendre loyalement la main au puissant adversaire sur lequel il avait pris à Lutzen une glorieuse revanche. Le 18 mai, il ordonna donc au duc de Vicence de se rendre aux avant-postes ennemis, et de demander de sa part à être admis auprès de la personne de l'empereur Alexandre.

Les instructions qu'il lui donna à cette occasion[1] sont un des documents les plus précieux de l'histoire de ce temps. Le duc, après beaucoup de mystère, de réticences, d'insinuations graduellement et habilement nuancées, devait proposer les bases d'arrangement suivantes :

« La Confédération germanique serait bornée à l'Oder. On tirerait une ligne de Glogau à la Bohême. Cette délimitation nouvelle donnerait à la Westphalie une augmentation de 1,5000,000 âmes, diminuerait d'autant la Prusse, qui recevrait en échange le grand-duché de Varsovie, ainsi que le territoire et la ville de Dantzick, excepté 40 ou 50,000 âmes, qui seraient données au duché d'Oldenbourg. La Prusse acquerrait 4 ou 5 millions d'habitants, Dantzick, Thorn, Modlin, toute la Vistule. De son côté, la Russie acquerrait une seconde

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

frontière qui la couvrirait, puisque la Prusse, ayant sa capitale près d'elle, serait dans son système. La France et la Russie seraient ainsi à trois cents lieues de distance, et elles seraient séparées par une puissance intermédiaire de deux cents lieues.

« Le projet anéantirait à jamais la Pologne; il serait donc avantageux à la Russie, et même à la Prusse, qui perdrait sans rien gagner, si la guerre continuait. »

Ce n'était là qu'une première ouverture, une manière d'engager la négociation, démarche plus insidieuse que sérieuse, calculée pour provoquer une contre-proposition, amener des explications et une entente. Napoléon était décidé, pour obtenir l'alliance de la Russie, à lui offrir les plus grands avantages. La Pologne n'avait pu servir pour la guerre; il fallait qu'elle servît pour la paix. La pensée secrète de l'Empereur se révèle tout entière dans les lignes suivantes :

« L'essentiel est de se parler : vous me ferez savoir du quartier général russe ce qui aura été dit. En connaissant les vues de l'empereur Alexandre, on finira par s'entendre. Mon intention, au surplus, est de lui faire un pont d'or pour le délivrer des intrigues de Metternich. Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre, qui me fait bonne guerre, et du roi de Prusse, auquel il s'intéresse, qu'au profit de l'Autriche, qui a trahi l'alliance, et qui, sous le titre de médiatrice, veut s'arroger le droit de disposer de tout après avoir fait la part qui

lui convient. D'ailleurs, avant la bataille qui va être donnée, l'empereur de Russie ne doit pas se regarder encore comme fort engagé dans la lutte. Cette considération, que l'affaire de Lutzen ne peut détruire, doit porter ce prince à s'entendre avec moi, parce que cette bataille sera vraisemblablement très-meurtrière de part et d'autre; que si les Russes la perdent, ils quitteront la partie, mais en ennemis vaincus, tandis qu'en traitant aujourd'hui et en obtenant de bonnes conditions pour son allié le roi de Prusse et sans l'intervention de l'Autriche, l'empereur Alexandre prouverait à l'Europe que la paix est due à ses efforts, au succès de ses armes. De cette façon, ce prince sortira de la lutte d'une manière honorable, et réparera noblement l'échec de Lutzen. Tout l'honneur de cette paix serait donc pour l'empereur Alexandre seul, tandis qu'en se servant de la médiation de l'Autriche, cette dernière puissance, quel que fût l'événement de la paix ou de la guerre, aurait l'air d'avoir mis dans la balance la destinée de toute l'Europe. La Russie ne peut avoir oublié la marche du contingent de l'Autriche dans la campagne précédente, et l'empereur Alexandre doit être flatté de pouvoir faire la paix sans le secours de cette puissance, qui, après avoir été si peu amie dans des circonstances difficiles, n'est entraînée que par un intérêt personnel à quitter les rangs de son alliance récente avec la France. Enfin, l'empereur Alexandre doit saisir avec joie cette occasion de se venger avec éclat de la sotte diversion des Autrichiens en Russie. Ainsi, sans vous arrêter à telle ou telle partie des instructions, vous devez chercher à

nouer une négociation directe sur cette base : *une fois qu'on en sera venu à se parler, on finira toujours par tomber d'accord.*

« Harta, le 17 mai 1813. »

Le 17 mai, Napoléon était parti de Dresde, avait couché à Harta et avait rejoint le lendemain matin son armée, qui, à l'exception de la colonne du maréchal Ney, se trouvait réunie tout entière devant Bautzen. Les positions que les alliés occupaient étaient naturellement très-fortes, et l'art n'avait rien épargné pour les rendre plus redoutables encore. Elles se composaient de deux lignes parallèles qui n'avaient pas moins d'une lieue et demie d'étendue. Au centre de la première était la petite ville de Bautzen, crénelée, retranchée et défendue par un pont palissadé, jeté sur la Sprée, qui couvrait tout le front de la position; à droite, une suite de mamelons fortifiés et protégés par les marais de Malschwitz; à gauche, des collines boisées, premières assises des montagnes de la Bohême et couvertes de redoutes. La seconde ligne, où l'ennemi ne devait se retirer qu'après que la première aurait été forcée, était située à 3,000 toises en arrière, et s'appuyait à gauche sur les crêtes des montagnes, à droite à la Sprée et sur les mamelons de Klein-Bautzen et de Kreckwitz, que l'ennemi avait reliés ensemble par des ouvrages de campagne, et dont il avait fait un vaste champ retranché. Quelques redoutables que fussent ces lignes, elles présentaient pourtant un point faible : elles pouvaient être tournées sur la droite, derrière les marais de

Malschwitz, près de Klix, et, en cas de revers, il ne resterait à l'ennemi qu'une seule ligne de retraite : c'était la grande route de Silésie, qui côtoie la Bohême et qui passe par Wurtchen et Hochkirch. Les Russes, sous les ordres du comte de Wittgenstein, occupaient toute la gauche de ce vaste champ de bataille, et les Prussiens, commandés par Blücher, formaient l'aile droite. Au centre étaient les réserves et les gardes.

Notre ligne s'étendait parallèlement aux positions de l'ennemi : sur notre extrême droite, le duc de Reggio faisait face aux collines boisées où se trouvaient les Russes. Devant Bautzen était Macdonald se liant par sa droite à Oudinot et par sa gauche à Marmont, à la garde et aux escadrons de Latour-Maubourg, qui formaient notre centre sous le commandement direct du maréchal Soult. Plus loin, sur notre gauche, se déployaient les divisions de Bertrand.

Les deux armées avaient reçu de puissants renforts : les alliés, deux belles divisions de grenadiers russes, conduites par Barclay de Tolly, et le corps prussien du général Kleist; les Français, une division de la jeune garde sous les ordres du général Barrois, et les quatre divisions de grosse cavalerie de Latour-Maubourg, présentant un effectif de 9,000 chevaux, indépendamment des 4,000 chevaux de la garde.

Le 18 mai, Napoléon écrivit au major général : « Je désire qu'avec le général Lauriston (5e corps) et toutes ses forces réunies, le prince de la Moskowa se dirige sur Dressa. Ayant ainsi franchi la Sprée, il se trouvera avoir dépassé la position de l'ennemi, ce qui aura l'effet,

ou que les alliés évacueront pour se retirer plus loin, ou de nous mettre à même de les attaquer avec avantage : je calcule que le 21 il pourra se porter sur Dressa[1]. » Dressa, où le maréchal Ney devait se trouver le 21, est situé sur la rive gauche de la Sprée, fort au delà de Klix, derrière les mamelons qu'occupaient les Prussiens. Ainsi, l'intention de l'Empereur était de faire arriver, le 21 au matin, les 90,000 hommes du maréchal Ney sur les derrières de l'armée alliée, de l'obliger à évacuer toutes ses positions, et, si elle s'obstinait à les défendre, de l'envelopper dans les replis de ses nombreuses colonnes et de ne lui laisser d'autre alternative que de se jeter dans les gorges de la Bohême, pays neutre, ou de passer sous les fourches caudines. Cette grande manœuvre circulaire, une des plus belles qu'ait conçues son génie et dont les deux points extrêmes étaient Luckau et Dressa, exigeait au plus haut degré les qualités qui distinguaient le maréchal Ney, une intelligence qui s'illuminait au milieu du feu, une précision merveilleuse, et dans l'action une impétuosité irrésistible. L'affermissement de notre suprématie dans le monde, pour le moment ébranlée, devait être le prix du succès de cette opération.

Le général Bertrand, ayant reçu l'ordre de protéger le mouvement du maréchal Ney, envoya à sa rencontre la division italienne du général Pery, forte d'environ 12,000 hommes. De leur côté, les alliés informés qu'un corps d'armée français s'approchait, détachèrent contre

[1] Lettre de l'Empereur au major général. (Dépôt de la guerre.)

lui Barclay de Tolly avec 15,000 Russes, et York avec 12,000 Prussiens. Barclay de Tolly suprit à Kœnigswartha la division italienne, lui prit tous ses canons, 2,000 hommes, et mit le reste en fuite ; mais à ce moment Kellermann ouvrait la marche du 5ᵉ corps et débouchait sur Barclay de Tolly. Celui-ci, ne se jugeant pas assez fort pour engager la lutte, se replia sur Klix. Lauriston continua de s'avancer, rencontra à Weissig les 12,000 Prussiens d'York, les attaqua avec une grande vigueur, leur tua ou blessa 5,000 hommes, et obligea le général prussien à rentrer dans ses lignes.

Les ordres donnés par l'Empereur au maréchal Ney n'avaient été exécutés que d'une manière incomplète. Le duc de Bellune et le général Sébastiani n'avaient pu, par des causes diverses, se réunir à la colonne du prince de la Moskowa, qui se trouva dès lors réduite de 90,000 à 65,000 hommes et divisée en trois corps : le 3ᵉ, le 5ᵉ et le 7ᵉ. Le 20 au soir, ces corps d'armée occupaient les positions suivantes : le 5ᵉ, qui ouvrait la marche, était à Weissig, le 3ᵉ à Markansdorf, et Régnier avec le 7ᵉ à une lieue en arrière.

Le 20, de grand matin, Napoléon donna le signal, et la bataille s'engagea sur toute la ligne. Oudinot, Macdonald, Marmont, Mortier, Soult et Bertrand franchirent la Sprée, Oudinot à Grabschutz, Macdonald sur le pont de pierre de Bautzen, Marmont sur un pont de chevalets jeté au-dessus de la ville. Au bout de quelques heures, toute l'armée avait franchi la rivière et chassé les Russes et les Prussiens de Bautzen et d'une partie des positions qu'ils occupaient le matin. C'était principale-

ment sur la droite que l'Empereur avait concentré ses plus énergiques efforts. Afin de mieux dissimuler aux alliés le point où il voulait les frapper, il avait opéré comme s'il ne se proposait d'autre but que de percer à travers la ligne des Russes, sur la route de Wurtchen à Hochkirch, et de les couper de la Bohême. Oudinot, à la tête du 12e corps, dirigea ses attaques de ce côté avec une énergie extrême, gravit, sous une grêle de balles et sous la mitraille, les pentes escarpées de la montagne, en atteignit la crête, et refoula Miloradovitch sur la seconde ligne, à 2,000 toises en arrière. Cette heureuse manœuvre eut tous les effets que s'en était promis l'Empereur. Les alliés se persuadèrent que le point de leur ligne le plus immédiatement menacé était celui qu'occupait Miloradovitch, et lui envoyèrent, pour le renforcer, le corps tout entier du prince Eugène de Wurtemberg.

La journée du 20 n'avait fait que préparer le combat sanglant du lendemain. Le 21, de grand matin, la lutte recommença avec une furie extrême entre les troupes de Miloradovitch et celles d'Oudinot. Au centre et à notre gauche, Marmont et Bertrand attaquèrent de front, mais sans trop s'engager, les positions qu'occupaient Kleist, York et Blücher. La garde, les escadrons de Latour-Maubourg et l'artillerie de réserve se concentrèrent derrière nos lignes du centre, qui ne devaient s'élancer que lorsque le prince de la Moskowa se trouverait en mesure d'assaillir à revers les mamelons de Klein-Bautzen. Le 21 au matin, les 5e et 3e corps débouchèrent sur Klix, puis se divisèrent. Ney, afin de cou-

vrir sa gauche, dirigea Lauriston avec deux de ses divisions sur Gottameld et Baruth, plaça en flanqueurs derrière les marais de Malschwitz la division Maison, également du 5e corps ; puis, de sa personne, il se porta sur le moulin de Glein, dans la direction de Preititz, qui était situé tout à fait sur le revers des positions qu'occupaient les Prussiens. C'est au moulin de Glein qu'il reçut une dépêche de l'Empereur, écrite au crayon, à huit heures du matin, qui lui enjoignait de se trouver à onze heures au village de Preititz. L'officier chargé de porter cette dépêche ne put rejoindre le maréchal et la lui remettre qu'à dix heures. Ney n'avait encore à ce moment sous sa main que la division Souham. Les quatre autres divisions de son corps s'avançaient par échelons trop espacés. Régnier et le 7e corps ne pouvaient être rendus sur le terrain que vers une heure, et Lauriston opérait dans la direction de Baruth, où il n'y avait pas d'ennemis. Ney envoya partout des ordres à ses quatre divisions et à Régnier de hâter leur marche, à Lauriston de revenir en toute hâte sur ses pas afin de prendre part à l'attaque de Preititz, puis il détacha la division de Souham, chargée de reconnaître la position de Preititz. Cette division, saisie entre les troupes de Barclay de Tolly, qui se repliaient devant la colonne du maréchal Ney, et par celles du général Kleist, envoyées au secours du général russe, n'étant pas suffisamment soutenue, fut écrasée et ramenée. Ce ne fut qu'à une heure de l'après-midi que le maréchal Ney put opérer son mouvement sur Preititz et s'en emparer. Un temps irréparable avait été perdu. Blücher,

averti qu'une armée tout entière débouche sur ses derrières et menace la seule ligne de retraite qu'aient les alliés, envoie au secours de Kleist et de Barclay de Tolly une partie de son infanterie, 20 escadrons et 20 pièces de canon, arrête par ce grand coup les progrès de Ney, puis il fait savoir à Wittgenstein, à Miloradovitch et au prince Eugène de Wurtemberg le danger qui les menace tous.

Dans ce même moment, l'Empereur venait d'ordonner une attaque générale contre le front de l'ennemi. Tout s'ébranle en même temps : Marmont, Mortier, Bertrand, Soult, la garde, les escadrons de Latour-Maubourg s'élancent impétueusement, gravissent les hauteurs de Kreckwitz et débordent la gauche des Prussiens. Tout plie sous ces efforts concentriques. Blücher, assailli de tous côtés, rallie ses colonnes, descend précipitamment, mais sans désordre, des hauteurs qu'il vient de défendre avec une énergie héroïque, gagne Pürchwitz, puis la route de Wurtchen, qui est libre, et effectue sa retraite sur Reichenbach ; il est sauvé. Ce mouvement fut opéré avec une telle précision, que Ney ne s'en aperçut pas, et lorsque ce maréchal arriva sur les mamelons de Klein-Bautzen, les Prussiens n'y étaient plus.

De leur côté, Miloradovitch et le prince Eugène de Wurtemberg avaient obtenu de grands succès sur les troupes d'Oudinot. Ils avaient pour eux la supériorité du nombre, une artillerie considérable, l'avantage de leur position, qui dominait la nôtre, et d'où leurs feux plongeaient sur nos bataillons et y semaient

la mort. Après une lutte acharnée, dans laquelle la division Pacthod se couvrit de gloire, ils étaient parvenus à reprendre tous les points dont nous nous étions emparés la veille, et à nous ramener au pied de la montagne, lorsque les avis de Blücher leur apprirent qu'ils n'avaient pas un instant à perdre pour gagner Wurtchen et Hochkirch et se sauver. Barclay de Tolly, avec un courage qu'on ne peut trop admirer, se dévoua pour assurer le salut de l'armée russe. Placé sur les hauteurs de Belgern, il opposa une barrière infranchissable aux attaques successives des troupes de Lauriston et de Régnier.

La victoire que nos armes venaient de remporter à Bautzen était glorieuse, mais aussi incomplète que celle de Lutzen, et elle nous avait coûté aussi cher, environ de 20 à 25,000 hommes, tant tués que blessés.

L'opération confiée au prince de la Moskowa ne produisit point tous les résultats que s'en était promis l'Empereur. Le défaut de cette belle combinaison, c'était d'avoir été conçue sur une échelle trop vaste. La distance que le maréchal avait à parcourir en trois jours était très-grande, il en résulta que lorsque ses divisions atteignirent Kœnigswartha, elles étaient déjà harassées. Dès lors le moindre incident devait faire échouer tout le plan. C'est précisément ce qui arriva. Les alliés, en dirigeant contre la colonne de Ney les généraux York et Barclay de Tolly, ralentirent sa marche, et les divisions des 3[e] et 7[e] corps arrivèrent trop tard sur le terrain pour porter les coups décisifs. En outre, soit qu'il ne connût pas suffisamment son champ

de bataille, ou plutôt que l'Empereur, qui ne put lui donner d'instructions verbales, eût laissé trop de latitude à son initiative, le maréchal Ney manqua évidemment dans cette journée de coup d'œil et de précision. La mauvaise direction qu'il donna à deux ou trois divisions du 5e corps fut une faute considérable[1], et Blücher put se dérober à ses coups sans qu'il l'eût seulement soupçonné. Par une bizarrerie singulière, et qui atteste le vice d'exécution de l'opération, ce furent les 65,000 hommes du maréchal, destinés à ramasser à Klein-Bautzen les débris de l'armée prussienne, qui eurent à combattre le moins d'ennemis, et qui firent conséquemment le moins de pertes. Des trois corps dont se composait la colonne, un seul, le 3e, avait été sérieusement engagé et avait payé glorieusement sa dette ; mais le 5e corps ne perdit que 261 hommes, dont 61 tués, et le 7e 400, tandis que le corps de Bertrand (4e) en perdit 6,813, dont 1,277 tués, ceux d'Oudinot (12e) et de Macdonald (11e), chacun environ 7,000.

Les alliés avaient déployé dans cette terrible journée du 21 mai une intrépidité froide et intelligente. De même qu'après Lutzen, ils se retiraient vaincus, mais non rompus, surtout les Prussiens, et dans une attitude de fermeté qui devait enhardir à Vienne les cœurs les plus timides. En définitive, le résultat le plus net de cette bataille de Bautzen, qui, si la grande manœuvre conçue par le génie de l'Empereur avait été exécutée comme il l'avait conçue, eût mis encore une fois le

[1] Rapport du général Lauriston, commandant du 5e corps. (Dépôt de la guerre.)

continent à ses pieds, était de rendre l'Autriche l'arbitre suprême de la situation.

Les journées du 18 et du 19 mai s'étaient écoulées sans qu'il eût été répondu à la lettre par laquelle le duc de Vicence avait sollicité l'honneur d'être introduit auprès de l'empereur Alexandre. Le 22 au matin, un parlementaire russe se présenta à nos avant-postes et remit à M. de Caulaincourt la réponse du comte de Nesselrode. Ce ministre l'informait que l'empereur Alexandre, quelque plaisir qu'il aurait eu à lui exprimer les sentiments qu'il lui conservait personnellement, regrettait de ne pouvoir l'admettre à son quartier général, et l'invitait à lui faire, par l'entremise du cabinet autrichien, les communications dont il était chargé. Cette voie, lui disait-il, était la seule par laquelle il lui fût possible désormais de recevoir des communications de la France. A cette lettre officielle en était jointe une autre personnelle, datée du 21 au soir, par laquelle M. de Nesselrode s'excusait de n'avoir pu adresser plus tôt sa réponse au duc de Vicence, le combat étant déjà engagé le 20, au moment où il allait la lui expédier. M. de Caulaincourt transmit immédiatement les deux lettres à son souverain et demanda de nouveaux ordres. Napoléon lui enjoignit d'insister pour être admis : le duc fit le 26 une seconde tentative ; mais elle fut aussi infructueuse que l'avait été la première. Une telle persistance à refuser de recevoir notre envoyé était un fâcheux symptôme.

Avant la bataille de Bautzen, Napoléon avait loyale-

ment exprimé au comte de Bubna le vœu que l'on pût conclure un armistice et ouvrir des négociations. Aussitôt après la bataille, l'Autriche, avec une dextérité qui nous devint fatale, entra brusquement en scène, fit connaître aux souverains alliés le vœu de l'empereur des Français, et le 22 mai le comte de Stadion informa le major général que l'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient disposés à négocier une suspension d'armes et *à réunir un congrès sous la médiation de l'empereur d'Autriche.* Ainsi la négociation d'un armistice et la réunion d'un congrès se présentaient aujourd'hui concurremment avec l'offre de la médiation armée de l'Autriche. De toutes les combinaisons, il ne pouvait s'en trouver une d'un caractère plus insidieux et d'une portée plus dangereuse pour nos intérêts que celle imaginée par M. de Metternich. Les questions étaient posées dans des termes tels qu'il n'y avait pas à songer à les disjoindre : il fallait tout accepter ou tout refuser à la fois et prendre un parti immédiatement.

Les alliés étaient sortis meurtris et très-affaiblis du choc de Bautzen. L'armée russe surtout était en proie à une véritable dissolution, due autant à l'incapacité administrative de son général en chef qu'à l'échec qu'elle venait d'essuyer. Le comte de Wittgenstein avait laissé dépérir tous les services, et il en était résulté une mortalité effrayante et un grand découragement parmi ses troupes. Les souverains l'accusaient en outre d'avoir négligé les avis qui lui avaient été transmis, avant la dernière bataille, sur la marche et la force de la colonne du maréchal Ney, de n'avoir donné à Barclay de Tolly,

chargé de l'arrêter, qu'un corps de troupes insuffisant, et d'avoir ainsi, par son incurie, compromis le sort de l'armée. L'empereur Alexandre lui enleva le commandement, et fit un acte de réparation et de haute justice en le rendant à l'ancien ministre de la guerre, au général Barclay de Tolly. A peine le nouveau généralissime eut-il pris connaissance de l'état des choses, qu'il déclara à l'empereur Alexandre et aux généraux prussiens qu'à moins que l'Autriche ne se prononçât immédiatement en faveur des alliés, ou que l'empereur Napoléon ne consentît à signer un armistice, il lui serait absolument impossible de tenir plus longtemps la campagne. Il manquait, dit-il, de manutentions pour nourrir ses soldats, d'ambulances pour soigner ses blessés, de cartouches pour se battre. L'Autriche paraissait animée des meilleures dispositions, mais elle ne donnait encore que des promesses; le sort d'une grande armée ne pouvait rester subordonné à la décision d'une puissance temporisatrice et méthodique par principes comme par habitude, et à la conclusion douteuse d'un armistice. En conséquence il allait prendre ses mesures pour effectuer aussitôt sa retraite sur la haute Vistule.

A cette déclaration, tous les généraux prussiens, Blücher, York, Kleist, Gneisenau, Müfling, témoignèrent autant de surprise que de douleur. Le général Müfling parla en leur nom comme au sien. Il représenta au généralissime russe que le sort de l'Europe dépendait du parti que prendrait l'Autriche, que selon toute vraisemblance les négociations qui allaient s'ouvrir n'abou-

tiraient point à la paix, et qu'à l'issue l'Autriche joindrait ses armes à celles de la Russie et de la Prusse, mais que très-certainement elle ne prendrait ce parti qu'autant qu'elle pourrait compter sur l'appui immédiat de l'armée des alliés ; qu'à coup sûr, si cette armée s'éloignait de ses frontières et la laissait abandonnée à ses propres forces, elle n'aurait point la témérité de se déclarer ; qu'il ne lui resterait plus qu'à se faire pardonner par la France ses velléités de résistance ; que dès lors Napoléon s'attacherait à la poursuite des alliés, dégagerait aisément le grand-duché de Varsovie, et se trouverait bientôt dans la même attitude de force et de suprématie que celle qu'il avait au commencement de 1812. Ces représentations n'ébranlèrent point la résolution prise par le général Barclay de Tolly. Avant de se dévouer aux intérêts allemands, il se devait, disait-il, à son pays ; il était responsable vis-à-vis de son souverain et de la Russie entière du sort de l'armée, et à moins qu'on ne réussît à conclure un armistice, il n'y avait de salut pour elle que dans une prompte retraite sur la haute Vistule. Les derniers mots de Barclay furent : « Dans six semaines, je serai de retour ; en attendant, défendez-vous avec fermeté. »

La victoire remportée par nos armes à Bautzen avait donc produit un résultat considérable ; elle avait constaté une fois de plus l'impuissance absolue dans laquelle se trouvaient les Russes et les Prussiens de continuer seuls la lutte avec nous. Malgré l'énergie des passions nationales qui remplissaient le cœur des chefs comme des soldats, ils s'avouaient vaincus, et venaient

en suppliants conjurer l'Autriche de les sauver en réunissant ses armes aux leurs.

En définitive, le sort de nos ennemis, et, il faut bien le reconnaître, le nôtre également, allaient dépendre des décisions que prendrait l'Autriche. La question pour nous se posait dans des termes fort simples. Dans le cas où nous refuserions de négocier un armistice et de reconnaître la médiation, à quel parti s'arrêterait cette puissance? se déclarerait-elle immédiatement en faveur des alliés, ou nous laisserait-elle les poursuivre et les accabler? L'Autriche n'a dit son secret à personne, et l'on ne peut donner que des appréciations conjecturales. Il y a deux faits qui sont acquis à l'histoire : le premier, c'est qu'au moment où s'était livrée la bataille de Bautzen, l'Autriche n'avait pas encore arrêté définitivement avec les alliés les conditions de la pacification continentale; cette formalité ne fut accomplie que cinq semaines plus tard, le 27 juin, par un traité qui fut signé à Reichenbach. Le second, c'est que l'Autriche n'avait point achevé alors ses préparatifs : ses corps étaient loin d'avoir atteint leur effectif complet de guerre, et l'armée, prise dans son ensemble, avait besoin de quelques mois encore pour acquérir toute l'unité et toute la solidité désirables.

A ne juger que ces faits, il semble qu'il ne pouvait rester de doute sur le parti que nous avions à prendre, qu'il fallait pousser les alliés l'épée dans les reins et ne nous arrêter que sur le Niémen; mais d'autres circonstances très-significatives méritaient également d'être prises en sérieuse considération. Depuis cinq mois,

l'Autriche tendait outre mesure tous les ressorts de sa puissance militaire : elle avait rappelé tous les vieux soldats de 1809, auxquels était venue se joindre une jeunesse impatiente de concourir avec ses frères d'armes du Nord à la délivrance de l'Allemagne. Elle avait une artillerie nombreuse, une cavalerie magnifique, des cadres d'officiers et des généraux qui avaient fait presque tous la grande guerre, enfin 100,000 hommes parfaitement armés, équipés, et tout prêts à déboucher de la Bohême. Nous, de notre côté, nous avions fait à Lutzen et à Bautzen des pertes énormes, et il nous fallait absolument plusieurs semaines pour combler les vides que les combats, les marches forcées et les maladies avaient opérés dans nos rangs. Des 180,000 hommes avec lesquels nous avions fait la première campagne de Saxe, il nous en restait à peine 120,000 valides. L'artillerie avait extrêmement souffert, et nous n'avions point de cavalerie. Dans un tel état de choses, était-il admissible qu'après avoir attiré les alliés sur ses frontières, qui pouvaient devenir pour eux un tombeau si elles ne s'abaissaient pour leur ouvrir un refuge, l'Autriche les eût lâchement livrés au bras du vainqueur de Bautzen? A l'heure suprême, eût-elle failli à elle-même au point de laisser échapper la plus belle occasion qui se fût encore présentée de recouvrer, les armes à la main, tout ou partie de ce qu'elle avait perdu dans les dernières guerres? Le doute à cet égard était tout au moins légitime. Napoléon n'ignorait pas qu'en négociant et en signant un armistice, il allait donner à ses ennemis le temps d'appeler toutes leurs réserves, à

l'Autriche d'accroître démesurément ses forces, aux trois puissances de s'entendre et de former une triple alliance contre laquelle il lui serait très-difficile de lutter. Cependant tous ces périls, si grands qu'ils fussent, lui parurent moins redoutables que celui d'exposer sa jeune et bouillante armée au choc immédiat des forces réunies de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. Une suspension d'armes lui donnerait le temps de concentrer sur l'Elbe les 180,000 soldats qu'il avait levés pendant l'hiver et qui venaient de compléter leur organisation, de renforcer ses armes spéciales, notamment l'artillerie et la cavalerie. C'était surtout le manque de cavalerie qui l'avait empêché de recueillir de grands résultats de ses dernières victoires, et il jugeait impraticable d'entrer en guerre avec l'Autriche, s'il n'était pas en mesure d'opposer à cette puissance de nombreux escadrons. Enfin l'armistice ouvrait à tous une chance de pacification. L'empereur Napoléon avait trop d'intérêt au rétablissement de la paix pour ne pas la désirer avec ardeur : il ne voulut point assumer sur lui la responsabilité d'un refus dont ses ennemis n'eussent pas manqué d'abuser pour le signaler à la réprobation de ses peuples et de l'Europe entière. Il consentit donc à négocier un armistice, et en instruisit le comte de Stadion. L'empereur de Russie nomma commissaire pour en discuter les conditions le comte de Schouvalof, le roi de Prusse le général Kleist, et l'empereur Napoléon le duc de Vicence.

Cependant les Français poussaient devant eux, l'épée dans les reins, l'armée des alliés. A chaque pas en

quelque sorte, ceux-ci se retournaient, prenaient une fière contenance, comme s'ils avaient résolu d'accepter une nouvelle bataille, puis ils continuaient leur retraite, au grand dépit de Napoléon. « Comment, disait-il, après une telle boucherie aucun résultat, point de prisonniers! Ces gens-là ne me laisseront pas un clou! » C'est dans un de ces nombreux combats livrés par l'arrière-garde ennemie qu'un boulet perdu, après avoir tué roide le général Kirgener, alla frapper mortellement le grand maréchal du palais, duc de Frioul. Un moment auparavant, il galopait à cheval sur la chaussée, à côté de l'Empereur. Ce fut le duc de Plaisance qui vint annoncer à Napoléon cette triste nouvelle. « Duroc! s'écria l'Empereur, mais cela n'est pas possible, il était tout à l'heure près de moi! » Le grand maréchal fut transporté dans une maison du village de Mackersdorf. L'Empereur s'y rendit, et là il se passa une scène déchirante. L'émotion de l'Empereur était très-vive, et Duroc, se sentant mourir, n'avait que des paroles d'affection et d'attendrissement pour l'ami dont il allait être à jamais séparé. Il eut le courage sublime de lui demander de s'arracher de ses bras et de retourner près de ses soldats. Napoléon embrassa une dernière fois son cher et fidèle compagnon d'armes, et sortit le cœur brisé de douleur.

Duroc est, après Desaix, l'homme que Napoléon a le plus aimé. D'autres ont eu des qualités plus brillantes, ou lui ont rendu des services plus éclatants : aucun n'a porté à sa personne un attachement plus désintéressé et plus profond. Discret sans froideur, délié et ouvert

tout ensemble, d'une noble simplicité dans ses manières, plein de droiture et de modération, trop modeste pour se croire le droit de donner des conseils, trop dévoué néanmoins pour se taire lorsque sa conscience lui commandait de parler, il fut constammen pour l'Empereur un ami bien plus qu'un courtisan, et, sans y prétendre, il avait pris peu à peu sur son souverain un ascendant que nul, avant ni après lui, n'a égalé.

La ligne naturelle de retraite des alliés était sur l'Oder ou sur la haute Vistule : en suivant l'une ou l'autre de ces directions, ils maintenaient leurs communications soit avec la Prusse, soit avec la Russie; mais, au lieu de se retirer vers le nord, ils gagnèrent la Haute-Silésie, et restèrent constamment en contact avec la frontière septentrionale de la Bohême, découvrant ainsi Berlin, Kalisch, Varsovie, les lignes de l'Oder et de la Vistule. C'était se mettre entièrement à la merci de l'Autriche. Il y avait là pour nous une sinistre révélation. Comment désormais douter que le pacte fatal entre les alliés et cette puissance ne fût, sinon conclu, du moins bien près de l'être? Le 23, l'armée française passa la Neiss à Gœrlitz, la Bober le 25, et la Katzbach le 27. L'ennemi ne tenait nulle part; rivières, fleuves, montagnes, les plus belles positions défensives, il négligeait tout pour échapper au danger d'une nouvelle bataille et se serrer contre la Bohême. L'empereur Napoléon arriva le 27 à Lignitz, s'y arrêta quelques jours, et, divisant l'armée en deux grandes colonnes, dirigea celle de gauche, conduite par Ney,

Lauriston et Régnier, sur Breslau, tandis qu'avec le reste de ses corps il se porta sur Schweidnitz.

Les commissaires choisis pour négocier l'armistice se réunirent d'abord à l'abbaye de Wahlstadt, près de Lignitz, et échangèrent leurs pleins pouvoirs. Les instructions des commissaires russe et prussien portaient que l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient consenti à un armistice « pendant lequel la puissance médiatrice ferait connaître les propositions destinées à servir de bases à la pacification. » Plus tard, les conférences furent transférées au village de Plesswick. Les prétentions élevées par les alliés étaient excessives, notre résistance opiniâtre, les discussions véhémentes et interminables, et plus d'une fois, après des débats de quinze et même de vingt-quatre heures, on fut sur le point de se lever et de tout rompre. Les commissaires russe et prussien ne voulaient nous laisser occuper ni Breslau, dont nous étions maîtres, ni Hambourg, dont le prince d'Eckmühl était sur le point de s'emparer, et ils refusaient de prolonger au delà d'un mois la durée de l'armistice, tandis que Napoléon demandait qu'elle fût étendue jusqu'au 20 juillet. Il est à remarquer que dans ces conférences préliminaires, où les trois puissances laissèrent pressentir leurs dispositions, ce fut l'empereur Napoléon qui fit toutes les concessions. Les alliés ne voulurent céder sur rien. Ainsi il renonça à prolonger l'occupation de Breslau, et quant à Hambourg, il se borna à demander que cette ville restât dans la situation où elle se trouverait au moment où serait signé l'armistice ; mais il exigea for-

mellement que la durée de la suspension d'armes fût prolongée jusqu'au 20 juillet, et que les hostilités ne pussent recommencer que le 1er août. Ce fut là son ultimatum. « Il ne faut pas se dissimuler, écrivait-il de Newmarck, le 3 juin, au duc de Vicence, que l'armistice tel que je le propose n'est pas honorable pour moi. Pourquoi en effet, pour un armistice de six semaines, abandonner un pays de l'importance de Breslau? C'est moi qui abandonne tout, l'ennemi rien. L'ennemi voudrait-il m'humilier en me chassant par un armistice d'une ville dans laquelle je suis entré par le résultat d'une bataille? La neutralisation de cette ville, c'est tout ce que l'honneur peut accorder. Quant au délai de l'armistice, le terme proposé est une insulte. Ne diraiton pas que je suis dans une place assiégée? Je veux un armistice, mais je le veux en homme d'État, en souverain. Je veux négocier la paix, et non la recevoir comme une capitulation. Les ennemis se trompent, s'ils espèrent qu'il en sera autrement que par le passé: l'expérience leur a prouvé qu'ils s'étaient trompés constamment. Prévenez-les qu'ils seront battus après la première rencontre, que je resterai maître de Breslau, où j'aurai de bons cantonnements, que je serai maître de Berlin, que j'ai avec moi et derrière moi des forces telles que rien ne peut m'empêcher d'arriver de tous côtés sur l'Oder, que je ne fais aucun cas de tout le terrain qu'ils me donnent, et que je comprends très-bien que c'est moi qui donne tout; qu'enfin j'ai été jusqu'aux limites de ce que l'honneur me permettait de faire. »

La rupture semblait imminente; les maréchaux

avaient été invités à se tenir prêts à marcher au premier ordre. M. de Narbonne dut en informer le cabinet de Vienne, afin que, dans le cas où des corps alliés voudraient chercher un refuge en Bohême, il fût pris des mesures pour les en repousser. Les choses étaient dans cet état critique, lorsque tout à coup, inspiré sans aucun doute par le désir d'assurer la conclusion d'un armistice qui seul pouvait sauver les alliés et lui épargner à lui-même le danger d'une rupture prématurée, l'empereur d'Autriche quitta Vienne et se transporta au château de Gitschin, situé sur la frontière de Bohême. Il intervint personnellement auprès des souverains alliés et leur fit comprendre l'immense intérêt qu'ils avaient tous à gagner du temps. Grâce à ses vives instances, ils consentirent à ce que la durée de l'armistice fût étendue jusqu'au 20 juillet, que la ville de Breslau fût neutralisée, et que celle de Hambourg restât occupée par celle des deux armées qui s'en trouverait en ce moment maîtresse. La convention qui réglait ces conditions fut signée le 4 juin à Plesswick et ratifiée le 5. L'empereur Napoléon chargea le colonel de Flahaut et le marquis de Moustier d'en assurer l'exécution, puis il retourna à Dresde. En quittant Newmarck, il dit : « Si les alliés ne veulent pas de bonne foi la paix, cet armistice peut nous devenir bien fatal. » La même pensée l'a poursuivi à Sainte-Hélène. Faisant un triste retour sur cette année 1813 qui a décidé de sa destinée, le prisonnier de Sainte-Hélène a condamné le parti qu'il avait pris : « J'ai eu tort, disait-il à ses compagnons de captivité, de consentir à l'armistice, car si j'eusse con-

tinué de marcher en avant comme je le pouvais, l'empereur mon beau-père n'eût pas pris parti contre moi. » Il est entré plus d'amertume que de vérité dans cette appréciation, et les considérations d'ordre supérieur qui, dans cette phase si critique de sa vie, ont inspiré sa détermination semblent justifier complétement sa conduite.

Napoléon était à peine de retour à Dresde, qu'il reçut la visite du comte de Bubna. L'envoyé de l'empereur d'Autriche vint lui annoncer que décidément on ne pouvait plus espérer que l'Angleterre concourût à l'œuvre de la paix, qu'elle élevait des prétentions exorbitantes, qu'elle poussait l'exigence au point de trouver les conditions du traité de Lunéville trop favorables à la France, et que l'on se contenterait pour le moment de faire une paix continentale. Puis M. de Bubna exposa le mode de négociation que sa cour désirait adopter. Les plénipotentiaires de Russie et de Prusse remettraient entre les mains de M. de Metternich la substance de leurs propositions; l'empereur Napoléon lui ferait également connaître les bases sur lesquelles il était disposé à traiter, et le ministre médiateur se chargerait de porter à la connaissance des uns les propositions des autres. De cette manière, le médiateur centraliserait dans ses mains tous les travaux de la négociation. Napoléon repoussa énergiquement ce mode de procéder. Il allégua qu'il était contraire à tous les usages pratiqués jusqu'à ce jour, qu'il n'avait été suivi qu'une seule fois, au congrès de Teschen, sous l'influence de circonstances qui n'avaient aucune analogie avec celles

du moment. Il fit observer que si un tel système était adopté, l'empereur d'Autriche ne serait plus simplement médiateur, mais arbitre. Il entendait que les plénipotentiaires des puissances belligérantes pussent débattre librement, contradictoirement et en conférences verbales, devant le médiateur, les conditions de la pacification. Il espérait, et c'était son droit, profiter des chances que lui présenterait une discussion franche et animée pour jeter la désunion entre les alliés et l'Autriche et attirer à lui la Russie.

D'autres points encore furent traités avec M. de Bubna. On l'invita à indiquer le lieu où se réunirait le congrès : il désigna, sans la proposer formellement, la ville de Prague. Enfin, interrogé de nouveau sur la manière dont sa cour entendait concilier son rôle de médiatrice avec les obligations qu'elle avait contractées par le traité d'alliance, il déclara n'avoir point de pouvoirs suffisants pour signer une convention qui déterminerait celles des stipulations du traité du 14 mars 1812 dont l'exécution pourrait être suspendue. Un langage si plein de réticences, tant de lenteurs qui semblaient calculées, laissaient soupçonner qu'à Gitschin il y avait plus d'envie de gagner du temps que de travailler sérieusement à l'œuvre de la paix. L'empereur Napoléon était impatient de dissiper ces obscurités, il ordonna au duc de Bassano d'écrire directement à M. de Metternich et de lui demander des éclaircissements sur les points traités avec M. de Bubna.

Dans le moment où les souverains alliés acceptaient la médiation de l'Autriche, ils recevaient dans leurs

camps deux envoyés de l'Angleterre, lord Cathcart et sir Charles Stuart, et prenaient avec eux des engagements de la portée la plus étendue, du caractère le plus hostile contre la France, et qui semblaient exclure de leur part toute disposition sérieuse à la conciliation. Deux traités d'alliance et de subsides furent conclus à Reichenbach par ces plénipotentiaires le 14 et le 15 juin, l'un avec la Prusse, l'autre avec la Russie. Par le premier, l'Angleterre, afin de subvenir à l'entretien d'une armée de 80,000 hommes, s'engagea à payer au roi de Prusse, dans les six derniers mois de l'année 1813, un subside de 666,666 livres sterling et à rétablir la monarchie prussienne dans des conditions d'étendue territoriale et de population au moins égales à celles qu'elle possédait avant la guerre de 1806. De son côté, le roi promit de détacher de ses possessions en basse Saxe et de céder à l'électorat de Hanovre un territoire contenant une population de 300,000 âmes, nommément l'évêché de Hildesheim. Par le traité signé le 15, la Russie et l'Angleterre promirent : la première, d'entretenir constamment sur pied une armée de 180,000 hommes (article 1er), la seconde, de payer à la Russie, jusqu'au 1er janvier 1814, la somme de 1,333,334 liv. sterl., et de pourvoir, par un nouveau subside de 500,000 liv. sterl., à l'entretien des vaisseaux russes mouillés en ce moment dans ses ports, et dont elle pourrait se servir contre l'ennemi commun (art. 2 et 3). Les deux puissances convinrent d'émettre, pour une somme de 5,000,000 de liv. sterl., un papier-monnaie qualifié *argent fédératif*, et qui serait garanti

par la Grande-Bretagne, la Russie et la Prusse (art. 4). Par l'art. 7, *l'Angleterre et la Russie s'engagèrent à ne point négocier séparément avec la France.*

Il fut signé le 27 juin, à Reichenbach, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, un troisième traité d'alliance éventuelle qui précisa dans quel esprit et quelle mesure devrait s'exercer l'action de la puissance médiatrice. Par l'article 1er, l'empereur d'Autriche s'engagea à déclarer la guerre à la France, si au 20 juillet cette puissance n'avait point accepté les conditions arrêtées par Sa Majesté Impériale. Sauf de très-légères modifications, ces conditions étaient les mêmes que celles que M. de Metternich avait communiquées le 8 mai au comte de Narbonne. La durée de l'armistice ayant été prolongée de vingt jours, les trois puissances fixèrent d'un commun accord la date de la déclaration éventuelle de l'Autriche au 10 août. Les trois puissances s'engagèrent, par l'article 5, à tenir au grand complet, pendant toute la durée de la guerre, l'Autriche 150,000, la Russie également 150,000, la Prusse 80,000 hommes. Les trois puissances se promirent mutuellement, par l'article 9, de n'écouter aucune insinuation ni proposition qui leur serait adressée directement ou indirectement par le cabinet français pendant la durée de l'armistice.

Le jour même où le comte de Stadion signait, au nom de l'Autriche, le traité du 27 juin, M. de Metternich arrivait à Dresde. Il y venait ostensiblement pour régler certains points préliminaires sur lesquels les deux cabinets n'avaient pu parvenir encore à s'enten-

dre, et à l'occasion desquels le duc de Bassano lui avait écrit directement le 15 juin. En réalité, il venait conférer avec l'empereur Napoléon, lui faire connaître les dispositions des souverains et le presser d'accepter les bases de pacification qui allaient lui être définitivement proposées. L'un des points préliminaires à régler était de concilier les obligations du traité du 14 mars 1812, qui garantissait l'intégrité du territoire français, avec les sacrifices exigés de l'Empereur. Quelques jours auparavant, M. de Bubna avait admis que certaines dispositions seulement du traité du 14 mars pourraient être réservées. A Dresde, M. de Metternich fut plus explicite : il déclara que, l'attitude du médiateur ne pouvant se concevoir sans la plus entière indépendance, il était convenable de réserver momentanément le traité tout entier. « De cette manière, dit-il, l'alliance ne sera point rompue, mais seulement suspendue. » C'était jouer sur les mots, et, sous des artifices de paroles, dénouer l'alliance qu'on ne se sentait pas encore le courage de rompre avec éclat. Napoléon jugea indigne de lui de se prêter à de pareilles subtilités. « On ne doit, dit l'Empereur à M. de Bassano, considérer ces propositions que comme une renonciation à l'alliance, et c'est ainsi que je l'entends. Répondez à M. de Metternich que nous ne voulons pas rendre notre alliance onéreuse à nos amis, et qu'en conséquence je ne fais aucune difficulté à renoncer au traité. » Le second point était de déterminer le mode de négociations qui serait adopté à Prague. A cet égard, le dissentiment entre les deux cabinets était profond. M. de Metternich

insista avec la plus grande force pour que le médiateur fût seul chargé de transmettre aux alliés comme à la France leurs propositions réciproques et écrites. Le duc de Bassano combattit cette prétention avec une égale fermeté. M. de Metternich sentit que, s'il insistait trop fortement, la médiation courrait risque de n'être pas même acceptée, et comme de part et d'autre on désirait l'ouverture du congrès, on sut éviter le danger d'une déclaration trop nettement formulée. M. de Metternich qui a toujours excellé dans l'art de voiler sa pensée sous le vague et les demi-teintes de la parole, fit des concessions qui étaient dans les mots plus que dans les choses. Il protesta que le médiateur se présenterait non comme *arbitre*, mais comme *conciliateur*. De notre côté, nous ne manquâmes pas d'interpréter plus tard cette déclaration comme un engagement précis, et la difficulté fut non pas tranchée, mais simplement ajournée.

Ces discussions étaient un mauvais prélude aux ouvertures d'une nature infiniment plus délicate que M. de Metternich était chargé de faire directement à l'empereur Napoléon. L'irritation de ce souverain était au comble. L'envoyé de l'empereur d'Autriche était l'inspirateur de cette politique tour à tour cauteleuse et menaçante qui avait créé tous les dangers de notre situation, le même qui avait fait le mariage, qui plus plus tard avait sollicité l'alliance, et qui aujourd'hui venait en personne nous demander de nous humilier. Napoléon, dans un entretien qui ne dura pas moins de dix heures, lui reprocha avec véhémence et dureté

tous les torts, toutes les duplicités de sa cour. Il lui déclara que jamais il ne se soumettrait aux conditions qu'elle prétendait lui imposer. Aux violentes sorties de l'Empereur, M. de Metternich opposa un calme imperturbable, il rappela que l'empereur son maître n'avait pas cessé depuis six mois de conseiller la paix, qu'il ne peuvait ni rester neutre ni traiter uniquement au nom de ses intérêts propres, que ses devoirs envers l'Allemagne et l'Europe lui commandaient de faire une paix générale ou continentale. Il énuméra les forces immenses dont allait disposer la coalition, et faisant appel à la haute raison de Napoléon, il le conjura au nom de l'humanité, des intérêts de la France et de sa propre conservation, de rendre la paix au monde. On connaît trop les circonstances qui marquèrent la fin de l'entretien, la colère vraie ou feinte de l'Empereur, le trait cruel lancé à M. de Metternich. Cette fatale entrevue envenima des rapports déjà fort altérés au lieu de les adoucir ; elle mit à nu les situations comme les ressentiments, et remplit tous les cœurs de déceptions, de tristesse et d'amertume.

Il restait à préciser dans un acte régulier les points dont on était convenu verbalement. Des conférences s'ouvrirent entre M. de Bassano et M. de Metternich, et il fut signé, le 30 juin, une convention par laquelle l'empereur Napoléon déclara accepter la médiation offerte par l'empereur d'Autriche (art. 1 et 2). Les pléni potentiaires français, russe et prussien et celui de la puissance médiatrice se réunirent en congrès à Prague avant le 5 juillet. L'ouverture des négociations fut re-

portée au 8, et plus tard au 12 de ce mois. Vu l'insuffisance du temps qui restait à courir jusqu'au 20 juillet pour conclure la paix, l'empereur des Français prit l'engagement de ne point dénoncer l'armistice avant le 10 août ; de son côté, l'empereur d'Autriche se réserva de faire contracter le même engagement à la Russie et à la Prusse.

Le 9 juillet, il y eut à Trachenberg un grand conseil de guerre auquel assistèrent le prince de Suède Bernadotte et les généraux autrichiens Wacquand et comte de Latour. Le plan de la campagne prochaine y fut discuté et arrêté. Il fut convenu qu'en cas de guerre les puissances opéreraient avec trois grandes armées : l'une d'environ 120,000 hommes, composée de Suédois, de Russes et de Prussiens, et commandée par le prince de Suède, manœuvrerait entre l'Oder et l'Elbe, et serait chargée spécialement de couvrir Berlin. Blücher, à la tête de 100,000 Prussiens et Russes, se porterait par la Silésie sur Dresde, tandis que 80,000 Russes, sous les ordres de Barclay de Tolly, iraient se réunir en Bohême à 120,000 Autrichiens, et tous ensemble avec les souverains marcheraient également sur Dresde, soit par la rive droite, soit par la rive gauche de l'Elbe. Il fut arrêté que Blücher et Bernadotte s'attacheraient à éviter toute rencontre avec les corps d'armée commandés par l'empereur Napoléon en personne, mais reprendraient au contraire l'offensive dès qu'ils auraient la certitude de ne l'avoir plus devant eux. Napoléon était très-exactement informé de tout ce qui se passait dans le camp des alliés; il sut la part qu'avaient prise

aux conférences de Reichenbach et de Trachenberg le comte de Stadion ainsi que les généraux Wacquand et de Latour, et la violence de ses ressentiments contre l'Autriche s'en accrut.

La Russie et la Prusse nommèrent plénipotentiaires à Prague M. d'Anstett et le baron Humboldt. La nomination de M. d'Anstett, Français d'origine, frappé à ce titre par nos lois, négociateur des derniers traités signés à Reichenbach et d'une naissance obscure, était un acte significatif qui témoignait du peu de dispositions de l'empereur Alexandre à se réconcilier avec la France. Napoléon en fut très-péniblement affecté. Dans sa correspondance confidentielle avec le duc de Bassano, il y revient sans cesse comme sur un fait qui l'étonne et le trouble ; il affecte d'y voir une sorte d'insulte faite à sa personne. Lui au contraire nommait pour le représenter à Prague celui de ses grands officiers qui se recommandait au plus haut degré par ses talents, la dignité de son caractère et de ses manières, son esprit modéré et conciliant, par la haute estime que lui avait témoignée l'empereur Alexandre, le duc de Vicence, et lui adjoignait son ambassadeur à Vienne, le comte de Narbonne.

Les plénipotentiaires russe et prussien furent exacts au rendez-vous donné : ils arrivèrent le 12 juillet à Prague, et n'y rencontrèrent point le principal plénipotentiaire ; ils ne trouvèrent que le comte de Narbonne. Napoléon avait résolu de n'y envoyer le duc de Vicence qu'après que les commissaires russe et prussien auraient, par un acte régulier, formellement adhéré à

la prolongation de l'armistice. Ce n'était qu'un prétexte : l'assentiment donné par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg à cette prolongation engageait moralement leurs souverains ; mais l'Empereur était convaincu que le congrès qui allait s'ouvrir serait un vain simulacre, que l'Autriche ne voulait l'attirer à Prague que pour lui montrer les fourches caudines, que les alliés ne s'y rendaient de leur côté que pour empêcher la conciliation et entraîner le médiateur. Toute sa crainte surtout était, en témoignant trop d'empressement pour la paix, d'encourager M. de Metternich à élever ses prétentions. Les alliés pouvaient impunément se mettre à la merci de l'Autriche : leur cause à tous était solidaire. Ils avaient une commune ennemie à abattre, des territoires à recouvrer ou à conquérir, une situation politique à réhabiliter. La France se trouvait, vis-à-vis de la puissance médiatrice, dans une position bien différente ; depuis quinze ans, elle l'avait incessamment frappée, humiliée, affaiblie partout, en Italie, en Allemagne, en Gallicie. Comment se livrer à sa discrétion sans lui inspirer l'irrésistible tentation d'en abuser ? Napoléon pensait que le moyen le plus sûr encore d'arriver à une entente était de prendre une fière contenance, d'affecter pour la paix une sorte d'indifférence, de se montrer prêt à croiser de nouveau le fer avec l'Autriche, d'éviter par-dessus tout de laisser s'engager aucune question de fond, de gagner du temps et d'épuiser les dernières chances de s'arranger avec l'empereur Alexandre. S'il devait renoncer à toute espérance de ce côté, il lui resterai

le parti extrême de se retourner vers l'Autriche. Il aimait mieux céder à l'Autriche seule traitant directement qu'à l'Autriche réunie en congrès à ses ennemis. Il trouvait cette attitude plus digne et plus ferme.

Nous nous expliquons les sentiments de légitime fierté qui déterminèrent l'empereur Napoléon à adopter ce plan de conduite. On ne saurait trop le redire, ce qui venait de se passer à Reichenbach et à Trachenberg avait rempli son cœur d'amertume et l'avait jeté hors de mesure. Un tel système présentait cependant des côtés très-périlleux. C'était de la diplomatie plus hautaine que fine, plus faite pour intimider que pour rapprocher. L'idée fixe de Napoléon était toujours de renouveler la scène de Tilsit. La paix, qu'il désirait avec passion, ne lui semblait vraiment possible et honorable qu'au moyen d'une négociation directe avec le tzar. Toute son attention était concentrée sur l'espèce de congrès militaire réuni à Newmarck ; c'était de Newmarck bien plus que de Prague qu'il attendait des indices significatifs des dispositions de la Russie. Malheureusement il poursuivait un fantôme : la haine contre sa personne, l'impatience d'anéantir la suprématie de la France, avaient remplacé dans le cœur de l'empereur Alexandre l'admiration et la sympathie d'autrefois.

D'un autre côté, les circonstances avaient donné à l'Autriche une grandeur de situation incomparable ; elle se voyait constituée en quelque sorte le vengeur des nations opprimées. Tous les cœurs et tous les bras étaient tournés vers elle ; elle était bien réellement maî-

tresse de la situation, et puisque nous devions toujours finir par en référer à son arbitrage, le plus sage et le plus sûr eût été de ne pas attendre le dernier moment pour nous expliquer avec elle. La conclusion de la paix était une œuvre si compliquée et si épineuse, le temps fixé pour l'accomplir tellement court, que la prudence conseillait de ne pas perdre un instant : c'était une chose très-différente d'avoir vingt-huit jours pour négocier ou de n'en avoir que douze, et il ne fallait pas nous donner vis-à-vis de nos ennemis et du médiateur des torts de forme dont ils ne manqueraient pas d'abuser pour dénaturer nos intentions. Nous qui voulions la paix, il ne fallait pas nous donner l'air de la désirer moins que nos ennemis, qui ne la voulaient pas. L'important surtout était de ne point leur laisser le champ libre à Prague, de ne point nous isoler de l'Autriche, que nous avions tant d'intérêt à ménager ; il ne fallait pas non plus prodiguer à la Russie des avances auxquelles elle ne répondait que par ses dédains, et ne point lui fournir par là un moyen de nous aliéner l'Autriche sans retour. L'intimidation vis-à-vis de cette puissance n'était plus de saison, et c'était un mauvais moyen de nous la ramener que de témoigner peu de cas de ses avis et de son attitude. Depuis longtemps, elle avait compté les innombrables soldats de ses futurs alliés. Elle n'avait plus peur.

Les plénipotentiaires russe et prussien se montrèrent très-irrités du retard apporté à l'envoi du duc de Vicence. Ils dirent que l'armistice ne profitait qu'à la France, que Napoléon ne voulait point la paix, et qu'en

ajournant indéfiniment l'ouverture du congrès, il se jouait des souverains alliés et de l'empereur d'Autriche. M. de Metternich témoignait la plus vive affliction. Un jour, plus ému que de coutume, il dit à M. de Narbonne que, passé le 10 août, il n'y aurait aucun moyen humain de faire prolonger l'armistice. « Eh quoi ! répliqua M. de Narbonne, pas même si l'on était sur le point de s'entendre? — Dans le cas, reprit le ministre autrichien, mais dans le cas seulement où les bases de pacification seraient irrévocablement posées et acceptées, j'espère que la paix ne serait pas impossible. » Napoléon fut très-blessé de ce langage. « L'Empereur ne veut point être brusqué, écrivit le duc de Bassano à M. de Narbonne le 23 juillet; il veut la paix, mais il n'entend pas qu'on la lui dicte. Si l'Autriche prend un parti décisif, ce sera une nouvelle scène à laquelle il faudra bien se résigner. L'Empereur estime l'empereur François, mais ce serait méconnaître votre rôle et altérer votre attitude que de laisser convertir le souverain dont vous tenez les pouvoirs en courtisan de l'empereur d'Autriche. »

A Vienne et dans tout l'empire, l'exaltation guerrière était à son comble. On demandait la guerre comme une réhabilitation ; on repoussait la paix comme une honte. Le prince de Schwarzenberg, désigné pour remplir les fonctions de généralissime, s'était fait comme l'interprète des passions nationales, et il n'était occupé qu'à faire oublier par l'ardeur de son zèle ses longues hésitations. Devenu, par position plus que par conviction, l'adversaire passager de M. de Metternich, il blâmait la

prolongation de l'armistice, dénonçait la mauvaise foi de Napoléon et la faiblesse du premier ministre. « Triste jouet de sa vanité, disait-il, M. de Metternich ne sait rien faire à propos, et perd tout par sa funeste temporisation. » Il alla jusqu'à déclarer que si l'armistice était prolongé au delà du 10 août, il déposerait son commandement.

Après d'interminables débats, les commissaires russe et prussien signèrent enfin à Newmarck, le 27, la convention militaire qui fixait au 10 août le terme de l'armistice, et qui réglait le mode d'approvisionnement des places de guerre. Il ne restait plus que quatorze jours pour mener à bien l'œuvre la plus délicate qui fut jamais.

Le duc de Vicence partit ce même jour 27 pour Prague. Les instructions qui lui furent remises le 21 sont un document historique des plus précieux. Les plénipotentiaires français devaient d'abord demander la base de l'*uti possidetis ante bellum*, puis procéder d'après ce principe que l'Autriche, en qualité de médiatrice, ne devait rien demander, ni rien obtenir. « L'intention de l'empereur Napoléon, disait M. de Bassano, est de négocier avec la Russie une paix glorieuse pour cette puissance, une paix qui fera expier à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi et la faute qu'elle a commise en violant l'alliance de 1812, et en ramenant ainsi l'une vers l'autre la France et la Russie. L'Empereur entend constituer un état de choses qui lui permette de n'avoir rien à démêler un jour avec la Russie. Si la Russie obtient une paix avanta-

geuse, elle l'aura achetée par la dévastation de ses provinces, par la perte de sa capitale, et par deux années de guerre terrible, fléau dont elle se ressentira longtemps. L'Autriche au contraire n'a fait aucun sacrifice, et n'a rien mérité. Si elle tirait quelque profit de ses intrigues actuelles, elle en ourdirait d'autres pour obtenir de nouveaux avantages. *Les objets de ses prétentions sur la France sont infinis. Une concession qui lui serait faite l'encouragerait à en exiger une nouvelle. Il est donc de l'intérêt de la France qu'elle ne gagne pas un village.* Telle devra être la règle de conduite des plénipotentiaires français dans les négociations qui vont s'ouvrir, règle toutefois subordonnée à l'intérêt supérieur d'obtenir une paix honorable. »

Ces terribles instructions remplirent de douleur M. de Caulaincourt. Le 26, avant de partir, il écrivit à l'Empereur qu'il considérait comme illusoires les négociations qui allaient s'ouvrir à Prague, que les instructions qui venaient de lui être remises étaient tellement différentes des arrangements auxquels Sa Majesté avait paru consentir, qu'il était prêt à renoncer à sa mission. « Je ne veux pas, dit-il, prendre le parti de l'Autriche, ni récompenser son abandon dans nos revers ; mais cette puissance est trop compromise pour qu'il lui soit désormais possible de reculer, si la paix du continent ne la rassure pas. Ce ne sont pas même ses 150,000 baïonnettes que je veux écarter du champ de bataille, quoique 150,000 ennemis de plus comptent bien pour quelque chose ; ce qui m'alarme pardessus tout, c'est le soulèvement de l'Allemagne, que

peut produire le vieil ascendant de cette puissance, et que je supplie Votre Majesté d'éviter à tout prix. Tous les sacrifices faits à une prompte paix vous rendront plus puissant, sire, que ne l'ont fait vos victoires, et vous serez l'idole des peuples, dont la prolongation de la lutte ne pourrait qu'accroître le mécontentement, puisqu'elle prolongerait leurs inquiétudes. »

A peine M. de Caulaincourt eut-il mis le pied à Prague, qu'il comprit que la situation était à peu près désespérée. Il écrivit le 28 au duc de Bassano : « On est déjà ici sur un volcan ; les moments sont comptés ; nos retards ont produit un mauvais effet. Tout ce que j'apprends me fait doublement regretter que l'Empereur vous ait, comme à moi, lié les mains plus qu'il ne l'avait promis. »

Aussitôt après l'arrivée du duc de Vicence, les conférences s'ouvrirent. Une première difficulté s'éleva. Conformément à l'usage, les plénipotentiaires donnèrent copie de leurs pleins pouvoirs : le nom de l'*Autriche*, comme *puissance médiatrice*, était omis dans les pouvoirs du duc de Vicence et du comte de Narbonne. Nos plénipotentiaires demandèrent des pouvoirs plus réguliers. La question du mode qui serait adopté pour les négociations reparut ensuite dans toute sa force. Le langage de M. de Metternich fut cette fois aussi net qu'à Dresde il avait été vague. Il proposa formellement (note du 29 juillet) d'adopter la marche suivie au congrès de Teschen. MM. d'Anstett et de Humboldt s'empressèrent (note du 30 juillet) d'accepter le mode proposé ; mais Napoléon avait prescrit formellement à

ses plénipotentiaires de le repousser : il entendait qu'ils se missent en rapports directs et sympathiques avec les plénipotentiaires russe et prussien, pour tâcher de les isoler de M. de Metternich. Le but qu'il avait poursuivi vainement à l'abbaye de Whalstadt, à Plesswick, à Newmarck, il s'efforçait de l'atteindre à Prague. Conformément aux ordres qu'il leur avait donnés, le duc de Vicence et le comte de Narbonne insistèrent pour que tous les plénipotentiaires pussent traiter en *conférences verbales*. Les négociations furent ainsi arrêtées dès le début, et le duc de Vicence ainsi que le comte de Narbonne durent en référer à Dresde. Leur dépêche n'y trouva plus l'Empereur; il en était parti pour se rendre à Mayence, où il avait donné rendez-vous à l'impératrice Marie-Louise. Le voile qui cachait le secret de cette entrevue tout intime n'a point encore été soulevé. Il est vraisemblable que Napoléon voulut non-seulement initier l'Impératrice au péril de la situation, mais encore l'engager à écrire à l'empereur son père afin de toucher son cœur et de préparer le succès de la démarche décisive que la gravité des circonstances allait le forcer à tenter auprès de ce souverain.

L'attitude prise par les plénipotentiaires russe et prussien à Prague était systématiquement répulsive à l'égard de nos envoyés. Ils évitaient toutes les occasions de les rencontrer, et témoignaient la plus vive impatience d'en finir et de partir. M. de Metternich avait une contenance et un langage bien différents. Voulait-il alors la paix aussi fermement qu'il la désirait quelques mois auparavant? Assurément non : la bataille de

Bautzen, et plus encore les revers que nos armes venaient d'essuyer en Espagne l'avaient enhardi ; il se sentait irrésistiblement poussé vers la guerre par l'élan belliqueux des populations. Cependant il persistait à jouer son rôle de médiateur pacifique avec plus d'art que de sincérité. Il disait au duc de Vicence que, jusqu'au dernier jour, rien ne serait désespéré, que ce jour-là seulement, qui serait le 10, l'Autriche saurait le dernier mot de l'empereur Napoléon. « Je vous donne ma parole, ajoutait-il, que nous arriverons à ce dernier jour sans que nous ayons le moindre engagement avec personne, et que nous sachions contre qui nous nous battrons. Nous désirons extrêmement que ce ne soit pas contre vous, mais nous avons bien de la peine à l'espérer. Ce qui est impossible, c'est que nous restions neutres : tout serait perdu, considération et sûreté, si nous laissions les alliés continuer seuls la guerre ; sans aucun doute, ils seraient battus, et bientôt après ce serait notre tour, et nous l'aurions bien mérité. Quant à moi personnellement, je me suis placé dans l'impossibilité, sous peine d'être un objet d'horreur et de mépris pour tout mon pays, de signer une paix qui ne serait pas honorable. » M. de Metternich terminait toujours par cette réflexion que le terme fatal approchait, que, passé le 10 août, si la paix n'était pas signée, la mission de l'Autriche comme puissance médiatrice serait terminée, qu'il n'y avait donc pas un instant à perdre, et que si l'on voulait sérieusement la paix, il fallait procéder de la seule manière praticable, c'est-à-dire comme on avait fait à Teschen.

Le 4 août, ne recevant aucune communication de notre part, il dit au duc de Vicence, avec toutes les apparences d'un homme désolé, qu'évidemment c'était un parti pris de notre côté de ne point faire la paix, et que c'était nous qui repoussions tous les moyens de rapprochement consacrés par l'usage. Le 5 août, même silence de notre part. M. de Metternich dit à M. de Caulaincourt : « Il ne peut plus y avoir de doute sur les dispositions de votre souverain. L'empereur Napoléon n'a voulu que gagner du temps. L'armistice est tout à son avantage; il est préjudiciable aux alliés. Ils veulent sincèrement la paix, et une paix modérée; elle serait faite, si l'Empereur votre maître l'avait voulu. Vraisemblablement il est trop tard maintenant. »

M. de Bassano envoyait ponctuellement à l'Empereur tous les renseignements qui lui étaient transmis de Prague par nos plénipotentiaires. Le 31 juillet, il lui écrivait : « M. de Metternich a déclaré au duc de Vicence et à M. de Narbonne que le 10 août était un terme définitif, passé lequel, si les bases de la paix n'étaient point posées, la guerre recommencerait; que l'Autriche ne resterait pas neutre, qu'elle était préparée à la guerre, qu'elle en prévoyait toutes les chances, et qu'elle croyait pouvoir la faire avec avantage. Il a dit cela sans jactance, sans prendre le ton de la menace; mais tout portait le caractère d'un parti irrévocablement pris. »

Les lettres du duc de Vicence et de M. de Narbonne n'étaient point les seuls éléments d'appréciation qui de Prague fussent envoyés à l'empereur Napoléon. Il en

était d'autres confidentiels et préparés par d'autres mains. Le duc de Bassano, trop scrupuleux et trop soumis pour oser se croire le droit de rien dissimuler à son maître, lui transmettait tout indistinctement. Voici ce qu'il lui écrivait le 2 août : « Les étrangers qui approchent les plénipotentiaires des alliés à Prague disent qu'ils sont sûrs de l'Autriche et qu'ils ne manqueront pas de rompre les négociations le 10 août, parce que, avec l'Autriche pour eux, ils aiment mieux la guerre que la paix... L'Autriche ne peut pas rester neutre ; en cas de guerre, elle ne voit rien à gagner à se mettre contre nos ennemis, et il est plus avantageux à ses intérêts de combattre contre nous que pour nous. — Tel est le langage de tout ce qui entoure M. de Metternich. »

L'Empereur, après sa courte entrevue avec l'Impératrice, était revenu à Dresde. La persistance des alliés à négocier comme à Teschen et l'attitude de leurs plénipotentiaires nous enlevaient tout espoir de traiter directement avec la Russie et de prolonger les négociations. A Prague comme à Newmarck, toutes nos avances avaient été repoussées; nous ne pouvions plus douter que les trois puissances ne fussent indissolublement unies pour nous faire la guerre, si elles ne pouvaient parvenir à nous imposer la paix avant le 11 août. Ce fut pour Napoléon une cruelle déception. L'amertume de son dépit se trahit dans la lettre suivante, dictée le 4 août au duc de Bassano :

« Le duc de Vicence saisira la première occasion de

faire sentir à M. le comte de Metternich combien son langage est inconvenant et fait pour blesser l'oreille d'un ministre qui ne vient à Prague ni pour faire des bravades, ni pour en entendre. Il est absurde de dire que le 10 août soit le terme rigoureux de la négociation. Une négociation de cette importance, fût-elle commencée, on ne pourrait prétendre la finir en aussi peu de jours. Il faut relever de pareils discours et traiter avec le dédain qu'elle mérite cette politique qui tend à attirer la guerre chez soi, dans l'intérêt d'une puissance contre laquelle on combattait il y a quelques mois, et contre l'intérêt d'une autre puissance dont on a voulu devenir l'alliée il y a une année. »

Ce n'était là pourtant que le cri d'une âme altière qui se débattait sous le poids d'une situation plus forte que sa volonté. En vain Napoléon se révoltait contre la détermination prise par les alliés et par l'Autriche. Il sentait bien que c'était là un arrêt sans appel, et que, si dur qu'il fût, il fallait s'y soumettre, ou entrer en guerre avec les trois puissances. Dans cette cruelle situation, il ne lui restait plus qu'à s'adresser à l'Autriche, à lui demander son dernier mot, et si ce mot était une paix acceptable, à la signer sur l'heure. En conséquence, deux dépêches furent expédiées de Dresde le même jour, 5 août. L'une, officielle, destinée à masquer la démarche qui allait être tentée, rappelait qu'avant de signer la convention du 30 juin, il avait été expressément convenu à Dresde que le médiateur ne se présenterait point comme *arbitre*, mais comme

conciliateur; elle renfermait en outre des insinuations très-amères contre la Russie, qu'elle accusait de n'avoir voulu ouvrir des négociations qu'afin de compromettre l'Autriche et d'étendre les malheurs de la guerre. La France proposait de n'exclure ni l'un ni l'autre des modes de négociation, et de traiter alternativement, soit par notes remises en séance, soit par explications verbales qui seraient ou ne seraient pas insérées au protocole, selon la demande des plénipotentiaires.

L'autre dépêche, très-confidentielle, était adressée au duc de Vicence par le duc de Bassano, mais dictée tout entière par l'empereur Napoléon... « L'Empereur vous ordonne, par une voix extra-ministérielle, de faire la présente démarche, ignorée du comte de Narbonne. Cette démarche a pour objet de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si, l'Empereur adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec nous, ou si elle resterait neutre. Il n'est pas ici question de négociations, mais d'une ouverture toute de confiance, déterminée par des sentiments si évidents, que ce serait renoncer au but auquel l'Autriche dit vouloir atteindre que de n'y pas répondre sans réserve. Cette démarche restera toujours secrète, et aussitôt que l'empereur Napoléon sera certain du mot de l'Autriche, il donnera des instructions en conséquence à ses plénipotentiaires. La simplicité de cette démarche porte avec elle le cachet de l'homme qui la fait faire, et de toute sa fermeté. M. de Metternich doit donc penser qu'il faut se mettre à la dernière

limite, et ne rien proposer qui soit déshonorant pour l'empereur Napoléon. M. de Metternich aura sans doute besoin de vingt-quatre heures; on désire donner ces vingt-quatre heures, et écrire les conditions sous sa dictée. Dans trois jours, notre réponse sera donnée, et par là tous les embarras du congrès et toutes les difficultés qui l'assiégent seront dissipés. L'empereur Napoléon se trouve dans un état de guerre plus brillant qu'il ne pourra jamais l'être; mais, comme il n'est pas inconséquent dans sa politique, avant de bouleverser son alliance avec l'Autriche et de détruire un système que les deux puissances avaient regardé comme devant fonder un jour leur sécurité commune, qu'elles aimaient à appuyer sur des sentiments personnels, il veut savoir la question, et en bien peser les avantages et les inconvénients. Avant de faire cette ouverture, vous demanderez à M. de Metternich que ce que vous allez dire ne soit redit qu'à l'empereur d'Autriche, et ne soit transmis à aucune des puissances alliées. De même vous donnerez votre parole que tout ce qui se dira dans cette entrevue sera sous la foi la plus inviolable. » Il était en outre enjoint au duc de Vicence de demander à M. de Metternich quelles seraient les mesures que les puissances continentales seraient disposées à prendre à l'égard de l'Angleterre, afin de l'obliger à reconnaître des principes plus favorables à la liberté des mers.

Les plénipotentiaires français adressèrent à M. de Metternich, en date du 6 août, une note qui reproduisait la dépêche officielle du duc de Bassano. M. d'An-

stett et M. de Humboldt s'en montrèrent très-offensés : ils étaient dans leur rôle ; mais M. de Metternich, qui n'avait aucune raison d'être blessé, se mit du parti des alliés, et, avec un dépit simulé, il déclara qu'une note aussi acerbe semblait n'avoir été rédigée que pour rendre impossible toute conciliation.

La négociation décisive était celle dont était chargé le duc de Vicence. Le 6, ce plénipotentiaire eut avec M. de Metternich un entretien très-secret dans lequel il l'instruisit de l'ouverture toute de confiance et de conciliation que son souverain s'était décidé à lui faire. Cette communication parut embarrasser plus qu'elle ne satisfit M. de Metternich. Il dit que, si une telle démarche avait été faite dix jours plus tôt, l'Autriche aurait eu le temps de consulter la Russie et la Prusse, qu'aujourd'hui il était bien tard, qu'il ne restait plus que trois jours, qu'il irait cependant prendre les ordres de son souverain, mais que sa réponse, quelle qu'elle fût, serait subordonnée à la résolution prise en commun de ne point prolonger les négociations au delà du 10 août, et que, dans le cas où l'on ne pourrait parvenir à s'entendre, il fallait compter que l'Autriche ne resterait pas neutre. Il ajouta que le médiateur se trouvait placé dans une situation très-délicate, et qu'il eût été préférable que l'empereur Napoléon proposât lui-même les bases de pacification.

M. de Metternich se transporta immédiatement à Brandeïs, où était l'empereur d'Autriche, et l'instruisit de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le duc de Vicence. Le premier mouvement de ce prince fut de

refuser le rôle d'arbitre que l'empereur Napoléon l'invitait à prendre. Cependant la réflexion, peut-être les conseils de son premier ministre, le déterminèrent à lui remettre, sous la forme d'un ultimatum, les bases sur lesquelles la paix pourrait être rétablie. Ces bases, qui n'étaient que la reproduction de la disposition fondamentale du traité signé le 27 juin à Reichenbach, auraient pu être communiquées dans les vingt-quatre heures : elles ne le furent que quarante-huit heures après, c'est-à-dire le 8 août. A peine en effet l'empereur d'Autriche eut-il donné son ultimatum qu'il voulut le retirer, et rappela à cet effet à Brandeïs M. de Metternich. Ce fut ce ministre qui insista pour que l'ultimatum fût maintenu et remis au duc de Vicence. Il lui fit aussitôt cette communication. Il exprima sa surprise que la France eût, le même jour, présenté la note officielle qui blessait gratuitement l'Autriche en l'accusant de prendre le rôle d'arbitre, tandis que, par l'ouverture confidentielle, elle la pressait de se charger de ce rôle. Il tenait à la main un papier : c'était l'ultimatum; il en donna lecture au duc de Vicence. Il était ainsi conçu :

« Dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Dantzick serait réuni à la Prusse.

« Rétablissement de Hambourg et de Lubeck comme villes libres anséatiques, et arrangement éventuel, lié à la paix générale, relativement aux autres parties de la 32e division militaire.

« Renonciation au protectorat de la confédération du Rhin, afin que l'indépendance de tous les souverains actuels de l'Allemagne soit placée sous le garantie de toutes les grandes puissances.

« Reconstruction de la Prusse avec une frontière tenable sur l'Elbe.

« Cession des provinces illyriennes à l'Autriche.

« Garantie réciproque par toutes les puissances de l'état de choses fixé par le traité de paix général. »

La lecture achevée, M. de Metternich déclara que cet ultimatum était basé sur la connaissance qu'avait l'empereur d'Autriche des conditions dont les souverains de Russie et de Prusse faisaient dépendre le rétablissement de la paix, et que son souverain attendrait, dans la journée du 10, une réponse catégorique, un *oui* ou un *non*.

L'ultimatum était suivi de quelques lignes écrites de la main du ministre d'Autriche sous la dictée de l'empereur François, et dont il donna également lecture au duc de Vicence : « Si l'ultimatum n'est pas accepté par l'empereur Napoléon, je suis résolu à déclarer dans la journée du 11 que le congrès est dissous, et que je joins mes forces à celles des alliés, afin de conquérir une paix compatible avec les intérêts de toutes les puissances, et que je ferai dès lors abstraction des conditions contenues dans l'ultimatum, dont le sort des armes décidera pour l'avenir. »

Le duc de Vicence demanda des explications sur la manière dont il serait procédé pour négocier et conclure

la paix maritime. M. de Metternich répondit que cette paix n'était possible qu'à la condition d'écarter la question *métaphysique* du droit des neutres et du pavillon, qui n'existait que dans l'état de guerre. « L'on poserait nettement, dit-il, les conditions de la paix; l'on traiterait d'après l'état de possession actuel, et l'on déterminerait ce que chaque puissance devrait restituer. » Le duc de Vivence se plaignit de la dureté des conditions de l'ultimatum. M. de Metternich répliqua avec hauteur que l'empereur son maître allait trop franchemeut dans cette affaire pour marcher avec nous, et qu'il croyait avoir ménagé les intérêts de son gendre plus que ceux des autres souverains. Il dit que la Prusse était à peu près sacrifiée, « et pourtant, ajouta-t-il, la reconstruction de la monarchie prussienne sur de larges bases intéresse la France autant que l'Autriche. »

M. de Caulaincourt envoya sans perdre un moment à l'empereur Napoléon l'ultimatum de la puissance médiatrice, et, dans un langage admirable, il le conjura de l'accepter : « Votre Majesté, lui dit-il, verra dans l'ultimatum de l'empereur d'Autriche quelques sacrifices d'amour-propre; mais la France n'en fera pas de réels : on n'en demande donc pas à votre véritable gloire. De grâce, Sire, mettez dans la balance de la paix toutes les chances de la guerre. Voyez l'irritation des esprits, l'état dans lequel sera l'Allemagne dès que l'Autriche se déclarera, la lassitude de la France, son noble dévouement et ses sacrifices après les désastres de Russie; écoutez tous les vœux que l'on fait dans cette France pour la paix, ceux de vos fidèles serviteurs, des

vrais Français, qui, comme moi, doivent vous dire qu'il faut calmer la fièvre européenne, dénouer cette coalition par la paix, et, quels que soient vos projets, attendre de l'avenir ce que les plus grands succès ne vous donneraient pas aujourd'hui. Une telle paix, faite après avoir rétabli l'honneur de nos armées dans plusieurs batailles, ne peut être qu'honorable. Après tant de temps perdu, les heures sont maintenant comptées : le rappeler à Votre Majesté est un des motifs de cette lettre. Trop de passions veulent la guerre pour que la modération accorde le moindre délai à la paix. Je le répète, parce que j'en ai la conviction : puisse Votre Majesté s'y déterminer et croire qu'en lui parlant comme je le fais, je tiens moins à l'honneur de la signer qu'au bonheur de mon pays et à celui que trouvera Votre Majesté dans la certitude qu'elle aura fait une chose d'une sage politique et digne de son grand caractère. »

Ce même jour 8 août, M. de Caulaincourt écrivit au duc de Bassano : « Je vois tant de passions en jeu si la guerre se fait, et tant de puissance réelle et d'avantages certains si l'Empereur commande la paix, que, quant à moi, je n'hésiterais pas. Tout le monde a la fièvre et ne vit que par la fièvre. En la laissant se calmer, tout le monde s'endormira, pansera ses plaies, payera ou ne payera pas ses dettes, et la France, forte de sa propre puissance, de celle de l'Italie, d'une partie de l'Allemagne et même de l'Espagne, dont elle terminera les affaires, sera bien plus puissante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Si je rêve, monsieur le duc, c'est en homme de bien ; oubliez donc ces rêves. » Dans une seconde lettre

datée du 9, également adressée au duc de Bassano, le duc de Vicence lui dit encore : « Les questions de paix et de guerre sont bien plus fortement posées ici que l'Empereur n'a l'air de le croire. Ceci est très-sérieux : je le répète aujourd'hui comme je l'ai dit le premier jour, si l'Empereur veut la paix, il faut toute la confiance que Sa Majesté a en vous, et qu'elle n'a peut-être pas en moi, pour qu'elle donne une latitude suffisante; on cédera peu si l'on cède, et il ne faut pas s'y prendre à deux fois, car on n'aurait pas le temps. »

Les conditions proposées par l'Autriche n'étaient point nouvelles, l'Empereur les connaissait depuis longtemps : c'étaient les mêmes que M. de Metternich avait communiquées le 8 mai à M. de Narbonne. Alors on les avait présentées comme un maximum d'exigences, comme de simples bases, à ce titre discutables et de nature à être modifiées et adoucies. Aujourd'hui on les imposait sous la forme dure et humiliante d'un ultimatum. Napoléon avait attendu d'autres résultats de l'ouverture faite le 5 août; il était autorisé à espérer que l'empereur François, touché de sa confiance et de son abandon, ménagerait davantage sa dignité, et lui tiendrait compte de tout le sang versé à Bautzen. Aussi l'ultimatum du 8 août le remplit d'une amère douleur. Assurément, si l'on compare ces conditions aux cruels sacrifices que l'Europe victorieuse et implacable nous a imposés en 1814, on les trouvera modérées. Elles n'attaquaient aucun des éléments essentiels de notre puissance territoriale; elles nous laissaient en possession de toutes nos conquêtes sur la rive gauche du Rhin et

au delà des Alpes, et ne touchaient à aucun des établissements que nous avions fondés en Italie; elles maintenaient également dans son intégrité le royaume de Westphalie; enfin elles nous conservaient dans la Hollande un gage précieux de restitution à l'égard des territoires dont l'Angleterre s'était emparée dans le cours de la guerre Ce qu'on pouvait reprocher à ces conditions, ce n'était donc point de manquer de modération: c'était bien plutôt de ne présenter aucune garantie sérieuse de sincérité dans l'exécution. Tout y était obscur, incomplet et provisoire, l'ultimatum établissait le principe de la reconstitution de la monarchie prussienne, sans indiquer avec quels éléments il serait possible de l'opérer. Il ne s'expliquait pas davantage sur la mesure proportionnelle d'après laquelle s'opérerait le partage du grand-duché de Varsovie. Personne n'ignorait cependant que la Russie méditait de pousser ses limites aussi loin que possible, peut-être jusqu'à la Wartha, en tout cas certainement jusqu'à la Vistule, et que la Prusse alarmée demandait à être indemnisée avec les territoires qui composaient le royaume de Saxe. Était-ce une paix sérieuse que celle qui réservait des questions d'une telle gravité? L'observation échappée à M. de Metternich était parfaitement juste: la Prusse, dans le plan proposé, était sacrifiée. Or elle avait fait des efforts inouïs, mis sur pied toute sa population virile, prodigué toutes ses ressources: était-il admissible qu'elle se résignât au triste sort que paraissait lui destiner l'Autriche?

Lorsque, après les grandes journées de Hohenlinden,

d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Wagram, Napoléon dictait la paix, la véritable garantie de l'exécution de ses conditions résidait dans l'épuisement des vaincus; mais au mois d'août 1813, il n'y avait, à vrai dire, ni vainqueurs, ni vaincus. Des deux côtés, au contraire, il y avait un développement formidable d'énergie et d'armements. La paix, si elle était signée, séparerait les combattants dans le paroxysme de leur force et de leur fureur guerrière. Parviendrait-elle à calmer le ressentiments, à désarmer des haines? Les sociétés secrètes étaient plus puissantes alors que ne l'étaient M. de Metternich et l'empereur François. Quelles facilités ne trouverait pas l'Angleterre pour envenimer toutes les inimitiés, enflammer les ambitions non assouvies, surexciter les vanités nationales blessées et rallumer partout le flambeau de la guerre! L'Autriche serait-elle assez énergique et assez loyale pour nous aider à combattre ces nouvelles tentatives d'incendie? Mais elle-même n'avait avoué dans son ultimatum qu'une bien faible partie des désirs qui la tourmentaient? Avait-elle donc renoncé à cette Italie pour laquelle, depuis quinze ans, elle avait versé tant de sang, et n'y avait-il pas, dans l'antagonisme invétéré de ses intérêts et des nôtres sur ce point du globe, un obstacle insurmontable à une longue et cordiale entente?

Maître d'une partie de l'Allemagne, nous retenions dans nos liens fédératifs la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et tous les petits États groupés sur la rive droite du Rhin; leurs contingents formaient une partie essentielle de la grande armée. Signer la paix proposée,

c'était tout à la fois perdre, dans le présent, des alliances précieuses, diminuer considérablement le chiffre de nos forces et accroître dans la même proportion celles de nos ennemis futurs. Nous occupions des positions militaires incomparables : Dresde, dont nous avions fait un vaste camp retranché; Kœnigstein, où nous avions jeté un pont fortifié, et toutes les places de l'Oder et de l'Elbe. Nous avions les clefs de tous les passages et de toutes les routes; nous pouvions manœuvrer librement entre les deux fleuves, menacer Berlin et Prague, tenir divisées les trois grandes armées qui s'avançaient sur nous, les battre successivement, et suppléer ainsi, par la souplesse et la vigueur de nos coups, à notre infériorité numérique. Il avait fallu tout le génie de l'Empereur, dix années d'efforts héroïques, de luttes gigantesques et de victoires pour conquérir ces positions. Renoncer à tout cela, y renoncer après avoir battu nos ennemis, et revenir en France sans même y rapporter, comme compensation, le bienfait d'une paix continentale de quelque durée, c'était là une résolution extrême qui devait répugner au fier génie qui gouvernait notre pays.

Les intérêts engagés de toutes parts étaient si grands, les passions si violentes, que nulle part il n'y avait assez de sang-froid pour démêler la vérité de l'erreur. Tous se défiaient les uns des autres; toutes propositions étaient accueillies par le parti adverse avec défiance, interprétées comme des piéges, repoussées comme des dangers. La duplicité qu'avait montrée l'Autriche depuis six mois légitimait, dans l'esprit de Napoléon, les plus graves

soupçons. La paix proposée n'était peut-être qu'une ruse de plus, une sorte de capitulation déguisée, un moyen de dégager l'Allemagne, de nous ravir d'un seul coup toutes les forteresses et toutes les positions que nous occupions dans ce pays et de nous rejeter au delà du Rhin. La paix faite dans de telles conditions ne romprait point les nœuds de la coalition; elle les resserrerait au contraire. Pas un bataillon ne serait licencié, pas un escadron réformé, pas une batterie démontée. Le théâtre du champ de bataille simplement déplacé et reporté, dans une époque prochaine, du bassin de l'Elbe dans la vallée du Rhin.

Ce n'est pas tout : l'Autriche ne laissait à l'empereur Napoléon que quarante-huit heures pour recevoir son ultimatum, en prendre lecture et se décider. S'il l'acceptait, il fallait que ce fût sur l'heure, sans y changer un mot, et c'était à un souverain qui avait battu ses ennemis en toutes rencontres que l'empereur François, son beau-père et hier encore son allié, adressait une telle sommation!

A ne consulter que son légitime orgueil et l'audace naturelle de son génie, Napoléon n'était que trop disposé à en appeler une dernière fois à son épée. Il appartenait à cette race indomptable des héros que l'obstacle roidit et enflamme, que le péril attire et enivre, et qui se plaisent naturellement au jeu sanglant des batailles, parce qu'ils y trouvent gloires, conquêtes et grandeur. Si le salut était quelque part, n'était-ce pas dans une de ces victoires décisives qui tant de fois avaient mis l'Europe à ses pieds? Et pourquoi ne la gagnerait-il

pas? Ne disposait-il pas d'une armée qui venait de battre les vieux soldats de la Prusse et de la Russie, et qui était renforcée de près de 200,000 hommes? N'avait-il pas son merveilleux génie? C'étaient là des illusions qu'au milieu du trouble des angoisses inséparables d'une situation aussi violente il se plaisait à caresser. En réalité cependant, jamais il ne s'était trouvé en présence de difficultés plus grandes : les périls qui le menaçaient étaient immenses, et sa position s'aggravait chaque jour.

L'armée qu'il avait rassemblée sur les bords de l'Elbe avait un aspect magnifique, elle ne comptait pas moins de 350,000 hommes; mais les forces réunies de la Russie et de la Prusse, de l'Autriche et de la Suède lui étaient supérieures de plus du double. Ce n'étaient plus des armées, c'étaient des peuples tout entiers en quelque sorte que ces puissances avaient levés et enrégimentés. La Prusse à elle seule avait fait des efforts inouïs : sur une population de 5 millions d'âmes, elle était parvenue à mettre en ligne environ 250,000 hommes. La Russie avait fait également d'immenses levées, et l'on évaluait à plus de 150,000 le nombre des nouveaux soldats, qui étaient en marche pour rejoindre ou qui avaient déjà rejoint Barclay de Tolly. Enfin l'armée autrichienne était de 350 à 400,000 hommes, dont 120,000 étaient rendus sur le terrain et prêts à déboucher de la Bohême, soit par la rive droite, soit par la rive gauche de l'Elbe. La même disproportion se manifestait dans les armes spéciales. Napoléon avait porté jusqu'à 1,250 le nombre de ses pièces de canon attelées;

mais la Russie, la Prusse, la Suède et l'Autriche allaient nous en opposer 1,800. Leur grande supériorité consistait surtout en cavalerie ; elles avaient 100,000 chevaux, presque tous excellents et montés par des cavaliers expérimentés, tandis que Napoléon, malgré l'activité qu'il avait déployée, les énormes dépenses qu'il avait faites, n'avait pu en rassembler que 40,000, dont beaucoup de qualité très-médiocre et montés par des conscrits qui possédaient à peine les premières notions de l'équitation.

L'armée, qui venait de faire avec tant de gloire et de succès la première campagne de Saxe, était, comme nous l'avons dit, une armée de choix. Il n'en était pas de même par malheur des 200,000 hommes levés en 1813, conscrits encore imberbes et dont l'éducation militaire était à peine ébauchée, les uns arrachés avec effort aux entrailles de la France, les autres tirés de la Hollande, de la Saxe, de la Westphalie, de la Bavière, des Etats du Rhin, aujourd'hui encore nos auxiliaires, reçus et traités dans nos rangs comme des frères d'armes, et pourtant déjà nos ennemis de cœur, attendant impatiemment le moment de tourner contre nous leurs épées et leurs canons. Quant aux chefs de l'armée, ils mollissaient visiblement. La perte de tant de généraux morts en Russie, celle plus récente de Bessière et de Duroc, avaient attristé les plus fiers courages, et trop de bouches laissaient échapper cette parole sinistre et dissolvante : « Nous y resterons tous. » Napoléon assistait avec une tristesse inexprimable aux défaillances de ces âmes naguère si intrépides, aujourd'hui à bout

d'énergie et d'héroïsme. La France elle-même, épuisée par vingt années d'efforts inouïs, rassasiée d'une gloire payée trop cher, ne formait plus qu'un vœu, celui que l'Empereur pût faire promptement la paix, dût-il l'acheter au prix des plus grands sacrifices. Sa jeunesse virile, moissonnée chaque année, ne lui offrait plus que de rares défenseurs. Les citoyens les plus judicieux, consternés par le peu de résultat des victoires de Lutzen et de Bautzen, par l'attitude de l'Autriche, par nos échecs en Espagne, commençaient à douter de l'avenir; le découragement se glissait dans tous les cœurs.

Il en était autrement du côté des alliés : l'exaltation du patriotisme avait confondu dans un suprême et universel élan toutes les forces vives des peuples allemands et russes; l'ivresse guerrière, l'ardeur de haine et de vengeance contre la France enflammaient les chefs comme les soldats. Notre armée était notre dernière ressource : pour la créer, nous avions donné nos derniers enfants; elle portait avec elle toute la fortune de la France; si jamais elle venait à s'abîmer dans un grand désastre, le cœur du pays serait découvert; tout serait perdu. Fécondées au contraire par l'exaltation de leurs peuples, les forces des alliés étaient en quelque sorte inépuisables : ils pouvaient être battus plusieurs fois de suite, et reparaître toujours nombreux et redoutables.

La paix, fût-ce une paix de très-courte durée, donnerait à Napoléon le temps de fortifier les points faibles de son armée : il rallierait les 100,000 vieux soldats épars dans les nombreuses places de la Vistule, de l'Oder

et de l'Elbe; il augmenterait le nombre et améliorerait la quantité de ses chevaux; il remplacerait par de jeunes officiers les officiers les plus fatigués, compléterait l'instruction de ses jeunes soldats et placerait la France sur un pied de défense formidable. Ne l'avons-nous pas vu en 1814 tenir tête pendant trois mois, avec une poignée de braves, à toutes les armées de l'Europe, compter chaque jour par un triomphe, et ne succomber que sous l'épuisement de ses victoires mêmes? Comment n'être pas convaincu qu'il aurait tout sauvé, sa puissance, l'honneur de son pays et sa couronne, s'il avait pu ramener intacte, derrière le Rhin, la nombreuse armée rassemblée en ce moment dans les plaines de la Saxe?

C'étaient là de très-hautes raisons, elles semblaient commander et commander sur l'heure la résignation et les grands sacrifices; elles avaient convaincu le duc de Vicence, dont elles inspiraient l'éloquence patriotique. Le courrier porteur de l'ultimatum était arrivé à Dresde dans la matinée du 8 au 9. A la rigueur, il restait assez de temps à l'Empereur pour tout accepter et en informer immédiatement le duc de Vicence. Le moment est décisif, l'alternative terrible : la puissance, la couronne de Napoléon, le sort de son pays sont suspendus en quelque sorte à la décision qu'il va prendre. Modifier sensiblement l'ultimatum, c'est le rejeter, c'est appeler sur nous toutes les haines de l'Europe; l'accepter, c'est prendre l'Autriche au mot, déjouer les manœuvres des Russes et des Prussiens, c'est tout sauver peut-être. Si malgré notre abnégation

la Russie et la Prusse refusent la paix et entraînent l'Autriche, la mauvaise foi des trois puissances sera mise au grand jour. La France apprendra de la bouche de son Empereur que, pour rendre la paix au monde, il a fait tous les sacrifices, même celui de sa dignité, puisque, étant vainqueur, il a cédé aux vaincus. Elle saura que désormais il ne lui reste plus qu'à combattre à outrance, jusqu'au dernier homme, pour sauver l'intégrité de son territoire et son indépendance.

Malheureusement la dextérité fine et souple qui sait se contenir et s'arrêter à temps n'était point une qualité de l'esprit de Napoléon, et il avait toutes les forces de l'âme hors une seule, celle de savoir s'humilier sous l'inflexible nécessité. En cette circonstance, il était résigné à traiter sur les bases proposées par l'Autriche, mais il ne voulait céder que sous une forme qui sauvât complétement sa dignité. S'il était condamné à subir les conditions de l'ultimatum, il entendait que ce ne fût qu'après les avoir discutées et avoir tenté un effort sérieux pour qu'elles fussent adoucies. Que dirait la France, que dirait le monde, s'ils voyaient le vainqueur de Lutzen et de Bautzen, à la tête de 350,000 soldats, signer, sans que ses ennemis lui aient à peine laissé le temps de leur faire connaître sa détermination, un traité qui lui arrachait le fruit de dix années de génie, d'efforts et de gloire? Les alliés avaient fixé au 10 août le terme rigoureux des négociations; mais il avait été expressément convenu que les hostilités ne recommenceraient que six jours après, c'est-à-dire le 17. L'armistice se prolongeait donc de fait jusqu'au 16 au soir. L'Autriche

était plus que jamais maîtresse de la situation; elle tenait dans sa main la paix et la guerre. Si elle voulait la paix avec autant de sincérité qu'elle affectait de le dire, elle avait un moyen certain de l'imposer aux alliés : c'était de se jeter au-devant d'eux, de leur montrer Napoléon prêt à tout céder et ne cherchant plus qu'à sauver son honneur. Si l'empereur François prenait cette attitude à la fois nette, ferme, conciliatrice, il n'y avait aucun doute qu'il commanderait la paix. Ainsi raisonnait Napoléon. En conséquence, il envoya au duc de Vicence deux contre-projets. Dans le premier, peu sérieux, mis en avant seulement pour ouvrir les voies et ménager un accueil favorable au second, il offrait d'indemniser le roi de Saxe de la perte du duché de Varsovie au moyen de la cessation du territoire qui appartenait à la Prusse sur la rive gauche de l'Oder, y compris les places de Stettin, de Custrin, de Glogau. Berlin se trouvait ainsi en dehors de la nouvelle delimitation prussienne et était donné à la Saxe.

M. de Caulaincourt ne devait communiquer le second contre-projet qu'après avoir vainement tenté de faire accepter le premier. Voici le texte de ce second contre-projet :

« Art. 1er. Il n'y aura plus de duché de Varsovie; il sera disposé des territoires qui lui appartiennent entre l'Autriche, la Prusse et la Russie dans les proportions dont il sera ultérieurement convenu.

« Art. 2. La ville de Dantzick sera érigée en ville libre.

« Art. 3. Le roi de Saxe sera indemnisé de la perte

du duché de Varsovie au moyen de la cession qui lu sera faite des territoires autrichiens et prussiens enclavés dans le royaume et d'une rectification de frontières, laquelle procurera à la Saxe un territoire de 500,000 âmes pris dans la Silésie autrichienne et la Prusse.

« Art. 4. Les provinces illyriennes seront cédées à l'Autriche depuis les frontières actuelles jusqu'à une ligne tirée de la frontière de la Carinthie jusqu'au golfe de Quarnero. Dans cette ligne ne se trouvent compris ni l'Istrie, ni Trieste, ni le comté de Gorice, ni Villach, parce que céder l'Istrie ce serait céder Venise; — Trieste, s'exposer à des discussions perpétuelles d'autorité; — Gorice, parce que la possession de l'une rend indispensable la possession de l'autre; — Villach, parce que, sans Villach, le Tyrol est compromis et nos communications interrompues. »

L'intégrité des États de Sa Majesté le roi de Danemark serait garantie.

La transaction resterait secrète. Quant à Hanovre, à Hambourg, à Lubeck et au protectorat de la confédération du Rhin, c'étaient là, écrivait le duc de Bassano, des questions qui ne pouvaient être traitées sérieusement aujourd'hui. La renonciation à ces territoires comme au protectorat serait une condition déshonorante pour Sa Majesté; le protectorat était un fait qui tenait au fond même des choses.

La journée et la nuit du 9 août avaient été consacrées à la rédaction des deux contre-projets, en sorte

que malgré toute la diligence possible ils ne purent être expédiés que dans la nuit du 10 au 11 août, c'est-à-dire après l'heure fatale où avait expiré l'armistice.

Le jour même où les deux projets furent expédiés de Dresde, M. de Metternich demanda au duc de Vicence s'il aurait une réponse le soir. Le duc répondit : « Vous avez pris quarante-huit heures pour produire vos conditions; vous devez nous en laisser autant pour répondre. » M. de Metternich répliqua que ce n'était pas la faute de l'Autriche si l'on avait tant tardé, et qu'elle ne pouvait rien changer au délai convenu. Impatients d'arriver au terme de l'armistice, les alliés voudraient hâter la marche du temps. Le 10 à minuit, leurs plénipotentiaires signifient à M. de Metternich que, l'armistice étant écoulé, leurs pleins pouvoirs sont expirés et que le congrès est dissous. L'Autriche est mise en demeure d'exécuter sans le moindre délai le pacte juré à Reichenbach. L'Autriche obéit. Des feux, signaux convenus d'avance, sont allumés sur les montagnes qui séparent Prague de Trachenberg. L'armée russe, sous les ordres de Barclay de Tolly, lève ses camps et fait irruption en Bohême.

C'est le 11 seulement dans la matinée que le duc de Vicence put communiquer à M. de Metternich d'abord le premier contre-projet, que le ministre autrichien ne daigna même pas discuter, puis le second, qui devint l'objet d'un débat sérieux. M. de Metternich s'étonna de notre prétention de conserver Hambourg et Lubeck, et de retenir Trieste. « L'empereur Napoléon, dit-il au

duc de Vicence, sait bien qu'il n'y a de port qu'à Trieste, que Fiume n'en est pas un, que c'est par conséquent Trieste qu'il nous faut, non pour menacer personne, mais pour vivre. » Du reste il déclara que la situation de l'Autriche était changée depuis quelques heures, qu'hier encore elle était médiatrice, qu'aujourd'hui elle ne l'était plus, qu'elle ne pouvait plus se prêter à des ouvertures qui ne seraient pas adressées en même temps aux trois cours, mais que l'empereur d'Autriche n'en persisterait pas moins à soutenir avec le plus grand zèle la cause de la paix, que l'empereur Alexandre serait le 15 à Prague, et que l'on pourrait traiter directement avec ce souverain.

Ne sachant s'il devait rester à Prague ou partir, M. de Caulaincourt demanda le 11 de nouvelles instructions, et surtout des pouvoirs en règle ; il ne cacha pas à l'Empereur que sur certains points l'Autriche serait inflexible. « Elle voudra absolument Trieste. Jamais nous n'obtiendrons qu'elle donne la moindre indemnité à la Saxe. Hambourg et Lubeck seront une grave difficulté. » Le 12, il annonça qu'il ne désespérait encore de rien ; mais en même temps il conjura l'Empereur de ne pas insister sur des points secondaires tels que Trieste. Il ajouta que l'empereur François était soupçonneux, et lui supposait l'intention de rester à Prague pour y attendre l'empereur Alexandre et ouvrir avec ce souverain une négociation séparée. Toute la crainte du duc de Vicence était que l'empereur d'Autriche, de peur d'être pris au dépourvu, ne précipitât les événements. L'Empereur reçut cette

dépêche dans la journée du 13, et il prit aussitôt ses dernières décisions. Le duc de Bassano écrivit sous sa dictée au duc de Vicence :

« Nous refusons Trieste, parce que Trieste, c'est l'Istrie, et l'Istrie pour nous ne veut pas dire l'Istrie, mais Venise. Il est de l'honneur de la France d'exiger des indemnités convenables pour le roi de Saxe. Nous demandons qu'il ne soit question ni de Hambourg ni de Lubeck. Vous pouvez donner communication à M. de Metternich de l'ultimatum de Sa Majesté. Nous vous envoyons les pouvoirs nécessaires pour tout signer en deux heures. C'est à l'Autriche maintenant à proposer nos conditions à ses alliés. S'ils les acceptent, vous traiterez par le canal de l'Autriche. Nous aimons mieux qu'elle négocie pour nous, étant en guerre avec nous, qu'en qualité de médiatrice. Cela est plus honorable pour elle comme pour nous. Si elle rejette notre ultimatum, il faudra en conclure, ou qu'elle ne sera pas d'accord avec nous sur le fond, ou bien qu'elle n'aura pas convaincu ses alliés. Dans ce dernier cas, il sera évident que si vous aviez proposé vous-même ces conditions, vous n'auriez pas réussi davantage à les faire accepter. En résumé, tout dépend de l'Autriche. Il faut que tout passe par ses mains ; nous ne pouvons faire des propositions patentes à des gens qui viennent de rompre avec éclat la négociation sans avoir voulu seulement nous entendre.

« Dès que vous vous serez assuré qu'il ne reste aucune chance de s'arranger, vous partirez tout de suite ;

Sa Majesté ne veut pas, monsieur le duc, que vous serviez à orner le triomphe de l'empereur Alexandre à Prague. Vous quitterez cette ville avant son arrivée.

« Du reste, Sa Majesté est décidée à ne point se prêter à une prolongation d'armistice, et elle est disposée à la guerre plus que l'Autriche. Elle souhaite que vous partiez bien du principe que nous ne sommes pas fâchés que cette puissance se soit mise en état de guerre avec nous. La secrète joie qu'éprouve Sa Majesté dans une situation digne de son génie n'a point échappé à la pénétration de M. de Bubna. Il sait que nous avons pour nous l'avantage que donne la possession de toutes les pièces de l'échiquier. Il reconnaît avec toute l'Europe que nous avons pour nous toutes les puissances du génie. Sa Majesté, qui se fie à la Providence, entrevoit les grands desseins qu'elle a fondés sur elle. Ses plans sont arrêtés. Elle ne voit partout autour d'elle que des motifs de confiance. »

Ainsi l'empereur Napoléon restituait toutes les provinces illyriennes, à l'exception de Trieste. Il maintenait le principe d'une indemnité en faveur du roi de Saxe, mais sans désigner les territoires qui devraient la constituer ; il entendait conserver Lubeck et Hambourg, mais rendait tous les autres territoires qui composaient la 32e division militaire. Il renonçait à la confédération du Rhin ; enfin il n'insistait plus sur la garantie de l'intégrité du royaume de Danemark. C'étaient là de très-larges concessions. Tous les points essentiels, sauf Trieste et Hambourg, étaient accordés.

Néanmoins les nouvelles instructions contenues dans la dépêche du 13 ne répondaient qu'imparfaitement aux prières adressées à son souverain par le duc de Vicence. Celui-ci se persuadait que la paix du monde dépendait de notre renonciation à la possession de Trieste et de Hambourg. Voici ce qu'il écrivait le 14 à minuit au duc de Bassano : « Je vous avoue que j'espérais plus de latitude ; quand on veut une chose, il faut vouloir les moyens de la faire ; j'espère une autre dépêche cette nuit ; si je n'ai rien de plus pour aller chez M. de Metternich, j'espère peu : j'aurai tout le désagrément et ne serai cependant pas en faute. Je vous parle, monsieur le duc, comme si nous habitions la même ville. Que de larmes la journée de demain peut essuyer ou faire verser ! »

Exalté par l'espoir que rien n'était encore perdu, et qu'en accordant immédiatement tout ce qu'exigeait l'Autriche, la paix était possible encore, M. de Caulaincourt résolut de tenter un dernier et suprême effort, et dans la nuit même du 14 au 15 il adressa à son souverain la lettre suivante : « Pesez dans ce moment, sire, les intérêts véritables de la France, ceux de votre dynastie, ceux enfin d'une sage politique. Mettez-les dans la même balance que ceux de la gloire des combats avec ses chances, et Votre Majesté fera la paix. Daignez vous convaincre, sire, que cette guerre ne ressemble pas aux précédentes. Chacun a vu les fautes et, qui plus est, calculé les risques du parti qu'il a pris. L'Autriche, que je nomme encore, n'a pas préparé l'évacuation de ses archives de Vienne et fait d'autres prépa-

ratifs sans avoir prévu des revers dans cette lutte générale. La Russie ne court plus aucun risque; elle combat chez les autres. La Prusse est engagée pour elle et malgré elle. Il y va de la vie. Quant à l'Allemagne, elle suivra l'Autriche, qui sait trop que sa cause sera sans appel, si le signal est une fois donné. L'Angleterre se défend en Espagne, mais au premier coup de canon elle commandera partout, et Votre Majesté ne sera pas partout. Si ses armées ont le moindre revers, si même ses batailles sont comme les dernières, sans de grands résultats, qui peut prévoir les conséquences de cette réaction générale et assigner un terme à cette coalition?

« Confondez vos ennemis, sire; déjouez leurs projets; faites la paix, ne fût-ce que pour laisser passer l'orage. Elle calmera les têtes, et on ne trouvera plus dans l'avenir les mêmes moyens de les exalter. L'honneur français n'a aucun sacrifice à faire, puisqu'on ne demande rien à la France... La France, le monde vous demandent la paix. Celle proposée vous servira mieux que la plus heureuse guerre. Daignez, sire, écouter ce vœu de paix, et permettez à un bon Français, à un homme qui aime votre véritable gloire autant que sa patrie, de vous le répéter. »

Le courrier chargé d'apporter au duc de Vicence ses pleins pouvoirs arriva à Prague le 15, à une heure du matin. A ces pleins pouvoirs était jointe une nouvelle lettre du duc de Bassano, qui contenait le dernier mot de Napoléon : l'Empereur concédait tout ce que lui demandait l'Autriche. « A quelques difficultés près qui

n'ont point d'importance, dit M. de Metternich au duc de Vicence le 15, les propositions faites aujourd'hui par la France auraient fait la paix le 10, parce qu'alors l'Autriche aurait mis tout le poids de sa puissance contre les alliés, s'ils ne les avaient pas acceptées. Je vous le répète, le 10, l'empereur Napoléon donnait la paix au monde. Ce n'est pas une paix autrichienne que nous pouvons faire; il ne s'agit pas de nos intérêts personnels, mais de ceux de l'Europe entière. Notre marche a été droite, loyale et raisonnée. Aujourd'hui nous avons 150,000 Russes chez nous, et nous avons des engagements avec eux. Les Russes et les Prussiens ont fait un traité avec la Suède, ils ont des engagements avec l'Angleterre. Nous n'en avons pas encore avec ces deux puissances, et le 10, je vous le répète, nous n'en avions avec personne. Ce n'est pas notre faute si vous n'avez pas voulu parler quand nous vous en sollicitions. L'empereur d'Autriche n'a jamais voulu commander la paix; il n'a voulu que la rendre praticable en mettant dans la balance tous ses moyens afin d'appuyer le parti le plus modéré. »

M. de Metternich promit de porter à la connaissance de l'empereur de Russie et du roi de Prusse les dernières propositions de l'empereur Napoléon; mais il ne cacha pas que cette démarche le plaçait dans la situation la plus délicate. Il dit que plus son gouvernement désirait la paix, plus il était obligé de garder de ménagements vis-à-vis de ses alliés: qu'ils le croyaient tout à fait Français dans cette question, et qu'il n'existait qu'un moyen d'arriver à la pacification, c'était d'avoir

l'air de gens qui n'ont pas voulu écouter avant de s'être concertés avec leurs alliés.

Cependant l'empereur Alexandre venait d'arriver à Prague, et le roi de Prusse devait s'y rendre de son côté dans peu de jours. Le duc de Vicence se retira au château de Kœnigsaal, situé à une petite distance de la ville, et y attendit le résultat des communications de M. de Metternich. Le 16 août, ce ministre informa le duc de Vicence que les souverains de Russie et de Prusse n'avaient point trouvé dans les dernières propositions faites par l'empereur Napoléon les moyens d'atteindre le grand but qu'ils poursuivaient, et les jugeaient en conséquence inadmissibles. Cette déclaration mettait fin à la mission du duc de Vicence, qui partit le 16 pour retourner à Dresde; elle apprenait à ceux qui s'étaient nourris d'illusions pacifiques que pendant toute la durée de l'armistice la Russie et la Prusse n'avaient point concouru sérieusement un seul jour à l'œuvre de la pacification, et que l'Autriche elle-même avait fini par embrasser le parti de la guerre. C'en était fait : les négociations étaient rompues, et elles l'étaient surtout par la volonté du médiateur et des alliés. On sait quelles en furent les conséquences : la rupture des négociations de Prague entraîna l'effroyable guerre qui pendant huit mois a couvert la France de sang et de ruines, qui l'a livrée, vaincue et mutilée, aux implacables vengeances de l'Europe coalisée.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES

PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE DE RUSSIE.

L'ALLIANCE AUTRICHIENNE.

Pages.

Chapitre premier. — Le divorce. — Efforts de M. de Metternich pour rompre l'alliance de la France et de la Russie. — Bataille de Batin, juin 1810. — Question polonaise. — Question maritime. — Blocus continental. — Réunion de la Hollande à la France — Bernadotte élu prince royal de Suède, armement de la Russie 1

Chapitre II. — Armement de la Prusse. — Déclaration de M. de Romanzoff au sujet de la Pologne. — Alliance de la France et de l'Autriche, 14 mars 1812. — Alliance de la Prusse avec la France, 24 février 1812. — Relations de Bernadotte avec la France et de la Russie. — Paix de Bucharest, 28 mai 1812. — Ultimatum du cabinet de Saint-Pétersbourg, 26 avril 1812. — Départ de Napoléon pour Dresde, 9 mai. — La grande armée française sur le Niémen. 97

LA PRUSSE EN 1813.

Retraite de Moscou. — Départ de Napoléon de Smorgoni pour la France. — Destruction de la grande armée. — Attitude de la Prusse et de l'Autriche. — Défection du général York. — Mouvement de retraite de Macdonald. — Hésitations du roi de Prusse. — Perte successive de la Vistule et de la ligue de l'Oder. — Le roi de Prusse à Breslau. — Le baron Stein. — Traité de Kalisch. — Médiation armée de l'Autriche. 179

DERNIÈRES NÉGOCIATIONS. — CONGRÈS DE PRAGUE.

Pages.

Mouvement offensif des Russes et des Prussiens. — Départ de Napoléon de Saint-Cloud, 15 avril. — Bataille de Lutzen. — Propositions de l'Autriche. — Bataille de Bautzen. — Armistice de Plesswick. — Traités de Reichenbach entre les puissances coalisées et l'Autriche. — Ouverture du congrès de Prague. — Ultimatum de l'Autriche, 8 août. — Entrée de l'armée russe en Bohême, le 10 août. — Napoléon accepte, le 15 août, les propositions du cabinet de Vienne. — Le 16 août, l'Autriche entre dans la coalition. 287

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU CINQUIÈME VOLUME.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.




G.E. STECHERT & Co
(ALFRED HAFNER)
NEW YORK


89094695111
B89094695111A